

C. I. S. C.

Confédération Française des Travailleurs Chrétiens
26, RUE DE MONTHOLON, 26 — PARIS-IX

26^e CONGRÈS NATIONAL
PARIS 12-13-14 MAI 1951

RAPPORT MORAL

PRÉSENTÉ PAR
MAURICE
BOULADOUX

Secrétaire général de la C.F.T.C.



C. I. S. C.

Confédération Française des Travailleurs Chrétiens
26, RUE DE MONTOLON, 26 — PARIS-IX

26^e CONGRÈS NATIONAL
PARIS 12-13-14 MAI 1951

RAPPORT MORAL

PRÉSENTÉ PAR
MAURICE
BOULADOUX

Secrétaire général de la C.F.T.C.



ERRATA :

La page 33 se trouve intervertie
avec la page 34.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
CHAPITRE PREMIER : LA C.F.T.C. EN 1951.	
I. — Situation maternelle	3
II. — Propagande	7
III. — Formation	10
IV. — Situation morale	18
V. — Réalisations pratiques	24
Annexe au Chapitre Premier	29
CHAPITRE II : LA C.F.T.C. DANS LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET SOCIALE.	
I. — L'évolution de la situation économique	31
II. — La réforme fiscale	35
III. — Les prix et le pouvoir d'achat	36
IV. — Les problèmes de main-d'œuvre	42
CHAPITRE III : LA C.F.T.C. EN ACTION.	
I. — Salaire et pouvoir d'achat	44
II. — Comités d'entreprises	56
III. — Climat de réaction	56
IV. — Conflits sociaux	59
V. — Sécurité sociale	66
VI. — Prestations familiales	71
CHAPITRE IV : DES ANTILLES A TAHITI	81
I. — Situation syndicale	82
II. — Représentation internationale	91
III. — Le Secrétariat des T.O.M.	93
IV. — Au Conseil Economique	100
V. — Vers l'avenir	102
CHAPITRE V : LE TRAVAIL CONFEDERAL.	
I. — Travaux du B.C. de la Commission Exécutive et du C.N.	105
II. — Les Commissions Confédérales	113
CHAPITRE VI : PROBLEMES INTERNATIONAUX.	
I. — Coopération internationale	141
II. — Commission syndicale pour l'E.R.P.	143
III. — Plan Schuman	145
IV. — Le Syndicalisme Chrétien international	147
V. — La C.I.S.L.	151
VI. — L'O.I.T.	155
CONCLUSION	157

INTRODUCTION

Pour la première fois le rapport moral présenté au Congrès Confédéral couvre une période de deux années. C'est dire que, malgré sa densité, il ne retracera qu'imparfaitement et de façon succincte la vie de la C.F.T.C. entre juin 1949 et avril 1951.

Du moins espérons-nous que le lecteur sentira, à travers ces pages, que, sur le plan matériel, notre mouvement se renforce et qu'il poursuit, dans tous les domaines, son équipement et sa progression.

Sur le plan moral il en est de même. Les controverses, parfois passionnées, que déchainent nos actes, nos attitudes, notre orientation ne sont-elles pas la preuve de l'importance du « fait social » C.F.T.C. et de notre autorité ?

Nous avons donc franchi sans dommage, bien au contraire, et nous sommes les seuls, une des périodes les plus difficiles de la vie syndicale.

D'autres se sont livrés, pour raffermir une situation chancelante ou pour tenter de s'imposer, à toutes sortes de manœuvres pour conserver ou pour gagner la confiance ouvrière. Ils l'ont fait en pure perte : les résultats sont là. Les travailleurs en ont assez des exercices de gymnastique révolutionnaire et ils n'ont que dégoût pour les petites combinaisons subalternes qui se développent dans les antichambres ministérielles ou dans les bureaux des partis.

Ils veulent une action virile, certes, mais franche et loyale et ils ne s'y trompent pas : les résultats électoraux consignés dans les premières pages de ce rapport en portent le témoignage. Oui, la classe ouvrière, la masse laborieuse nous fait de plus en plus confiance et nous n'avons pas besoin pour cela de transiger avec nos principes ou de camoufler notre doctrine.

Bien au contraire, c'est en restant fidèles à ce qui fait notre originalité, notre raison d'être, c'est en respectant notre vieille devise « être soi-même et collaborer » que nous recueillons nos plus beaux succès.

Aucune équivoque ne doit d'ailleurs subsister : la « morale sociale chrétienne » à laquelle nous référons n'est pas, pour nous, une entrave. Bien au contraire, les principes d'action que nous dégageons de notre doctrine nous obligent à une lutte de chaque jour pour l'amélioration des conditions de vie des familles laborieuses ; elle nous prescrit de combattre, sans haine mais vigou-

reusement, pour la transformation du régime économique injuste et cruel dans lequel nous vivons.

Nous savons, sous notre responsabilité, déduire de cette doctrine un programme répondant aux aspirations du monde du travail, dont les événements de mars 1951 ont souligné le désir profond d'un changement dans l'ordre économique et social ; nous savons aussi fixer nos moyens d'action et en déterminer les limites.

Sur tous les terrains nous restons les champions de l'organisation professionnelle paritaire, à l'encontre du courant étatiste et collectiviste ; nous poursuivons notre tâche dans un esprit de négociation, mais nous ne nous interdisons nullement de recourir à la grève pour faire triompher des revendications justes et opportunes lorsque nous nous heurtons à l'incompréhension totale des employeurs ; enfin, nous nous déterminons nous-mêmes, ce qui ne signifie pas que nous nous refusions à tout contact avec les autres organisations ouvrières sur des points précis et pour des actions limitées dans le temps : l'unité d'action n'est pas, pour nous, un but, elle demeure un moyen.

Agissant ainsi, nous avons la certitude de rester fidèles à nos traditions et de conserver son vrai visage au syndicalisme chrétien.

Le rapport qui va suivre est une œuvre collective : tous les membres du secrétariat confédéral (1) y ont participé pour la partie qui les concerne personnellement. Le Secrétaire général tient à adresser à tous ses plus sincères et fraternels remerciements, non seulement pour cette collaboration précise mais pour tout le travail qu'ils accomplissent chaque jour, à longueur de mois et d'année, dans des conditions difficiles, pour que vive et progresse notre C.F.T.C. au service de la classe ouvrière.

(1) Jean ALIDIÈRE, Gérard ESPÉRET, Georges LEVARD, Pierre MICHON, Simone TROISBROS, Robert VANSIELEGHEM, Secrétaires généraux adjoints ; Marcel ADAM, Secrétaire administratif ; Fernand BESSE, Pierre GRAVEND, Raymond LEBESCOND, Gustave SALMON, Secrétaires confédéraux ; Auguste BAHUAUD, Marie-Louise DANGUY, Jacques ETEVENON, Geneviève JOUBERT, Jean-Paul MURCIER et André RIVES, Secrétaires responsables des divers services.

CHAPITRE PREMIER

LA C.F.T.C. EN 1951

I. — SITUATION MATERIELLE

REFORMES DE STRUCTURE

Les réformes adoptées en 1949 sont entrées en application au 1^{er} janvier 1950.

a) Organisation matérielle

Les réformes ont entraîné au plan confédéral la mise en place de notre Service central de Perception et de Ventilation des cotisations.

Cette mise en place s'est effectuée au prix d'un effort d'organisation sérieux et a permis avec un minimum de personnel de faire face à un travail important et délicat.

Le 10 de chaque mois comme prévu, bordereau et virement postal ont été adressés à nos Fédérations et Unions départementales.

L'année 1950, année de mise en route, a permis au Secrétariat confédéral, tenant compte des suggestions ou critiques des Fédérations et Unions départementales, d'étudier les perfectionnements à apporter pour 1951 afin que ces organismes puissent suivre l'évolution du placement des cartes confédérales en particulier. Les dispositions prises en 1951 doivent répondre aux exigences qui ont été exprimées.

b) Difficultés financières

La partie délicate reste celle du paiement à la commande des timbres, résultant en partie des trésoreries syndicales alimentées par des cotisations de base insuffisantes, loin encore de l'« heure mensuelle de travail ».

La part revenant mensuellement aux Unions départementales pour la cotisation de gestion ou pour la cotisation de solidarité est insuffisante pour faire face dans beaucoup de cas aux dépenses de ces organismes. Des cotisations supplémentaires sont demandées dans la plupart des cas par les Unions départementales à leurs syndicats de base, ce qui entraîne un travail supplémentaire de perception.

Etant donné le taux très variable de ces cotisations dont on trouve également quelques exemples au plan fédéral il est très difficile,

même par un relèvement général du montant du timbre commandé au Service central de perception et de ventilation des cotisations de pallier cette difficulté.

c) *Appréciations des U.D. et Féd. sur la rentrée des cotisations par le canal du S.C.P.V.C.*

Dans l'ensemble, nos organisations départementales et fédérales, sont satisfaites de l'expérience. Avec le concours de tous, nous pourrions continuer la mise au point de notre service.

Les Unions départementales ont apprécié en particulier la rentrée plus régulière des cotisations de solidarité. Nos syndicats nationaux et nos fédérations acquittant cette cotisation de solidarité, auront un effort à faire en 1951 qui est celui de faire connaître aux Unions départementales, par le canal de la Confédération, les noms de leurs responsables locaux ou départementaux afin que ceux-ci ne restent pas isolés de l'activité interprofessionnelle locale ou départementale.

d) *La fraude*

La sous-commission de Propagande et d'Organisation, composée de représentants du Bureau confédéral a eu à veiller à la bonne application des réformes de structure.

Elle a été saisie à plusieurs reprises de l'utilisation de cartes et de timbres ne provenant pas du centre confédéral.

L'intervention de délégués envoyés sur place a permis de régler la plupart des irrégularités signalées. Cette pratique relève souvent de l'insuffisance de la cotisation de base.

Nous insistons vivement pour que les organismes éprouvant des difficultés n'hésitent pas à saisir le Secrétariat confédéral avant que de recourir à des formules qui ne respectent pas les décisions de nos congrès.

e) *Fonds de solidarité*

L'institution de ce fonds alimenté par un prélèvement sur le montant de la carte confédérale est réservée en tout premier lieu au lancement de nouveaux organismes. En 1950 notre effort a porté particulièrement sur deux secteurs importants :

1° — Le financement pour une année d'un secrétaire permanent dans l'industrie de la conserve. L'effort accompli par ce permanent nous a permis de reconquérir un secteur dans lequel la C.F.T.C. avait joué jusqu'en 1939 un rôle important;

2° — La mise en place d'un permanent responsable de l'Organisation des Marins de la Marine marchande et des Marins pêcheurs.

Une magnifique trouée est faite dans la Marine marchande et à la suite de notre syndicat des officiers, nous notons une montée rapide de nos effectifs auprès des marins.

La trouée est également faite pour les marins pêcheurs et pour-suivant notre effort en 1951, nous allons pouvoir réaliser notre Fédération de la Marine marchande et de la Pêche.

3° — Une partie des fonds a été consacrée à aider nos organisations des T.O.M. dont vous trouverez plus loin le magnifique bilan d'activité.

4° — Ainsi qu'il avait été prévu, nous avons également pu aider à la réalisation de notre Union régionale du Centre.

Ainsi, le fonds de solidarité a permis un nouvel effort d'organisation et de pénétration de la C.F.T.C. et a répondu pleinement au but qui lui avait été assigné dans le cadre de nos réformes de structure.

f) *Poursuite de notre effort d'organisation*

1951 doit nous conduire à renforcer notre équipement fédéral. Un magnifique effort a été accompli depuis la Libération et particulièrement depuis 1949. Nous devons le poursuivre.

Nous devons également nous pencher très sérieusement sur notre équipement départemental et régional.

Dans les réformes de structure adoptées nous avons insisté sur la nécessité de liaisons régionales par le canal soit d'Unions régionales, soit de Comités de liaison.

Peu de chose a été réalisé dans ce domaine en dehors du plan de la « Formation ».

1951 doit nous donner l'occasion de réaliser pleinement les « objectifs » que nous nous étions fixés en 1949.

EVOLUTION DES EFFECTIFS

Dans le rapport présenté au 28^e congrès de 1949, nous notions que malgré une certaine désaffection du monde du travail à l'égard du syndicalisme en général, notre Confédération avait pu enregistrer une augmentation des effectifs cotisants de l'ordre de 5 % par rapport à 1947.

Cette désaffection n'est malheureusement pas disparue et malgré notre trouée dans certains secteurs, une progression dans d'autres, nous avons dû enregistrer quelques reculs, ce qui ne nous permet pas aujourd'hui d'accuser une nouvelle montée sur 1949. Le placement des cartes 1951 nous permet d'affirmer le maintien des positions acquises sur le territoire métropolitain et une magnifique avance dans les T.O.M.

La campagne de propagande engagée du 11 au 18 mars, doit porter ses fruits et au congrès, nous devrons pouvoir apprécier ses résultats.

Au cours des années 1949 et 1950, le Bureau confédéral a prononcé l'affiliation de 284 syndicats. 6 Fédérations ont également été affiliées provisoirement en attendant la ratification du présent congrès. Ce sont les fédérations suivantes :

- Fédération des Syndicats d'Agents et Organismes de la Sécurité sociale et des Institutions sociales ;
- Fédération syndicale des Affaires étrangères ;
- Fédération de la Batellerie ;
- Fédération française des Syndicats de la Marine nationale ;
- Fédération nationale de l'Aviation civile ;
- Fédération nationale des Gérants d'Alimentation et Coopératives de Consommation.

T.O.M.

L'importance de notre effort d'organisation dans les T.O.M. a justifié la rédaction d'un chapitre spécial qu'on lira par ailleurs.

IMMIGRES

De tout temps, la C.F.T.C. s'est intéressée au problème de l'organisation des travailleurs étrangers en France.

Avant la guerre la C.F.T.C. avait déjà accueilli les étrangers en les intégrant, conformément aux statuts confédéraux, dans les syndicats de base de leurs professions respectives et en assurant ainsi, par l'intermédiaire de nos organisations affiliées, leur défense professionnelle.

Après la guerre, par suite de l'émigration ou de l'exil des populations de l'Est européen, la C.F.T.C. fut sollicitée de constituer des sections nationales étrangères groupant, par pays d'origine, les travailleurs émigrés.

Ainsi furent fondées en 1945 : la Section nationale Ukrainienne et la Section nationale Biélorussienne.

A la suite des accords intervenus entre la France et l'Italie pour l'émigration régulière d'un nombre important de travailleurs italiens en France, la C.F.T.C. décida, avec l'organisation italienne des A.C.L.I., d'instituer un Secrétariat populaire des Travailleurs italiens pour l'assistance syndicale, sociale, morale, juridique des émigrés.

Enfin le développement de l'émigration, au cours de ces dernières années, a conduit la C.F.T.C. à étendre l'organisation préexistante et le Bureau confédéral, dans sa session de février 1950, a voté un projet d'organisation générale qui comprend essentiellement :

— L'institution d'un Secrétariat des travailleurs étrangers au sein du Secrétariat général de la C.F.T.C. pour assurer la direction, le contrôle de l'organisation ainsi que les liaisons avec les services extérieurs et intérieurs;

— La création de Sections nationales au sein de la C.F.T.C. groupant par pays d'origine, les travailleurs émigrés ou exilés.

Dix nouvelles sections nationales furent successivement constituées. Actuellement, l'organisation se présente ainsi :

Section ukrainienne (responsable : POPOVITCH). — *Section biélorussienne* (responsable : RYDLEVSKY). — *Section italienne* (responsables : DELL UOMO D'ARME, BREMBATI, DATO). — *Section russe* (responsable : POLIANSKI). — *Section polonaise* (responsables : SZCZEPANIAK, KAIM, MIKOLAJCZAK, CHALUPZAK). — *Section bulgare* (responsable : PEEV). — *Section roumaine* (responsables : MICU, BARABAS). — *Section lithuanienne* (responsables : MASIULIS, Mme NAVAKAS). — *Section croate* (responsable : MEHES). — *Section lettone* (responsable : PETERSONS). — *Section slovaque* (responsable : LUKAC). — *Section tchèque* (responsable : RADA). — *Section hongroise* (responsable : SERFOZO).

Un règlement intérieur, adopté par le Bureau confédéral de la C.F.T.C., définit l'objet, la structure administrative et financière des

sections nationales ainsi que leurs relations avec les diverses organisations de la C.F.T.C. Il indique notamment :

« La section a pour but :

« a) D'établir une liaison organique entre tous les membres adhérents à cette section;

« b) D'organiser des services d'entr'aide d'assistance matérielle, sociale, juridique et culturelle entre ses adhérents. »

Pour les questions qui sont d'ordre strictement professionnel, la section s'en réfère obligatoirement, aux organisations confédérées : syndicats, fédérations de métier, Unions départementales ou locales.

Les Sections nationales vont constituer en province des groupes régionaux et locaux sous la direction d'un responsable régional.

L'organisation générale des sections s'inspire de la structure administrative de la Confédération.

Les Sections nationales sont habilitées auprès de l'Office national d'Immigration de l'Organisation internationale des Réfugiés, l'Office français de Protection des Réfugiés et Apatrides, du Service social d'Aide aux Emigrants, pour la représentation de leurs adhérents.

Le Secrétariat des Travailleurs étrangers assure, notamment, les liaisons avec les services intéressés des Ministères, ainsi qu'avec les Administrations et Institutions nationales et internationales spécialisées.

Sur l'initiative de notre section ukrainienne, et avec l'appui de la C.I.S.C., s'est tenue à Paris, les 31 mars et 1^{er} avril 1951 la première conférence des syndicalistes chrétiens libres de l'Europe centrale et orientale, des pays baltes et balkaniques.

Un statut d'organisation nationale et internationale des réfugiés présenté par la C.F.T.C. a été adopté par la C.I.S.C. et une commission des réfugiés a été instituée au sein de la C.I.S.C.

II. — PROPAGANDE

Depuis le 1^{er} janvier 1950 un secrétaire général adjoint a été chargé de prendre la responsabilité du secteur propagande auquel l'on a adjoint celui de l'organisation, afin de veiller à l'application de nos réformes de structure.

Notre Commission confédérale de propagande se réunit régulièrement chaque mois à l'occasion des séances du Bureau Confédéral, ainsi que la Sous-Commission de propagande et d'organisation chargée de faire des propositions au comité financier et au Bureau Confédéral sur l'utilisation du fonds de solidarité.

A l'échelon régional, nos Commissions de propagande, dont la mise en place avait trouvé un commencement de réalisation, sont à reprendre.

Nous pouvons déclarer sans fausse honte que nous devons repenser la mise en place de l'organisation de la propagande à tous les échelons du mouvement.

Le schéma présenté en juin 1947 reste valable, il nous faut simplement détecter à tous les échelons du mouvement depuis la

section d'entreprise en passant par le Syndicat, l'Union Locale, l'Union Départementale et la Fédération, les militants qui prendront la responsabilité du secteur propagande.

Quelques-uns sont en place, mais pas assez nombreux et très souvent démunis de moyens.

Dans les Congrès fédéraux et départementaux, on met très souvent l'accent sur la nécessité de la propagande. Il nous faut définitivement passer à l'action en 1951.

Il faut qu'un courant s'établisse de la base au sommet et retourne du sommet à la base. La Commission confédérale entend, avec le concours de tous, rétablir un bulletin de liaison pour les responsables à la propagande du mouvement.

Campagnes.

Un gros effort a été fait à l'occasion des élections du 8 juin 1950 pour la désignation des membres des Conseils d'Administration de la Sécurité Sociale.

Du 11 au 18 mars, notre semaine de propagande semble avoir provoqué un effort de nombreux militants. Les bulletins ou circulaires transmis par quelques Unions Départementales en sont un témoignage.

En avril et octobre-novembre, l'effort de propagande portera sur les inscriptions et les élections prud'homales.

Congrès et tournées.

a) *Congrès.* Le Secrétariat a assuré comme les années précédentes la participation d'un membre du Secrétariat ou du Bureau Confédéral, à tous les Congrès d'Unions Départementales de Fédérations qui le lui ont demandé.

Les secrétaires fédéraux ont également apporté dans de nombreux cas un concours précieux à nos Unions Départementales.

b) *Tournées.* En janvier 1950, Nickmilder a fait une visite à nos amis corses. Pour les T.O.M., vous trouverez dans l'activité de ce secteur l'effort accompli par le centre confédéral. Le secrétaire à la propagande a consacré une semaine à nos camarades du Sud-Ouest.

Conférences et contacts.

Nous avons poursuivi l'effort entrepris et nos dirigeants nationaux assurent de nombreuses conférences et participations auprès des milieux les plus divers.

Affiches, tracts, brochures.

Une affiche en deux couleurs, un tract sur les conventions collectives ont trouvé un accueil très favorable.

L'impossibilité où nous nous trouvons, faute de moyens financiers suffisants, de fournir gratuitement ou à un prix très bas ces outils de propagande que sont le tract et l'affiche à nos organisations, ne nous permet pas de voir grand.

Pour les brochures, *Le Carnet du Propagandiste* reste à réaliser.

Nous avons fait éditer une carte postale de la M.T.C. Avec le concours de notre section polonaise, nous avons édité un tract et une brochure de propagande en langue polonaise.

Notre librairie est ouverte depuis le 1^{er} mars 1951 au rez-de-chaussée de l'immeuble de la Maison des Travailleurs Chrétiens.

PRESSE CONFEDERALE

Le problème particulier de *Syndicalisme* ne peut être examiné ici que très rapidement.

Rappelons toutefois que depuis le 1^{er} janvier 1950, la nouvelle formule comprenant un quatre pages chaque semaine et la dernière semaine du mois la publication d'un magazine, semble avoir donné toute satisfaction à nos camarades qui apprécient aussi bien la documentation précise de l'hebdomadaire que la teneur variée du magazine et de ses rubriques multiples.

Toutefois, nous devons bien avouer qu'il reste beaucoup à faire dans le domaine de *Syndicalisme*. Des organisations nous ont apporté leur collaboration et c'est ainsi que le magazine paraît sous les éditions de *Nord-Social*, *Voix Sociale*, *Lorraine Sociale*, *Vive Labeur* et *La Vie des Industries Chimiques*, éditions régionales ou spécialisées qui viennent soutenir le journal en même temps qu'elles mettent à la disposition de nos militants locaux ou professionnels l'organe répondant à leurs besoins propres et dont la présentation aussi bien technique que rédactionnelle offre aux lecteurs un degré d'intérêt qui ne faiblit pas.

Pourtant, un effort est encore à faire, car certaines régions se désintéressent trop particulièrement de la diffusion du journal. Le problème des éditions régionales doit être revu, afin de multiplier celles-ci. Disons, à ce sujet, que ces éditions peuvent s'inscrire soit dans le cadre de *Syndicalisme-Hebdomadaire* où une page ou deux peuvent être réservées pour la parution (sous un titre déterminé), d'un numéro de l'hebdomadaire, ou alors dans la formule du magazine où les éditions régionales peuvent également bénéficier d'une page ou deux.

Au cas où ceci s'avérerait trop important, la page des Unions et des Fédérations ouvre à chacun de nos groupements une tribune où des comptes rendus, des convocations, des résultats d'élections peuvent trouver le cadre de leur expression.

Nous signalons d'ailleurs que, pour les syndicats qui ont compris l'envoi du magazine dans le montant de leurs cotisations syndicales mensuelles (c'est là une excellente solution), il peut leur être fourni des bandes, qui, chaque mois, établies par leurs soins, et renvoyées à l'administration du journal, permettront une diffusion pratique, rapide et contrôlable de celui-ci.

Les abonnements qui se sont développés dans les semaines passées doivent être poursuivis car, outre les syndicats dont nous rappelons que c'est une obligation pour eux d'être abonnés à *Syndicalisme*, il se trouve encore certaines organisations (Unions Départementales, Fédérations, Unions Locales), qui n'ont pas satisfait à ce que nous pensons être une indispensable obligation morale.

Nous lançons le même appel aux dirigeants de ces groupements qui, eux aussi, doivent être tenus au courant rapidement et directement, et nous demandons à tous nos camarades exerçant une responsabilité syndicale (que ce soit dans une entreprise nationalisée, dans un Conseil d'Administration de la Sécurité Sociale, dans un Comité d'entreprise, etc...) de tenir compte justement de ces responsabilités, et des devoirs qui en résultent, pour souscrire un abonnement.

Quoi qu'il en soit, le problème de *Syndicalisme* est celui de la presse en général, par les difficultés que nous rencontrons chaque jour du fait de l'augmentation des charges diverses (en particulier le papier a presque doublé de prix en six mois), et il est un fait que ceci crée de lourdes charges à tous les journaux.

Nous ne nous étendrons pas sur ce point, mais nous répéterons que *Syndicalisme*, journal libre et indépendant, ne peut vivre qu'avec l'appui de tous les militants de la C.F.T.C. et c'est pourquoi nous avons créé également des abonnements de soutien et de propagande, afin de permettre, à ceux qui peuvent le faire, un geste supplémentaire pour notre journal.

Cependant, dans les semaines qui viennent, il semble que les problèmes de la presse syndicale doivent être repris dans leur ensemble ; les difficultés de la presse en général se répercutent, nous l'avons vu, sur la presse syndicale, et, en ce qui concerne la C.F.T.C., nous estimons qu'une étude générale de tout ce qui touche à nos journaux doit être envisagée. Tout en laissant à nos bulletins toute la liberté rédactionnelle qui s'impose, il apparaît pourtant que des problèmes techniques d'administration, d'impression, de routage, de fourniture de papier, de publicité devraient être étudiés en commun pour aboutir à une rationalisation génératrice de frais généraux moins élevés et en même temps susceptible, par là même, de représenter un groupe de défense beaucoup plus important et beaucoup plus écouté lorsqu'il s'agit de discuter certains des problèmes auxquels un journal doit faire face actuellement.

Nous devons souligner que les numéros spéciaux du magazine édité à l'occasion des élections à la Sécurité Sociale et pour notre semaine de propagande du 11 au 18 mars, ont été particulièrement appréciés.

RELATIONS AVEC LA PRESSE QUOTIDIENNE ET LA RADIO

Pour la Presse, nous devons indiquer que les contacts établis depuis plusieurs années avec la Presse parisienne et les agences de province se poursuivent normalement.

Il nous est plutôt reproché de ne pas remettre de communiqués alors que les autres centrales ouvrières ne laissent pas passer une journée sans donner quelque chose. A la Radio, nous continuons à apporter notre concours aux émissions ouvertes aux syndicalistes. Nous avons dû intervenir à plusieurs reprises pour protester sur la façon de présenter nos communiqués dans les revues de Presse.

III. — LA FORMATION

LE BUT DE NOTRE EFFORT

Permettre aux militants de faire face à leurs responsabilités, voilà un premier objectif que doit s'assigner tout effort d'éducation entrepris au sein d'un mouvement syndical qui veut être en mesure de remplir sa mission.

Cet effort de formation syndicale, par delà les militants, s'adresse

à tous les syndiqués. Car il ne saurait s'agir seulement de dégager une élite, mais d'assurer les véritables conditions d'une « promotion ouvrière », promotion qui ne rentre dans les faits, qu'autant qu'elle est permise par une « capacité ouvrière » acquise par l'expérience, par la prise de responsabilités, elles-mêmes soutenues par un effort permanent d'études et de pensée.

C'est le résultat de l'effort fait dans ce sens à tous les échelons du Mouvement que nous rappellerons dans les lignes ci-dessous. Nous nous attacherons également à dégager les perspectives d'avenir et à préciser les objectifs plus immédiats qui semblent s'imposer.

LA STRUCTURE

Avant d'aborder le domaine des « réalisations », il faut que nous nous arrêtions sur l'organisation, qui seule permet de créer et d'animer celles-ci.

Il est évident que si tout le monde parle de la formation nécessaire, mais si nulle équipe, à chaque échelon de la C.F.T.C., ne pense spécialement les problèmes que cela pose, si aucun responsable n'est désigné, nous n'avancerons pas.

C'est donc la mise en place des « Commissions de Formation » à chaque échelon du Mouvement que nous poursuivons depuis 1947.

Rappelons brièvement la structure arrêtée :

« Une Commission confédérale de Formation » appuyée sur un secrétariat permanent représentant un des services du secrétariat confédéral.

La Commission confédérale se réunit mensuellement, son rôle est de susciter, de coordonner, de réaliser ou d'aider à réaliser toutes les activités éducatives dans l'ensemble de la Confédération.

Elle propose chaque année des programmes d'études, elle édite sous le nom d'« Institut confédéral d'études et de formation syndicales », la revue *Formation*, les cours par correspondance, des brochures.

« Les Commissions régionales de formation ».

Dix-huit Commissions régionales sont actuellement en place, elles décentralisent l'action de la Confédération pour plusieurs départements.

Les rencontres semestrielles, à Paris, suivies avec beaucoup de régularité par tous les responsables régionaux, permettent une grande cohésion dans le domaine de la formation au sein du Mouvement.

Les Commissions se réunissent tous les trimestres, elles sont composées du responsable à la formation de chaque département, et de toutes personnes qualifiées. Elles sont chargées d'organiser les sessions d'*Ecoles normales ouvrières* en ce qui concerne leur région. La vitalité de ces Commissions régionales est évidemment en corrélation directe avec celle du Syndicalisme dans la région, mais nous pouvons constater combien leur activité est indispensable pour aider les permanents des Unions Départementales, pour relancer, susciter, encourager les animateurs des cercles d'études, journées d'études, tant sur le plan départemental que régional et même parfois local.

Les Commissions départementales de Formation.

Sur ce plan, il nous faut cette année encore dire que tout n'est pas parfait. Il existe de nombreuses Unions Départementales où une « Commission de Formation » est mise en place et remplit son rôle d'animatrice des efforts à fournir sur le plan local, qui réalise deux à quatre fois l'an des Journées d'études, qui participe aux E.N.O. Mais un nombre encore trop important ne réalise rien dans ce domaine. Sans « Commission », sans « responsable » aucune action suivie ne peut être envisagée, aucun programme établi, aucune bonne volonté suscitée.

Il nous faudra, au Congrès, revenir sur cette nécessité. *Pas une Union Départementale sans « Commission de Formation » ou pour les Unions Départementales à faible densité, syndicale sans au moins « un responsable ».*

Les Commissions locales de formation.

Sur ce plan également, beaucoup de travail reste encore à faire, cela est normal car c'est à cet échelon que l'activité doit être la plus intense, elle est aussi la plus diverse et demande de puissants moyens en équipement, en compétence. Une Commission étoffée doit, dans chaque Union Locale, se mettre en place. Cela est souvent réalisé dans les fortes Unions Locales, combien rarement encore dans les moyennes et petites localités. Il y a là un problème crucial pour la réalisation de tout l'effort de formation nécessaire et qui doit toucher militants et syndiqués. C'est pourquoi nous avons fait dans ce rapport une place toute particulière à ce que nous appellerons « *les Centres locaux d'éducation syndicale* » à la constitution desquels nous devons nous attacher cette année et l'an prochain. Nous reprendrons ce sujet un peu plus loin.

Les Commissions fédérales.

Enfin, dans la structure qui doit se réaliser, donnons toute la place qui est essentielle à l'effort qui revient aux « *Fédérations* ». Elles aussi doivent avoir leur Commission de formation. Presque toutes nos Fédérations éditent à l'intention de leurs militants des bulletins adaptés, cela relève de l'information professionnelle. Mais, n'est-ce pas déjà la base non seulement de l'action, mais de la formation syndicale.

La liaison nécessaire de la Commission confédérale avec les Fédérations se met en place petit à petit, elle se fait à l'occasion de réalisations précises tels les cours par correspondance, sessions d'études, etc... Elle doit tendre à se développer, car nous devons arriver à avoir dans la C.F.T.C. de fortes réalisations dans le domaine de la formation, sur le plan de chaque Fédération et cela en coordination avec l'effort confédéral.

LES REALISATIONS

La formation des syndiqués.

Nous l'avons déjà précisé, la formation du syndiqué ne relève pas des réunions d'études, mais d'un effort adapté d'information écrite et orale, également d'une structure syndicale qui fonctionnant normalement, doit permettre à chaque syndiqué d'être « pris en charge » en quelque sorte par un militant, soit au sein de son

entreprise, ou lorsqu'il est isolé professionnellement, sur le plan local.

Cela revient en premier lieu à chaque syndicat, aux sections syndicales locales et aux sections d'entreprises, ainsi qu'aux Unions Locales.

Il est certain qu'un effort comme celui fait par nos camarades du Haut-Rhin et du Bas-Rhin qui, chaque dimanche, organisent une moyenne de vingt et une réunions dans les sections locales, et cela à l'intention des adhérents, est intéressant. Cela est une formule, il nous faut en trouver plusieurs pour répondre à toutes les situations.

Mais il est un fait que l'éducation des adhérents ne peut se faire que si nous possédons des militants eux-mêmes suffisamment informés et compétents.

Analysons brièvement les nombreuses réalisations à l'actif de l'ensemble du mouvement dans ce domaine.

Les Cercles d'études et les Journées d'études.

Après le dépouillement des rapports des Commissions régionales, en fonction également des notes que nous avons prises lors des Congrès départementaux et de notre propre participation à quelques journées, des contacts pris dans l'ensemble du pays, nous pouvons faire état des résultats suivants : Chaque année, dans cent trente centres, deux cent soixante-dix réunions d'études ont été organisées réunissant quatre mille trois cents militants.

Mais ces chiffres demandent malgré tout quelques explications. Nous constatons d'abord qu'ils sont importants par eux-mêmes, mais qu'ils devront être largement dépassés, pour peu que nous intensifions notre organisation au plan local. En effet, dans ces réunions d'études, nous avons des cercles d'études mensuels ou bi-mensuels, organisés en particulier avec le plus de régularité dans l'Est, le Nord, l'Ouest et la région de Lyon, ainsi que sur certains secteurs de la région parisienne. Nous avons également tenu compte des Congrès régionaux des délégués des Comités d'entreprises, des prud'hommes, quelques réunions de formation concernant les administrations de la Sécurité Sociale et des Allocations Familiales qui vont d'ailleurs s'intensifier cette année, mais dans le cadre de la Commission confédérale spécialement chargée de ces problèmes.

C'est dire que, ne disposant pas des données permettant de faire les distinctions nécessaires, nous avons additionné des réalisations très différentes, car il existe évidemment une grande différence entre les militants qui suivent des cercles d'études chaque quinzaine et même chaque mois d'octobre à juin et ceux qui ne participent qu'à une réunion d'études dans l'année.

Signalons que dans ces chiffres nous avons inclus les quatre cents militants touchés par la Fédération des employés dans ses réunions d'études sur le plan régional.

Toutes ces explications nécessaires fournies, il ne reste pas moins qu'un sérieux travail se fait, que de nombreuses équipes enseignantes se constituent et cela est très important, (nous en reparlerons à propos des E.N.O.), que des milliers de militants consentent un effort que nous ferons en sorte d'intensifier mais qui se trouve pour nombre d'entre eux complété par leur participation à d'autres réalisations, cours par correspondance, E.N.O., abonnements à *Formation*, etc...

Les Cours par Correspondance.

Par cette formule, nous avons touché 1.404 militants depuis février 1949, qui se répartissent ainsi :

- 411 inscrits de février à juillet 1949 ;
- 473 inscrits d'octobre 1949 à mai 1950 ;
- 520 inscrits de novembre 1950 à mai 1951. Pour cette dernière période, sur ces 520 inscrits, 279 le sont pour le cycle « *Initiation Syndicale* » et 241 pour le cycle « *Etudes Juridiques* ».

Ces cours répondent donc à un besoin. Ils permettent à des militants isolés, et aussi à des « équipes » de parfaire leurs connaissances en consacrant une heure de travail par semaine à l'étude, des cours et à la rédaction des devoirs demandés. Les devoirs sont lus et annotés par des équipes de correcteurs. Pour tous détails sur les méthodes de travail, la teneur des cours, les conditions, etc... se reporter à *Formation*, n° 28 de septembre-octobre 1950 et à *Syndicalisme*, n° 289, du 12 au 18 octobre 1950.

Pour octobre 1951, un cycle « *d'initiation à l'Economie politique* » viendra s'ajouter aux cycles précédents. Chaque cycle de six à sept cours de vingt à vingt-cinq pages grand format, représente l'équivalent d'un « manuel syndical » et offre aux Commissions responsables une documentation adaptée, qui peut également leur servir pour l'établissement d'un programme à l'échelon local, ces cycles d'études constituent donc un effort important d'équipement. La rédaction et la correction de ces cours ont rassemblé des spécialistes de valeur, des dirigeants expérimentés, une collaboration avec les Fédérations surtout en ce qui concerne le cycle d'initiation syndicale, tout cela concourt à rendre très riche cette expérience.

De plus, nous soulignons que la Fédération des Cheminots, employant la même formule, a mis sur pied un cycle de huit cours qui doit s'étendre sur deux années et qui porte sur « l'organisation de la S.N.C.F. » (histoire, structure, statuts, etc...). Il y a là une initiative heureuse, qui a touché sept cent cinquante cheminots militants, et qui vient compléter, sur le plan professionnel d'un grand secteur économique, l'effort de la Commission confédérale.

**

Signalons également la formule un peu différente prise par la Fédération des Employés qui fait paraître chaque mois, alternativement dans le journal *L'Employé* et dans son *Bulletin Fédéral*, des cours d'histoire ouvrière, de doctrine, de notions économiques élémentaires destinés à alimenter les cercles d'études de ses militants au plan local.

Les Ecoles Normales Ouvrières.

Chaque année, des sessions d'études réunissent des centaines de militants à travers le pays. Ces sessions tendent à correspondre à un enseignement supérieur, elles relèvent d'une véritable institution animée par la Commission régionale : les *Ecoles normales ouvrières* ; ainsi, chaque Commission régionale est responsable de son E.N.O. dont l'activité s'exerce surtout dans les sessions d'été.

Cette activité est en progression constante ainsi que le souligne les chiffres suivants :

1947 :	11 sessions	sont suivies	par plus de	400 militants	
1948 :	16	»	»	»	500 »
1949 :	19	»	»	»	700 »
1950 :	23	»	»	»	850 »

En 1951, vingt-cinq sessions doivent se tenir, nous devrions atteindre le millier de participants.

Ces chiffres sont importants, ils le seraient bien davantage si une véritable politique d'éducation populaire prévalait en France, si les militants ne devaient pas perdre leur salaire ou consacrer la moitié de leur congé annuel pour suivre ces stages. Ces E.N.O. vivent du sacrifice et du désintéressement tant des animateurs, des professeurs que des militants. En 1950, si l'on tient compte des subventions confédérales et de l'aide apportée par les organisations syndicales, c'est trois millions qui ont été intégralement déboursés par les militants ouvriers pour parfaire leur formation. Et ces militants ont, eux aussi, une famille à faire vivre et leurs activités syndicales leur causent bien souvent d'autres dépenses, déplacements, divers abonnements, etc... Pense-t-on suffisamment à ces problèmes d'ordre très matériel certes, mais qui rentrent en ligne de compte pour une si grande part dans l'effort de culture ouvrière.

Nous aurions encore bien des choses à dire au sujet de nos E.N.O., nous vous renvoyons à l'article paru dans *Formation*, n° 25 de mai 1950 et nous pourrions apporter quelques développements en réunion de commission au Congrès.

Nous soulignons en terminant l'effort pédagogique très important réalisé dans ces réunions. Le mérite de cet effort revient aux participants qui savent consentir à une discipline de travail, mettre en commun leur expérience mais aussi à ces « équipes enseignantes » qui se constituent à travers le pays, et qui sont composées de militants syndicalistes expérimentés, manuels, employés, cadres, professeurs du S.G.E.N. et de l'Enseignement libre, de personnalités non syndicales mais sympathisantes à notre effort, économistes, avocats, etc...

Ainsi, à l'occasion de nos cours par correspondance, de nos E.N.O., de nos réunions d'études, nous rassemblons toutes les « valeurs » qui avec nous veulent bien travailler pour permettre à la classe ouvrière d'assumer le rôle qui lui revient.

Les Journées d'information confédérale.

Ces journées d'études qui se tiennent chaque lundi qui suit le Comité national, sont destinées aux dirigeants des Unions Départementales et des Fédérations. Elles sont suivies par un auditoire variant de trente à soixante militants. Là encore, le problème du temps disponible et des frais supplémentaires se pose, une indemnité est versée à chaque participant, mais évidemment, elle ne le défraie pas de toutes ses dépenses.

Ces réunions sont d'un intérêt très grand, les informations sont de qualité et les sujets importants. Depuis l'an dernier, une étude sur le Syndicalisme dans les divers pays est l'objet d'une information donnée par un représentant de chacun des pays en cause. Nous avons ainsi bénéficié des études sur le Syndicalisme en Belgique, en Suède, en Italie, aux Etats-Unis, au Japon, en Angleterre. Sur

le plan économique, des études sur la banque, les problèmes économiques de l'Europe, le problème des transports, etc...

Il est à souhaiter qu'un plus grand nombre encore d'auditeurs participent à ces journées, elles permettent, suivies régulièrement, d'enrichir nos connaissances de façon des plus appréciables.

Les sessions nationales de permanents.

Ces sessions sont très importantes, car elles s'adressent aux secrétaires permanents, c'est-à-dire à des militants qui ont consacré toute leur activité au Syndicalisme. Leur tâche est essentielle et demande, outre un dévouement à toute épreuve, un grand désintéressement, des compétences très grandes et variées. Les études abordées dans les sessions de permanents doivent donc permettre à ceux-ci de faire face à leurs responsabilités et la mise au point du programme est l'objet de beaucoup de soins.

Une centaine de permanents suivent chaque année ces semaines d'études, nous devrions atteindre, en 1951, un plus grand nombre de participants, nous savons que les obligations de nos camarades ne leur permettent pas toujours de se libérer, mais un effort malgré tout pourra être fait.

La revue « Formation ».

Notre revue s'impose à l'intérieur et même à l'extérieur de la C.F.T.C. Son tirage est de trois mille six cents exemplaires, ce qui, compte tenu des « services » et d'une marge nécessaire, nous donne un chiffre toujours un peu mouvant d'environ trois mille quatre cents abonnés. C'est un chiffre appréciable pour une revue, mais c'est un chiffre insuffisant pour une publication s'adressant aux militants d'un mouvement comme le nôtre. D'autre part, malgré la décision prise au Congrès de 1948, nombreux sont les syndicats et Unions Locales qui ne sont pas abonnés. Cela est dommage pour l'équilibre financier de la Revue, cela l'est aussi en fonction des services qu'elle pourrait rendre, de l'équipement qu'elle doit constituer quand ses études sont classées dans une documentation qui devrait exister dans tout organisme syndical. Sur ce point également nous pourrions nous entretenir à la réunion de commission du Congrès.

L'enquête que nous avons ouverte en octobre 1950 a été des plus fructueuses, elle portait sur le niveau de la revue, les nouvelles études à faire paraître, la présentation, etc... ; elle a permis un dialogue auquel ont pris part cent dix abonnés et beaucoup d'entre eux répondaient au nom d'une équipe de militants. Le résultat de cette enquête, réponses, commentaires et leçons à dégager a paru dans *Formation* n° 32 de février 1951 ; nous vous demandons de vous y reporter.

OBJECTIFS

Premier objectif : les centres locaux d'éducation syndicale.

Le centre local d'éducation syndicale, c'est l'institution qui devra être mise en place dans chaque Union Locale. Il sera animé par la Commission locale de formation qui doit être composée de militants appartenant aux diverses branches professionnelles et catégories.

Le centre aura pour but de susciter, coordonner et aider toutes les activités relevant de l'éducation ouvrière sur le plan local.

De nombreuses tâches s'offrent à lui :

- aider les syndicats et les sections d'entreprises à réaliser la formation syndicale des adhérents (collaboration à la rédaction de tracts, de circulaires, mise au point d'arguments, etc...) ;
- mettre au point des cercles d'études pour les collecteurs délégués du personnel, les délégués aux Comités d'entreprise, etc... ;
- réaliser sur le plan interprofessionnel quelques journées ou demi-journées d'études ;
- choisir et aider les candidats pour les sessions E.N.O. ;
- suivre de près les abonnements à *Formation* ;
- suivre et éventuellement faciliter le travail en équipe des militants inscrits aux « cours par correspondance » ;
- mettre au point une bibliothèque adaptée avec prêt de livres ;
- réaliser un petit centre de documentation, ne serait-ce au départ qu'avec le classement rationnel des études paraissant dans *Formation*, dans les publications fédérales.

Mener sur le plan local ce que nous appellerons « une politique des compétences », c'est-à-dire ne pas hésiter à solliciter le concours des syndiqués et militants, fonctionnaires et cadres qui peuvent collaborer à l'enseignement, des professeurs, avocats, personnalités qualifiées. Il y a partout des bonnes volontés qui pourraient être « utilisées » et qui ne le sont pas, et cela est dommage pour tous.

Si nous voulons que le Syndicalisme soit l'outil de formation ouvrière, il nous faut en prendre les moyens.

Actuellement, nous disposons suffisamment de moyens fournis par les publications, les E.N.O., les cours par correspondance, les responsables régionaux et départementaux pour nous permettre de donner à notre effort d'éducation ouvrière une large assise sur le plan de toutes les localités.

Il faudrait que dans les mois prochains, de nombreux « centres locaux d'éducation syndicale » se constituent. En fait, très rapidement, une centaine de Commissions locales de formation pourraient constituer ce que nous demandons car leurs réalisations s'en approchent de très près. Ils feraient office de « centres témoins » dont nous ferions connaître à tous, par l'intermédiaire de *Formation*, les initiatives et l'organisation. Il faut que sur cette importante question un large débat s'ouvre à l'occasion du Congrès, qu'une orientation tenant compte des avis des uns et des autres soit précisée. C'est ce que nous vous proposons.

Deuxième objectif :

Plus d'Union Départementale sans « Commission de formation » ou au moins « un responsable ».

Troisième objectif :

Plus de budget d'organisation syndicale, quelle qu'elle soit, sans un crédit destiné à la formation (bourses pour les E.N.O., abonnements, déplacements).

Quatrième objectif :

Un abonnement à *Formation* par *syndicat* et par *Union Locale* et qui ne se confonde pas avec l'abonnement personnel des dirigeants. Cela est d'un autre ordre.

Si nous poursuivons les tâches amorcées et que nous réalisons les objectifs précis que nous avons analysés plus haut, nous ferons avancer d'une façon très sensible notre programme d'éducation ouvrière.

De plus, l'achat par la C.F.T.C. du domaine de Bierville ouvre les perspectives d'une école permanente des cadres syndicaux. Sommes-nous à la veille de voir se réaliser le souhait formé par le Président J. Zirnheld en 1937, et dont nous faisons état l'an dernier ? Peut-être.

Pour l'instant, bien des problèmes de réparations, d'aménagements, de crédit de fonctionnement restent à résoudre.

D'autre part, nous devons penser à mettre au point les moyens pour soutenir l'action des animateurs et des « équipes enseignantes » constituées autour des « centres locaux ». Peut-être nous faudra-t-il envisager des sessions spécialisées de pédagogie ouvrière ? Prévoir un bulletin ronéotypé de liaison entre les centres faisant part des expériences, des méthodes de travail, des plans d'études, etc...

Tout cela est encore de l'avenir. Mais un avenir qui pourrait être proche si à tous les échelons nous faisons un effort suffisant. Ainsi, petit à petit, pas aussi vite que nous le voudrions, mais sûrement, ensemble, nous réaliserons les conditions d'une véritable promotion ouvrière.

IV. — SITUATION MORALE

Pour apprécier celle-ci nous avons un « test » remarquable qui est celui des élections professionnelles et sociales.

Notre caractère représentatif et notre audience auprès des travailleurs ne font que s'accroître dans toutes les consultations électorales.

Le patronat et les pouvoirs publics ne peuvent ignorer cette influence et le rôle important, voir prépondérant de la C.F.T.C. dans la conjoncture économique et sociale actuelle.

Les pouvoirs publics, dès 1936, avaient dû reconnaître le caractère représentatif de la C.F.T.C. et nous croyons utile de rappeler quelques déclarations.

« Vous êtes une organisation ouvrière, vous êtes une force, vous avez le droit de vous faire entendre et de donner votre avis sur les grands problèmes qui se posent aujourd'hui. »

J. LEBAS (S.F.I.O.), *Ministre du Travail*.
(Audience du 10 juin 1936.)

La C.G.T., la C.F.T.C., et la Confédération des travailleurs intellectuels, devront s'entendre, en tant qu'organisations les plus représentatives des travailleurs, pour désigner d'un commun accord la

liste des arbitres à soumettre au Ministre » (décision du Conseil National Economique, mai 1938).

Ce caractère représentatif de la C.F.T.C. affirmé, dès avant la guerre, se trouve confirmé aujourd'hui par le large crédit accordé à nos militants par les masses laborieuses du pays.

ELECTIONS PROFESSIONNELLES

Comités d'entreprises, délégués du personnel, commissions mixtes ou paritaires sont une occasion de marquer que, dans tous les secteurs de la vie professionnelle et pour toutes les catégories de salariés, des ouvriers aux cadres, la C.F.T.C. se place comme la première organisation syndicale libre de ce pays.

Le numéro spécial de *Syndicalisme* de mars vous a apporté une série de résultats confirmant l'affirmation ci-dessus. Ne pouvant rapporter ici tous les résultats qui nous sont parvenus, nous reprendrons quelques scrutins particulièrement significatifs.

METALLURGIE

— Elections aux automobiles Renault à Billancourt :

	Ouv. et Empl.	Tech. et Cadres	TOTAUX
C.F.T.C.	2.127	932	3.059
C.G.T.	18.498	1.437	19.935
C.G.T.-F.O.	1.425	414	1.839
C.G.C.	—	1.576	1.576
Divers	2.762	—	2.762

— Elections du Comité d'Etablissement des automobiles Peugeot, à Sochaux (28 décembre 1950) :

	Ouv. et mens. coeff. inf. à 200	Mensuels, coeff. sup. à 200	TOTAUX
C.F.T.C.	1.640	338	1.978
C.G.T.	3.711	175	3.886
C.G.T.-F.O.	944	294	1.238
C.T.I.	732	139	871

Pour les deux collèges réunis, voici les résultats comparatifs pour les années 1948-1949-1950 en % des voix recueillies :

	1948	1949	1950
C.F.T.C.	20,8 %	23,2 %	24,8 %
C.G.T.	56,3 %	60 %	47,9 %
C.G.T.-F.O.	23,5 %	16,7 %	15,4 %
C.T.I.			11,7 %

— Elections du Comité d'Entreprise des usines Alsthom à Belfort (14 décembre 1950) :

	Ouv. et Empl.	Tech. et A. de M.	TOTAUX
C.F.T.C.	1.664	777	2.441
C.G.T.	2.376	197	2.573
C.G.T.-F.O.	400	160	560

Le comité d'entreprise pour 1951 est en majorité C.F.T.C. avec

cinq délégués contre trois à la C.G.T., alors qu'en 1950 la majorité était inverse et comprenait cinq C.G.T. et trois C.F.T.C.

— Elections du Comité d'Etablissement usines Schneider du Creusot (27 avril 1950) :

	Ouvriers et empl.	A. de M., chefs de bureau techniciens chefs d'équipes	Ingénieurs et cadres	TOTAUX
C.F.T.C.	1.440	771	31	2.242
C.G.T.	3.381	176		3.557
C.G.T.-F.O.	495	62		557
C.G.C.			146	146

BATIMENT

Pour cinquante-huit entreprises du Bâtiment, des Travaux Publics et matériaux de construction, les résultats recueillis par notre Fédération pour les élections soit de Comité d'entreprise ou de délégués du personnel, donnent les chiffres ci-après pour le collège « ouvriers » :

C.F.T.C.	2.841 voix
C.G.T.	3.881 voix
C.G.T.-F.O.	239 voix
Divers	42 voix

TEXTILE

Les derniers résultats communiqués par notre Union locale de Roubaix-Tourcoing, concernant les élections aux Comités d'entreprises sont les suivants pour le collège « ouvriers-employés » :

Roubaix : 18 établissements.

C.F.T.C.	2.077 voix
C.G.T.	2.118 voix
C.G.T.-F.O.	1.061 voix

Tourcoing : 11 établissements.

C.F.T.C.	2.268 voix
C.G.T.	1.774 voix
C.G.T.-F.O.	143 voix

PRODUITS CHIMIQUES

— Elections du Comité d'entreprise aux usines Michelin, Clermont-Ferrand.

Collège A : ouvriers et employés.

	1948	1949	1950
C.F.T.C.	1.192	1.359	1.540
C.G.T.	4.370	5.125	4.410
C.G.T.-F.O.	2.084	1.679	1.560

Collège B : maîtrise, dessinateurs, techniciens, ingénieurs.

	1948	1949	1950
C.F.T.C.	320	398	200
C.G.T.	185	265	149
C.G.T.-F.O.	809	805	951

MINES

Elections du Comité d'entreprise de Pechelbronn (Bas-Rhin) (20 mars 1951)

	Ouvriers et employés de maîtrise	Agents	Totaux	Gains
C.F.T.C.	3.989 v.	350 v.	4.339 v.	+ 500
C.G.T.	2.965 v.		2.965 v.	

Elections aux Comités mixtes à la production (4^e trimestre 1950) dans sept arsenaux et Etablissements :

C.F.T.C.	18 sièges
C.G.T.	31 sièges
C.G.T.-F.O.	5 sièges
Divers	3 sièges

P.T.T.

Résultats des élections aux commissions administratives paritaires centrales en 1950. (Ces élections intéressent le personnel titulaire de France et de l'Union Française.)

C.F.T.C.	28.639 voix au lieu de 21.519 en 1948
C.G.T.	55.337 voix
C.G.T.-F.O.	38.486 voix
Comité de défense des inspecteurs	7.110 voix
Syndicat National des Agents	6.338 voix
C.G.C.	1.317 voix

La C.F.T.C. obtint dix-neuf sièges dont six ouvriers au lieu de douze en 1948, dont un ouvrier.

Auxiliaires.

Les élections qui ont eu lieu par région en 1950 donnent les résultats suivants (manque région de Nancy) :

C.F.T.C.	13.572 voix
C.G.T.	18.306 voix
C.G.T.-F.O.	12.885 voix

A noter en particulier, les résultats de la région de Strasbourg : C.F.T.C. 1.092 ; C.G.T. 220 ; F.O. 202. La C.F.T.C. obtient douze sièges (titulaires et suppléants) sur douze à pourvoir.

CHEMINOTS

Résultats des élections des délégués à la Sécurité en 1950 :

C.F.T.C.	45.097 voix
C.G.T.	220.765 voix
C.G.T.-F.O.	35.874 voix

A souligner que pour cette élection, la C.F.T.C. n'a pas présenté

des candidats partout. Les prochaines élections générales des délégués du personnel doivent se dérouler le 11 avril 1950.

RECONSTRUCTION

Le 22 novembre 1950, l'élection des délégués au Service central confirme la majorité de la C.F.T.C. :

C.F.T.C.	3.762 voix et 16 sièges
C.G.T.	1.189 voix et 4 sièges
F.O.	1.556 voix et 4 sièges
C.G.C.	1.058 voix et 5 sièges

PREFECTURE DE LA SEINE

Le referendum des 1^{er} et 2 mars 1950 a été, pour la C.F.T.C., l'occasion de démontrer la progression constante de son influence dans les services de la Préfecture de la Seine.

C.F.T.C.	5.351 voix
C.G.T.	16.517 voix
F.O.	3.439 voix
Cadres	1.430 voix
F.E.N.	1.346 voix

BANQUE DE FRANCE

Les élections du 2 février 1950, pour la désignation des membres des Comités d'entreprises affirment, une fois de plus, notre caractère le plus représentatif. Sur 66 sièges à pourvoir, la C.F.T.C. obtient 39 sièges avec 5.474 voix ; les Autonomes 18 avec 4.270 voix ; la C.G.T. 2 avec 1.080 voix ; la C.G.C. 7 avec 873 voix.

BANQUES

L'ensemble des résultats pour les élections des Comités d'entreprises en 1949 est le suivant :

C.F.T.C.	34.131 voix
C.G.T.	16.557 voix
C.G.T.-F.O.	19.769 voix
S.N.C.B.	5.112 voix

Les élections de juin 1950 à la seule Société Générale pour les Comités d'Etablissements (Paris et province) donnent les résultats ci-après :

Sièges attribués :

	1 ^{er} collège Employés	2 ^e collège Cadres	TOTAUX
C.F.T.C.	108	49	157
C.G.T.	35	3	38
C.G.T.-F.O.	53	17	70
C.G.C.		7	7
Indépendants	53	46	99

ASSURANCES

Les résultats des élections des délégués du personnel connus au

12 février 1951 pour 88 sociétés d'assurances ayant leur siège à Paris, donnent le tableau ci-après :

	C.F.T.C.	C.G.T.	C.G.T.-F.O.	S.N.A.M.	Ind.
Voix	5.822	6.071	2.067	518	705
Sièges	155	135	47	4	13

SECURITE SOCIALE ET ALLOCATIONS FAMILIALES

Le scrutin du 8 juin 1950 a été marqué principalement par la présence de listes multiples et une campagne ouvertement dirigée contre la « syndicalisation » de la Sécurité Sociale.

Ce scrutin a été une nouvelle occasion pour la C.F.T.C. d'affirmer son caractère pleinement représentatif.

Nous rappelons les chiffres obtenus tant pour les Caisses Primaires de Sécurité Sociale que pour les Caisses d'Allocations Familiales.

Sécurité Sociale :

C.F.T.C.	1.172.612 voix 21,3 %
C.G.T.	2.392.067 voix 43,5 %
C.G.T.-F.O.	832.934 voix 15,2 %
Mutualistes	609.686 voix 11,1 %
Familiaux	289.903 voix 6,3 %
Divers	206.234 voix 3,6 %

Allocations Familiales :

C.F.T.C.	258.366 voix 23,7 %
C.G.T.	524.782 voix 47,9 %
C.G.T.-F.O.	147.981 voix 13,5 %
Mutualistes	44.335 voix 4 %
Familiaux	89.145 voix 8,1 %
Divers	31.116 voix 2,8 %

Au point de vue des sièges, la C.F.T.C. obtient :

Sécurité Sociale	536 sièges soit 22,44 %
Allocations Familiales	339 sièges soit 25,4 %

MINEURS

Dans les caisses de secours minières, nous enregistrons les résultats suivants :

	Voix obtenues						Divers
CAISSE DE SECOURS	Ins- crits	Vo- tants	CFTC	CGT	FO	CGC	—
Nord-Pas de Calais	33.268	31.651	5.278	18.791	7.582	—	—
Lorraine			5.349	8.125	1.332	623	330
Provence	5.235	4.382	1.171	2.604	1.464	—	—
Cévennes	1.974	1.149	417	286	62	—	—
<i>Totaux</i>			12.215	29.806	10.440	623	330
CAISSE DE RETRAITE							—
EMPLOYÉS (C.A.R.E.M.)							—
Ensemble de la France	36.920	24.203	10.605	4.624	5.461	2.957	3.850

GAZ ELECTRICITE

Comme l'affirme le n° 32 de *Gaz-Electricité*, journal de notre Fédération des Syndicats de l'Electricité et du Gaz de France, les élections sociales dans ces industries sociales marquent la progression continue de la C.F.T.C.

Pour 64 C.A.S.-C.C.O.S. 1949 : 95.539 suffrages : C.F.T.C. : 11.791 voix, soit 12,3 % ;

1951 C.A.S. : 102.428 suffrages : C.F.T.C. : 14.830 voix, soit 14,48 %.

Voici la répartition par listes de la consultation de 1951 :

C.F.T.C.	14.830 voix
C.G.T.	65.299 voix
C.G.T.-F.O.	13.329 voix
U.N.C.M. (C.G.C.)	4.542 voix
Liste d'Union	4.428 voix

V. — REALISATIONS PRATIQUES

IMMEUBLE CONFEDERAL

Le Congrès de 1946 décidait de l'installation d'une grande Centrale, pour l'établissement du Siège Social de la C.F.T.C.

Dans ce but, une société immobilière, « La Maison des Travailleurs Chrétiens », était créée, en décembre 1946. Les années 1947 et 1948 voyaient la réalisation du projet envisagé, grâce à l'acquisition de l'immeuble du 26, rue de Montholon et à son aménagement.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que cette opération immobilière a été entreprise sans aucun crédit au départ. La Maison des Travailleurs Chrétiens a dû recourir à la confiance des syndicalistes chrétiens. Un emprunt obligataire de 35 millions a été entièrement couvert dans les six mois, permettant ainsi de payer le prix d'acquisition de l'immeuble, les frais, et de commencer les premiers travaux d'aménagement. Pour mener à bonne fin le plan d'équipement établi, la Maison des Travailleurs Chrétiens a obtenu du Crédit Foncier de France un prêt de 18.000.000 de francs, et le Ministère du Travail, sur l'actif disponible des fonds de la Charte du Travail, a accordé à notre Mouvement une subvention de 15.000.000 de francs.

Après avoir réglé la totalité des entrepreneurs, la Maison des Travailleurs Chrétiens a eu à faire face ponctuellement à l'amortissement des emprunts contractés et au service des intérêts. L'ensemble des charges financières représente, durant 30 ans, le paiement d'une annuité de 3.450.000 francs, supportée entièrement par le budget confédéral.

Si la Maison des Travailleurs Chrétiens a eu à vaincre de nombreuses difficultés pour monter de toutes pièces cette réalisation, elle doit, chaque jour, lutter pour assurer une exploitation équilibrée de l'immeuble confédéral. Notre Mouvement connaît les soucis du propriétaire... Il faut entretenir, améliorer, faciliter le travail de

chacun, satisfaire aux prescriptions préfectorales de sécurité, applicables à un immeuble largement ouvert au public. Le Conseil de la Maison des Travailleurs Chrétiens a la préoccupation, tout en maintenant l'équilibre de l'exploitation, de mettre à la disposition des organisations utilisatrices un local propre, accueillant, en demandant à chacun une participation financière raisonnable.

Depuis le Congrès Confédéral, il a été procédé à diverses améliorations telles que la sonorisation des salles de réunions, l'installation de deux transformateurs, l'aménagement de la chaufferie, pour assurer un meilleur rendement du chauffage dans l'immeuble et éviter, d'autre part, une trop grosse répercussion sur les budgets des organisations, par suite de l'augmentation sensible du combustible.

Il va être procédé, dans les jours à venir, à une série de travaux de première urgence, pour répondre aux exigences préfectorales : nouvelle issue sur l'extérieur, éclairage de sécurité dans les salles, garage de vélos, modification de la cabine de transformation, etc...

Si, par rapport à « la rue Cadet », « la place Saint-Georges » ou « la rue Roquépine », il n'y a pas de comparaison possible, les dirigeants responsables de la C.F.T.C., mandatés pour la gestion de la Maison des Travailleurs Chrétiens, connaissent toutes les imperfections de l'immeuble, et cherchent avec ténacité les moyens financiers nécessaires pour y porter remède. Il s'agit là d'un travail de longue haleine, et qui ne pourra être mené à bien que grâce à la collaboration et à l'esprit de compréhension de tous.

BIERVILLE

A la suite du décès du regretté Marc Sangnier, sa famille a spontanément offert à la C.F.T.C. de lui céder le Domaine de Bierville (Seine-et-Oise), qu'un certain nombre de militants connaissent déjà.

Cette propriété comprend, outre le Château de Bierville (32 pièces), deux autres bâtiments importants : le Moulin (salles de réunion et chambres), et l'Hôtellerie (réfectoire et chambres).

La C.F.T.C., très sensible au geste accompli à son égard, a pensé que ce Domaine permettrait l'installation d'un centre permanent, mis à la disposition des organisations, pour la formation des militants et cadres syndicaux.

D'autre part, pour utiliser à plein ce domaine, et permettre une exploitation rationnelle, nous pouvons envisager, après la mise en place de l'Ecole de Formation, la création d'un centre de vacances pour les familles ouvrières.

« La Maison des Travailleurs Chrétiens » a pris en compte l'acquisition de ce domaine et son aménagement.

Pour financer une réalisation de cette importance, la C.F.T.C. a obtenu du Ministère du Travail une subvention d'équipement, qui permettra, dans un avenir proche, de procéder aux travaux de remise en état et d'adaptation indispensables.

CAISSE DE DEFENSE PROFESSIONNELLE

Nos Congrès de 1948 et de 1949 avaient fait ressortir la nécessité pour nos organisations, de pouvoir appuyer leur action professionnelle sur une « Caisse de Défense Professionnelle ».

Un chemin a été parcouru par certaines de nos organisations et aujourd'hui nous pouvons saluer l'existence auprès de la Caisse de notre Fédération du Livre-Papier-Carton, dont la création remonte à 1934, celles de l'Union Départementale du Nord, des Fédérations de la Métallurgie et des Produits Chimiques, et des projets en voie de réalisation de nos Fédérations du Textile, de la Pharmacie-Droguerie, des Cheminots, des Employés.

Bureau Confédéral et Comités Nationaux se sont penchés, au cours des années 1949 et 1950, sur un projet à soumettre à l'approbation du Congrès confédéral de 1951.

Ce projet publié à part doit nous permettre, au plan confédéral, de compléter les réalisations que nous rappelons ci-dessus.

Nous voulons instaurer une véritable « solidarité » dans la C.F.T.C. qui doit rendre plus efficace l'action professionnelle, source d'amélioration de la condition des travailleurs. Le Congrès 1951 se doit de doter notre mouvement de l'outil qui le rendra plus efficace dans l'action.

SERVICE JURIDIQUE

L'activité, du service juridique s'est poursuivie et développée au cours des années écoulées vers des objectifs assez différents.

Le premier était de satisfaire dans les délais les plus rapides aux multiples demandes de renseignements émanant des différentes organisations confédérées et relatives aux difficultés de tous ordres que soulève l'application pratique dans les entreprises des dispositions qui forment le droit du travail. Tâche essentielle pour épauler l'action des syndicats dans leur vie quotidienne, qui s'est révélée bientôt comme très lourde, en raison de la diversité des renseignements auxquels il fallait répondre, en particulier sur le plan de la région parisienne. Ce fait nous a conduit à demander à l'U.R.P. l'organisation des services de renseignements particuliers pour les adhérents de la région parisienne. Ainsi dégagé, le service juridique a pu concentrer ses efforts sur le droit du travail proprement dit, qui reste la pierre angulaire de l'action des syndicats, efforts qui ont été rendus possibles grâce à la mise à sa disposition d'une documentation assez poussée.

Cette documentation de choix lui a permis, d'autre part, d'assurer la parution régulière de la quatrième page de *Syndicalisme*, qui, comme on le sait, est consacrée à l'information juridique. Chaque semaine, les militants des syndicats sont, par elle, tenus au courant de l'actualité législative et de l'orientation de la jurisprudence. La rapidité de l'information, son exactitude ont été notre constant souci. On peut avancer aujourd'hui que *Syndicalisme* tient, à cet égard, une place très honorable au sein de la presse syndicale. C'est là une raison de continuer à assurer ce service malgré les sujétions qu'il impose.

Bien que le service juridique — ce n'est pas là son rôle — n'ait pris directement en mains aucune affaire judiciaire, il a été à même de conseiller utilement les syndicats engagés dans semblables actions devant les tribunaux. Grâce aux crédits inscrits à cet effet au budget de la C.F.T.C., une dizaine de pourvois tant devant la Cour de Cassation que devant le Conseil ont pu être formés dans

des affaires de principe, que les seules ressources des syndicats n'auraient pas permis de financer.

Le service juridique confédéral a, d'autre part, été appelé à collaborer avec différentes commissions confédérales à l'étude des problèmes de leur compétence, dans la mesure où les travaux de ces commissions nécessitaient un avis de sa part ou conduisaient à l'élaboration des propositions de lois. Le problème majeur fut, à cet égard, le retour à la libre discussion des salaires dans le cadre des conventions collectives, qui aboutit à des prises de position reprises par une proposition de loi déposée par J. Dumas. Une fois la loi votée, il convenait d'en expliquer le contenu, d'où la brochure éditée à ce sujet par l'Institut confédéral d'études et de formation syndicale et rédigée par lui en collaboration avec E. Muller. Par la suite, le vote du Code du Travail pour les travailleurs d'outre-mer retint toute l'attention du service juridique. De très nombreux amendements rédigés par lui, en collaboration avec la Commission confédérale compétente, ont été adoptés par l'Assemblée Nationale.

De multiples suggestions revêtant la forme d'amendements ou de propositions de loi qui viennent de lui, servent dans la discussion des lois en voie d'élaboration au Parlement. On peut citer à ce sujet les textes modifiant la législation relative au reçu pour solde de tout compte, aux effets du service militaire sur le contrat de travail, au chômage, aux conseils de prud'hommes, etc... Des textes améliorant la législation fiscale et celle des loyers ont été également élaborés par lui.

Le service juridique a enfin été amené à prendre un rôle important dans la formation des militants. A côté de la publication d'un certain nombre d'articles parus à cet effet dans la revue *Formation*, la création de cours par correspondance du 1^{er} degré, dont l'un était consacré à la formation juridique, celle, plus récente encore, d'un cycle d'études juridiques par correspondance l'ont conduit à se pencher tout particulièrement sur cette question. Son rôle a été d'élaborer le programme des cours, de rechercher les personnes auxquelles on en confierait la rédaction, de veiller à ce que les directives données soient suivies. Besogne absorbante mais dont l'intérêt qui est porté à ces cours montre bien qu'elle devait être faite.

CHARTRE DE L'HABITAT

Quelles que soient l'importance et l'efficacité des propositions concrètes tendant à la modification de telle ou telle disposition des textes législatifs réglant le logement et la construction, il est évident que la mise en œuvre d'une véritable politique de l'habitat, en France, nécessite un ensemble de réformes fondamentales touchant les différents domaines intéressés : économique et technique, administratif, fiscal et financier.

La C.F.T.C., qui mène une action hardie pour l'amélioration des conditions de logement des travailleurs, a compris cette nécessité et, sur présentation de sa Commission confédérale de l'habitat, a adopté, le 18 décembre 1949, un texte très complet sous forme de proposition de loi, intitulé « la Charte de l'Habitat ».

La lecture du sommaire suffit à faire comprendre l'étendue de la réglementation qu'elle recouvre :

Exposé des Motifs.

ARTICLE PREMIER. — Objet.

TITRE I. — Organisation administrative.

TITRE II. — Des organismes centraux et de leurs ressources.
Chapitre 1. — Caisse Centrale de la Construction.
Chapitre 2. — Fonds National d'Amélioration de l'Habitat.

TITRE III. — Organismes de construction et d'habitation.

Chapitre 1. — Généralités.

Chapitre 2. — Des divers organismes.

Section I. — Offices Publics d'Habitation.

Section II. — Sociétés Anonymes d'Habitation.

Section III. — Sociétés Coopératives de Construction et d'Habitation.

Section IV. — Sociétés de Crédit Immobilier.

Chapitre 3. — Groupements nationaux d'organismes de construction et d'habitation.

TITRE IV. — Dispositions foncières.

TITRE V. — Dispositions financières.

TITRE VI. — Dispositions fiscales.

TITRE VII. — Dispositions diverses.

TITRE VIII. — Dispositions transitoires.

Ce document, qui fait date en France dans les études entreprises — à cette échelle — sur le problème de l'habitat, en même temps qu'il apporte des modifications indispensables à la réglementation des H.L.M. (pour tenir compte de la conjoncture actuelle dominée par la faiblesse du pouvoir d'achat et la hausse du coût de la construction), préconise une organisation administrative autonome propre à assurer dans les meilleures conditions le financement des programmes de construction. Elle suggère des mesures nouvelles dans l'ordre du financement, des dégrèvements fiscaux, de la politique financière.

Il n'est pas interdit de croire que cet important travail a contribué à l'adoption, par le Gouvernement, au cours de l'année 1950, de nouvelles dispositions en faveur de la construction. Pour cette raison, le texte originel de notre Charte de l'Habitat avait besoin d'être réadapté.

La Commission confédérale de l'habitat étudie sa mise à jour qui sera terminée incessamment et avant la tenue de notre Congrès Confédéral.

Annexe au chapitre premier

MODIFICATION DU TAUX DES COTISATIONS

MINIMUM DU TAUX DE COTISATION

Le Congrès Confédéral de 1949 a décidé de la mise en place d'une nouvelle structure financière du Mouvement.

Il a été créé un Service Central de Perception et Ventilation qui, par la vente d'un timbre mensuel, dont la valeur a été fixée à 37 francs, encaisse et répartit les cotisations suivantes :

Départementale	15 francs
Fédérale	15 francs
Confédérale	7 francs

Les syndicats de cheminots, fonctionnaires paient aux Unions Départementales, au lieu de 15 francs, une cotisation de solidarité de 7 francs, et ceux du Gaz-Electricité 10 francs.

Fixées il y a deux ans, ces dispositions ne permettent plus, dans la conjoncture économique présente, aux organismes intéressés de satisfaire aux charges qui leur incombent. Un très grand nombre d'Unions Départementales demandent des cotisations supplémentaires variant de 5 à 15 francs ; quelques Fédérations se sont vues dans l'obligation de prendre des mesures semblables ; enfin, le budget de la C.F.T.C., pour l'exercice 1951, accuse lui-même un déficit notable.

D'autre part, si l'on veut continuer à garantir à chacun des échelons qui composent la C.F.T.C. un minimum de cotisations, il est indispensable qu'une revalorisation du timbre soit effectuée.

C'est pourquoi, sur proposition du Comité Financier, le Bureau Confédéral demande au Congrès Confédéral de fixer les modalités suivantes, pour le fonctionnement du Service Central de Perception et Ventilation des Cotisations.

— Le prix de la carte confédérale reste fixé à 30 francs.

— La valeur du timbre mensuel est portée de 37 à 50 francs, avec la répartition suivante :

Cotisation départementale	20 francs
— fédérale	20 francs
— confédérale	10 francs

— En ce qui concerne le secteur Cheminots, Fonctionnaires et Gaz-Electricité, la valeur du timbre sera établie avec une cotisation départementale portée de 7 à 10 francs.

Ces dispositions entreranno en vigueur à dater du 1^{er} janvier 1952.

Minimum du taux de cotisation.

D'autre part, sur la proposition du Bureau Confédéral, le Congrès est invité à se prononcer sur la motion suivante :

« La C.F.T.C., les Fédérations et les Unions Départementales ne pourront admettre de nouveaux syndicats, que dans la mesure où ceux-ci auront une cotisation de base correspondante au nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti.

« L'ensemble des syndicats actuellement affiliés devront prendre toutes dispositions utiles, pour que les taux de cotisations en vigueur soient conformes à la disposition ci-dessus. »

CHAPITRE II

LA C.F.T.C. DANS LA CONJONCTURE ECONOMIQUE & SOCIALE

I. — L'EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE

Il est différentes façons d'apprécier une situation d'ordre économique et social. Nous donnerons dans ce chapitre, sous forme de tableau, quelques chiffres significatifs portant sur les années 1949 et 1950. Voici, dès à présent, les indices de production, bâtiment non compris, base 100 en 1938 :

	1948	1949	1950
Moyenne	111		
1 ^{er} trimestre		128	111
2 ^e trimestre		129	124
3 ^e trimestre		122	124
4 ^e trimestre		126	134

D'une façon générale, on peut dire que les augures, tout au long de l'année 1949, se sont déclarés satisfaits de la situation : elle se montrait d'un caractère beaucoup plus stable que les années précédentes, notamment du côté des prix.

Cependant, nous n'avons pas manqué, presque à chaque Bureau Confédéral ou Comité National, d'indiquer nos craintes pour l'avenir. Que signifiaient, en réalité, des indices de production de l'ordre de 120 par rapport à l'année 1938 qui fut, dans ce domaine, particulièrement modeste, sinon que l'on en était revenu à l'honnête médiocrité d'avant-guerre et que, par conséquent, tous les problèmes fondamentaux de l'économie française et de l'équilibre national étaient encore à résoudre.

On devait le comprendre en 1950, car les indices de production,

qui s'établissaient alors à un niveau inférieur à celui de l'année précédente, amenaient à des constatations franchement pessimistes : le chômage s'accroissait, lentement sans doute, mais régulièrement, tandis que, dans de nombreux secteurs, les progrès de la production étaient stoppés, dans les houillères notamment, et dans la sidérurgie des installations devaient même s'arrêter.

On voyait ainsi tout ce qu'avait d'improvisé et de dangereux la politique gouvernementale : les sacrifices que la nation et spécialement les travailleurs avaient consentis sous forme d'une réduction de leurs possibilités de consommation, pour accroître l'équipement national, avaient-ils été faits en pure perte puisque les outils une fois forgés, ceux-ci n'étaient pas utilisés à plein ? A différentes reprises, nous avons dû indiquer qu'il était devenu indispensable, du strict point de vue économique, de relancer du pouvoir d'achat dans la circulation, de façon que puisse s'accroître le rythme de notre activité.

Mais les tendances malthusiennes et la crainte du lendemain étaient de beaucoup les plus fortes et les plus répandues ; dans certains milieux on criait au suréquipement et à la nécessité de limiter et les objectifs et les ambitions. Nous n'avons cessé de nous élever contre une telle tendance car la France est très loin d'avoir à sa disposition l'outillage lui permettant d'être une grande nation industrielle et une telle situation est non seulement dangereuse pour notre indépendance économique, mais elle implique que le niveau de vie des Français ne peut égaler celui des habitants des nations plus évoluées.

Peut-on dire qu'il y a suréquipement de notre sidérurgie, par exemple, alors que les Anglais disposent d'environ deux fois plus d'acier que nous-mêmes et que si, en 1949-1950 nous avons eu à notre disposition 140 Kwh. heure, ces chiffres doivent se comparer à ceux de 390 Kwh. heure pour l'Angleterre, 540 Kwh. heure pour les Etats-Unis et 690 Kwh. heure pour la Suisse...

La « surproduction » de l'année 1949 et du premier semestre 1950 était donc toute relative ; elle témoignait beaucoup plus d'une pénurie de pouvoir d'achat et d'une absence de hardiesse dans les conceptions que d'une saturation des besoins tant de la métropole que de l'Union Française.

On l'a bien vu à partir du deuxième semestre 1950 où, par suite de la tension internationale et de la guerre de Corée, la conjoncture s'est renversée brutalement. Immédiatement, des goulots d'étranglement sont apparus qui ont mis en évidence la faiblesse de notre potentiel industriel : charbon difficile à obtenir, accroissement des délais de livraison de matières premières d'origine métropolitaine, alors que, cependant, aucune production de guerre n'avait encore pu être lancée, et pour cause, et que celles-ci, même pour l'année 1951, ne représenteront guère que 2 % du revenu national.

Par leur refus de prendre franchement en considération le plan d'équipement et de modernisation, les pouvoirs publics et le Parlement ont manqué de réalisme ou de courage et ont encouru de graves responsabilités. Pour notre part, nous estimons que la population française doit voir son standard de vie s'améliorer nettement et cela ne peut se faire indépendamment du problème de la répartition du revenu national.

A cet égard, des chiffres sont significatifs :

- en 1896, 1 commerçant pour 10 travailleurs de l'industrie et de l'agriculture.
- en 1908, 1 commerçant pour 8 travailleurs de l'industrie et de l'agriculture.
- en 1928, 1 commerçant pour 7 travailleurs de l'industrie et de l'agriculture.
- en 1938, 1 commerçant pour 4,7 travailleurs de l'industrie et de l'agriculture.

Certes, et nous l'avons déjà dit, nous ne regrettons pas le dirigisme des années de guerre, et de celles qui ont suivi la Libération en tant que techniques d'exécution. Il est bien certain que des erreurs fort coûteuses ont été commises, mais les libéraux qui sont revenus au pouvoir, plus spécialement à partir des trois dernières années, ont-ils à se glorifier des résultats qu'ils ont obtenus ? Leur libéralisme à courte vue a donné un regain de faveur aux thèses malthusiennes ; ils nous ont plongés dans un état de pré-crise caractérisé par une sous-production et une sous-consommation parallèles et, malgré les conseils qu'ils avaient pu recevoir, ils se sont montrés incapables de prévoir les demandes pouvant survenir. Ils ont favorisé la mise en place d'un néo-dirigisme d'intérêts corporatifs étroits et égoïstes au seul profit des possédants.

Ils ont démontré ainsi à ceux qui avaient encore besoin de cette démonstration, que le libéralisme n'est pas un régime capable d'assurer le développement de notre économie et qu'il n'a même pas été en mesure de donner à celle-ci la souplesse nécessaire pour réagir rapidement et victorieusement aux variations de la conjoncture, et nous ne parlons pas de la justice sociale...

Il est donc certain que du point de vue économique nous nous trouvons en face d'une période difficile, spécialement si nous voulons poursuivre la réalisation de notre programme de progrès social et si nous voulons que la part des travailleurs dans le revenu national aille s'améliorant.

Du côté alimentaire, nous ne pensons pas que, dans l'ensemble, il y ait de grosses inquiétudes à ressentir ; l'essentiel de notre production étant assuré par la métropole et l'agriculture ayant, et au delà, reconstitué ses moyens de production d'avant-guerre, il faut seulement que l'on ne cède pas à des tentatives prématurées de libération des échanges internationaux en matière de produits alimentaires car, si, sur le plan français, l'équilibre est à peu près réalisé, il n'en n'est pas de même dans les autres pays européens ; des exportations démesurées auraient donc vite fait de recréer, chez nous, la pénurie.

Par contre, en ce qui concerne les matières premières si, sous réserve d'un approvisionnement suffisant en coke métallurgique, notre production d'acier doit être satisfaisante, de même que celle d'aluminium, seul l'effort d'une organisation d'ordre international peut nous assurer le minimum d'approvisionnement qui nous est absolument indispensable.

Si l'on veut obtenir des réalisations au meilleur compte, ce qui suppose une politique d'équipement et d'approvisionnement en matières premières doublée d'une politique de pouvoir d'achat. Cela ne peut se faire que si l'on dresse, année par année, le budget économique de la nation qui est tout autre chose que le budget purement fiscal que le Parlement a l'habitude de discuter selon une conception et dans des conditions d'ailleurs fortement critiquables.

Ce budget économique de la nation, c'est la présentation, sous une forme complète, de toutes les richesses produites, distribuées et consommées au cours d'une année; il permettrait incontestablement une saine orientation des activités nationales.

Si l'on doit saluer, sans en juger ici la valeur, comme une première réalisation, le rapport sur les comptes économiques de la nation paru au début de l'année 1951, il est bon de rappeler les résolutions du Bureau Confédéral du 10 juillet 1949 réclamant instamment l'établissement d'un tel budget :

« Le Bureau considère comme une des tâches essentielles du Parlement l'établissement du budget économique de la Nation. Il interviendra dans ce sens auprès du Gouvernement et insistera également pour qu'une véritable réforme fiscale donne au pays les moyens de relever ses assises et d'établir la justice sociale en fournissant à l'Etat les ressources indispensables. »

Si un tel budget, dressé depuis longtemps et de façon régulière dans maints pays, notamment les pays anglo-saxons, avait été mis à la disposition des responsables de notre économie, il est fort probable que nous n'aurions pas connu une situation économique aussi lamentable que celle des années précédant la seconde guerre mondiale. On aurait pu voir, en effet, qu'en une génération, le revenu national par tête n'avait pas sensiblement évolué, mais on aurait constaté surtout que cette stagnation faisait suite à une période de fortes activités et de progression rapide.

Si, entre les deux guerres, rien n'avait changé, il est bon de souligner que, dans la première décennie du siècle, l'industrie française avait su accroître de 152 % sa production d'acier et de 87 % celle de fonte, passant de 2.715.000 tonnes en 1900 à 5.207.000 tonnes en 1913; on aurait pu voir que notre pays était devenu un pays de capitalisme vieilli, sclérosé par des privilèges et des monopoles interdisant toute expansion. Ce sont ces caractéristiques de notre économie qui doivent nous dicter un certain nombre d'objectifs à atteindre aussitôt que possible.

D'une part, nous sommes paralysés par ces privilèges et ces monopoles que nous dénonçons à l'instant et qui sont notamment ces concentrations économiques, ces ententes industrielles qui, dominant le marché et bravant les pouvoirs publics, imposent leurs prix aux consommateurs et s'endorment dans leur routine et c'est ce circuit de distribution pléthorique et inadapté qui nous ronge. Nous sommes devenus un pays dans lequel règne le boutiquier; le développement ordinairement fâcheux du système commercial qui, cependant, sert si mal le consommateur, a le double inconvénient d'accroître les frais de distribution et de retirer au secteur productif une main-d'œuvre dont celui-ci aurait cependant besoin pour poursuivre son développement.

II. — LA REFORME FISCALE

Cependant, la hausse générale des prix sur le marché mondial pose de nouveaux problèmes en ce qui concerne la stabilité monétaire, compte tenu de l'effort demandé à la nation pour une politique de défense nationale. Il serait vain de dissimuler la menace d'inflation qui pèse sur nous et notre rôle est de veiller à ce qu'il n'en résulte pas de graves dommages pour les masses laborieuses.

L'appel normal à la « fiscalité » ne saurait nous satisfaire, compte tenu de l'incohérence de notre système fiscal actuel et de la fraude généralisée par laquelle il se caractérise.

Le dernier Congrès de la C.F.T.C. avait déjà marqué nos orientations, dans ce domaine. Redisons donc que la réforme de notre système fiscal s'avère de plus en plus indispensable, spécialement à un moment où les nécessités de la reconstruction et de l'équipement, à quoi s'ajoute un effort d'armement imposé à la nation, accroissent fatalement l'ampleur des besoins budgétaires. Des pays plus riches que le nôtre ne se font pas faute, par une utilisation nuancée et adaptée aux caractéristiques de leur économie, des impôts directs et indirects, d'orienter leur activité. Ils s'efforcent, avec succès espérons-le, de combattre l'inflation et de réaliser l'ensemble des programmes qu'ils ont pu mettre au point.

Nous avons été appelés à déléguer un de nos représentants à une Commission de lutte contre la fraude fiscale; il est significatif que si la Commission dite des économies, créée au même moment, a produit un rapport qui a bénéficié d'une certaine publicité, jamais, malgré des demandes écrites de notre part, la Commission de lutte contre la fraude fiscale n'a été amenée à présenter ses conclusions et même les rapports de travail qu'elle est parvenue à mettre au point n'ont jamais été publiés. Cependant, nous les conservons soigneusement et, le cas échéant, nous produirons les chiffres significatifs qu'ils renferment. Ils montrent, en particulier, qu'aussi bien en ce qui concerne les bénéfices que les chiffres d'affaires dans maintes entreprises, la fraude est égale à 50 % et parfois davantage des sommes déclarées.

Un véritable débat de principe s'est engagé autour du problème des subventions. Ceux qui considèrent que ce moyen d'intervention de l'Etat est à prohiber formellement, ont, depuis quelques années, fait prévaloir leur point de vue en ce sens que, peu à peu, les subventions économiques ont été supprimées ou réduites.

Pour nous, face à ce problème, nous continuons de nous poser la question de savoir ce qui est le plus onéreux, pour la nation, ou l'augmentation des prix des matières premières de l'énergie, des services avec la certitude de la répercussion, en chaîne, de telles augmentations, ou la prise en charge par le trésor de subventions qu'il faut évidemment financer par des ponctions fiscales mais qui, si la fiscalité est bien établie, ne se répercute pas ou se répercute peu sur les prix.

Là encore, à ce propos, se posent les deux problèmes qu'on ne peut dissocier : redistribution du revenu national et réforme fiscale.

En tout cas, le Bureau Confédéral de février 1951 a nettement pris position en faveur de l'octroi de subventions aux secteurs de base.

III. — LES PRIX ET LE POUVOIR D'ACHAT

La longue et persistante bataille que nous avons menée pendant deux ans pour la défense des salaires et des conditions de vie des travailleurs de notre pays a-t-elle contribué à une amélioration réelle du pouvoir d'achat ? Afin de donner une réponse valable à ces deux questions, examinons d'abord les statistiques suivantes qui serviront à apprécier les deux termes du rapport prix-salaires :

EVOLUTION DU COUT DE LA VIE

Tableau I

RÉFÉRENCES	Janvier 1949	Juillet 1949	Janvier 1950	Juillet 1950	Février 1951
Indice des prix de gros (1938 = 100)	1.946	1.854	2.063	2.123	(1) 130
Indice des prix de détail, 34 articles (1938 = 100)	1.935	1.715	1.910	1.825	2.141
Indice d'ensemble des prix à la consommation familiale (1949 = 100) (2)		Juin 1949 96,8	Décemb. 1949 105	Juin 1950 106,9	Décemb. 1950 117,4

(1) Un nouvel indice est calculé sur la base 100 en 1949.

(2) Il s'agit d'un indice d'ensemble établi par l'I.N.S.E.E. pour représenter les variations des prix des principales marchandises et des principaux services utilisés dans une famille de quatre personnes.

Tableau II. — Variations, par poste, des dépenses du budget minimum-vital C.F.T.C. :

DATES	Alimentation	Eau éclairage chauffage	Loyer	Habille- ment	Linge de maison	Divers	Total
15 octobre 1948.....	6.603	697	400	2.331	322	3.446	13.798
15 janvier 1949.....	6.770	899	455	2.333	310	4.047	15.284
15 février 1949.....	6.563	899	455	2.542	309	4.009	14.777
15 mars 1949.....	6.467	899	455	2.731	305	4.004	14.861
15 avril 1949.....	6.227	899	455	2.802	295	4.034	14.712
15 mai 1949.....	6.386	899	455	2.789	296	4.041	14.946
15 juin 1949.....	6.358	899	455	2.735	306	4.008	14.761
15 juillet 1949.....	6.431	899	594	2.737	305	4.005	14.971
15 août 1949.....	6.305	899	594	2.770	309	3.990	15.467
15 septembre 1949.....	6.873	899	594	2.757	298	3.990	15.411
15 octobre 1949.....	6.880	913	594	2.704	304	3.978	15.373
15 novembre 1949.....	7.501	913	594	2.730	313	3.958	16.009
15 décembre 1949.....	7.339	913	504	2.762	308	3.966	15.882
15 janvier 1950.....	7.258	913	749	2.704	296	3.952	16.872
15 février 1950.....	7.762	960	749	2.824	305	4.329	16.929
15 mars 1950.....	7.547	960	749	2.752	298	4.441	16.747
15 avril 1950.....	7.911	960	749	2.768	305	4.532	17.225
15 mai 1950.....	7.705	960	749	2.766	298	4.552	17.030
15 juin 1950.....	7.209	1.005	749	2.801	312	4.620	16.696
15 juillet 1950.....	6.911	1.005	856	2.802	307	4.735	16.616
15 août 1950.....	6.907	1.013	856	2.802	307	4.738	16.615
15 septembre 1950.....	7.010	1.013	856	2.911	299	4.905	16.994
15 octobre 1950.....	7.263	1.144	856	2.987	296	4.896	17.442
15 novembre 1950.....	7.340	1.144	856	3.060	296	4.898	17.594
15 décembre 1950.....	7.189	1.145	856	3.098	301	4.916	17.505
15 janvier 1951.....	7.432	1.202	963	3.091	293	4.867	17.689
15 février 1951.....	7.419	1.212	963	3.092	329	5.051	18.066
15 mars 1951.....	7.524	1.212	963	3.266	364	5.389	18.718

Quelles conclusions pouvons-nous tirer de ces chiffres ?

- Après des périodes alternées de baisse et de hausse (les premières étant toujours moins fortes que les secondes), les deux variations de l'indice des prix de détail et du budget C.F.T.C. accusent au total, de juillet 1949 à février et mars 1951, une élévation de l'ordre de 25 % environ.
- L'évolution en pourcentage de chacun des postes du budget de la C.F.T.C. explique cette hausse de 25 % ; elle est due principalement à l'augmentation des loyers, des articles d'éclairage, chauffage, du poste divers et des denrées alimentaires :
 - *Alimentation* : les baisses du printemps sont régulières mais les hausses du second semestre détruisent tout le bénéfice de cette baisse saisonnière.
 - *Eau-éclairage-chauffage* : c'est l'exemple de hausse progressive qui atteint au 1^{er} janvier 1951, plus de 30 %.
 - *Loyer* : l'augmentation du loyer est due aux majorations semestrielles automatiques et constantes de 20 % du loyer de base ; ce pourcentage devient de plus en plus faible par rapport au taux de loyer du semestre considéré.
 - *Habillement* : après un temps de stabilisation, ce poste subit une hausse lente mais régulière.
 - *Linge de maison* : c'est le poste le moins sujet à variations du budget.
 - *Divers* : la hausse a été très marquée au début de l'année 1950 par suite des majorations de tarifs des transports.

Il faut noter une poussée de hausse généralisée depuis le mois de février 1951.

EVOLUTION DES SALAIRES

Voici les renseignements que nous fournissons, sur les salaires, les statistiques de l'I.N.S.E.E. :

Evolution en pourcentage et par période semestrielle, de l'indice des prix de détail (34 articles et du budget minimum vital C.F.T.C.

Tableau III

Références	Indice des prix de détail	Budget C.F.T.C.
Janvier à juillet 1949	- 11,4	- 2,1
Juillet 1949 à janvier 1950	+ 11,3	+ 6
Janvier à juillet 1950	- 4,5	+ 4,6
Juillet 1950 à janvier 1951	+ 15,2	+ 6,4
Juillet 1949 à février 1951	+ 24,8	+ 20,6(1)

Evolution en pourcentage et par période semestrielle de chacun des postes du budget minimum C.F.T.C.

Tableau IV

Références	Alimentation	Bau éclairage chauffage	Loyer	Habillement	Linge de maison	Divers
Janvier à juillet 1949	- 4,8	0	+ 30,5	- 3,1	- 1,7	- 1,1
Juillet 1949 à janvier 1950	+ 12,8	+ 1,5	+ 26	- 1,3	- 3	- 1,4
Janvier à juillet 1950	- 4,8	+ 10	+ 14,2	+ 3,6	+ 3,7	+ 19,8
Juillet 1950 à janvier 1951	+ 7,5	+ 19,6	+ 12,5	+ 4,6	- 4,6	+ 2,7
Juillet 1949 à mars 1951	+ 16,9	+ 34,8	+ 62,1	+ 19,3	+ 19,3	+ 34,5

(1) De juillet 1949 à mars 1951, le budget C.F.T.C. accuse une hausse de 25 % tandis que l'augmentation globale de la masse des salaires de 1951 ne représente qu'une hausse de 17 % sur 1949 (Comptes de la Nation).

Tableau V

RÉFÉRENCES	Janvier 1949	Juillet 1949	Janvier 1950	Juillet 1950	Janvier 1951
Manœuvre ordinaire de la métallurgie, au temps : Indice : 1938 = 100	835	862	895	953	1.092
Ajusteur de la métallurgie au temps : Indice 1938 = 100	851	895	949	1.013	1.105
Construction électrique et mécanique : Indice total des salaires. Janvier 1947 = 100	209	217	223	241	267

Evolution en pourcentage et par période semestrielle des indices de salaires.

Tableau VI

RÉFÉRENCES	Manœuvre métallurgie	Ajusteur métallurgie	Construction électrique et mécanique
Janvier à juillet 1949	+ 3,2	+ 5,1	+ 3,8
Juillet 1949 à janvier 1950	+ 3,8	+ 6	+ 2,8
Janvier à juillet 1950	+ 6,4	+ 6,7	+ 8
Juillet 1950 à janvier 1951	+ 14,5	+ 9	+ 10,7
Juillet 1949 à janvier 1951	+ 26,6	+ 23,4	+ 23

En dehors de tout calcul sur les chiffres en valeur absolue, il est intéressant de comparer les indices des tableaux 3 et 6 :

- Les prix se soldent pour la période juillet 1949-février-mars 1951 par une majoration moyenne de 25 %.
- Les salaires du manœuvre de la métallurgie accusent, dans le même temps, une augmentation de même ordre.

Le pouvoir d'achat des travailleurs, de juillet 1949

à janvier 1951 ne s'est donc pas amélioré. Il reste, d'autre part, toujours très déficitaire par rapport à 1938 ou même à 1945.

Si l'on mesure à présent la différence en valeur absolue, entre le budget C.F.T.C. (qui représente le total des dépenses moyennes à payer effectivement chaque mois) et le salaire correspondant soit le salaire mensuel minimum légal net pour 173 heures ou 200 heures de travail par mois, on arrive aux conclusions suivantes, valables pour la région parisienne :

Tableau VII

DATES	Budget C.F.T.C.	Salaire mensuel minimum		Différence en valeur absolue		% de couverture du budget par le salaire	
		173 h.	200 h.	173 h.	200 h.	173 h.	200 h.
Juillet 1949	14.971	10.200	12.059	— 4.771	— 2.912	68,1	80,5
Janvier 1950	15.872	10.200	12.059	— 5.672	— 3.813	64,2	75,9
Juillet 1950	16.616	10.200	12.059	— 6.416	— 4.557	61,3	72,5
Janvier 1951	17.688	13.484	15.959	— 4.204	— 1.729	76,2	90,2
Mars 1951	18.718	(1) 14.947	(1) 17.707	— 3.771	— 1.011	79,8	94,5

En aucun cas le salaire minimum n'arrive à équivaloir le montant du budget des dépenses minima.

(1) Calculé cependant sur le nouveau salaire minimum garanti de 87 francs horaire entré en vigueur à partir du 1^{er} avril 1951.

IV. — LES PROBLEMES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

LE CHOMAGE

La situation du marché de l'emploi, si elle ne s'est pas aggravée, reste toujours préoccupante non pas tant peut-être en fonction des chiffres donnés et des moyennes d'heures hebdomadaires que soulignent les statistiques officielles qu'en regard de la situation économique où nous nous trouvons. Il y a — c'est à l'ordre du jour de beaucoup de réunions nationales et internationales — un plein emploi à réaliser des techniques, du matériel, des hommes employés comme tels et à leur vraie place.

Examinons d'abord l'évolution de la situation de l'emploi :

	Chômeurs secourus	Demandes d'emplois non satisfaites
1948 moyenne	16.734	77.803
1949 1 ^{er} trimestre	35.141	127.253
2 ^e —	40.847	128.811
3 ^e —	43.908	132.837
4 ^e —	46.396	153.545
1950 1 ^{er} —	61.638	182.202
2 ^e —	53.832	141.103
3 ^e —	43.975	128.447
4 ^e —	49.271	151.254

Durée hebdomadaire moyenne du travail (ensemble des activités) :

HEURES	HEURES
1 ^{er} janvier 1949 : 44,4	1 ^{er} janvier 1950 : 44,6
1 ^{er} juillet 1950 : 45,1	1 ^{er} janvier 1951 : 45

Au cours de l'année 1950, un certain nombre de fonds de chômage ont été ouverts (17 au cours du mois de novembre 1950).

Nous savons très bien que le chiffre de chômeurs secourus ne représente pas la réalité des sans-travail pour plusieurs raisons dont la principale est que, malgré les efforts du Ministère du Travail pour ouvrir de nouveaux fonds, tous les chômeurs ne sont pas encore couverts, n'ont pas la possibilité de s'inscrire à un fonds de chômage et de recevoir une indemnité en attendant de pouvoir être embauchés.

On constate que dans la situation présente, les chômeurs en majorité sont âgés de moins de 60 ans et aptes au travail. Toutefois, près du quart des chômeurs secourus sont âgés de plus de 60 ans.

Il faut ajouter que les manœuvres représentent 44 % du chiffre des chômeurs et, sur le plan des âges, on trouve des quantités de jeunes, bien formés pourtant, qui débouchent dans la vie professionnelle pour être chômeurs et qui rentreront du service militaire sans

pouvoir trouver aisément une situation. Il y a là un problème angoissant.

Le vrai remède au chômage est de donner du travail, tout le reste n'est que palliatif.

Pour obvier à une situation délicate et grave, des mesures s'imposent. Les unes sont d'ordre administratif : connaissance exacte du marché de l'emploi, amélioration du fonctionnement des services de placement, du contrôle des étrangers, de la compensation des offres et demandes d'emploi, du recrutement et du placement des stagiaires des centres de formation professionnelle accélérée, etc...

Sur ce dernier point, nous sommes toujours inquiets lorsqu'il est question de réduire des crédits qui sont rentables et susceptibles d'éviter l'augmentation du nombre des chômeurs.

A côté de ces mesures administratives, il faut que soit établie une politique d'ensemble du Gouvernement : expansion du crédit public et privé, implantation de nouvelles industries dans les régions où sévit un chômage chronique, aménagement général des horaires de travail en cas d'aggravation sensible du chômage, élargissement des moyens offerts aux collectivités locales d'ouvrir des chantiers de travaux, etc...

LA MAIN-D'ŒUVRE ETRANGERE

En ce qui concerne la main-d'œuvre étrangère, il faut noter que les introductions se sont raréfiées depuis un certain temps en égard à la situation du marché du travail en France. C'est normal, nous avons d'abord à assurer l'emploi de nos nationaux sur notre sol.

Dans le même ordre d'idées, on ne doit faire appel à la main-d'œuvre étrangère que dans la mesure où on aura eu recours à tous les moyens pour utiliser la main-d'œuvre française disponible : compensation, formation professionnelle accélérée pour réadapter des chômeurs, etc...

Ceci étant, chaque fois que la main-d'œuvre étrangère est nécessaire, fidèles à toutes nos traditions françaises et humaines, nous devons l'accueillir le mieux possible, c'est leur intérêt mais c'est aussi le nôtre, exiger ainsi que nous le faisons déjà dans le rapport moral présenté au Congrès de 1948 :

« Que le travailleur étranger immigré bénéficie pour un travail « et des aptitudes égales, des mêmes salaires, des mêmes conditions « de travail, des mêmes avantages sociaux que les travailleurs « autochtones. Ainsi la tentation ne pourra exister d'avoir de la « main-d'œuvre étrangère à bas prix pour concurrencer la main- « d'œuvre française. »

A ces principes, la C.F.T.C. a toujours été et entend rester fidèle.

CHAPITRE III

LA C.F.T.C. EN ACTION

I. — SALAIRES ET POUVOIR D'ACHAT

Depuis la Libération, le problème essentiel pour les travailleurs est celui du rapport équitable qui doit exister entre la rémunération qu'ils touchent et les prix qu'ils subissent.

Nous ne pouvons que rappeler ce que nous disions quelques semaines avant le Congrès Confédéral de 1949, c'est que l'expérience de baisse des prix, tant dans le domaine agricole que dans le domaine industriel, à laquelle nous avons collaboré loyalement, avait échouée et que, parallèlement au dirigisme des salaires ne correspondait pas un dirigisme des prix, ces derniers, au début de 1949, étant libérés dans la proportion de 80 % environ.

Aussi, avons-nous énergiquement revendiqué « le retour immédiat à un régime rationnel de conventions collectives de travail comportant : *libre discussion des salaires à partir d'un minimum garanti* ; conventions nationales avec avenants régionaux et conventions régionales pouvant être élargies en conventions nationales ; procédure obligatoire de conciliation et de médiation ; l'arbitrage devant préserver le droit de grève ou, en tout cas, être subordonné à l'acceptation préalable des parties ».

C'est dans cet esprit, nous tenons à le rappeler, que notre ami Joseph Dumas, député de la Seine, avait déposé sur le Bureau de l'Assemblée Nationale la proposition de loi n° 6377 à laquelle nous avons fait allusion lors de notre dernier Congrès National. Cette proposition recueillait dans ses grandes lignes l'avis favorable du Conseil Economique, le 14 avril 1949. Le Comité National de la C.F.T.C. des 23 et 24 avril 1949 se félicitait de cette prise de position et demandait que l'Assemblée Nationale se saisisse rapidement de cette proposition, tout en marquant la préoccupation constante de notre organisation d'obtenir un minimum vital familial.

A la fin de septembre 1949, nous constatons qu'en un an, à part quelques baisses plus symboliques que réelles, on enregistrait des hausses sur la plupart des denrées de consommation courante, c'est pourquoi le Comité National des 15 et 16 octobre 1949 demandait, *en attendant la discussion des salaires dans le cadre des conventions collectives : une augmentation de 15 % des salaires*

légaux s'ajoutant aux salaires réels avec un minimum de 2.600 francs par mois pour 40 heures : l'institution d'une prime collective de productivité ; le versement exceptionnel d'un supplément de prestations familiales.

La lenteur des mises au point, sur le plan gouvernemental, du projet de libération des salaires et le retard apporté à l'ouverture des discussions parlementaires amena la C.F.T.C. à réclamer sans succès d'ailleurs, la *reconduction de la prime de 3.000 francs* instituée par arrêté du 3 novembre 1949.

Il faut reconnaître que, même la loi sur les conventions collectives votée et, en attendant son application, c'est-à-dire la signature de ces conventions, la situation des salariés restait précaire. En province, au début de 1950, on trouvait encore des salaires de 9.000 francs par mois et, à Paris, de 12.000 francs. Les profits réalisés, au dire d'experts qualifiés, étaient pourtant suffisants dans nombre d'entreprises pour permettre d'améliorer notablement la situation des travailleurs.

C'est pourquoi, le Comité National des 15 et 16 avril 1950, après avoir salué les centaines de milliers de travailleurs ayant utilisé le droit de grève à des fins professionnelles, exprimait sa solidarité « aux salariés qui, pour les mêmes objectifs, demeuraient engagés dans des mouvements revendicatifs » et réclamait le règlement immédiat du problème du *minimum vital individuel et familial*. Cette demande, le Comité des 17 et 18 juin 1950 la reprenait avec force, proclamant la priorité de notre revendication du « minimum vital » et se refusant à voir la notion de productivité servir de base à la fixation des salaires.

Il convient d'ailleurs de noter que le passage du « dirigisme » à la « liberté » des salaires a déplacé les responsabilités de l'action du plan confédéral au plan fédéral.

L'action confédérale s'applique donc essentiellement à la partie des salaires qui reste soumise à l'intervention de l'Etat : minimum garanti et salaire différé. C'est la raison pour laquelle, depuis le vote de la loi sur les conventions collectives, nos revendications ont seulement porté sur ces points.

En dernier lieu (Bureau Confédéral de mars 1951), face à l'augmentation des prix, nous avons été amenés à mettre l'accent sur une révision du minimum garanti et surtout sur l'échelle mobile qu'il convient de lui appliquer pour assurer son ajustement au coût réel de la vie.

LA LOI SUR LES CONVENTIONS COLLECTIVES

La loi relative aux, « conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail » a été votée le 11 février 1950. Elle abroge les dispositions de la loi du 23 décembre 1946 qui, s'inscrivant dans un cadre dirigiste, excluait les salaires et leurs accessoires du champ d'action laissé aux accords contractuels. Sans doute, malgré le soin avec lequel elle a été discutée par les deux Assemblées, la nouvelle loi sur les conventions collectives comporte-t-elle quelques lacunes et ne correspond-elle pas, en certains de ses points, à nos désirs. Notamment elle accorde au Ministre du Travail des pouvoirs trop larges, aussi bien en ce

qui concerne la convocation des commissions professionnelles chargées d'élaborer les conventions collectives nationales, qu'en ce qui concerne l'extension même des conventions signées, et, surtout, nous n'obtenons pas satisfaction en ce qui touche à la garantie d'un véritable salaire minimum vital. Quoi qu'il en soit, malgré ses déficiences et ses imperfections, elle assure effectivement, contrairement à la loi du 23 décembre 1946, le retour à la libre discussion des salaires. Elle est, sur bien des points, en net progrès sur la législation de 1936, notamment dans la mesure où, à défaut d'un minimum vital que nous désirons, un salaire minimum garanti fixé par le Gouvernement est imposé.

Nous avons le devoir de remercier les amis qui, au Parlement, se sont employés à faire aboutir la loi : Joseph Dumas, député de la Seine, qui déposa, dès le 24 février 1949, la première proposition libérant les salaires dans le cadre des conventions collectives ; Edouard Moisan, député de la Loire-Inférieure, qui fut rapporteur du projet devant l'Assemblée Nationale ; Louis Beugniez, député du Pas-de-Calais, Président de la Commission du Travail, qui intervint à maintes reprises au cours des débats ; Roger Menu, sénateur de la Marne, qui eut à lutter contre les thèses conservatrices d'un certain nombre de ses collègues du Conseil de la République, d'autres encore, que nous ne pouvons citer.

Dans ses grandes lignes, la loi du 11 février 1950 précise ce qu'est une convention collective et détermine les diverses formes des conventions : convention simple et convention susceptible d'extension. Les conventions fixent leur champ d'application, qui peut être national, régional ou local. Les articles 31^f et 31^g stipulent ce que doivent être les conventions collectives susceptibles d'être étendues et les clauses obligatoires que doivent renfermer les conventions collectives nationales ainsi que les dispositions facultatives qu'elles peuvent renfermer.

L'extension est prononcée par arrêté du Ministre du Travail, après avis de la Commission supérieure des conventions collectives. Certaines clauses ou dispositions de la convention peuvent être exclues de l'extension.

Les accords d'établissement ont pour objet d'adapter aux conditions particulières de l'établissement ou des établissements considérés les dispositions des conventions collectives nationales, régionales ou locales et notamment les conditions d'attribution et le mode de calcul de la rémunération au rendement et des primes à la production individuelles et collectives.

Le titre II de la loi est consacré aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail. Tous les conflits collectifs de travail doivent être obligatoirement et immédiatement soumis aux procédures de conciliation qui peuvent être engagées soit par l'une des parties, soit par le Ministre du Travail ou par le Préfet. A cet effet, des Commissions nationales, régionales et départementales de conciliation avec représentation paritaire des employeurs et des travailleurs ainsi que des Pouvoirs Publics, sont créées.

En ce qui touche l'arbitrage, celui-ci n'est pas obligatoire, mais une procédure contractuelle peut être prévue dans la convention collective et l'établissement d'une liste d'arbitres dressée d'un commun accord entre les parties.

Une Cour supérieure d'arbitrage est instituée pour connaître

des recours pour excès de pouvoir ou violation de la loi formés par les parties contre les sentences arbitrales.

Il ne faut pas omettre un article important de la loi du 11 février 1950, l'article 4, qui consacre ce qui existait dans le préambule de la Constitution : « *La grève ne rompt pas le contrat de travail, sauf faute lourde imputable au salarié* ».

Mais un texte voté ne termine pas le combat ; aussi, à l'issue de la promulgation de la loi de nouvelles batailles attendaient les syndicalistes pour son application dans la lettre et dans l'esprit.

Deux objectifs immédiats retenaient l'attention des organisations syndicales : la fixation d'urgence d'un salaire minimum garanti et, en conséquence, la mise en place de la Commission supérieure des Conventions collectives chargée d'étudier le budget-type, puis, en vertu de l'article 21, la conclusion d'accords de salaires pour permettre, au moins à titre provisoire, de donner une rémunération équitable aux travailleurs dont le pouvoir d'achat s'amenuisait de jour en jour.

Sur le problème des accords de salaires, nous avons eu à déplorer l'attitude du patronat qui, en cette matière, semblait vouloir substituer au dirigisme gouvernemental, le sien propre et aussi — il faut le dire — la démagogie concurrente de certaine organisation politisée qui finit par lasser la classe ouvrière par sa gymnastique inconsidérée des grèves et amène de l'eau au moulin de la réaction sociale.

LE SALAIRE MINIMUM GARANTI

La Commission supérieure des conventions collectives tint sa première séance le 8 mai 1950, sous la présidence de M. Paul Bacon, Ministre du Travail, assisté de M. Robert Buron, Secrétaire d'Etat aux Affaires Economiques.

Après avoir fixé le cadre de ses travaux pour l'établissement du budget-type, elle se divisa en deux Sous-Commissions chargées d'étudier : l'une le budget-type alimentaire, l'autre le budget-type non alimentaire.

L'évaluation de ce budget dans chacune des deux Sous-Commissions fut l'occasion de longues discussions, en particulier pour la partie non alimentaire. C'est là que s'affrontèrent, ainsi que dans les séances plénières de clôture, l'attitude réactionnaire du patronat, l'égoïsme de la C.G.C. et l'incompréhension des familiaux.

Nous ne retiendrons le chiffre proposé par le patronat (12.160 fr.) que pour indiquer qu'il recueillit les 11 voix patronales contre les 14 voix ouvrières, mais qu'il y eut 5 abstentions (U.N.A.F., Fédération Nationale des Artisans du Bâtiment, Entreprises Publiques).

Les organisations ouvrières avaient adopté le chiffre de 7.152 fr. pour la partie alimentaire, alors qu'il ne leur donnait pas satisfaction, notamment parce qu'il avait été établi avec des prix officiels constatés le 25 mai, et qu'entre cette date et le 18 juillet où il était soumis à la Commission plénière, les prix alimentaires augmentaient.

Quant au chiffre de 8.048 francs ressortant des travaux de la Sous-Commission chargée d'établir la partie non alimentaire du

budget, il ne regut l'approbation que des trois représentants de l'U.N.A.F., les représentants des Centrales ouvrières le jugeant trop faible, les patrons votant également contre, mais pour d'autres raisons.

Enfin, une suprême tentative pour réaliser un accord fut faite par les délégations ouvrières qui proposèrent que l'ensemble du budget fut fixé à 17.500 francs. Cette proposition fut rejetée par 15 voix (patrons et C.G.A.) contre 14 (C.G.T., C.F.T.C., F.O.) et 5 abstentions (dont U.N.A.F. et C.G.C.).

Il convient de noter que nous n'avions donné notre accord à ce chiffre que pour réaliser un « front uni » des organisations ouvrières, nos propres études fixant le minimum vital à un chiffre nettement inférieur à 17.500 fr.

Ainsi, le 27 juillet 1950, la Commission supérieure des conventions collectives devait constater l'échec de ses travaux. A défaut d'accord sur un chiffre, le Ministre du Travail ferait simplement un rapport objectif qui présenterait les thèses des uns et des autres. La Commission demandait au Gouvernement, selon un vœu de la C.F.T.C., adopté par 18 voix et 15 abstentions (patrons et familiaux), de fixer sans délai le salaire minimum interprofessionnel garanti.

Par décret du 23 août, le Gouvernement fixait ainsi le salaire minimum interprofessionnel garanti :

Paris et zone 0, 78 fr. de l'heure ; zone 5, 74 fr. 10 ; zone 10, 70 fr. 20 ; zone 15, 66 fr. 30 ; zone 20, ramenée à 18 fr. 64.

Le salaire mensuel évalué sur la base de 45 heures par semaine variait de 16.400 francs, zone 0, à 12.800 francs, zone 18.

Un autre décret fixait le salaire minimum garanti dans l'agriculture entre 110.760 francs et 156.000 francs, pour 2.400 heures de travail soit, les zones allant de 0 à 29 % pour cette catégorie de travailleurs, de 65 francs l'heure, pour la zone 0 à 46 fr. 15 pour la zone 29 % !

Il est certain que si le minimum garanti constituait une base de salaire en-dessous de laquelle personne ne pouvait être rémunéré, nous n'obtenions pas un « salaire vital » pour un trop grand nombre de travailleurs dont la situation devenait de plus en plus précaire par suite des hausses de prix qui se manifestaient en fin d'année 1950 et s'amplifièrent dans les premières semaines de 1951.

C'est pourquoi il apparaît que le budget-type de la Commission supérieure des conventions collectives doit être adapté aux fluctuations de l'économie. Il importe aussi que la Commission puisse suivre l'évolution du budget-type en fonction du coût de la vie.

Dans cet esprit, sur l'initiative de la C.F.T.C., notre camarade Joseph Dumas a déposé sur le Bureau de l'Assemblée Nationale, le 26 janvier 1951, la proposition de loi n° 11.987 ayant pour objet de modifier l'article 31x du Livre I^{er} du Code du Travail et de charger la Commission supérieure de « suivre l'évolution du budget-type » et « de faire toutes propositions utiles au Gouvernement au sujet de la fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti »...

Simultanément, en même temps d'ailleurs que les autres organisations syndicales, nous avions demandé la réunion de la Commission. A la suite du Bureau Confédéral de mars qui avait décidé de revendiquer la révision « immédiate » du minimum garanti, une

délégation confédérale intervenait à la Présidence du Conseil, le 20 mars et obtenait la réunion de la Commission le 22 mars, au lieu du 27, date fixée par le Conseil des Ministres ; notre délégation obtenait, en outre, qu'une procédure exceptionnelle permette de fixer le minimum garanti avant les fêtes de Pâques, la Commission devant poursuivre, ultérieurement, le travail de fond qui lui incombait, notamment pour l'établissement d'un budget-type et le règlement définitif du problème des zones...

La Commission Supérieure des Conventions Collectives, termina ses travaux, comme nous l'avions demandé, en une seule séance : les chiffres produits par la C.F.T.C. et auxquels se rallièrent F.O. et les délégués des Familles, chiffres démontrant une hausse du coût de la vie de 12,6 % depuis août 1950, date de fixation du précédent minimum garanti, furent retenus malgré l'opposition de la C.G.T. qui trouvait ce chiffre insuffisant et l'abstention patronale qui le trouvait excessif...

Finalement, le texte ci-après était voté dans les conditions suivantes :

« La Commission Supérieure des Conventions Collectives, estimant que le pouvoir d'achat, découlant de la fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti, doit pour le moins être maintenu,	Pour 28 contre 0 abstention : 0 C.G.T. ne participe pas au vote.
« enregistrant la similitude des observations faites par la majorité des organisations qui y sont représentées,	Pour 28 contre 6 (C.G.T.)
« constatant que le pourcentage de hausse du coût de la vie est de 12,5 %, depuis la date de fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti,	Pour 13 contre 6 (C.G.T.) abstention . 15
« émet l'avis que soit tiré les conséquences de ces constatations,	Pour 27 abstention . 1
« et, notamment, qu ce salaire soit immédiatement relevé de 12,5 % . »	Pour 13 contre 15 (la C.G.T. n'a pas voté).

Vote sur l'ensemble : 24 pour — contre 0 — la C.G.T. ne prend pas part au vote.

Conformément aux engagements pris par le Président du Conseil et le Ministre du Travail, le nouveau minimum garanti devait être fixé le vendredi 23 mars, après qu'une dernière intervention d'une délégation confédérale se soit produite, auprès du Président du Conseil, au cours d'une suspension de séance du Conseil des Ministres, pour lui demander de ne pas s'écarter des conclusions de la Commission Supérieure des Conventions Collectives.

Le nouveau minimum garanti, pour Paris, passa donc de 74 frs à 87 fr. 50, soit une augmentation de 11 % et l'écart des zones se trouve ramené de 18 à 15 %, c'est-à-dire que le minimum garanti

pour la zone la plus basse est fixé à 74 francs, soit 15,6 % d'augmentation par rapport à la situation antérieure.

CONVENTIONS COLLECTIVES

La loi du 11 février 1950 est loin d'avoir encore reçu une application très étendue, surtout en matière de conventions collectives. Sans doute, des conversations entre représentants patronaux et ouvriers sont engagées dans diverses industries et diverses régions. Mais les pourparlers traînent en longueur. Sur certaines clauses générales, l'exercice du droit syndical, par exemple, l'accord se révèle difficile à obtenir. Il faut noter, également, que les organisations ouvrières sont favorables aux conventions nationales avec, bien entendu, des avenants de catégories ou de régions. Mais la loi permet également les conventions régionales et locales et des accords d'établissements pour l'adaptation de certaines clauses. Il en résulte qu'en général, le patronat n'est pas favorable aux conventions nationales, ni à la procédure d'extension.

En réalité, depuis la promulgation de la loi, peu de conventions ont été définitivement signées ; à cet égard, on peut citer celle du Textile, de la Marine marchande, de la Banque et quatre conventions concernant l'enseignement libre. Un grand nombre sont en chantier sur le plan régional, départemental ou local, mais les pourparlers demeurent longs et confus et il serait à souhaiter, dans l'intérêt de la paix sociale et de l'équité, que l'année 1951 voie au maximum se réaliser les légitimes espérances que la classe ouvrière a placées dans la loi du 11 février 1950.

On peut relever avec satisfaction que certaines clauses de la convention collective nationale du Textile ne manquent pas d'intérêt. Une brève énumération suffit à le démontrer : maintien des situations acquises ; temps de travail payé aux membres des Commissions paritaires ; augmentation du nombre des délégués d'entreprise avec trois collèges de deux cents à cinq cents salariés et quatre au-dessus de cinq cents ; communication aux syndicats des besoins généraux de main-d'œuvre ; examens professionnels établis en accord avec les organisations syndicales et permettant les mutations d'emplois ; garantie contre le licenciement en cas de maladie ou d'accident ; priorité de réemploi en cas de licenciement pour baisse d'activité ; congés supplémentaires d'ancienneté ; contrôle des normes de travail au rendement ; réduction des abattements pour les jeunes ; précision sur les objectifs de la productivité et garantie en cas de licenciement pour modernisation (reclassement ou indemnités) ; pour les salaires, nouveaux barèmes garantissant en tous cas un minimum de 5 % d'augmentation sur les salaires effectifs au 1^{er} février 1951, possibilité de révision des salaires en cas de hausse du coût de la vie.

LES ACCORDS DE SALAIRE

La loi du 11 février 1950 avait prévu la possibilité de signature d'accords provisoires de salaires avant celle des conventions collectives. Dès la promulgation de la loi, une intense action professionnelle devait permettre la négociation d'un certain nombre d'accords.

Il y aurait beaucoup à dire sur ces premières manifestations du retour à la libre discussion des salaires ; signalons seulement le raidissement des organisations patronales devant les revendications ouvrières, qui devait amener inévitablement des conflits.

Mais c'est surtout au lendemain de la promulgation du décret du 23 août 1950, fixant le salaire minimum horaire interprofessionnel que devait s'accroître cette action en faveur de la signature d'accords de salaires.

Nous n'essaierons pas d'établir une statistique de ceux qui ont été négociés entre le 1^{er} septembre 1950 et le présent Congrès. Ils se chiffrent par centaines, environ six cents au 1^{er} avril, et dans certaines professions, ils couvrent la totalité des travailleurs.

Par ailleurs, une statistique, forcément très sèche comme tout ce qui concerne les chiffres, ne dira jamais la somme d'efforts et de soucis que ces accords ont demandé à nos organisations.

Que dire, sinon que nous sommes « présents » parmi les signataires de la quasi-totalité des accords qui ont été conclus.

L'examen de ces textes nous montre que, très rarement, nos organisations ont été seules signataires. Si le cas a pu se produire, c'est sans doute que celles-ci étaient seules susceptibles, par leur caractère représentatif, de négocier au nom de tous les travailleurs.

En aucun endroit, notre politique n'a été d'écarter systématiquement les autres organisations. On ne peut en dire autant d'autres centrales qui, en se précipitant parfois pour signer seules des accords de salaires, ont placé les travailleurs et leurs syndicats dans des situations difficiles. L'exemple de la Sidérurgie de l'Est est symptomatique à ce sujet.

Quoi qu'il en soit, il faut bien constater que là, comme ailleurs, la négociation des accords de salaires a donné lieu à une bataille serrée autour du « tapis vert », que nos organisations ont dû mener avec vigueur et aussi avec compétence.

Le patronat a voulu, dans la plupart des cas, minimiser les augmentations à accorder, tabler sur des considérations économiques qui, on s'en doute, n'étaient pas favorables, selon lui, à des relèvements des rémunérations, faire disparaître les références aux positions relatives vis-à-vis des « minima » que sont les coefficients hiérarchiques.

Il a fallu lutter contre tout cela. On peut dire, d'une façon générale, que nos organisations, au plan national ou départemental, ont réussi à réduire ou à « tourner » ces difficultés, dont l'importance doit être soulignée, et à faire des accords de salaires, des actes représentant le « maximum » de ce qui pouvait être obtenu ou « arraché ».

C'est ainsi qu'à la veille de la réunion de la Commission Supérieure des Conventions Collectives, un accord apportant 7 % de majoration aux salaires fixés le 1^{er} novembre 1950 fut signé entre les organisations non cégétistes de la métallurgie parisienne et le patronat. Cet accord comporte, notamment, une clause de révision, en fonction du coût de la vie, qui constitue une formule acceptable d'échelle mobile. Au lendemain de la fixation du minimum garanti, c'est-à-dire pendant les fêtes de Pâques 1951, la Commission paritaire se réunissait de nouveau et aboutissait à un nouvel accord majorant non plus de 7, mais de 10 % les salaires minimum et augmentant de 11 à 13 frs de l'heure les salaires réels des métallurgistes de la région parisienne.

Il faut signaler aussi que beaucoup de nos camarades se sont

efforcés de réduire les écarts réglementaires de zones qui existaient précisément entre les salaires de province et ceux de la région parisienne. Bien des exemples seraient à souligner à ce sujet.

Que conclure de cette action professionnelle qui n'est qu'un prélude à celle qui se développe et doit continuer à se développer en ce qui concerne les conventions collectives. Disons que nos organisations fédérales et nos syndicats se sont efforcés de tirer le maximum de la situation présente, et que les craintes que nous pouvions avoir quant à l'adaptation de l'action à un nouveau régime de fixation des salaires se sont révélées vaines.

LE PROBLEME DES ZONES

C'est un problème déjà ancien, dont nous nous sommes entretenus depuis plusieurs années au cours des délibérations de nos Congrès nationaux et pour lequel nous sommes intervenus à différentes reprises. Nous avons même été entendus par la Commission du Travail de l'Assemblée Nationale à l'occasion de différentes propositions déposées à ce sujet.

Un arrêté du Ministre du Travail et du Ministre des Finances, en date du 28 février 1949, avec effet au 1^{er} mars 1949, avait supprimé la zone à 25 %. Nous estimions que l'abattement maximum à 20 % était trop élevé et qu'en tout état de cause, il ne devait pas être supérieur à 15 %, avec une révision pour toutes les localités qui seraient frappées par un pourcentage trop lourd.

Les décrets fixant le minimum garanti ont laissé subsister, pour son application en province, les zones existantes avec ce correctif que, strictement, pour le calcul du minimum garanti, la dernière zone a été ramenée d'abord de 20 à 18 %, puis, en mars 1951, à 15 %.

Quoi qu'il en soit, la libération des salaires, dans le cadre des conventions collectives, pose le problème sur un plan différent par rapport au temps du dirigisme. S'il est vrai que, jusqu'à la fixation des salaires par les conventions, les pourcentages de 0 à 20 demeurent, il appartient, par conséquent, aux parties en présence — en tenant compte du coût de la vie dans le département ou la localité fixé comme champ d'application de la convention — de déterminer elles-mêmes les salaires à appliquer, à partir du minimum garanti, pour chaque catégorie professionnelle. A l'heure actuelle d'ailleurs, le Gouvernement ne peut plus prendre aucun arrêté modifiant les zones établies au temps du dirigisme.

C'est pourquoi nous avons insisté auprès de nos camarades chargés de négocier les accords de salaires et les conventions collectives pour qu'ils étudient sérieusement le coût de la vie dans leur région ou leur localité, afin d'être parfaitement armés pour la discussion des salaires et qu'ils s'efforcent, par là même, de ne pas aggraver les écarts de zones qui existaient, mais au contraire de les corriger d'une manière équitable. Car maintenant, sur ce point, la parole ne peut plus être au Gouvernement mais aux négociateurs des conventions.

Il faut souligner, d'ailleurs, que dans certains cas, nos camarades ont compris l'importance de cette action et qu'ils ont réussi dans la discussion des salaires à « décrocher » des anciennes zones.

CONCILIATION ET ARBITRAGE

Jusqu'au moment où fut votée la loi sur les conventions collectives, nous avons essayé de trouver une formule susceptible de correspondre au vœu adopté par notre dernier Congrès Confédéral, c'est-à-dire rétablissant le « recours obligatoire à la conciliation et à l'arbitrage des conflits collectifs du travail, le droit de grève demeurant intégralement sauvegardé par la loi après épuisement de ces procédures ».

En réalité, il nous est apparu que l'arbitrage obligatoire aboutissait à une limitation sinon à une suppression du droit de grève et c'est pourquoi nos efforts ont tendu vers l'établissement de « procédures contractuelles » aux termes desquelles les parties pourraient, si elles le désiraient, renoncer à l'usage du droit de grève.

D'autre, part le Comité National des 15-16 avril 1950, soucieux de faire avancer nos études, suggérait « le recours obligatoire à une procédure d'enquête susceptible de définir de façon impartiale les conditions économiques d'un conflit et sa solution ». Depuis lors, l'étude de cette formule a été poussée et elle devrait avant peu pouvoir être formulée d'une façon suffisamment précise et détaillée par la Commission confédérale d'action professionnelle.

La loi sur les conventions collectives, nous l'avons indiqué, a créé une « Commission Nationale de Conciliation » composée

Cette Commission nous a apporté un certain nombre de désillusions pour le peu de résultats obtenus. Si les employés de banque ont obtenu une relative satisfaction, il n'en fut pas de même des travailleurs de la métallurgie de la région parisienne dont le conflit intéressait 175.000 salariés et pour la solution duquel les employeurs ont fait preuve d'une volonté manifeste de régression sociale, généralisée de rancœurs et de légitimes colères chez les ouvriers. Il ne suffit pas de dire : 5 %, pas un sou de plus ! ou bien même : « rien du tout », comme cela a été dit dans certaines industries, alors que les profits n'étaient pas négligeables et que bien des travailleurs avaient et ont même encore des salaires de misère.

Les mêmes remarques pourraient être faites en ce qui concerne les Commissions régionales qui n'ont enregistré que quelques rares succès.

PRODUCTIVITE

Pour briser le circuit infernal des prix et des salaires, il est souvent préconisé d'accroître la productivité. Nous ne sommes pas hostiles à cette façon de voir. Effectivement, sans accroissement parallèle de la production moyenne et de la masse de l'ensemble de la production il n'est pas de relèvement possible du niveau de vie moyen de la population.

Cependant, nous constatons que si cette condition peut être considérée comme nécessaire, elle n'est pas suffisante ; depuis des années nous enregistrons des accroissements de productivité et de production sans noter de relèvement correspondant de notre bien-être.

Les méthodes conduisant à une meilleure productivité ne sont

donc pas « la tarte à la crème » qui nous est présentée, mais des moyens dont l'utilisation est, de notre part, subordonnée à certaines conditions qui ont été précisées par le Comité National de juin 1950 :

Le Comité National constate que, malgré le magnifique effort fourni depuis 5 ans par les travailleurs, la productivité française est encore inférieure à celle obtenue dans d'autres pays.

Il souligne que la stagnation actuelle de notre production est due autant aux erreurs dans l'orientation et la direction des entreprises, qu'à une politique sociale insuffisamment hardie, erreurs dans lesquelles les salariés n'ont aucune responsabilité et que pour sa part la C.F.T.C. a dénoncées à maintes reprises.

Désireux cependant de voir se relever le standard de vie des Français et soucieux de l'équilibre, à un niveau élevé de notre balance commerciale, conditions du développement de l'emploi, il déclare que la C.F.T.C. participera aux efforts, tendant à améliorer notre économie.

Toutefois, il précise que cette décision est subordonnée dans son application à un certain nombre de conditions, dont les suivantes :

- Fixation du salaire minimum à un taux satisfaisant et élaboration des Conventions Collectives ;
 - Contrôle de l'activité des ententes industrielles dont l'action a pour effet de maintenir les prix à des niveaux élevés et d'empêcher tout perfectionnement technique ;
 - Amélioration de l'installation des usines, ateliers et bureaux et mise à la disposition des travailleurs d'un outillage adapté et moderne ;
 - Attribution de pouvoirs réels aux Comités d'entreprises leur permettant notamment de participer aux transformations utiles des conditions de travail et, par la connaissance des prix de revient et de leur évolution, d'en apprécier les résultats ;
 - Participation immédiate des travailleurs aux avantages d'une production accrue et mise au point de formules qu'ils sont prêts à discuter, notamment au sujet des investissements des entreprises ;
 - Développement de l'enseignement professionnel et élaboration de projets permettant, sans retard, le réemploi, sur place de préférence, des salariés que des modifications dans l'organisation de leur travail conduiraient à changer de poste (le Comité National insiste, à cet effet, sur la nécessité d'une politique de construction permettant à la fois de créer des emplois et de faciliter les déplacements qui seraient nécessaires).
 - Contrôle constant des organisations syndicales :
- 1° pour que l'effort pour une meilleure productivité ait comme résultat l'amélioration du bien-être des travailleurs sous ses diverses formes et non pas un accroissement du surmenage.
 - 2° pour obtenir que toutes les améliorations réalisées permettent une répartition plus satisfaisante des ressources nationales et ne soient pas absorbées, une fois de plus, par les marges bénéficiaires des entreprises industrielles et commerciales.

ACTION SUR LES PRIX

La conjoncture se modifie sans cesse et, continuellement, il faut intervenir pour maintenir et défendre les fruits de l'action syndicale.

L'augmentation de 11,5 % du salaire minimum interprofessionnel garanti pour Paris, supérieure à la moyenne des augmentations qui se négocient à l'heure où nous écrivons, ne fait que rattraper partiellement le retard pris par les salaires sur les prix.

Au cours d'une audience qui eut lieu le 29 mars 1951, nous insistions auprès du Président du Conseil pour que son gouvernement, résistant à une sorte de défaitisme, défende le nouveau palier qu'il venait de fixer.

Nous faisons valoir que les augmentations accordées au personnel des entreprises nationalisées représentaient pour E.D.F. 2 % du budget dépense de cette entreprise et 4,5 % pour la S.N.C.F.

Compte tenu de ce que ces augmentations, et à condition qu'elles se généralisent à tous les travailleurs, maintiendront à peine la part du travail dans le Revenu National, nous préconisons un système de subventions contenant les prix essentiels.

Les ressources peuvent être trouvées de différentes façons qu'il convient de conjuguer.

a) En matière financière :

- Fraude fiscale évaluée à plusieurs centaines de milliards, interdiction aux services de répondre aux parlementaires et autres interventions ;
- Poursuite des fraudeurs en correctionnelle ;
- Révision des forfaits, notamment ceux inférieurs au minimum vital ;
- Taxe de luxe sur les produits ou objets non essentiels ;
- Taxe à l'exportation absorbant la différence des cours.

b) Politique d'exportation :

Notant l'opposition qui existe entre l'évolution des prix de la viande, dont l'exportation fut systématique et qui augmenta de 20 à 40 % en un an, et de ceux des légumes par exemple, stables ou en baisse par rapport à ce qu'ils étaient voici douze mois, nous demandons présentement :

- l'arrêt des exportations alimentaires ;
- l'arrêt du stockage ;
- retrait de crédits tant que les prix n'auront pas été ramenés aux taux antérieurs.

c) Commerce intérieur :

Et compte tenu de l'extension constante du circuit commercial (21 988 créations de fonds dans les 5 derniers mois de 1950 contre seulement 18 426 fermetures volontaires ou par faillite) et de ce qu'il absorbe une part proportionnellement trop importante des ressources nationales, nous réclamons une baisse autoritaire et immédiate des marges commerciales.

II. — LES COMITES D'ENTREPRISE

L'ordonnance du 22 février 1945, en dépit de ses insuffisances, notamment dans l'ordre économique, avait suscité certains espoirs dans les milieux ouvriers.

Nous voyons là, quant à nous, une première étape vers l'aboutissement des solutions préconisées dans le plan de la C.F.T.C. en 1935.

Six années ont passé et on peut bien dire que les comités d'entreprise connaissent une certaine désaffection qui a trop tendance à se généraliser. On trouve beaucoup moins de candidats maintenant aux élections que lors des premiers scrutins.

Les causes sont de divers ordres : imprécision des textes légaux ; volonté du patronat de minimiser les attributions des comités surtout dans le domaine économique ; insuffisance de ressources pour les œuvres sociales dans certains comités ; manque de formation des délégués sur quoi pourtant il ne faudrait pas trop exagérer...

Au fond, ce qu'il manque essentiellement, c'est le « climat favorable » fait de compréhension, de confiance, de loyauté réciproque. Les comités d'entreprises subissent, eux aussi, les conséquences de la réaction patronale.

C'est ce à quoi ont essayé de remédier un groupe d'hommes de bonne volonté appartenant à divers groupements : A.C.A.D.I. (Association des Cadres Supérieurs), C.F.T.C., F.O., C.G.C., quelques patrons qui ont organisé, en mars 1951, à Paris, des journées pour étudier en commun cet angoissant problème.

Certains employeurs, plus compréhensifs, à qui nous faisons valoir l'impérieuse nécessité de ne pas laisser périr cette institution ne nous répondaient-ils pas : « Nous ne serions pas ici si, comme vous, nous ne désirions pas que demeurent les comités d'entreprise, « Il faut nous revoir et approfondir en commun certains problèmes » pour résoudre les difficultés présentes ».

Il nous appartient à nous, syndicalistes chrétiens, qui savons que rien ne s'édifie sans difficultés, de poursuivre nos efforts partout et dans tous les domaines, y compris celui de la formation, pour sauvegarder l'institution même des comités d'entreprises, qui est en danger et pour lui donner, peu à peu, la forme que nous souhaitons.

III. — CLIMAT DE REACTION

En réalité, l'attitude du patronat, comme celle des pouvoirs publics, nous amène à constater que notre action s'est développée dans un climat de réaction sociale.

Latente et indirecte en période de dirigisme des prix et des salaires, cette réaction s'est révélée dans toute sa violence — à

tel point qu'elle a surpris nombre d'observateurs étrangers — tout au cours de cette période de 1949-1951. L'histoire relatée plus loin des conflits sociaux marque les différents procédés employés suivant les circonstances :

- Refus brutal opposé aux demandes d'augmentation des salaires ;
- Recours au lock-out en plusieurs occasions comme contre-offensive à la grève.

Après la publication de la loi sur les conventions collectives, le patronat, à quelques exceptions près, a fait preuve d'une extrême mauvaise volonté et de la plus totale inertie, sinon en ce qui concerne les accords provisoires de salaires du moins pour ce qui est de la négociation proprement dite des conventions.

La plus forte manifestation de la réaction patronale s'est sans doute produite au cours des travaux de la Commission supérieure des conventions, en 1950, où, au sein des deux sous-commissions chargées de mettre sur pied un budget minimum vital, les délégués des employeurs industriels, commerciaux et agricoles ont fait cause commune pour proposer des pondérations et des prix proprement déraisonnables. Elle prit parfois un aspect sordide ; c'est ainsi, par exemple, que les patrons se sont opposés à admettre qu'un logement de travailleur puisse comporter un simple poste d'eau individuel, qu'ils ont refusé de tenir compte des dépenses élémentaires de blanchissage, et qu'ils ont proposé des durées d'usage et des prix absolument inacceptables pour les articles d'habillement, le tout témoignant d'une méconnaissance totale de la dignité ouvrière.

La lenteur des négociations sur les conventions collectives est due au seul fait de l'intransigeance patronale qui, par tous les moyens, cherche à gagner du temps. En voici deux exemples :

Vu l'impossibilité d'arriver à un accord, le conflit Michelin-Bergougnan fut soumis, le 6 avril 1950, à la Commission de conciliation. Les délégués patronaux refusèrent d'y siéger.

À la réunion qui avait pour but de discuter la convention collective du commerce, le 10 octobre 1950, les représentants patronaux ont refusé arbitrairement de discuter avec les organisations syndicales présentes, C.G.T., C.F.T.C., F.O., de la question salaires.

Sauf de rares exceptions, les discussions traînent en longueur depuis de nombreux mois sans qu'aucune amélioration sensible ne soit enregistrée.

Quels sont les arguments patronaux ?

Devant l'Assemblée du C.N.P.F., M. Villiers, Président, déclarait le 1^{er} juillet 1950, que la masse des salaires ne pouvait être augmentée et qu'il fallait travailler 48 heures par semaine. C'est là le leit-motiv des affirmations du patronat. Il faut produire davantage, dit-il, augmenter la productivité, accroître la durée du travail.

Allant plus loin, le patronat soutient que le pouvoir d'achat des salariés s'est constamment amélioré.

C'est ainsi que conclut une étude présentée fin janvier 1951 au nom de la Commission sociale, à l'Assemblée générale du Conseil du Patronat. Utilisant le cadre du budget-type établi par les experts du Conseil Economique en 1948 (ce n'était pas, à proprement parler,

un budget complet mais plutôt un « panier à provisions » d'articles types dont il importait de suivre les variations de prix), le C.N.P.F. affirme que l'évaluation de ce budget qui se montait à 11.786 francs en juin 1948, serait passé à 14.765 francs en juillet 1950 et à 15.539 francs en octobre 1950 ; soit au total une augmentation de 31,64 %. Dans le même temps, l'augmentation globale des salaires aurait été de 35,08 %.

Ces calculs poursuivis sur les mêmes bases jusqu'au 31 décembre 1950, feraient ressortir, pour cette dernière date, un montant de 15.831 francs pour le budget des dépenses, soit une augmentation de 1,8 %. Pour les salaires, les propres sondages du patronat révélaient une augmentation, pour la période d'octobre à fin décembre 1950, de l'ordre de 8 à 9 %.

La situation au 31 décembre dernier, par rapport à juin 1948 se présentait donc ainsi, selon le patronat :

Coût de la vie :	+ 34 %
Salaires :	+ 45,88 %

Les chiffres et comparaisons que nous avons relevés par ailleurs sur le pouvoir d'achat, sont loin de coïncider, on l'a vu, avec les conclusions des dirigeants patronaux.

Devant une telle intransigeance et une si mauvaise foi, peut-on espérer convaincre les employeurs de la nécessité, non seulement par souci de justice sociale, mais aussi pour des motifs valables d'expansion économique, de pratiquer une politique de justes salaires ? Nous ne le croyons pas et c'est pourquoi nous devons lutter par tous les moyens dont nous disposons, pour imposer des augmentations de salaires, tout en agissant énergiquement auprès des pouvoirs publics pour qu'elles se traduisent par une amélioration réelle du pouvoir d'achat des familles ouvrières.

REACTION GOUVERNEMENTALE

Du côté gouvernemental, il faut bien le dire, la « réaction patronale » a trouvé de sérieux appuis. Sans doute les fautes commises par la C.G.T. ont-elles paru, à certains moments, justifier l'intervention des pouvoirs publics. Mais nous avons dû, à plusieurs reprises, nous élever contre le fait que ceux-ci semblaient se mettre au service du patronat pour briser les mouvements de grève ou prenaient, à l'égard des travailleurs de la fonction publique, des mesures excessives, tant en ce qui concerne les réquisitions aboutissant à la suppression pratique et sans contre-partie du droit de grève, que la restriction, inadmissible en principe, des libertés que ces salariés doivent pouvoir exercer comme tous les citoyens, en dehors de leur travail.

Rappelons à cet égard, la résolution de mars 1950 du Bureau Confédéral :

Le Bureau Confédéral s'élève contre la position du Conseil National du Patronat Français qui, insouciant de la misère des travailleurs et des familles ouvrières, se maintient dans une attitude intransigente empêchant toute tentative de conciliation.

Il constate la carence du Gouvernement qui ne cherche aucune issue à des conflits particulièrement douloureux pour les travailleurs et applique au personnel des administrations et des services publics une intransigeance égale à celle des employeurs du secteur privé. Il dénonce l'emploi massif des forces de police contre des grévistes qui n'excédaient pas le droit constitutionnel de grève.

Et celle du 18 février 1951 :

Résolu à défendre contre toute mesure d'exception, la liberté d'opinion de tous les salariés,

Le Bureau Confédéral de la C.F.T.C. déclare qu'en dehors des lieux et des heures de travail, les fonctionnaires, les salariés des industries nationalisées, tout comme ceux du commerce et de l'industrie privée, relèvent dans leur activité politique du droit commun applicable à tous les citoyens.

IV. — LES CONFLITS SOCIAUX

La période de 1949-1951 peut être considérée comme une période de transition entre l'ancien régime de dirigisme des prix et des salaires et le retour progressif au statut des conventions collectives professionnelles. L'activité syndicale a suivi très fidèlement, tout au long de ses campagnes tendant à une amélioration des conditions de travail et de rémunération des salariés, le cours de cette évolution. Aussi peut-on distinguer dans l'histoire des conflits sociaux qui ont marqué ces deux dernières années, les grandes étapes suivantes :

REVENDEICATIONS PARTICULIERES

(juin 1949-juillet 1949)

C'est la poursuite des revendications habituelles qui se développe par secteur, le plus souvent sous l'impulsion d'un seul syndicat. Les travailleurs du secteur privé réclament des augmentations horaires : métallurgie, habillement ; les fonctionnaires ne relâchent pas leurs demandes en vue de mener à terme leur reclassement. On note cependant quelques grèves plus marquantes, mais de courtes durées, dans l'unité d'action des trois organisations C.G.T., C.F.T.C., F.O. (fonctionnaires : 15 juin ; employés des grands magasins : 27 juin ; Régie Renault : 19 juillet).

Le patronat ripostera par des mesures de lock-out comme à Port-de-Bouc (25 juin) ou aux usines Mathis (26 août). Ailleurs, quelques mouvements de solidarité déclenchés, pour la plupart, sur l'initiative de la C.G.T., se produisent dans les mines (4 juillet).

REVENDEICATION DE LA LIBERTE DES SALAIRES

(août 1949-février 1950)

Dans le but de coordonner et de canaliser les revendications qui se multiplient dans les bureaux et les ateliers, les centrales syndi-

cales se déclarent toutes d'accord sur le principe d'une demande de prime de vacances. Cette unanimité va immédiatement susciter de nombreux débrayages et manifestations dans tout le pays ; ils affectent à la fois les professions les plus diverses (mines, docks, ports, transports, commerce, métallurgie, textiles, services municipaux) et de nombreuses grandes villes industrielles de France : Paris, Brest, Saint-Nazaire, Saint-Etienne, Lens, Sochaux, Clermont-Ferrand, Tarbes, Angers. Hélas, les résultats sur le plan des entreprises seront plutôt décevants.

Il faut attendre le 3 novembre 1949 pour qu'un arrêté interministériel accorde une prime exceptionnelle et unique de 3.000 francs maximum aux travailleurs privés du commerce et de l'industrie.

La décision gouvernementale ne satisfait aucune des centrales ouvrières et le mécontentement des salariés ne fait que croître.

Cependant, le Gouvernement annonce que le projet de loi rendant la liberté aux salaires sera déposé avant la fin du mois. C'est le moment que choisit Force Ouvrière pour annoncer son intention de déclencher, sous sa propre responsabilité, une grève générale d'avertissement !

Le Bureau Confédéral de la C.F.T.C., réuni les 19 et 20 novembre, décide que notre mouvement ne s'y associera pas pour les motifs indiqués dans la résolution suivante, adoptée à la majorité :

Le Bureau Confédéral constate que le mécontentement actuel de la classe ouvrière est totalement justifié et se déclare d'accord sur une manifestation solennelle et publique de ce mécontentement qui prendrait la forme d'une grève générale de vingt-quatre heures ;

Rappelle, comme il l'a déjà fait maintes fois, que les Pouvoirs publics, par leur inertie en présence de l'injustice sociale qui s'est développée depuis plusieurs années dans notre pays, sont très largement responsables de cette situation ;

Estime qu'une telle grève générale aurait été opportune il y a quelques mois en vue de secouer l'apathie des Pouvoirs publics, mais déplore que les exclusives lancées par certaines organisations syndicales l'aient rendue irréalisable ;

Considère que cette grève deviendrait absolument illogique si elle était déclenchée au moment précis où le Gouvernement et le Parlement se saisissent enfin des légitimes revendications des organisations syndicales, et avant même que soient connus les textes définitifs tendant à la libre discussion des salaires dans le cadre des conventions collectives et sur la base d'un minimum vital garanti ;

Considère que la combattivité des travailleurs doit être conservée intacte pour les mouvements professionnels qui pourraient s'avérer nécessaires à l'occasion des discussions paritaires portant sur les salaires et les accessoires de salaire ; que, de ce point de vue, une grève générale de vingt-quatre heures dans l'immédiat serait sans efficacité pratique et ferait donc perdre inutilement une journée de salaire à des travailleurs dont le pouvoir d'achat est déjà tragiquement insuffisant ;

Considère, en outre, qu'une grève générale, même de durée limitée, peut avoir des répercussions trop graves sur l'économie générale du pays, sur la sécurité des personnes et quand à la conser-

vation des instruments de production pour pouvoir être improvisée ;

Estime, par contre que si les travaux en cours devaient aboutir à une législation sur les conventions collectives et sur les salaires trop éloignée des revendications ouvrières il y aurait lieu, pour les Confédérations syndicales, de reprendre l'idée d'une grève générale de vingt-quatre heures qui ne serait déclenchée qu'après une préparation minutieuse, ayant fait l'objet d'un accord entre les organisations nationales représentatives ;

Décide, en conséquence, de prendre contact avec les autres organisations ouvrières pour leur demander d'ajourner le mouvement actuellement prévu pour le 25 novembre ;

Déclare, qu'au cas où ses démarches dans ce sens seraient infructueuses, ses organisations affiliées ne participeraient pas à la grève du 25 novembre, mais se borneraient à la subir dans les cas où elle leur serait imposée.

Nos démarches auprès de Force Ouvrière et auprès de la C.G.T. se heurtèrent à un refus catégorique et la grève fut déclenchée, comme prévu, le 25 novembre. Elle eut une fortune diverse mais, en réalité, se solda, pour Force Ouvrière, par un échec moral en ce sens que les seuls secteurs où la grève réussit furent ceux dans lesquels la C.G.T. reste l'organisation la plus influente ou ceux dans lesquels nos organisations décidèrent de s'associer au mouvement. Dans les fiefs de F.O., au contraire, la grève ne fut pas suivie.

Il convient d'indiquer que la décision du Bureau Confédéral fut sérieusement controversée à l'intérieur comme à l'extérieur du mouvement. Le problème de la discipline générale du mouvement s'est trouvée nettement posé, mais non point résolu, à cette occasion. Certaines de nos organisations, en effet, comme indiqué ci-dessus, passèrent outre aux directives du Bureau Confédéral.

Pendant qu'à l'échelon confédéral les centrales travaillent à l'élaboration des projets devant amener le régime de liberté des salaires et demandent, en attendant leur réalisation, la reconduction immédiate de la prime de 3.000 francs, quelques conflits spécialisés, mais de grande importance, se déclarent :

— Pendant plus de trois semaines, les fonctionnaires de la Caisse des Dépôts et Consignations se mettent en grève pour que leur soient consentis les avantages dont bénéficie le personnel de l'Administration Centrale du Ministère des Finances (1-23 décembre).

— Des débrayages partiels sont enregistrés chez les cheminots C.G.T.-C.F.T.C.-F.O.-C.G.C.-Autonomes pour protester contre la réduction du nombre des permis de circulation aux agents de la S.N.C.F. (5 janvier).

— Dans le secteur privé, le combat est plus sévère et le patronat ne craint pas de recourir plusieurs fois au lock-out : chez Hispano-Suiza, à Colombes (13 décembre) ; aux usines Morane de Tarbes, Ossun à Lourdes (26 décembre) ; aux Etablissements Besançon d'Angers (28 décembre) ; aux usines Latil à Suresnes (29 décembre) ; aux chantiers pétroliers d'Ambèze (11 janvier).

Réuni les 14 et 15 janvier 1950, le Comité National de la C.F.T.C. maintient sa demande de renouvellement de la prime de 3.000 francs

en précisant qu'elle doit être accordée à tous les travailleurs du secteur privé et public. Très opportunément, il condamne le procédé du lock-out et le recours systématique à la réquisition en cas de grève.

Le rajustement des salaires provoque de nouveaux conflits : à l'aviation civile (16 janvier), dans le textile d'Armentières (17 janvier), et à la R.A.T.P. où des arrêts de travail sporadiques se déclanchent (16-17-31 janvier). Il en va de même dans les centrales gazières et électriques de la région parisienne (6-7 février).

Le 8 février 1950, un nouvel arrêté décidant l'attribution d'une prime exceptionnelle de 3.000 francs aux salariés est publié en même temps que l'Assemblée Nationale vote définitivement le projet de loi de nouvelle réglementation des conventions collectives.

LIBERTE DES SALAIRES

(février 1950-mars 1951)

La loi est publiée. Son application va nécessiter de longs mois de délibérations et de négociations durant lesquels la fièvre sociale va tomber, dans l'attente de résultats. Cependant, la C.G.T. tente à ce moment là d'entretenir et d'exploiter le mécontentement général. De même qu'elle avait essayé dans des buts exclusivement politiques, de précipiter l'agitation, mais sans aucun succès, au moment de la désignation de M. Jules Moch comme Président du Conseil en octobre 1949, la centrale cégétiste accélère à fond sa campagne contre la manutention et le déchargement du matériel de guerre et le conflit indochinois. Des débrayages partiels mais sans résultats positifs, se produisent dans les docks et ports de Marseille, Nantes, Rouen. Des incidents sont signalés à La Rochelle, à La Pallice, à Marseille. De leur côté, les dockers de Cherbourg refusent de suivre les consignes de leur Fédération et acceptent de débarquer le matériel américain. Pour soutenir l'action des dockers, la C.G.T. et le Parti Communiste organisent, le 25 janvier, une journée contre la guerre ; d'autres mouvements ont lieu dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais et chez les cheminots (17 février). Le point culminant de cette campagne semble être atteint par les incidents de Nice où les manifestants cégéto-communistes tentent de s'opposer à l'embarquement de matériel militaire et réussissent à jeter à la mer un tronçon de pylône Radar.

Dans sa résolution du 19 février, le Bureau Confédéral de la C.F.T.C. met justement en garde les travailleurs contre cette exploitation politique de leurs justes revendications : la confusion de la politique et du syndicalisme ne pouvant que dresser un obstacle insurmontable à la création des cartels d'action commune que la dispersion des forces syndicales rendrait plus nécessaire que jamais.

Dans l'attente de l'application de la nouvelle loi sur les conventions collectives, des négociations d'accords provisoires de salaires sont entreprises. Certaines butent à de sérieux obstacles opposés par le patronat comme dans la métallurgie parisienne où, par suite de l'intransigeance absolue des employeurs, les syndicats ouvriers déclenchent une grève qui ne tarde pas à se généraliser sur tout le territoire (23 février). Au 1^{er} mars, 180.000 métallurgistes sont en grève. D'autres négociations se soldent par un échec, les

représentants ouvriers considérant comme insuffisantes les propositions patronales : R.A.T.P. (24 février), Gaz et Electricité (24 février), mines (25 février), services publics (27 février), assurances (1^{er} mars). Dans cette dernière branche, les employés décident la grève illimitée le 7 mars.

L'incompréhension et le raidissement des employeurs accélèrent le mécontentement. Successivement, les ouvriers et employés des théâtres nationaux, d'Air France, des usines Michelin et Bergougnan, de la R.A.T.P., du Textile du Nord, de la Pharmacie, du Bâtiment se mettent en grève (3-8 mars).

Devant la riposte ouvrière, certaines fédérations patronales font de nouvelles propositions d'accord : Textile du Haut-Rhin : 8 % ; Charbonnages : prime de 5,3 % du salaire mensuel puis 6 % ; ailleurs d'autres mouvements de grève se déclenchent : Gaz et Electricité (9 mars) (le Gouvernement décrète la réquisition du personnel) ; cuirs et peaux (9 mars) ; Caisses de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales (13 mars) ; égoutiers de Paris (15 mars), boulangers (15 mars).

Les représentants patronaux repoussent une proposition transactionnelle d'augmentation de 12 % des salaires faite par la C.F.T.C. à la Commission Nationale de Conciliation et maintiennent leur position sur une augmentation maxima de 5 %.

A cette période très troublée va succéder un temps d'accalmie, provoqué par la signature de quelques accords provisoires de salaires ou certains engagements de la part des employeurs. Renault (20 mars), Textiles du Nord (20 mars), Air France (20 mars), Assurances (21 mars), Gaz-Electricité (25 mars), Ports et Docks (6 avril).

Le Gouvernement lui-même se montre moins intransigeant ; le 22 mars, il définit sa position sur le problème des salaires en ratifiant les propositions de hausses faites par les entreprises nationalisées et en précisant qu'aux relèvements minima s'ajoutent les primes annuelles de productivité.

Une nouvelle fois la C.G.T. tente de ranimer l'agitation. Après quelques essais à Lyon, le 16 mars, et dans les services du métro et des autobus parisiens, le 17, elle lance une grève générale de vingt-quatre heures le 24 pour les marins et le 25 pour tous les ports de France et d'Algérie (cette dernière en protestation contre l'arrestation de plusieurs dirigeants syndicaux).

Un lock-out se produit aux usines Rateau de la Courneuve à la suite de débrayages provoqués contre la suspension de trois délégués syndicaux.

Cette troisième période se termine par trois mouvements sérieux qui ont provoqué d'assez graves incidents.

— Le conflit Michelin-Bergougnan, qui dure depuis le 3 mars, s'envenime à la suite du refus patronal de siéger à la Commission de conciliation (6 avril). Un protocole sera enfin signé chez Bergougnan le 19 avril, mais l'action chez Michelin se prolongera jusqu'au 4 mai, après des négociations laborieuses et l'intervention des Pouvoirs Publics.

— Grève avec occupation aux usines de la S.N.E.C.M.A. à Paris après l'annonce de licenciements massifs. La police intervient (14-17 avril).

— Bagarres à Brest avec les grévistes C.G.T. du bâtiment. Grève générale de protestation (15-24 avril).

La Commission supérieure des conventions collectives chargée d'étudier un cadre de budget minimum vital devant servir à la détermination du salaire minimum, commence ses travaux (8 mai 1950). C'est dire que l'action syndicale se concentre avant tout sur ce problème majeur et que les revendications dans le cadre des professions ou des entreprises vont connaître un temps de répit. C'est encore à ce moment là, le 17 mai, que la Commission administrative de la C.G.T. demande à ses militants de « placer au centre de leurs activités, la campagne de signatures de l'appel de Stockholm contre la bombe atomique ». Huit jours plus tard, elle demandera à ses militants de réclamer une nouvelle prime de vacances de 6.000 francs.

Jusqu'à la fixation du salaire minimum, on ne signale que peu de conflits sociaux suscités par des motifs d'intérêt professionnel ou local : journée revendicative des boulangers C.G.T. (29 juin); grève illimitée aux Ateliers Mécaniques du Centre à Clermont-Ferrand (24 juillet); grève des mineurs à Marles (28 juillet); grève des ajusteurs de l'entretien des forges de la Régie Renault (10 août); grève des ouvriers des fours à coke de Chocques (13 août).

C'est le 22 août 1950 que le Gouvernement, après l'échec de la Commission supérieure des conventions collectives, fixe les taux du salaire minimum interprofessionnel garanti. Cette décision, qui ne satisfait pas les centrales syndicales, d'autant que les prix intérieurs et les cours des matières premières sur les marchés internationaux accusent une hausse très marquée, va désormais orienter toute l'action ouvrière.

Les fédérations des cadres et ingénieurs de la C.F.T.C., de F.O. et la C.G.C. se mettent d'accord pour défendre en commun leurs taux de salaires et la hiérarchie professionnelle (4 septembre 1950). Leurs discussions avec les délégués employeurs n'ont pas encore abouti.

Parallèlement à la signature des accords de salaires qui se fait généralement sans conflit entre les parties intéressées, des démarches sont entreprises par les organisations syndicales en vue d'élaborer les conventions collectives professionnelles. Les négociations se révèlent, en ce domaine, beaucoup plus difficiles. Il en est ainsi, notamment, pour la Métallurgie, le Commerce, le Textile, le Bâtiment, la Pharmacie, la Banque.

L'action ouvrière se concentrant de plus en plus, comme il est d'ailleurs naturel et conforme aux vœux des centrales syndicales, sur le problème général des conventions collectives, les revendications particulières s'estompent devant la discussion des clauses générales de salaires. Seuls doivent être signalés quelques conflits d'intérêt professionnel ou local :

— Air France à Orly (2 octobre 1950); Arsenal de Tarbes (2 octobre); usines Brissonneau à Nantes (4 octobre), où douze délégués syndicaux font la grève de la faim; Imprimerie d'Etat à Paris (5 octobre); Gaz et Electricité à Paris (7 octobre), où la C.G.T. tente quelques débrayages pour protester contre la réforme du statut des œuvres sociales; Mines de Pontgibaud (15 novembre), où le patronat décide le lock-out; Tunisie (22 novembre), où, après

des bagarres entre la police et des manifestants, une grève générale est décidée; Paris (29 novembre), où les employés de commerce organisent un meeting de protestation contre la suppression éventuelle des deux jours consécutifs de repos; Algérie (29 novembre), où les travailleurs de l'Etat font grève vingt-quatre heures; grève générale des Pompes Funèbres (6-15 décembre); Banque, dont les employés menacent de déclencher un mouvement général de grève (27 décembre), le conflit sera réglé par acceptation d'une proposition transactionnelle présentée par la Commission nationale de conciliation le 11 janvier 1951; Mines, où les longues négociations des syndicats C.F.T.C.-F.O. avec les Charbonnages et le Ministère de l'Industrie et du Commerce sont encore en cours; R.A.T.P. dont, après plusieurs semaines de discussions, les syndicats ouvriers ont décidé un mouvement général de protestation (26 février).

Signalons, enfin, le nouvel échec enregistré par la C.G.T. qui, à l'occasion de la venue à Paris du Général Eisenhower, commandant en chef des forces atlantiques, tenta vainement d'organiser un mouvement de grève.

Si l'on s'en réfère aux statistiques officielles, les conflits sociaux pour la période considérée se traduisent par les chiffres suivants :

RÉFÉRENCES	Juillet 1949	Janvier 1950	Juillet 1950	Janvier 1951
Nombre de conflits résolus	93	138	73	142
Nombre d'établissements touchés	124	190	93	493
Effectifs totaux (mille). dont effectifs en grève (mille)	109,4	707,9	49	542,3
Durée moyenne des conflits (heure)	69,7	136,3	38,1	74,094
Nombre de journées perdues (mille)	23,5	29,6	17,4	20
	133,5	354,1	40,7	37,281

« L'EXPLOSION » DE MARS 1951

Ce qui caractérise le mouvement de grève du printemps 1951, c'est qu'il affectera essentiellement le secteur public. Déclenché à Paris, dans les Transports (R.A.T.P.), par les organisations C.G.T., F.O. et C.F.T.C., après un mouvement d'avertissement de 24 heures, demeuré sans effet, il gagna différents services publics : Gaz, Electricité et surtout S.N.C.F. où la grève fut, pendant deux jours à peu près totale.

Nul doute que si le conflit ne s'étendit pas au secteur privé, on le doit surtout à la rapidité avec laquelle, à la demande de la C.F.T.C., le Gouvernement fixa le minimum garanti. A cet égard il faut admettre que la grève des secteurs publics exerça une vive pression sur les Ministres. En définitive, le mouvement dans le Gaz et l'Electricité et chez les Cheminots était terminé le jour de Pâques avec une augmentation de salaires de l'ordre de 10 % comportant des modalités d'application assez satisfaisantes. Il convient de noter que l'un des points essentiels de l'intervention de la délégation confédérale auprès

de la présidence du Conseil, le 20 mars, portait sur la reprise immédiate des pourparlers entre les Ministres de Tutelle et les Fédérations ouvrières et que satisfaction nous fut accordée dans les 24 heures.

Observons, enfin, que si notre Fédération des Cheminots se joignit au mouvement déclenché en général, par des « Comités d'action », à la base, et que F.O. tenta de reprendre à son compte, nos camarades, différèrent leur ordre de reprise du travail jusqu'au moment où ils obtinrent du Ministre des Travaux Publics, un certain nombre d'apaisements sur des points considérés comme essentiels. Notre Fédération du Gaz et de l'Electricité ne participa pas au conflit, mais sa position morale, extrêmement forte, lui permit de jouer un rôle essentiel dans son dénouement.

V. — SECURITE SOCIALE

DEFENSE DE LA SECURITE SOCIALE

Aujourd'hui comme hier, si la Sécurité Sociale continue à rendre service aux travailleurs, malgré quelques imperfections inhérentes à toute œuvre humaine, si elle continue à améliorer son fonctionnement, elle le doit, notamment aux élus C.F.T.C. des Conseils d'Administration et aux administratifs qui ont eu, pour seuls critères d'action, les services rendus aux travailleurs, avec compétence, conscience, dévouement, ayant le sens de leurs responsabilités, à l'exclusion d'autres préoccupations moins désintéressées.

Cette attitude a rendu malaisée la tâche de certaines critiques qui, sous couleur d'anti-communisme, visaient à amoindrir les conquêtes des travailleurs en ce domaine. Là, comme ailleurs, il a fallu contenir un flot de régression sociale.

Sous prétexte d'améliorer la situation des Caisses, n'a-t-on pas vu, certains, monter en « épingle » des faits isolés regrettables et, de là, généraliser un certain nombre de mesures propres à réduire les prestations, à supprimer l'autonomie des Caisses. Et les mêmes censeurs n'ont-ils pas systématiquement passé sous silence les remarquables réalisations des Caisses de Sécurité Sociale et des Caisses d'Allocations Familiales.

Un à un, il a fallu démontrer les mensonges, rétablir la vérité, la « crier sur les toits », et faire le bilan objectif de la Sécurité Sociale qui, si elle a un passif, peut s'enorgueillir d'un actif dont hélas ! souvent mal informés par la grande presse, les assurés sociaux n'ont pas toujours eu connaissance.

Le petit risque, selon les détracteurs, coûtait très cher, était une cause déterminante de l'absentéisme, facilitait grandement la fraude. La réponse était aisée : il concerne le conjoint et les enfants pour les 2/3 il représente 1/5 de l'absentéisme total.

De plus, la moyenne du nombre de journées de maladie indem-

nisées par an et par assuré est passée de 15 en 1945 à 10,5 en 1948. Financièrement, c'est une faible partie de la Sécurité Sociale. Les maladies de moins de quinze jours représentent 13,7 % de l'assurance-maladie, soit 0,69 % des salaires. Et les frais de gestion, qui représentent 5 % des cotisations, ne peuvent être compressés sans mettre en danger le fonctionnement même de l'institution.

M. Paul Raynaud, lui-même, a dû s'incliner et dire qu'il ne demandait pas la suppression, mais l'aménagement du petit risque. Une inspection a révélé des fautes administratives dans une Caisse Régionale et, à cette occasion, l'Union régionale C.F.T.C. intéressée a publié un communiqué, disant notamment : « que les fautes commises ne devaient pas servir de tremplin aux ennemis de la Sécurité Sociale et servir de prétexte à des généralisations absolument injustifiées ». Nous avons été satisfaits de voir que notre position avait été bien accueillie par plusieurs journaux, qui ont rendu hommage à l'effort d'assainissement qu'avaient effectué les administrateurs de la Caisse en question.

Quelques-uns, qui peuvent se passer des prestations de la Sécurité Sociale, ont suggéré que celles-ci soient réduites pour résorber le déficit. Sur ce point, plus que sur tout autre, notre position reste ferme et nous entendons employer tous les moyens possibles pour que soit respectée la motion du Comité National du 21 janvier 1951, se prononçant formellement « contre toute réduction des prestations actuelles et toute atteinte aux avantages acquis ». Ce même Comité National se prononçait aussi « contre tout mode de financement ou de dégagement de ressources nouvelles fondé sur la fiscalisation partielle ou totale, qui aboutirait à l'étatisation de la Sécurité Sociale, en détruisant l'esprit mutualiste qui est à la base du régime ».

Ceci est la confirmation d'une ligne de conduite constante qui nous fait lutter, pied à pied, depuis trois ans, contre ceux qui, par inconscience, par indifférence ou par logique doctrinale, prennent des positions qui, de la fiscalisation, nous mènent tout droit à la prise en charge par l'Etat, donc à la perte de l'autonomie des Conseils et, surtout, à la fin d'une expérience de gestion ouvrière qui faisait ses preuves.

Nous ne sommes pas restés sur une position négative, mais nous avons présenté des solutions immédiates pour équilibrer recettes et dépenses de la Sécurité Sociale, à savoir notamment : relèvement du plafond de salaire donnant lieu au recouvrement des cotisations ; réforme hospitalière ; contrôle des prix des produits pharmaceutiques ; équilibre financier des régimes spéciaux existant au sein du régime général ; équilibre financier, au plan national, de chacune des branches de la Sécurité par une ventilation effective de la cotisation.

Prise en charge par l'Etat, à l'aide des subventions de toute la partie assistance (allocations aux vieux, allocations temporaires, allocations agricoles) et maintien de la cotisation de 16 % pour la maladie, l'invalidité et les pensions « vieillesse ».

Nous avons eu la satisfaction de faire la quasi unanimité de l'Assemblée générale de la F.N.O.S.S. de décembre 1951 sur nos propositions, de voir ces dernières reprises par le Conseil Supérieur de la Sécurité Sociale, regrettant, cependant, qu'une faible majorité

de ce Conseil ait rejeté notre motion en ce qui concerne l'opposition à la fiscalisation.

Si nous insistons sur le problème du financement de la Sécurité Sociale, c'est d'abord parce qu'il faut couvrir le déficit actuel. Puis, il nous faut améliorer la législation en assurant effectivement un remboursement à 80 ou 100 %, selon les cas, pour les honoraires médicaux, et donner aux vieux travailleurs une retraite décente.

Nous pensons que ce « financement » de la Sécurité Sociale conditionne le système même et nous tenons à affirmer que nous voulons un système souple, décentralisé, mutualiste, autonome.

Nous voulons que la Sécurité Sociale reste essentiellement une « assurance » et non pas un « organisme » d'assistance qui, lui, doit être financé par l'Etat, car il est injuste de servir des prestations à l'ensemble de la population, qui seraient financées par les seuls travailleurs de l'Industrie et du Commerce.

Le problème actuel de la Sécurité Sociale est essentiellement celui du financement. Nous avons apporté des solutions provisoires concrètes aux Pouvoirs Publics pour assainir la situation financière, car nous savons qu'il est impossible d'apporter une solution définitive dans l'immédiat, tant que nous vivrons dans une situation économique instable.

Malgré la situation financière alarmante, le Gouvernement n'a, jusqu'ici, apporté aucune solution, mais, au contraire, s'est contenté de formules qui sont plutôt politiques, en alourdissant encore le fonctionnement des Caisses par une loi du 31 décembre 1949 créant un nouveau contrôle, celui de la Cour des Comptes.

Les Comités de gestion du Fonds National des Assurances Sociales, du Fonds National des Accidents du Travail et du Fonds National des Prestations Familiales, se sont réunis en séance commune le 13 février 1951, et ont constaté :

- que les disponibilités de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale au 31 décembre 1950 se réduisent à 33.364.377.210 francs ;
- qu'elles ont donc diminué de plus de 27 milliards au cours de l'année 1950 ;
- qu'elles sont appelées à diminuer à un rythme au moins aussi rapide dans l'avenir immédiat ;
- que la situation serait encore aggravée au cas où serait mis en application la compensation interprofessionnelle des prestations familiales ;
- qu'à leur niveau actuel, les disponibilités représentent moins de deux mois de dépenses courantes de la Caisse Nationale ;
- qu'au cas où une perturbation quelconque de l'activité économique (grèves, chômage...) viendrait à compromettre la rentrée des cotisations et amènerait les Caisses à faire appel à la garantie de la Caisse Nationale, celle-ci serait hors d'état de faire face à ses obligations au delà de trois ou quatre semaines.

C'est pourquoi les représentants C.F.T.C. ont proposé une motion qui fut adoptée à l'unanimité et qui attire, de la façon la plus

instante, l'attention des Pouvoirs Publics sur la gravité de cette situation ;

- leur demandant de prendre de toute urgence les mesures nécessaires pour doter les Fonds Nationaux de ressources nouvelles, étant observé qu'en aucun cas, ne saurait être envisagée une réduction des avantages acquis aux assurés sociaux, aux allocataires ou aux victimes d'accidents du travail, et qui
- entend dégager la responsabilité des administrateurs de la Caisse Nationale au cas où ces mesures ne seraient pas prises dans les plus brefs délais.

Alors que les familles voient s'accumuler leurs difficultés et qu'en cas de maladie leur situation se trouve encore aggravée, le Gouvernement voulant ignorer qu'il lui appartient de résoudre un conflit d'intérêts entre les Syndicats médicaux et les Caisses de Sécurité Sociale qui pose de délicats et complexes problèmes d'ordre politique et législatif, n'a pas hésité à tourner la difficulté en prenant un arrêté qui dépossède, d'une partie de ses pouvoirs, la Commission Nationale des Tarifs qui, en fait, ne permet pas d'imposer des tarifs-limites raisonnables aux médecins, mais peut imposer, en fait, aux assurés sociaux un remboursement inférieur aux 80 % garantis par la loi.

AMELIORATION DE LA SECURITE SOCIALE

Sur le plan législatif, depuis deux ans, il est incontestable que les progrès sont insignifiants. Cependant, une solide défense ne nous a pas empêché d'enregistrer quelques améliorations :

- Commission de simplification des textes, créée par arrêté du 5 octobre 1949, en permettant de mettre un peu de clarté dans le maquis des textes législatifs et réglementaires ;
- Amélioration sensible de l'assurance longue-maladie, par la loi du 31 décembre 1949 ;
- Augmentation du taux minimum des pensions et allocations « vieillesse », (pas autant que nous l'avions demandé) ;
- Amélioration de l'assurance-invalidité, par une loi du 2 août 1949 ;
- Refonte des textes relatifs à l'élection des Conseils d'Administration qui à l'exception de la fixation du vote en dehors des grandes entreprises, constitue une amélioration, et, tout récemment, l'Assemblée Nationale vient de majorer les allocations des vieux de 7.000 frs, avec application dès le premier trimestre 1951. Nous espérons que le Conseil de la République saura comprendre que les vieux travailleurs ont un besoin urgent de cette majoration qui, cependant, sera loin de leur donner un minimum vital.

ACTION DES ADMINISTRATEURS

Après un rapide tour d'horizon de la situation générale de la Sécurité Sociale, nous ne pouvons passer sous silence l'action constructive de nos administrateurs. Présents dans tous les organismes,

ils se sont rapidement imposés par leur objectivité, leur dévouement et leur compétence dans la participation à la gestion.

Ont-ils eu le tort, à certains moments, de préférer le travail fécond, le service des assurés sociaux, au battage publicitaire, aux slogans spectaculaires, aux promesses qu'on sait ne pouvoir tenir, de préférer le travail constructif à la critique facile et acerbe ? Nous ne le croyons pas ; c'est là une des marques de notre esprit de syndicaliste chrétien. Nous préférons continuer notre action en profondeur. Chaque Assemblée générale annuelle des administrateurs C.F.T.C. nous donne l'occasion de constater une augmentation du nombre des présents et du sérieux et de la maturité de leurs débats. L'activité et les travaux de la Commission Confédérale de Sécurité Sociale ont grandement facilité les prises de position, grâce aux études préalablement entreprises.

Entre les administrateurs et la Commission, des liaisons constantes existaient, grâce à une circulaire spéciale, il a été envoyé, depuis deux ans, seize notes d'information, sans compter un dossier électoral complet. Ces liaisons viennent d'être renforcées par la création de Commissions régionales de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales qui auront surtout un rôle de liaison, de coordination, de formation, de décentralisation et renforceront considérablement l'action des administrateurs C.F.T.C.

Peu de temps après le Congrès de 1948, notre ami Théo Braun, avait été nommé Président de la F.N.O.S.S. Le premier, il eut le courage d'essayer de solutionner le problème des rapports de la Sécurité Sociale avec les Syndicats médicaux. Malgré une interruption des pourparlers engagés à cet effet, son action a porté ses fruits, puisque plus de vingt conventions nouvelles ont été signées dans l'année qui a suivi. Il a démissionné, en février 1950, après avoir été mis en minorité par une coalition F.O.-C.G.T., notre camarade Braun estimait avec la délégation C.F.T.C. que le personnel de la Sécurité Sociale avait droit aux mêmes améliorations de salaires que celles accordées aux travailleurs de l'Industrie et du Commerce, mais que ces avantages ne pouvaient être hors de proportion avec ceux accordés au jour de la discussion, à l'ensemble des travailleurs. En décembre 1950, il n'a pas été élu Président, le programme de la C.F.T.C. n'ayant pas été accepté par la majorité du Conseil.

Notons aussi la naissance de la Fédération du Personnel des Organismes de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales, qui est la première organisation syndicale dans les Caisses d'Allocations Familiales et la seconde, dans les Caisses de Sécurité Sociale. Ce beau résultat est dû à une équipe, animée par Charles Gâtinel.

PERSPECTIVE

Les perspectives d'avenir ne sont pas aussi bonnes que nous le souhaiterions.

La bataille pour le maintien des avantages de la Sécurité Sociale est une partie de la bataille où la classe ouvrière est engagée contre des possédants qui ne voient que leurs intérêts matériels et qui

ne considèrent, dans les cotisations de Sécurité Sociale, qu'une part de profit qui leur échappe.

Nous devons donc ne pas négliger ce secteur, défendre les avantages existants, améliorer la législation.

Comment ? En renforçant l'action de nos administrateurs ; en développant particulièrement l'activité des Commissions régionales ; en faisant mieux connaître nos positions, notamment celles concernant le financement de la Sécurité Sociale ; en améliorant, chaque jour, le fonctionnement des Caisses grâce à la formation donnée à nos camarades administrateurs ; en poursuivant l'amélioration des prestations et des retraites et allocations aux vieux travailleurs.

VI. — LES PRESTATIONS FAMILIALES

LE « MINIMUM VITAL FAMILIAL »

Pour nous, la revendication du « minimum vital familial » ne peut être dissociée de celle du « salaire minimum vital individuel », l'amélioration de la condition ouvrière ne peut se faire par le seul moyen des augmentations des salaires, mais entre autres choses, en permettant aux familles ouvrières de pouvoir vivre et s'épanouir.

Qu'on relise tout ce que nous avons pu dire à ce sujet, notamment depuis la Libération, et on se rendra compte de ce souci constant de notre Mouvement.

Dans le « Programme général d'action ouvrière et d'organisation professionnelle » adopté par le Congrès Confédéral de septembre 1945, nous concrétisons, comme suit, notre position en matière de « minimum vital familial » :

« Le salaire actuel étant en fait individuel, il faut que les compléments familiaux atteignent des taux substantiels, c'est-à-dire capables de faire face aux besoins réels du foyer : ces taux s'établissent, d'après les études budgétaires méthodiquement menées dans les milieux ouvriers à travers toute la France, sur la base de 60 % pour la mère restant au foyer et considérée comme la première personne à charge — de 60 % pour le premier enfant — puis s'abaissant en un léger decrescendo pour les autres enfants à charge, jusqu'à 35 % pour le neuvième enfant. Un tel système écarterait — sauf pour les deux premières années de mariage et certaines situations de veuvage — la prime de salaire unique pour ne plus retenir que la notion de personne à charge, laquelle pourrait, sous certaines conditions, englober les ascendants.

« Il convient d'atteindre par étapes à ces taux substantiels, si l'on veut que la famille du travailleur se trouve à un standard de

vie qui ne la place pas en état d'infériorité vis-à-vis des célibataires et des foyers stériles. C'est là une exigence non d'un natalisme aveugle, mais de la justice sociale inspirant une saine doctrine familiale en même temps qu'une équitable politique démographique.

« Cette réforme des taux doit s'accompagner d'une fixation équitable du salaire moyen départemental, le portant à son taux réel, c'est-à-dire à 25 % environ au-dessus du salaire minimum du manœuvre. Il faudra ensuite, à chaque hausse générale des salaires, relever automatiquement et dans la même proportion ce salaire moyen départemental. Faute de cette mesure, la hausse des salaires n'engendrerait pour les pères de famille, victimes de la montée des prix, qu'un surcroît de misère. Il y a dans ce domaine des décisions immédiates à prendre. »

Cette notion du « minimum vital familial » n'a pas varié depuis 1945. Si, pour certaines raisons de présentation, nous avons préféré unifier à 50 %, pour chaque personne à charge, le taux des allocations nécessaires à la réalisation de cette revendication, on considérera qu'il s'agit là d'une moyenne qui pourrait trouver, le cas échéant, des adaptations suivant les formules qu'on veut appliquer.

Il n'est pas impossible, en effet, que nous nous efforcions, dans l'avenir, de mettre au point un système d'allocations qui tienne compte davantage des besoins réels des enfants suivant leur âge. Il serait normal qu'un enfant de quatorze ans, par exemple, bénéficie d'allocations plus importantes qu'un autre de trois ou quatre ans. C'est une question que nous devons étudier sérieusement, en fonction de la réalité des situations.

Nous n'en sommes pas là d'ailleurs. L'octroi à toutes les familles ouvrières d'un véritable « minimum vital » ne peut se faire qu'en un certain nombre d'étapes par une amélioration progressive des taux en vigueur, et par l'introduction de quelques réformes dans le système actuel.

L'APPLICATION DE LA LOI DU 22 AOÛT 1946

Pour l'instant, tous nos efforts doivent tendre vers l'application des dispositions légales prévues par la loi du 22 août 1946, notamment familiales.

Faut-il rappeler que cette base mensuelle devrait être actuellement de 18.225 francs (deux cent vingt-cinq fois le salaire horaire minimum du manœuvre de l'industrie des métaux de la région parisienne).

Nous estimons que la prise en considération de cette revendication serait une mesure normale et la réparation d'une injustice.

Une mesure normale. Il est étrange de constater la difficulté qu'on peut éprouver, dans notre pays, à faire respecter certaines lois sociales, même par le pouvoir exécutif qu'est le Gouvernement.

Or, en définitive, ce n'est que cela que nous demandons depuis plus de trente mois. Il nous paraît normal qu'une loi sociale, vitale pour les familles, ne reste pas plus longtemps inappliquée.

C'est aussi la réparation d'une injustice. Il est injuste et inadmissible que, depuis le 1^{er} septembre 1948, les familles ouvrières

n'aient bénéficié d'aucune amélioration de leurs prestations, alors que le coût de la vie, lentement mais sûrement, n'a fait qu'augmenter, et que des relèvements de salaires, certes insuffisants, ont amélioré les situations individuelles.

A titre d'indication, du 1^{er} octobre 1948 au 31 décembre 1950, le coût de la vie a augmenté de 28 %, les salaires ont été relevés, en moyenne, de 25 %, les prestations familiales sont restées aux mêmes chiffres.

Sans doute, depuis le 1^{er} janvier 1951, quelques mesures provisoires sont intervenues : augmentation de 20 % des prestations pour décembre 1950, janvier, février et mars 1951.

Sans doute, le Gouvernement a pris l'engagement de déposer, avant le 5 avril, un projet plus durable qui se situera dans le cadre de l'application de la loi du 22 août 1946.

Il est donc possible que, lorsque se tiendra le Congrès Confédéral, on aura réparé une injustice envers les familles. Il n'empêche qu'à l'heure où nous écrivons ces lignes, cette injustice existe et que nous devons tout mettre en œuvre pour la faire disparaître.

Mais qu'on ne se leurre pas. L'amélioration du sort des familles, si elle ne s'est faite dans le passé dans une atmosphère aussi passionnée et avec des moyens aussi spectaculaires que pour l'amélioration des salaires, a exigé cependant une action soutenue, un effort constant, un véritable combat.

Cette lutte continue en 1951. Le Gouvernement n'a retiré, en février, son projet dérisoire d'augmentation de 12 à 15 % des prestations (base de calcul à 13.800), la Commission du Travail n'a eu une position vigoureuse en préconisant 17.550 francs et la suppression de zones, que dans la mesure où les uns et les autres ont senti qu'une fraction importante des Français : les pères de famille groupés dans leurs organisations syndicales et leurs associations familiales, réagissaient pour la défense de leurs intérêts.

Il faut réagir encore et constamment, mener la bataille des prestations familiales avec autant de vigueur que celle des salaires et des conventions collectives.

LE FINANCEMENT DES PRESTATIONS FAMILIALES

Cette action est d'autant plus nécessaire, qu'en dehors de l'immobilisme ou de l'attentisme dans lesquels se sont tenus les derniers Gouvernements en matière de prestations familiales, des thèses, émanant des milieux les plus divers, se font jour, depuis quelque temps, au sujet du financement des prestations familiales.

Nous n'avons pas l'intention de les exposer dans le cadre de ce rapport moral. Elles sont d'ailleurs connues d'un bon nombre de nos camarades. Mais nous voudrions, cependant, nous arrêter quelques instants sur la plus courante de ces thèses.

Elle repose sur cette constatation que nous sommes arrivés à un moment où il n'est plus possible de demander à l'ensemble des travailleurs de consentir une nouvelle « ponction » sur leurs salaires insuffisants pour financer d'éventuelles augmentations de prestations familiales. Les tenants de cette thèse préconisent donc que les ressources supplémentaires qui seraient nécessaires aux organismes payeurs pour faire face à des charges nouvelles soient

recherchées par l'institution d'une taxe ayant une autre base que les salaires.

Cette proposition peut paraître séduisante à beaucoup, notamment à ceux qui pensent que, du fait de l'extension progressive de la législation à d'autres que les salariés, il n'est pas juste que ceux-ci fassent seuls les frais du financement des prestations.

Mais elle a un défaut, et il est de taille : l'institution d'une nouvelle taxe, quelle que soit son assiette, entraîne forcément le recouvrement par voie fiscale. C'est un premier pas vers la fiscalisation totale des recettes ; c'est aussi une étape vers l'étatisation du système.

Or, c'est de cela que nous ne voulons pas. Il suffit de relire les motions adoptées depuis un an par le Bureau Confédéral ou le Comité National, les articles parus dans *Syndicalisme* ou *Formation*, pour se rendre compte que nous avons pris, à ce sujet, une position catégorique, position que nous avons constamment défendue dans les organismes nationaux et autres qui se préoccupent de la question.

S'il faut rappeler les raisons de notre opposition, nous les résumerons par plusieurs considérations générales :

a) Les prestations familiales sont pour nous du « salaire différé », et, mieux encore, la concrétisation d'un effort mutualiste, d'un effort de solidarité de l'ensemble des travailleurs en faveur des chefs de familles ouvrières. Le mode actuel de financement répond à cette notion.

b) Le financement par le budget de l'Etat, par le moyen d'une taxe affectée spécialement à cette fin, détruit cette conception de « salaire différé » et fait disparaître l'effort mutualiste. On se trouve alors devant une « assistance de l'Etat » incompatible avec la dignité des chefs de famille, et soumise aux règles de la politique démographique du moment.

c) Le système de financement appliqué actuellement, malgré ses imperfections, a fait ses preuves. On peut se demander si la fiscalisation des recettes n'amènerait pas une fraude supérieure à celle que nous connaissons. On peut se demander aussi si ce nouveau système n'amènerait pas la stabilisation aux taux actuels des prestations familiales. On peut, en tout cas, être convaincu que l'accumulation de sommes importantes dans un budget-annexe ou sous toute autre forme, constituerait une tentation permanente pour l'Etat, dont le budget général est en perpétuel déficit, de l'employer à d'autres fins qu'à celles auxquelles elles sont destinées.

d) La fiscalisation ferait disparaître les quelques prérogatives que possèdent encore les Conseils d'administration des organismes payeurs, pour faire d'eux de simples comités de gestion. Ce serait la fin de cette véritable « promotion ouvrière » que constitue pour beaucoup de militants et pour le mouvement tout entier les prises de responsabilités qu'entraînent l'administration et l'organisation du système actuel.

La place nous manque pour développer ces arguments qui sont d'ailleurs d'une telle logique qu'ils ont entraîné l'adhésion de la grande majorité des administrateurs des Caisses du Régime Général.

affiliées à l'Union Nationale des Caisses d'Allocations Familiales (U.N.C.A.F.), qui étaient réunis en Congrès en décembre 1950.

Nous ajouterons, d'ailleurs, un autre argument tout aussi péremptoire : tant qu'il ne s'agit que de l'application des dispositions de la loi du 22 août 1946, en les améliorant même par la suppression des zones de salaires, le dégagement de ressources nouvelles sortant du cadre des modalités actuelles de financement ne se pose pas.

Certes, il convient, en premier lieu, de lutter contre la fraude sous toutes ses formes :

— celle qui se manifeste dans le non-paiement des cotisations. Et à ce sujet, il est nécessaire de renforcer les pouvoirs des Conseils d'Administration ;

— celle qui réside dans l'attribution de prestations à des personnes qui ne se trouvent pas dans les conditions voulues pour en bénéficier. Et sans doute est-il indispensable d'accroître les moyens de contrôle que possèdent, en ce domaine, les Conseils d'Administration.

Mais il faut revoir aussi toutes les extensions intempestives qui, peu à peu, sont intervenues dans la législation. On peut demander, à ce sujet, que le Parlement n'étende pas inconsidérément le bénéfice de la loi à de nouvelles catégories sociales, sans consulter au moins auparavant ceux qui ont la responsabilité de l'équilibre financier du système.

Quant aux mesures techniques, la C.F.T.C. a fait des propositions précises de deux ordres : la suppression du « plafond » de recouvrement en matière de prestations familiales, la prise en charge, par le Budget de l'Etat, des dépenses qui ne sont pas du ressort du régime général.

Sur le premier point : la suppression du « plafond », qu'on nous comprenne bien. Nous ne le demandons pas pour la Sécurité Sociale : il se justifie par l'existence du régime complémentaire des cadres.

Mais aucun argument, de quelque nature qu'il soit, ne peut être apporté en faveur du maintien de cette formule pour les prestations familiales.

En demandant sa suppression, c'est demander que la cotisation de 16 % porte sur la masse globale des salaires du régime général, et non plus sur des salaires individuels « plafonnés » à 22.000 francs par mois, jusqu'au 30 décembre 1950, et à 27.000 francs depuis le 1^{er} janvier 1951.

En 1949, les recettes des Caisses d'Allocations Familiales ont correspondu à environ 1.200 milliards, alors que la masse des salaires payés était de l'ordre de 1.600 milliards ; en 1950, elles correspondent à 1.280 milliards environ pour une masse estimée à 1.750 milliards.

En 1951, par la simple suppression du plafond, et en tenant compte d'une augmentation éventuelle des salaires de 5-6 %, c'est sur une masse de salaires de l'ordre de 1.850 milliards que porterait la cotisation de 16 %.

On comprend dès lors l'importance de la demande de la C.F.T.C., en ce domaine. En se plaçant uniquement dans le cadre des modalités actuelles de financement, et compte tenu d'une certaine fraude — nous regrettons d'en tenir compte, mais nous sommes réalistes — évaluée à 5,5 % par les services officiels, — nous tirons ce dernier chiffre d'un rapport du 10 juillet 1950 du Bureau de Statistiques et d'Etudes financières du Ministère des Finances, — les ressources des Caisses d'Allocations Familiales du régime général pourraient être de :

$$\frac{1.850 \times 16}{100} = 296 - 16 = 280 \text{ milliards.}$$

Par ailleurs, et sur le deuxième point que nous avons signalé plus haut, la C.F.T.C. demande que le Budget de l'Etat prenne en compte, sous forme de subventions versées aux organismes payeurs des prestations, deux sortes de dépenses qui sont des charges injustifiées imposées au régime général :

- 1° les prestations versées à la population non active (P.N.A.), ces charges relevant de l'assistance de l'Etat, au moins pour une partie des bénéficiaires n'ayant aucun lien avec les professions, et estimées environ à 7 milliards pour 1950 ;
- 2° l'indemnité compensatrice de l'impôt cédulaire instituée pour compenser les dégrèvements fiscaux dont bénéficiaient les chefs de famille avant le 1^{er} septembre 1948 ; il s'agit là d'une mesure dont on ne voit pas pour quelles raisons elle a été mise à la charge des organismes payeurs. La dépense globale a été de l'ordre de 20 milliards pour 1950.

Comme on le voit, il s'agit pour la seule année dernière de 27 milliards qui ont été mis de façon injustifiée à la charge du régime général des prestations familiales, et qu'il aurait été normal que le Budget de l'Etat prenne en compte.

Nous demandons que, dorénavant, les dépenses figurant sous ces deux rubriques fassent l'objet de subventions de l'Etat aux organismes intéressés.

Les seules mesures techniques que nous venons de citer suffisent à assurer le financement d'un relèvement des prestations familiales sur une base de calcul de 17.550 francs (deux cent vingt-cinq fois le salaire minimum interprofessionnel garanti), compte tenu de la suppression des zones.

Sur cette base, les dépenses des Caisses se monteraient à 310 milliards environ, et seraient couvertes par le produit des cotisations : 280 milliards et la subvention de l'Etat : 30 milliards.

Avec le chiffre que nous revendiquons, il faudrait prévoir 320 milliards de dépenses. Les recettes normales restant fixées au chiffre de 310 milliards, le déficit d'exploitation prévu devrait être couvert par une augmentation de la cotisation de l'ordre de 0,50 %.

Nous répétons ce que nous avons dit plus haut : il est possible d'appliquer les dispositions de la loi du 22 août 1946, et de supprimer les zones en matière de prestations familiales, sans rechercher des ressources nouvelles en dehors du cadre des modalités actuelles

de financement, avec, le cas échéant, un léger relèvement de la cotisation.

LA « SURCOMPENSATION »

Il nous faut aborder maintenant un autre problème important qui s'est présenté à nous, très incidemment, il y a un an : la « surcompensation » des prestations familiales.

Les textes législatifs et réglementaires ont prévu l'introduction d'un tel système en insistant sur son caractère « national », c'est-à-dire qu'il visait tous les régimes existants : le régime général, les régimes spéciaux.

Ce qui est singulièrement curieux et inadmissible, c'est qu'en 1950 le Gouvernement ait songé à l'introduire au moment même où certains de ces régimes étaient déficitaires et en ne faisant entrer que ceux-là dans un système de compensation avec le régime général soi-disant excédentaire.

Nous soulignons ce « soi-disant », car s'il est vrai que le régime des travailleurs du secteur privé a connu une situation financière en excédent ces dernières années, il ne faut pas oublier que c'était au préjudice des familles qui n'avaient pas bénéficié de relèvement des prestations. Il faut remarquer aussi que malgré une situation financière saine, le régime général a toujours connu un défaut de trésorerie courante et que les avances qui étaient consenties par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ont dépassé le chiffre de 30 milliards en 1950. Dans de telles conditions, il nous paraît difficile de parler d'un régime excédentaire.

Il était clair que les projets gouvernementaux en matière de surcompensation avaient uniquement pour but de faire prendre en charge, par le régime du secteur privé, la couverture des déficits des régimes spéciaux, tels ceux des Mines, de la S.N.C.F. et d'E.D.F., même au prix d'une augmentation de la cotisation du régime général.

Il était normal que la C.F.T.C. protestât contre des projets aussi injustes ; elle le fit notamment par une résolution du Bureau Confédéral de juillet 1950, que nous reproduisons, ci-dessous, parce qu'elle définit bien la position du Mouvement :

Le Bureau de la C.F.T.C., réuni les 22 et 23 juillet 1950, après avoir examiné la question de la surcompensation nationale des différents régimes de prestations familiales ;

Considérant que tout financement des prestations familiales par un système d'impôt compensant nationalement les charges de famille est rejeté catégoriquement par la C.F.T.C. comme conduisant à la fiscalisation et l'étatisation ;

Considérant que l'introduction d'un système de surcompensation aurait pour conséquence, dans l'immédiat, de mettre à la charge du régime général des travailleurs du commerce et de l'industrie, les déficits budgétaires des régimes spéciaux des Houillères, de la S.N.C.F. et de l'E.D.F. ;

Considérant que la situation financière du régime général est tellement en déficit, que l'importance des sommes dues par les Caisses d'Allocations Familiales du système général à la Caisse Nationale

de Sécurité Sociale empêche tout relèvement substantiel de la retraite des vieux travailleurs ;

Considérant que la C.F.T.C. ne pourrait accepter une augmentation éventuelle de la cotisation du régime général qui n'aurait pas pour résultat un relèvement des prestations familiales des travailleurs du Commerce et de l'Industrie ;

Le Bureau de la C.F.T.C. demande au Gouvernement de renoncer à l'introduction de tout système de surcompensation des différents régimes des prestations familiales.

Il préconise que l'Etat, qui remplit la fonction d'employeur, en ce qui concerne les secteurs nationalisés, assure l'équilibre financier de la gestion de ces secteurs dans des conditions permettant de verser aux travailleurs qui y sont occupés, les prestations familiales auxquelles ils ont droit.

Il demande qu'au sein des régimes spéciaux soient créés, à l'image du régime général, des organismes de gestion des fonds servant à payer les prestations familiales.

Nous demandions, en même temps, à tous les administrateurs C.F.T.C. des Caisses d'Allocations Familiales de saisir leurs Conseils de cette question, de leur faire prendre position et de protester auprès du Ministère. Sur l'initiative de nos camarades, l'Union Nationale des Caisses d'Allocations Familiales prenait elle-même position contre la surcompensation, notamment au cours de son Assemblée générale du 12 décembre 1950.

On aurait pu penser que devant une telle levée de boucliers, le Gouvernement renoncerait à ses projets. Il n'en fut rien malheureusement.

Le 24 janvier 1951, un décret était pris qui instituait la « surcompensation interprofessionnelle » entre le régime général et quatre régimes spéciaux importants dont un était en excédent (R.A.T.P.) et trois en déficit (ceux que nous avons cités ci-dessus).

C'est à la même date que le Gouvernement sortait son projet de relèvement à 13.800 francs de la base de calcul des prestations, et nous apprenons qu'il n'avait pas fixé un chiffre supérieur (14.400), à cause même de l'introduction de la surcompensation.

La C.F.T.C. s'est élevée vigoureusement contre une telle mesure qui lésait lourdement les chefs de famille du secteur privé.

Le décret existe toujours, mais son application en est suspendue. Nous agissons en sorte de le faire abroger lors de la discussion qui aura lieu au Parlement au début d'avril sur le problème général des prestations familiales.

AUTRES PROBLÈMES...

En terminant ce chapitre sur les prestations familiales, nous répétons avec force ce que nous avons dit plus haut : l'amélioration du sort des familles ne peut se réaliser que par une action constante et vigoureuse.

Nous devons notamment nous opposer fermement à toute mesure, quelle que soit son origine, qui aurait pour but ou simplement pour tendance de ne pas mettre tous les chefs de familles ouvrières

sur le même pied, lorsqu'il s'agit de relever les prestations familiales.

Pendant longtemps, il y a eu inégalité à ce sujet entre les allocataires salariés agricoles et ceux des autres secteurs. Il n'y a pas si longtemps que la parité a été obtenue, et il nous plaît de dire ici, que notre Fédération des Travailleurs de l'Agriculture, n'est pas étrangère à ce résultat.

Mais, récemment encore, n'a-t-on pas vu cette décision inadmissible excluant du bénéfice des majorations provisoires de 20 % des allocations de décembre 1950 et janvier 1951, une fraction importante des chefs de familles ouvrières : fonctionnaires et agents des services publics, salariés relevant des régimes spéciaux, salariés agricoles ?

Si, depuis lors, cette injustice a été réparée, il n'empêche que la tendance demeure et qu'il nous faut veiller à ce que de pareils gestes ne se renouvellent pas.

Nous ne pouvons admettre qu'il y ait des « exclus » parmi les travailleurs lorsqu'il s'agit d'augmentations de salaires ou de prestations familiales, sous prétexte que les avantages sociaux qui leur seraient accordés pèsent directement ou indirectement sur le budget de l'Etat.

Il est inadmissible que dans un pays qui, dans les circonstances présentes, peut trouver les centaines de milliards qui lui sont nécessaires en 1951, pour les besoins de la défense nationale, on refuse de prévoir les quelques dizaines de milliards indispensables à la réalisation d'une politique sociale et familiale.

Sur un autre terrain, il est également nécessaire que des mesures soient prises pour détacher l'évolution des prix de loyers de celle des prestations familiales. Sur ce point, le législateur a commis une erreur, il est impensable que l'application des dispositions de la loi du 1^{er} septembre 1948 puisse avoir pour conséquence d'amener une augmentation des loyers, à laquelle serait assujéti l'ensemble de la population, chaque fois que les prestations familiales, dont ne bénéficie qu'une partie de celle-ci, seraient augmentées.

Il faut trouver une autre base, quelle qu'elle soit, — et notre Commission Confédérale de l'Habitat se penche sur ce problème, — mais rompre avec ces dispositions dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'elles n'ont pas été étudiées à l'époque avec toute l'attention désirable.

Par ailleurs, la question de l'allocation logement reste à revoir dans son ensemble. Nous avons dit souvent ce que nous pensions de cette mesure qui pourrait être intéressante pour les familles ouvrières, mais qui dans l'ensemble ne l'est pas à cause du trop petit nombre de familles qu'elle touche et des sommes trop minimes qui sont allouées.

Il y a beaucoup à faire de ce côté, notamment dans le sens de la révision des conditions trop dures qui sont exigées pour l'octroi de cette allocation.

Nous nous souviendrons que son financement a été essentiellement prévu par la contre-partie de la suppression de l'allocation de salaire unique aux familles ayant un enfant, dès que celui-ci a atteint dix ans. Nous avons toujours protesté contre le finance-

ment de la nouvelle allocation par un tel moyen. Nous constatons aujourd'hui que le montant global des sommes versées au titre de l'allocation-logement, ne représente qu'une petite partie de celles récupérées par la suppression de l'autre allocation.

Plus que jamais, nous demandons que soit rétablie l'allocation supprimée.

CHAPITRE IV

" DES ANTILLES A TAHITI "

A la phase d'implantation en Union Française que marquait le dernier rapport moral a succédé la phase d'organisation, de mise en place des structures.

Le dernier rapport moral montrait la Commission des T.O.M. et le Secrétariat Confédéral en liaison avec la plupart des territoires d'Outre-Mer où l'on constatait, à l'époque, la présence d'éléments acquis à nos principes. On notait, en résumé, « le développement de notre influence syndicale ».

Nous rappellerons l'objet des vœux adoptés par le précédent Congrès. Ils portaient sur :

- la constitution, au sein du Secrétariat Confédéral, d'un Secrétariat particulier des T.O.M. doté d'un budget spécial ;
- l'organisation des fédérations professionnelles ayant des adhérents Outre-Mer ;
- le projet d'un Congrès Africain de la C.F.T.C. ;
- l'installation d'un régime de Sécurité Sociale dans les T.O.M. ;
- la nécessité de former des cadres pour les Ecoles et Centres d'Apprentissage ;
- l'élargissement de la représentation des travailleurs d'Outre-Mer, au sein du Conseil Economique.

Une motion concernait la promotion des travailleurs nord-africains, problème qui a nécessité la création d'un secrétariat spécialisé, extérieur à celui des T.O.M.

On peut affirmer que ces vœux ont été satisfaits et même dépassés dans la mesure où leur réalisation nous incombait en propre. Pour le reste, malgré des efforts multipliés, nous n'avons pu faire progresser, autant que nous l'aurions désiré, l'étude de questions dont la solution dépendait des Pouvoirs Publics.

La quantité d'informations que nous serions en mesure d'appor-

ter est telle, tant sur la situation syndicale de chaque territoire que sur l'actualité des grands problèmes qui sollicitent notre attention ou l'activité du Secrétariat Confédéral des T.O.M., qu'elle nous oblige de nous résumer à l'extrême.

Il y a quelque deux ans, le Secrétariat Confédéral était en rapports plus ou moins étroits avec des noyaux de syndiqués ayant l'étoffe de militants, mais dont l'organisation rudimentaire affaiblissait la puissance d'action.

Actuellement, dans la plupart des territoires, des équipes de responsables, d'une bonne formation syndicale, sont à la tête de syndicats, d'unions locales, territoriales qui bénéficient de l'audience des Pouvoirs Publics et, comme de récents événements sociaux l'ont montré, ont l'initiative de l'action professionnelle par la vitalité dont elles font preuve à laquelle s'ajoute souvent une situation importante dans l'ensemble des forces syndicales locales.

En bref, l'on peut affirmer que la période 1949-1951 aura vu notre Mouvement s'implanter solidement des Antilles à Tahiti et se doter de la structure que sa rapide croissance exigeait.

I. — SITUATION SYNDICALE

AFRIQUE DU NORD

Les trois Unions d'Afrique du Nord connaissent une activité et des problèmes identiques ou voisins à ceux posés aux Unions Départementales métropolitaines. Elles ne relèvent pas de la politique générale des T.O.M.

Une remarque générale s'impose ; les effectifs et le nombre des syndicats sont en augmentation.

On constate, de plus en plus, la présence de musulmans au Bureau ou à la Direction des organisations, et si la pénétration de la C.F.T.C. dans le milieu arabe s'effectue lentement, à l'exception de quelques adhésions massives de travailleurs manuels, on note que, grâce aux efforts fournis, cette adhésion ne pose plus de question et que la progression est continue...

L'Algérie, qui s'est reconstituée récemment en Union Régionale, a témoigné d'une intense activité qu'elle a fait porter, principalement, sur l'instauration de la Sécurité Sociale. Lors de l'installation des Caisses Professionnelles d'Assurances Sociales, nos camarades ont obtenu vingt-quatre sièges d'administrateurs de Caisses et deux sièges à la Caisse Centrale Algérienne.

Nos camarades ont œuvré pour obtenir le rattachement de l'Algérie à une zone métropolitaine pour la fixation du salaire minimum garanti, la revalorisation des Allocations Familiales, l'application des conventions collectives.

Sur le plan de la formation des militants, l'Union a notamment organisé des sessions d'études auxquelles participa Madeleine Tribolati, qui se tinrent successivement à Alger, Constantine, Oran. En plus des trois villes précitées, l'Algérie possède des Unions Locales très vivantes à Maison-Carrée, Blidah, Tizi-Ouzou, Orléansville. Cette Union où travaillent en équipe Chaulet, Fraudeau, Logan, Lorie, Jahan, Hamza-Boubékeur, Mlle Clément, possède une vie intense. Elle publie deux journaux : *L'Afrique du Nord Syndicale* et *L'Oranie Syndicale*.

Au Maroc, le problème du syndicalisme de l'ensemble des Marocains reste toujours posé. La Résidence craint la déviation politique de tout mouvement syndical indigène, et recule sans cesse la promulgation du Dahir. Cependant, la création d'une Commission mixte pour étudier ce problème a été décidée en février 1951.

L'Union marocaine, sous la direction d'Attuyt, délégué confédéral, Terrazonni, Châtaignier, Marchal, Lebastard et bien d'autres encore, a l'audience de la Résidence. Elle est en progression et il est maintenant prouvé qu'une action de grève dans les milieux européens ne peut réussir qu'avec la participation de la C.F.T.C. Elle possède des centres d'activité à Rabat, Fès, Casablanca, Marrakech, Meknès, Oujda, Port-Liautey.

Elle a fait porter ses efforts sur l'organisation de la lutte pour l'habitat, contre la vie chère. A ce sujet, l'équipe économique de l'Union Départementale, sous l'impulsion de Marchal, a proposé un plan d'action qui a été adopté en grande partie par la Résidence. Deux sièges lui ont été attribués au Comité Supérieur des Transports (formule de coordination).

Une Fédération de l'électricité a été créée.

Les cheminots ont obtenu en juillet 1950 un gain de voix qui leur ont permis d'arriver à leurs élections du personnel, particulièrement à Tanger et Fès, à égalité avec la C.G.T.

L'Union vient de tenir son Congrès les 3 et 4 mars à Casablanca.

Elle publie un journal intitulé *l'Union Marocaine*.

En Tunisie, notre mouvement se trouve en présence d'une organisation syndicale autochtone, l'U.G.T.T. affiliée anciennement à la F.S.M. et qui est en train de sa rallier à la C.I.S.L., bien organisée, elle recueille facilement l'adhésion des autochtones. A côté, l'U.S.T.T. affiliée à la C.G.T., beaucoup moins importante, prend place dans le milieu arabe. Le syndicalisme C.F.T.C. tunisien comprend donc une participation des musulmans moins active qu'en Algérie et Tunisie.

Sous la direction de Fleurette, délégué confédéral, Chetcuti, responsable des cheminots, Mlle Voisin, l'Union s'est occupée du relèvement du minimum vital, de la mise en place d'un régime de Sécurité Sociale analogue à celui de l'Algérie, de l'application des conventions collectives, du problème de l'habitat.

Nos camarades ont mené, en janvier et février 1950, une grève dans la profession de la Banque qui a duré cinquante jours. Ce conflit particulièrement dur au moins pour sa durée, s'est terminé par l'octroi d'avantages très satisfaisants. Cette grève a permis la révélation de jeunes militants.

EN AFRIQUE NOIRE

Le vaste voyage effectué par Gérard Espéret, du 7 janvier au 1^{er} mai 1949, avait permis à notre envoyé de prendre contact avec tous les centres de l'Afrique Noire Continentale, de stimuler quelques énergies en sommeil, de susciter des vocations dont la plupart n'ont pas démerité. Gérard Espéret s'était arrêté à Dakar, Bamako, Kankan, Konakry, Abidjan, Bobo-Dioulasso, Ouagadougou, Niamey, Fort-Lamy, Bangui, Brazzaville, Libreville, Douala, Yaoundé, Lomé, Cotonou, Porto-Novo.

SENEGAL

En plus des syndicats d'employés du commerce et de l'industrie, des syndicats de cheminots et du personnel de l'Arsenal formés en 1950, des organisations de fonctionnaires groupant les agents de la Fonction Publique des différents cadres, les instituteurs, les ouvriers des Travaux Publics et des P.T.T. ont été constituées et se montrent déjà comme très actives. Des sections ont été lancées à Joal, Kaolack et Saint-Louis.

Au cours de l'année passée, l'Union a réalisé sur le plan social, la mise au point de cours de formation pour les militants, de causeries sur les problèmes économiques et sociaux du Sénégal.

Elle a préparé des enquêtes sur la formation et l'orientation professionnelles, sur l'habitat et le budget familial des travailleurs.

Les réunions des bureaux de l'Union ou des divers syndicats, les Assemblées générales des syndicats ont eu lieu régulièrement, de même que des prises de contact avec les pouvoirs publics.

Sur le plan professionnel, des règlements de litiges, souvent satisfaisants, ont été obtenus entre employeurs et salariés.

L'Union s'est livrée à des études poussées sur le Code du Travail et le projet de loi sur les accidents du travail.

L'Union territoriale a été constituée statutairement en février 1951. Cette année, avec le mandat des autres responsables des territoires de l'A.O.F., elle sera le siège du délégué de l'Union Fédérale C.F.T.C. d'A.O.F.

Depuis avril 1950, cette Union doit son développement à notre camarade Edouard Basse, aidé de toute une équipe où nous relevons les noms de Kamkara Soudou, P. Doani, Voisin, Sidibe, N. Boya.

GUINEE

Au sein de la vieille Union existant depuis 1947, des syndicats d'employés du Commerce et de l'Industrie, d'ouvriers des services concédés, des cheminots sont groupés. Louis David-Soumah et Raymond Faber et une équipe avec Marius Sinkou, Papa N'Dyane, en assurent la direction.

Les syndicats d'employés et d'ouvriers ont participé aux discussions de Commissions Paritaires pour l'élaboration des conventions collectives et la détermination du salaire dans les différentes branches du secteur privé.

L'échec des discussions en Commissions Paritaires a amené les organisations syndicales à décider, après épuisement des procédés de conciliation, le déclenchement d'une grève d'avertissement de vingt-quatre heures.

Cette grève, qui se déroula dans le calme, organisée conjointement par la C.F.T.C. et la C.G.T., motiva, de la part du Gouverneur, une répression maladroite. Trois militants, R. Faber, M. Sinkou, Papa N'Dyane furent condamnés à six jours de prison et une forte amende en procédure de flagrant délit. Nos camarades firent appel du jugement.

Quelques jours après le conflit, les salaires des employés et ouvriers étaient augmentés en Commission Mixte Locale dans des proportions de 20 à 30 %. Nos camarades ont pratiqué, avec la C.G.T., une unité d'action strictement professionnelle, en évitant tout « confusionnisme ».

Par la tenue de meetings publics couronnés de succès, l'Union exerce une excellente propagande.

Une coopérative créée à Konakry fonctionne de manière satisfaisante, et a un chiffre d'affaires de plus en plus important.

Des sections locales ont été constituées à Kankan, Goual-Kindia. Dans cette dernière ville, des adhésions massives à la C.F.T.C. ont été enregistrées.

COTE D'IVOIRE

A Abidjan et à Grand-Bassam, des syndicats de fonctionnaires des cadres secondaires communs et locaux sont bien organisés et déjà groupés dans une organisation de coordination à l'échelon du territoire. L'Union Territoriale vient de lancer un syndicat de cheminots. Le vieux syndicat d'employés du Commerce, malgré toutes les difficultés rencontrées, est toujours solide.

Une équipe formée de Dramane, d'Imboua-Niava, de Rodriguez d'Oliveira, rend cette union vivante avec la participation de Marchand, militant de la S.N.C.F. qui a su lancer le syndicalisme, malgré une pression déloyale exercée contre lui.

HAUTE VOLTA

L'Union Locale de Ouagadougou groupe des syndicats de fonctionnaires des cadres locaux, des commis expéditionnaires, du personnel africain des transmissions, des services vétérinaires, des ouvriers du bâtiment et des professions d'élevage.

Cette Union Territoriale, présidée par Bégnon Koné, assisté de Zébra. Kabore, Yameogo, va constituer, cette année, un syndicat d'employés. Elle s'est réunie en Congrès, en mars 1951.

DAHOMY

A Porto-Novo, sous la direction de Serpos Tidjani, d'Almeida, de Méhouelley, l'Union groupe des syndicats de fonctionnaires des cadres locaux et secondaires, de douaniers, d'infirmiers, de dactylo-

graphes de l'Administration, de chauffeurs et d'employés du Commerce.

Nos camarades ont lutté pour l'augmentation du salaire minimum des employés et ouvriers et ont obtenu, malgré l'échec des discussions en Commission Consultative du Travail, l'amélioration du salaire des manœuvres. Ils ont également fait de gros efforts pour l'amélioration des divers cadres de fonctionnaires.

Cette Union publie un journal mensuel.

A Cotonou, un important syndicat des Cheminots du Bénin-Niger, sous la direction d'Athanase Sadeler et Eddoh Corneille, a une intense activité et travaille étroitement avec la Fédération des Cheminots.

SOUDAN

Au Soudan, la C.F.T.C. est représentée dans deux centres : Bamako et Mopti.

Dans cette première ville, Jacques N'Daw s'occupe d'organiser les employés du commerce.

A Mopti, il existe un syndicat d'employés très actif qui a eu surtout à faire respecter les droits des travailleurs (licenciements) en matière de contrats de travail.



L'Afrique Equatoriale Française fut visitée plus récemment en 1950, par Théo Grinevald, qui put toucher Libreville, Pointe-Noire, Brazzaville et Bangui. Il relança, avec vigueur, les organisations qui existaient et en créa de nouvelles.

MOYEN CONGO

Brazzaville est appelée comme Dakar, à devenir le siège d'une Union Fédérale, celle d'A.E.F. ; actuellement, l'Union Territoriale se constitue statutairement.

L'Union du Moyen-Congo groupe déjà des syndicats de fonctionnaires des cadres communs et secondaires et du personnel africain de la Radio, de moniteurs d'Enseignement libre, d'employés du Commerce.

Nos camarades, non représentés à la Commission Consultative de Travail, sont intervenus pour l'établissement d'un régime de prestations familiales.

Le statut du personnel africain de Radio-Brazzaville a fait l'objet de nombreuses interventions de G. Pongault, secrétaire général de l'Union, tant à Paris qu'à Brazzaville. Eticault fait un excellent travail parmi les employés du Commerce.

GABON

Ce territoire fut le premier touché par la C.F.T.C. dans sa

pénétration. Les syndicats qu'il compte sont bien organisés, ils offrent aux syndiqués les services de coopératives.

Félix Adande, qui dirige l'Union, s'occupe plus particulièrement des employés, Corentin Akendengue des fonctionnaires.

Des groupes existent d'ouvriers et maîtres de l'enseignement. Une coopérative a été créée. Une campagne pour l'attribution d'une bourse du travail est en cours.

TCHAD

Au Tchad, une Union de syndicats groupe des fonctionnaires et agents d'administration de Fort-Lamy. Son implantation représente une somme de courage peu commune quand on sait les difficultés rencontrées pour faire une simple déclaration de syndicats.

CAMEROUN

Deux Unions Locales ont été constituées à Douala et à Yaoundé, elles sont placées sous la direction d'un délégué confédéral. Dans la première ville sont groupés des syndicats de fonctionnaires, de cheminots, d'employés ; dans la seconde, des syndicats d'agents des services de santé et d'infirmiers, de moniteurs de l'Enseignement libre, d'auxiliaires de l'Administration, d'employés de Commerce, de menuisiers.

Dans d'autres centres, Edea, N'Konsamba ont été affiliés des syndicats de petits planteurs qui disposent de coopératives.

En plus de revendications communes à tous les T.O.M., l'Union s'est livrée à des études sur le pouvoir d'achat et la Sécurité Sociale et a participé à la création d'un restaurant de travailleurs qui sert actuellement mille deux cents repas par jour, après avoir obtenu et réalisé la mise en place de Magasins Témoins. Notre camarade Serrand, délégué confédéral, est rentré en Métropole après un excellent travail. Equipe solide avec N'Koudou, les frères M'Bangue, Lawson à Douala, Fabien Okar à Yaoundé.

TOGO

Ce territoire, qui vit la tenue du Congrès africain, compte des organisations de cheminots, de moniteurs de l'Enseignement libre, de gens de maisons, cuisiniers et boys, des services de l'Agriculture, des Cadres Supérieurs des Travaux Publics, groupés au sein d'une Union Territoriale sous la direction d'Albert David.

Nos camarades ont obtenu une amélioration notable du sort des journaliers des secteurs privés et publics. L'organisation continue. Une des grosses tâches de l'Union a été la parfaite réussite du Congrès de Lomé, pour laquelle nous devons remercier, avec Albert David, notre camarade Boury et tous les cheminots du Togo.

En ce moment, l'Union prépare une convention collective pour le personnel des gens de maison.



Nous ne nous sommes attachés, dans ce tour d'horizon de l'Afrique Noire, qu'à indiquer la situation et le développement de notre Syndicalisme sans rappeler, pour chaque territoire, les problèmes posés à l'action professionnelle.

En effet, ceux-ci sont essentiellement communs à l'ensemble des Unions et, partant, l'action a pu être coordonnée.

Nous citons leur objet :

- Etude et démarches par les syndicats auprès des parlementaires pour le Code du Travail.
- Etude et intervention au sujet de la loi concernant les rémunérations et le recrutement des fonctionnaires.
- Démarches auprès de l'Administration des territoires au sujet des différents cadres de fonctionnaires.
- Fixation du salaire minimum : pour ce faire, participation aux Commissions mixtes locales, quelquefois recours à la grève.
- Etude de conventions collectives.
- Etablissement de budgets-types, après enquête sur le coût de la vie.

MADAGASCAR

Dans la grande île, la situation de la C.F.T.C. est majoritaire. A partir d'organisations de fonctionnaires et de cheminots, la C.F.T.C. s'est étendue aux professions du secteur privé (employés de commerce, travailleurs du Livre, imprimeurs, cuisiniers, « tireurs de pousses », couturières, transporteurs).

L'Union est dirigée par un Comité Directeur et un délégué confédéral.

Nos camarades ont fait porter leurs efforts sur :

- Les salaires minima et, partant, la nécessité de la promulgation rapide du Code du Travail pour assurer aux inspecteurs du Travail une base juridique à leur contrôle ;
- La création de cités ouvrières ;
- L'immigration à Madagascar ;
- Le développement des moyens de transport de Tananarive et sa banlieue ;
- La production et le prix du riz, denrée qui entre en grande partie dans l'alimentation des travailleurs.

En Commission Paritaire, un relèvement du salaire de manœuvre a été obtenu.

A Fianarantsoa, les syndicats C.F.T.C. de petits planteurs groupent plus de treize mille membres. A Diego-Suarez, où existe un syndicat d'employés très actif, nos amis ont publié des études

sur le coût de la vie et les budgets-types qui ont retenu l'attention de l'Administration. Un solide syndicat existe à l'Arsenal ; depuis la dernière grève, un groupe professionnel est né dans la métallurgie.

TAHITI

Nous avons repris le contact avec le syndicat des dockers chrétiens de Papeete, qui se développe sous la direction de Céran Jérusalem. A la suite d'une grève en décembre 1950, deux autres syndicats de gens de mer et de fonctionnaires ont été créés.

Il reste à nos camarades de cette lointaine contrée à créer leur union de territoire dans la liberté totale à l'égard de tous les partis politiques, à organiser leurs services.

VIET-NAM

La reconnaissance du droit syndical au Viet-Nam, proche d'être obtenue, va permettre à notre syndicalisme de s'épanouir librement. Quoique en butte à des mesures restrictives, faute de législation, son activité est considérable.

Les efforts de G. JOUAN, délégué confédéral, ont porté sur le secteur privé. Tous les mois des groupements nouveaux naissent, entre autres chez les cheminots, le personnel de l'arsenal, les travailleurs du bâtiment, les dockers, les matelots et cadres de la marine fluviale, les ouvriers de la métallurgie, les coolies cyclo-pousse, les ouvriers des manufactures de cigarettes, les travailleurs de l'alimentation, de l'habillement...

Des conflits du travail affectant des entreprises ont été résolus, avec la médiation de l'Union.

Chez les fonctionnaires, syndicats premiers créés et très actifs, les efforts ont porté sur la réalisation du reclassement.

Une Commission Paritaire a mis au point un plan de reclassement des personnels indochinois des cadres locaux. Après JOUAN qui en six mois fit, à Paris, un travail immense, G. LE MINH QUOI, Secrétaire général adjoint des syndicats des fonctionnaires d'Indochine, est venu à Paris pour présenter et défendre le projet C.F.T.C. de reclassement indiciaire des grades et emplois des cadres autochtones et obtenir la révision de l'index de correction, l'amélioration du traitement de certaines catégories de ressortissants par l'extension du bénéfice des indemnités accessoires.

L'Union s'est occupée, sous la forme d'un projet d'immigration qui a retenu l'attention du Gouvernement de l'Indochine, des services démographiques du Ministère de la France d'outre-mer et de l'administration de plusieurs territoires, du reclassement des fonctionnaires licenciés par suite d'accords politiques récents.

Le Syndicalisme chrétien progresse chez les travailleurs vietnamiens qui assurent très facilement maintenant les responsabilités syndicales. La Confédération vietnamienne, rattachée directement à la C.I.S.C. est en cours de déclaration, et existera en droit dès la reconnaissance du droit syndical. Un journal, *Công Nhân*, paraît sur huit pages, mensuellement.

LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

L'activité de nos quatre Unions départementales de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion isolée de l'ensemble, se situe hors de comparaison avec les essais d'organisation que notait le dernier rapport moral.

La qualité des militants placés à leur tête, l'efficacité de l'action professionnelle éprouvée par de durs conflits du travail sont les causes de cet état florissant.

LA GUYANE

La plus jeune des quatre, constituée en Union départementale en 1950, compte des organisations de fonctionnaires solidement implantées (agents de préfectures, services financiers, instituteurs), de marins et de pêcheurs.

A LA MARTINIQUE

L'essor est remarquable, grâce au travail de Gaston CICERON, douze syndicats de fonctionnaires se sont groupés en une section départementale de la Fédération des Fonctionnaires. Par ailleurs, dans le secteur privé, il existe vingt-cinq syndicats d'ouvriers agricoles et plusieurs syndicats ouvriers, sans compter les organisations d'employés.

Plusieurs de ces syndicats ont des sections locales à Fort-de-France, Gros-Morne, Saint-Joseph, Trinité, Morne-à-l'Eau, Fonds-Saint-Denis.

Des réunions de formation, des sessions d'études sont tenues sur les plans professionnel et local. L'Union dispose d'une coopérative et d'une communauté de travail.

A LA GUADELOUPE

Il a été aussi nécessaire de créer une section départementale des fonctionnaires pour réunir les syndicats des Agents de Préfecture, de l'Enregistrement, de l'Enseignement, du Trésor, des Ports et Rades, des P.T.T., de la Police, des Services pénitentiaires, des Eaux et Forêts.

Cette Union est forte aussi de nombreuses organisations de journaliers et de petits planteurs et de quelques syndicats d'ouvriers des Arts et Métiers, et enfin, récemment créées, d'ouvriers de Sucrierie.

A LA REUNION

L'Union placée sous la direction de Joseph CARO, en plus de solides syndicats de fonctionnaires, compte un syndicat de cheminots et des syndicats d'ouvriers et employés.

Un climat social et politique très agité est l'apanage de l'île et la conduite des grèves — certaines ont duré plus de deux mois — nécessite beaucoup de doigté de la part de nos camarades. La création

constante de nouveaux syndicats, l'accroissement notable du nombre d'adhérents d'autres, consécutif souvent aux conflits, attestent que la C.F.T.C. a la confiance des travailleurs.

SITUATION SOCIALE

Par la pratique de la monoculture à outrance, les départements d'outre-mer, quoique jouissant de conditions climatiques exceptionnelles, sont importateurs de la totalité des produits qu'ils consomment, aussi le transport de ces denrées obère-t-il le coût de la vie, double de celui de la Métropole, pour un salaire qui est celui de la manœuvre de la Région Parisienne, affecté d'un abattement de 12 %. Et le salaire minimum reste fixé à un taux dérisoire (problème particulier repris à la fin de ce chapitre).

Erigés récemment au rang de département, ces territoires ont été frappés de mesures d'assimilation à la fois brutales et inconséquentes. Perdant leurs anciens privilèges, et sans bénéficier entièrement pour autant des avantages du nouveau système (comme la Sécurité sociale), ils cumulent les inconvénients des deux états.

Pour obtenir l'application de la législation métropolitaine, notamment en ce qui concerne les prestations et allocations familiales et l'indemnité de résidence, les fonctionnaires des Antilles et de la Guyane se mirent en grève, en mars 1950. A la suite de quoi, le Parlement vota d'urgence une proposition de loi accordant les majorations souhaitées. Mais les jours de grève restèrent retenus, malgré les efforts de la Fédération des Fonctionnaires et du Secrétariat confédéral.

Si la Réunion se tint en dehors de ce conflit, elle vit, en quelques mois, deux grèves de cheminots et quelques autres chez les personnels des travaux publics, du personnel pénitentiaire, les inscrits maritimes. Nos camarades savent mener ces grèves ou y participer en évitant toute déviation. En refusant leur concours à certains mouvements à fin politique, nos camarades ont assurés, à eux seuls, la marche normale de leurs services (première grève des cheminots).

II. — NOTRE REPRESENTATION INTERNATIONALE

La C.F.T.C. a participé à quatre réunions internationales traitant de questions intéressant les Territoires d'outre-mer.

LA CONFERENCE ASIENNE DU TRAVAIL

(Organisée par l'O.I.T. et tenue à Ceylan en janvier 1950)

Nous y étions représentés par Gaston TESSIER, délégué travailleur français et HO VAN AN, délégué des travailleurs du Viet-Nam. Cette conférence a élaboré des textes portant sur la situation économique et sociale des pays d'Asie (fixation des salaires, amélioration

de l'Inspection du Travail, développement du mouvement coopératif, extension de l'Enseignement professionnel).

Au cours des travaux, Gaston TESSIER intervint dans la discussion du rapport présenté par le Directeur général du B.I.T. Après quelques remarques sur la situation économique actuelle de l'Asie, Gaston TESSIER s'éleva contre le freinage envisagé de l'accroissement des naissances et préconisa en contre-partie une meilleure répartition des groupes humains, le développement des cultures vivrières.

A LA CONFERENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

(Genève, juin 1950)

En plus de la participation de la C.F.T.C. métropolitaine, les deux délégués travailleurs du Viet-Nam — Etat nouvellement admis au B.I.T. — représentaient la Centrale rattachée à la C.F.T.C. puis à la C.I.S.C.

CONFERENCE INTER-AFRICAIN D'ELIZABETHVILLE

(Juillet 1950 — Congo belge)

Cette conférence organisée par l'O.I.T. s'est préoccupée de la réglementation des conflits du travail, de la réparation des accidents du travail, du logement des travailleurs et des migrations de main-d'œuvre. Un bureau permanent inter-africain du travail, dont la création a été décidée, assure entre les Etats et les organisations ouvrières, une mission de liaison permanente.

Des quatre membres travailleurs représentant les territoires africains de l'Union Française, deux étaient de notre mouvement : Edouard BASSE, de l'Union territoriale du Sénégal, et Raphaël N'KOUDOU, de l'Union territoriale du Cameroun.

Nos camarades, tant en commissions qu'en séances plénières, intervinrent pour obtenir la sauvegarde du droit de grève, l'accession du travailleur à la propriété, l'attribution d'un salaire convenable; ils eurent aussi à s'élever vigoureusement contre les positions de certains délégués tenants du racisme.

LA COMMISSION DU TRAVAIL DANS LES PLANTATIONS

(Indonésie, février 1950)

Réunie suivant le vœu de la conférence préparatoire asienne à laquelle participait, en 1948, notre camarade JOUAN, cette commission spécialisée avait pour tâche l'étude de l'amélioration du sort très difficile des travailleurs des plantations.

Deux sous-commissions constituées en son sein s'occupaient respectivement, la première des questions de l'emploi, des conditions de travail et de la formation professionnelle; la seconde, des conditions d'hygiène et de bien-être des travailleurs, de la Sécurité sociale, des relations professionnelles et de l'Inspection du Travail.

La C.F.T.C. avait désigné pour suivre les travaux de cette réunion,

notre camarade Jean-Baptiste RANDRIAMBELOMA, délégué confédéral de Madagascar. Dès le début des travaux, une marque de confiance fut prodiguée à notre porte-parole par l'ensemble des délégués syndicaux de toutes tendances. Sa connaissance des problèmes débattus lui valut d'être élu premier vice-président du groupe des travailleurs.

RANDRIAMBELOMA eut, à ce titre, à prononcer un discours à l'ouverture des travaux. Par la suite, il intervint fréquemment en séances de sous-commissions sur les problèmes du logement, de l'alimentation, de l'attribution aux travailleurs de terrain pour la culture et l'élevage, du repos hebdomadaire, des soins médicaux, de l'Inspection du Travail et de la liberté syndicale; en séance plénière, sur le rôle du syndicalisme dans les relations avec les employeurs.

**

Dans la mesure où le choix lui appartient, le Secrétariat des Territoires d'outre-mer fait en sorte que les délégués de notre mouvement à de telles réunions soient pris parmi nos camarades d'outre-mer. Ils s'acquittent de ces missions avec brio et en plus de la formation qu'ils acquièrent ainsi, cette représentation directe des intéressés permet l'accomplissement d'un excellent travail. Eux seuls connaissent, en effet, les véritables problèmes de leurs régions.

III. — LE SECRETARIAT DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

ROLE ET STRUCTURE

Pour répondre aux exigences qu'implique le développement de nos organisations outre-mer et suivant les décisions du Congrès de 1949, précisées par le Bureau confédéral, un Secrétariat des Territoires d'outre-mer, doté d'un budget particulier, a été créé au sein du Secrétariat confédéral. Il est placé sous la direction de Gérard ESPERET, Secrétaire général adjoint, assisté d'un secrétaire.

L'extension de notre mouvement, l'accroissement rapide du nombre des problèmes qui doivent retenir son attention font qu'il pourrait prétendre à un développement des moyens mis à sa disposition.

Sa tâche comprend :

- Les relations avec les Unions territoriales africaines, les Unions départementales d'outre-mer, Viet-Nam, les territoires isolés — le soin de leur organisation administrative.
- L'étude des grandes questions économiques et sociales, intéressant l'Union Française.
- La représentation auprès des Pouvoirs publics (Ministères intéressés, Gouverneurs), du Parlement.

— L'accueil, l'hébergement, la formation des militants de passage en Métropole.

— La publication d'un journal mensuel *Syndicalisme outre-mer*.

Toutes les informations susceptibles d'intéresser nos Unions, les directives rendues nécessaires, les demandes de renseignements, sont adressées aux responsables syndicaux au moyen de circulaires dont l'envoi est généralement bi-hebdomadaire.

Sous la forme de questionnaires, elles ont quelquefois un but d'enquête et nous permettent de recueillir, à l'appui des positions que nous sommes amenés à prendre, des témoignages précieux et valables. (Par exemple : avec la documentation envoyée par les territoires, rédaction d'un mémoire sur l'esclavage et les pratiques relevant de l'esclavage à l'usage de l'O.N.U., par le canal de la C.I.S.C.; fourniture de chiffres au Conseil Economique, aux commissions parlementaires sur le pouvoir d'achat dans les départements d'outre-mer.)

ACCUEIL DES MILITANTS EN FRANCE

C'est là une tâche nécessaire que nous regrettons de ne pouvoir remplir aussi convenablement que nous le souhaiterions, et ce, par un manque de moyens financiers. Les frais de voyage et de séjour, pour plusieurs semaines, d'un seul syndicaliste sont, on l'imagine aisément, très élevés et obèrent lourdement nos finances. La prévision d'un poste spécial dans le budget, à cet effet, serait indispensable.

Cette démonstration des réalisations de la C.F.T.C. en Métropole, de ses moyens d'action, est la source la meilleure d'enseignement syndical dont nous disposons.

En 1950-1951 nous avons pu recevoir cinq militants pour un laps de temps supérieur à un mois. Edouard BASSE, du Sénégal; Félix ADANDE, du Gabon; Raphaël N'KOUDOU, du Cameroun; RAN-DRIAMBELOMA, de Madagascar; LE MINH QUOI, du Cambodge.

Le stage type suivi par nos responsables est celui-ci : accueil et séjour au Secrétariat confédéral, présentation aux dirigeants confédéraux — passage dans les Fédérations, les syndicats parisiens — stage dans deux ou trois Unions départementales différentes, initiation à leur fonctionnement, visite d'entreprises, hébergement dans des familles de syndicalistes — et, si l'occasion s'en présente, participation à des sessions de permanents.

Qu'il nous soit permis de remercier les U.D. qui ont déjà rempli, avec tant d'amitié, leur rôle dans ce cycle réservé à nos camarades d'outre-mer. Toutes les Unions auxquelles nous avons envoyé ces derniers les ont pris en charge avec grand soin, leur établissant, à l'avance, un programme serré de déplacements, visites, contacts, afin d'éviter toute perte de temps.

C'est à cette même fin d'accueil qu'a été constitué, en septembre 1950, un organisme particulier intitulé « Service d'Etudes sociales et d'Accueil des Travailleurs d'outre-mer ». Réservé plus spécialement aux syndicalistes, il aura à s'occuper accessoirement de l'organisation de cercles d'études destinés aux étudiants de l'Union Française dont la venue nous serait signalée par nos Unions.

CONTACTS AVEC LES POUVOIRS PUBLICS

Le Secrétariat d'une manière régulière ou suivant les exigences du moment, est en rapports étroits avec le Ministère de la France d'outre-mer, ses services de l'Inspection générale du Travail, avec les Secrétariats d'Etat de ce même département, le Ministère chargé des relations avec les Etats Associés. Lors de leur passage à Paris, des audiences sont obtenues de tous les Hauts-Commissaires et Gouverneurs.

« SYNDICALISME OUTRE-MER »

Faisant suite au bulletin ronéotype, *Syndicalisme d'Afrique*, puis *Syndicalisme outre-mer*, le Secrétariat a lancé, en mars 1950, un journal intitulé *Syndicalisme outre-mer*. D'un format de quatre pages, il est imprimé sur papier pelure pour son envoi par avion, et sur papier ordinaire pour l'expédition par bateau et les envois destinés en Métropole. Sa formule est celle-ci : la première page réservée aux problèmes généraux, la seconde page aux activités outre-mer des fédérations et à l'exposé de l'activité confédérale, la troisième page aux nouvelles régionales, la dernière remplissant un objet documentaire.

Diffusé dans tous nos territoires, il est adressé à tous ceux qui s'intéressent particulièrement aux questions syndicales. Il dépasse, dès maintenant, les seuls territoires de l'Union Française.

Nous travaillons actuellement à organiser sa vente au numéro.

LA COMMISSION CONFEDERALE DES T.O.M.

Organisme d'Etudes du Bureau Confédéral, elle s'est réunie mensuellement, sous la présidence d'André PAILLIEUX, à la veille de chaque session du Bureau Confédéral et du Comité National.

Formée de membres du B.C., de représentants des Fédérations et de techniciens dont le concours est jugé utile, tenue au courant de l'actualité politique sociale et syndicale dans la F.O.M., elle étudie les problèmes soumis à notre attention, formule un avis à leur endroit et contrôle l'activité du Secrétariat.

Elle a inscrit, notamment, à son ordre du jour, l'examen du Code du Travail, de la loi du 30 juin 1950 réglementant la Fonction publique outre-mer, la réparation des accidents du travail, le plan d'équipement et de modernisation des T.O.M.

La Commission, dans un vœu adressé à la C.I.S.C., a demandé la création d'un organisme au sein de l'Internationale permettant la mise en commun des expériences, des méthodes de l'action outre-mer des centrales affiliées à la C.I.S.C. La création envisagée a été décidée par le Conseil de la C.I.S.C. siégeant à Angers. La C.F.T.C. y comptera trois représentants et tout autochtone, de passage en Europe, y siégera de droit.

COMITE RESTREINT

Composé de délégués des Fédérations des cheminots, des fonctionnaires, de la marine, des employés; par ses réunions hebdomadaires,

assure une tâche de liaison nécessaire entre l'action des Fédérations et celle du Secrétariat.

LE BUREAU D'ETUDES

Ce Centre d'études composé de spécialistes fournit son opinion sur tous les documents, textes législatifs dont l'objet n'est pas spécifiquement social ou syndical.

Il assure le dépouillement de revues techniques et livres reçus, la tenue d'une bibliothèque, de fichiers.

Il comprend des élèves de l'Ecole coloniale (sections administration et magistrature) des ethnologues, des techniciens des problèmes coopératifs.

Ses réunions sont hebdomadaires.

Ce Bureau a notamment étudié : la coopérative de production et de consommation aux T.O.M., le village africain, les migrations, les Fokonolona.

ACTIVITE

A l'occasion du passage à Paris des pèlerins africains se rendant à Rome, le Secrétariat a réuni les militants syndicalistes participant au voyage. Les prises de contact ainsi rendues possibles, difficilement réalisables autrement, ont été fructueuses.

Après la réception séparée de nos camarades malgaches, les syndicalistes d'A.O.F. et d'A.E.F., au nombre de vingt et un, étaient rassemblés les 9 et 10 juin, rue Montholon, à leur retour d'Italie.

A l'aller, ils avaient été accueillis à Bordeaux, sur le bateau même, par nos camarades de l'UD. et un représentant confédéral.

Cette réunion d'information a permis d'effectuer le bilan du travail syndical déjà fourni dans les territoires, la prise de position sur les problèmes actuels, tel le Code du Travail, la fixation d'un salaire minimum vital, les revendications professionnelles.

Les desiderata furent soumis aux pouvoirs publics, au cours de deux audiences obtenues du Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer et du Rapporteur à l'Assemblée Nationale du Code du Travail.

La préparation et le programme du Congrès africain projeté purent être mis au point, grâce aux suggestions de chacun.

LE CONGRES DE LOME

Le premier Congrès africain des organisations syndicales affiliées à la C.F.T.C. se tint à Lomé, au Togo, du 20 au 26 octobre 1950.

Cette réunion, première en date sur ce continent, faite par des Africains pour les Africains, taxée par certains à l'avance d'utopie, a satisfait, en les dépassant, tous nos espoirs.

D'une haute signification — elle consacre l'aspect majeur du syndicalisme C.F.T.C. en Afrique — elle a eu un retentissement marqué aussi bien sur nos syndicats qu'auprès des personnalités intéressées, à divers titres, aux questions sociales d'outre-mer.

Malgré des difficultés de tous ordres (transport des délégués par voie aérienne, obtention des congés qui leur étaient nécessaires, hébergement et nourriture des congressistes, choix de locaux adaptés...), le Congrès s'est ouvert selon les dates et le programme fixés.

Qualité du travail fourni en raison de la compétence sociale des participants, valeur des décisions prises et des positions adoptées en raison de la diversité des territoires représentés, excellence de l'atmosphère des séances faites d'unanimité et de fraternité, sans exclusion, toutefois, l'animation, telles sont les impressions dominantes des six journées d'un travail intense et constructif qui marquera l'histoire sociale de l'Afrique et auquel participèrent quarante-cinq délégués mandatés.

Les questions étudiées le furent sous trois aspects différents par des examens successifs en Commissions régionales, en Commissions professionnelles et en séances plénières et consistèrent en :

- Une étude des grands problèmes économiques et sociaux de l'Afrique Noire;
- La mise au point de la structure du syndicalisme C.F.T.C. en Afrique;
- L'examen des revendications professionnelles.

Cette tâche fut accomplie avec l'ordre du jour suivant :

- Examen de la situation syndicale dans chaque territoire (historique des efforts déjà accomplis, perspectives);
- Présentation par Gérard ESPERET et étude du rapport d'organisation;
- Rapport sur l'action internationale présenté par Edouard BASSE, Secrétaire général de l'Union territoriale du Sénégal;
- Rapport sur les problèmes économiques présenté par A. PAILLIEUX;
- Rapport sur la législation sociale présenté par Louis DAVID SOUMAH, président de l'Union territoriale de la Guinée;
- Rapport sur la formation, présenté par A. SERPOS TIDJANI.

L'examen des questions professionnelles fut effectué par les délégués répartis en commissions spécialisées. Chacun de ces rapports fit l'objet d'un échange de vues toujours très large qui souvent s'étendait sur plusieurs séances.

L'ensemble des travaux du Congrès fut concrétisé par l'adoption d'une motion générale, laquelle traite des points suivants :

- Code du Travail;
- Formation professionnelle;
- Habitat;
- Bourses d'études;
- Accidents du Travail;
- Bourses du Travail;

- L'Inspection du Travail;
- Sécurité sociale;
- Représentation dans les Organismes économiques.

Une motion d'organisation intérieure définit dans un esprit de démocratie et de discipline, les tâches du syndicat de base, de l'Union territoriale, de l'Union fédérale et plus spécialement la compétence de cette dernière dotée d'un délégué à élire. Elle fixe aussi l'importance des cotisations et leur répartition aux différents échelons de cette structure et aux Fédérations professionnelles et à la Confédération.

Dans un vœu spécial, les congressistes se sont préoccupés de l'éducation des enfants et de la promotion de la femme africaine. Les revendications des fonctionnaires, des cheminots, des travailleurs du Commerce et de l'Industrie, de l'Enseignement privé, des gens de maison ont été précisés en des textes spéciaux.

Le tenue du Congrès s'est accompagnée d'un meeting public et de veillées réservées aux délégués.

A cette nouvelle affirmation de notre mouvement en terre d'Afrique qui a témoigné notre force organisée, le Bureau confédéral et le Secrétariat confédéral étaient représentés par André PAILLIEUX et Gérard ESPERET.

LE CODE DU TRAVAIL

La promulgation rapide d'un code du travail conforme à nos principes reste notre souci majeur.

Depuis 1947, des propositions et projets très divers dans leur esprit, avaient pour objet l'institution d'un Code du Travail destiné aux Territoires d'outre-mer. Aucun d'eux ne vit le jour.

En 1948, André PAILLIEUX en avait été le rapporteur devant le Conseil économique qui l'avait admis à l'unanimité en un temps record (moins d'un mois).

En mars 1950, Joseph DUMAS, de la Commission des Territoires d'outre-mer à l'Assemblée Nationale, nommé rapporteur des textes, jusqu'ici élaborés, faisait adopter, après trois semaines de travail, un avant-rapport soumis à la Commission qui termina son examen en août 1950. L'Assemblée Nationale devait s'en saisir le 18 novembre.

Après une longue période de stagnation, les travaux du Code entraient donc dans une phase active. Mais la discussion reste trop lente à notre avis. L'Assemblée n'y consacre qu'une demi-séance par semaine et la première discussion du projet ne sera pas terminée, semble-t-il, avant la fin de la législature.

Des entrevues prises avec plusieurs groupes parlementaires, le Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer, l'Inspection générale du Travail de la F.O.M. et enfin le rapporteur nous ont permis d'obtenir l'introduction de clauses assurant, mieux encore qu'en Métropole, la protection du travailleur.

A partir du projet de loi gouvernemental initial, des innovations intéressantes ont été introduites concernant le fonctionnement des syndicats, les obligations et les droits du contrat de travail, les principes de mise en œuvre des conventions collectives, la réglementation et l'arbitrage des conflits.

La discussion se heurte à l'obstruction des employeurs personifiés par trois ou plutôt un seul parlementaire. Mais le vote du projet est assuré à une substantielle majorité. Et nous pouvons dire que le Code des Territoires outre-mer, tel qu'il sera adopté, constituera un progrès notable sur le Code en vigueur en Métropole. Certaines dispositions vraiment originales, seront les bienvenues pour les travailleurs métropolitains eux-mêmes, pour lesquels elles acquerront la valeur de précédents : tel le renversement de la charge de la preuve en matière de licenciement abusif.

Jean-Paul MURCIER nous apporte, à ce sujet, un très utile concours.

LE SALAIRE MINIMUM GARANTI DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

La fixation d'un salaire minimum garanti interprofessionnel est la question qui intéresse en premier chef les D.O.M.

Après avoir tergiversé pendant cinq mois, le Gouvernement, le jour où nous écrivons ce chapitre, vient de fixer des taux absolument inacceptables. La méconnaissance ainsi manifestée des exigences vitales des salariés peut être grave de conséquences...

Devant les augmentations de prix enregistrées atteignant 300 % en trois ans et l'immobilisme des salaires, les demandes que nous persistons à formuler sont bien légitimes. Partant d'une analyse du coût de la vie dans ces régions, dont la constatation a donné lieu à la création d'une majoration du traitement des fonctionnaires — majoration elle-même déjà quelque peu insuffisante — les Unions départementales C.F.T.C. réclament l'établissement du salaire minimum sur des bases identiques à celles retenues pour la fonction publique, c'est-à-dire qu'il corresponde au salaire de la Région parisienne majoré du pourcentage attribué aux fonctionnaires. Cette position a d'ailleurs rencontré l'appui des conseils généraux.

Dans ses fréquentes interventions le Secrétariat confédéral a démontré le peu de valeur des arguments économiques qui nous sont opposés par les défenseurs des intérêts des compagnies et sociétés. Les travailleurs ne sauraient endosser les inconvénients des systèmes économiques qui caractérisent les D.O.M. (la monoculture) et par ailleurs, si cela s'avérait nécessaire, lesdites sociétés pourraient consentir des sacrifices, d'une importance très relative si l'on tient compte des bénéfices seulement avoués par les firmes dans les revues spécialisées.

Nous regrettons, d'ailleurs, que les différents Ministères puissent prendre les décisions concernant la détermination du salaire, sans que les organisations représentatives des salariés aient été appelées à en discuter. On semble faire trop peu de cas du rôle de ces organisations et ce mépris à leur égard ne sera pas fait pour aider la création d'un climat de paix sociale absolument nécessaire dans ces territoires.

TRAVAIL AVEC LES FEDERATIONS

Fonctionnaires. — Les questions relevant des fonctionnaires ont été suivies en liaison avec la Fédération intéressée qui avait désigné, pour cette tâche, Théo GRINEVALD.

Avec compétence, ce dernier s'est occupé principalement du recrutement et de la rémunération des fonctionnaires outre-mer, problème qui a fait l'objet de la loi du 30 juin 1950, dit « *Lamine Gueye* ». Cette loi supprime les discriminations raciales faites entre autochtones et européens et améliore nettement le statut des personnels, ses conditions d'application ont été définies par une commission à laquelle participaient nos camarades RAMBAULT et GRINEVALD en l'absence de Serpos TIDJANI, retenu au Dahomey.

C'est à la demande de la C.F.T.C. que les représentants autochtones avaient été appelés à y siéger.

Les propositions de la Commission ont pris la forme d'un projet de règlement d'Administration publique qui définit successivement les différents cadres, les rémunérations, les prestations familiales, les congés. Des désaccords entre les Ministres intéressés retardent la parution du R.A.P.

Notre camarade M. DURAND a succédé à Théo GRINEVALD, appelé au B.I.T.

Cheminots. — GARNIER, PAILLIEUX et SIRURGUET ont assuré la défense des revendications des cheminots.

Suivant les modes d'exploitation des réseaux, les problèmes se posent différemment. Pour les personnels des réseaux non-exploités en régie autonome (Togo, Congo-Océan) la revalorisation des gratifications et des indemnités a fait l'objet de leurs efforts.

Pour les personnels des réseaux exploités en régie autonome (A.O.F., Cameroun, Madagascar), la définition des statuts particuliers progresse malgré des désaccords qui opposent la fédération aux directions.

Nos camarades réclament, pour l'A.O.F., une simplification des cadres et la majoration des indices qui se trouvent être inférieurs à ceux des fonctionnaires.

L'application, aux cheminots, de la loi du 30 juin 1950, est étudiée.

Marine. — Les intérêts des personnels des Arsenaux (Dakar, Diégo-Suarez, Saïgon) sont pris en charge par la Fédération Marine. Notre action a été déterminante dans la résolution de la grève de l'arsenal de Dakar.

Les fédérations de l'aviation civile, des personnels communaux, de la pharmacie ont consacré une partie de leur activité aux T.O.M. soit, pour la première, à toute l'Union française où elle est représentée, soit, pour les deux autres, aux D.O.M. exclusivement.

IV. — AU CONSEIL ECONOMIQUE

Au titre des T.O.M., la C.F.T.C. est représentée au Conseil économique par A. PAILLIEUX, A. LAWRENCE (des syndicats de la Guinée) y a été désigné par l'Assemblée de l'Union française.

A. PAILLIEUX a rapporté devant le C.E. le projet de Code du Travail et son rapport a été adopté à l'unanimité.

Dans l'étude intitulée « Définition d'une politique économique sociale et monétaire d'ensemble des pays d'Union française », la C.F.T.C. présente, sur le point économique, un projet d'avis définissant les impératifs que doit respecter toute politique dans ce domaine sur les plans humain et technique. Ce texte ne souleva aucune opposition.

L'aspect monétaire motiva une intervention d'A. LAWRENCE qui réclama le maintien des parités actuelles franc C.F.A., franc C.F.P.

Sur la partie sociale, la C.F.T.C. avait présenté un projet d'avis harmonisant cette partie avec les deux précédentes mais l'accord ne put se faire sur cette procédure.

L'examen d'un projet gouvernemental visant à l'institution dans les T.O.M. d'un régime officiel de couverture et de prévention du risque accidents du travail répondait à nos préoccupations. Malgré nos efforts, nous n'avons pu obtenir que l'avis formulé par le C.E. soit conforme à nos désirs.

Ce projet fut combattu par le patronat colonial parce qu'il contenait l'amorce d'un régime de S.S. dérivé du métropolitain. Une autre opposition se fit jour : le représentant des assurances préconisa la libre assurance sous le couvert des compagnies.

A la suite du texte gouvernemental nous réclamions la création d'un système plus économique et humain de caisses placées sous le contrôle administratif et possédant l'autonomie de gestion avec la représentation paritaire des intéressés.

LAWRENCE nommé rapporteur, demandait l'extension du champ d'application, non plus aux seuls employés et ouvriers, mais aussi aux travailleurs indépendants jouissant d'un statut coutumier, aux membres de coopératives de production, aux pupilles de l'Education surveillée, nous préconisions de plus la couverture des accidents de trajet.

A la suite d'un amendement de la C.G.A., le projet d'avis étant déjà adopté en quasi totalité, l'application en fut décidée aux seules professions non agricoles. La C.F.T.C. et la C.G.T. dès lors s'abstinrent dans le vote et demandaient le renvoi en Commissions.

Le projet ainsi voté devait être mis en sommeil à la suite d'une opposition des Finances. Ne nous tenant pas pour battus, nous avons obtenu le dépôt d'une proposition de loi devant l'Assemblée, reprenant nos desiderata.

Au sujet des investissements pour 1951 dans le cadre du Plan d'équipement nous avons obtenu le respect d'un ordre de priorité à l'échelle de l'Union française.

PAILLIEUX a été nommé Président d'une sous-commission chargée d'étudier l'introduction des conventions collectives dans les D.O.M. Notre camarade a dû, par ailleurs, refuser toute fonction permanente au sein du C.E. afin de pouvoir participer efficacement aux discussions. Nous ne comptons, en effet, que deux représentants au titre des T.O.M.

V. — VERS L'AVENIR

Il ne sert à rien, lorsqu'on a fait une longue route en forêt, de repasser dans sa mémoire tous les incidents de la marche effectuée si, assis au repos, cette contemplation de l'effort fait, vous endort dans la béatitude.

La joie d'être passé, d'avoir avancé, se justifie pleinement dans la mesure où elle nous excite à reprendre le bâton et à marcher de l'avant.

Dans le domaine de l'outre-mer nous devons cette année, comme nous le constations au Congrès de Lomé, poursuivre un effort sur plusieurs plans et particulièrement :

ACTION LEGISLATIVE

Obtenir le Code du Travail, base de toute organisation possible dans lequel ne peuvent régner que l'arbitraire et l'injustice.

Ensuite centrer les efforts sur la mise au point de la prévention et de la réparation des accidents du travail, texte qui devra comporter des dispositions permettant de préparer la mise au point progressive de la Sécurité sociale.

ACTION PROFESSIONNELLE

Si nous réussissons à faire sortir le Code, il faudra le faire appliquer, ce qui demandera un gros effort de nos organisations.

De plus il faudra poursuivre l'amélioration du pouvoir d'achat par une harmonisation des salaires et par une lutte sur le plan des prix.

Celle-ci se déroulant, bien sûr, suivant des modalités différentes pour le secteur privé et le secteur public, car il ne faudra pas oublier que nos camarades fonctionnaires auront à contrôler la mise en place de la fameuse loi du 30 juin 1950.

ACTION ECONOMIQUE

La C.F.T.C. doit obtenir la participation de ses représentants dans des commissions économiques de territoire. Les plans d'industrialisation ne peuvent être mis sur pied sans la participation de ceux qui les réalisent. Sur ce plan notre position sera simple. Il ne peut y avoir production s'il n'y a pas une nourriture suffisante des producteurs. Avant de parler de grands plans trop vastes et trop imprécis, que l'on commence donc par donner aux hommes la nourriture suffisante, et qu'on organise les pays, avec une petite industrie, pour la satisfaction des besoins primaires humains : nourriture suffisante, logement sain, habillement adapté, santé défendue. Une fois ceci réalisé, on pourra alors parler des plans vastes.

Les exemples que nous découvrons, de plus en plus, nous démontrent comment non seulement des intérêts cosmopolites ont exploité les pays, mais également comment ils les ont vidés, rendus souvent

improductifs pour leur seul profit (le sucre, le rhum); la monoculture dans les D.O.M. le démontre amplement.

C'est le simple bon sens qui le veut. Faire rendre ces pays avant d'y avoir assuré la vie des hommes serait inhumain.

ORGANISATION

Pour poursuivre sur ce triple plan notre action, il nous faut des organisations solides, bien charpentées, ayant des ressources. Un effort d'organisation rapide devra être poursuivi et ce sera la tâche du Secrétariat de le rappeler.

Grâce à cet effort nous aurons l'outillage nécessaire, brochures, journaux, tracts; les hommes, permanents appointés, dont nous avons le plus urgent besoin pour faire le grand Syndicalisme dont les travailleurs d'outre-mer ont besoin.

Un plan a été mis debout, nous n'ignorons pas qu'il faudra beaucoup de temps pour le réaliser, mais nous devons nous y accrocher avec persévérance et méthode.

FORMATION

Si les expériences faites nous ont permis de voir plus clair dans les grandes lignes de l'action à mener, nous devons rester persuadés que celle-ci ne sera possible que dans la mesure où nous aurons des militants et des dirigeants formés.

Nous devons nous fixer l'objectif de tripler le nombre de nos militants et, pour y atteindre, d'ouvrir dans chaque centre un cercle d'études.

Nous aurons, en partant des efforts faits par le service confédéral de formation, avec les réadaptations nécessaires, à fournir l'outillage nécessaire. Nous pensons, depuis longtemps, au dossier du militant. Ce sont les moyens qui nous ont manqué pour le réaliser.

Enfin il faudra assurer la continuation des stages en Métropole qui ont rendu de grands services. Notre action pour l'obtention de bourses d'études sociales devra s'amplifier.

CONCLUSION

En face de la tâche immense que représente la défense et l'organisation des travailleurs d'outre-mer, la C.F.T.C. a essayé, avec des moyens très pauvres de réaliser. Le témoignage qu'elle a pu porter lui a donné la confiance de nos camarades.

Il faudrait faire beaucoup plus. En face de nous des organisations pourvues de moyens n'arrivent pas à accrocher. Que pourrions-nous réaliser si...

Mais il ne s'agit pas de se laisser obnubiler par la grandeur d'une tâche et ses difficultés. Nous n'avons que des moyens pauvres, c'est vrai, mais c'est peut-être ce qui sera le garant de notre réussite.

En effet c'est à cause des difficultés à vaincre que parmi les fils de ceux qui ont connu l'exploitation du travail forcé, se sont levés, se sont forgés, les militants, les dirigeants syndicalistes qui, par leur

valeur, leur influence, leur dévouement, leur compétence ont su mettre à leur place des organisations vivantes et libres.

Quand on connaît l'effort que demande à un militant la persévérance dans ce domaine, on comprend ce que valent de tels hommes.

Résister aux pressions du Gouvernement, de la politique du Patronat. Refuser la tentation des honneurs. Devenir une personnalité capable de discuter, sans se couper du peuple auquel on appartient. Construire dans un climat difficile, parfois haineux, et, par dessus tout, rester rayonnant, telle est la tâche des militants outre-mer.

Grâce à eux, dans l'ensemble des peuples du monde qui évoluent avec une rapidité dont nous n'avons pas conscience, notre idéal est présent.

Les constructions de demain, demanderont des hommes libres et forts, ce sera la fierté de la C.F.T.C. de leur avoir permis de se former et par eux de faciliter comme elle permet l'accession des travailleurs, l'accession des peuples à leur majorité réelle.

CHAPITRE V

LE TRAVAIL CONFÉDÉRAL

I. — TRAVAUX DU BUREAU CONFEDERAL DE LA COMMISSION EXECUTIVE ET DU COMITE NATIONAL

Le Bureau Confédéral se réunit, on le sait, tous les mois, le troisième dimanche et le samedi après-midi précédent, pour l'examen de la situation financière, de la situation générale, et bien souvent, d'un problème particulier d'ordre économique et social ou d'ordre intérieur.

La Commission Exécutive, qui se réunit sur l'initiative du Président et du secrétaire général, a surtout pour but, dans l'intervalle des séances du Bureau Confédéral, d'examiner les problèmes dont celui-ci lui a donné mission de suivre l'évolution et de pallier ainsi les difficultés qui peuvent se produire, lorsqu'une décision urgente étant à prendre, il est matériellement impossible de réunir rapidement le Bureau Confédéral.

Le Comité National se réunit tous les trimestres, le troisième dimanche d'octobre, de janvier et d'avril, et le samedi après-midi précédent (dans ce cas, le Bureau Confédéral est avancé d'un jour), ainsi qu'au mois de juin lorsque le Congrès qui, dorénavant, n'a lieu que tous les deux ans, ne se réunit pas.

Le Comité National reprend l'examen de la situation générale et discute également des grands problèmes que le Bureau Confédéral juge nécessaire de porter à son ordre du jour.

Nous n'entrerons pas, ici, dans le détail des décisions prises par ces différents organismes.

Rappelons toutefois les dates des réunions de ceux-ci et l'essentiel des motions d'ordres divers adoptées en ces circonstances.

Le Bureau Confédéral s'était réuni, en premier lieu, les 9 et 10 juillet 1949, pour tirer les leçons du Congrès et mettre au point un plan de travail pour les réunions à venir en même temps que pour procéder à un premier examen des décisions prises par le Congrès en matière de réforme de structure.

La réunion de la Commission exécutive du 31 août 1949 était consacrée à l'étude de la situation générale qui, pendant cette période de vacances, fut marquée par une certaine agitation.

La Commission exécutive notamment étudia les trois points suivants :

- Prime de retour de vacances à revendiquer là où l'indemnité de vacances n'avait pu être obtenue.
- Etude de la question des salaires et des quarante heures et des conventions collectives.

Puis, on note la réunion du Bureau Confédéral des 17 et 18 septembre 1949 où, dans la motion finale, le Bureau, rappelant la position de la C.F.T.C. en faveur de la liberté des salaires dans le cadre des conventions collectives, réclamait les augmentations nécessaires de salaires avec un minimum de 2.500 francs par mois, le renflouement des budgets familiaux par l'augmentation des compléments familiaux, la mise en route d'une politique de construction de logements pour lutter contre le chômage et la défense de la Sécurité Sociale ; enfin, dans le domaine intérieur, il mettait au point les réformes de structure et les travaux des commissions pour l'année syndicale qui s'ouvrait.

La Commission exécutive, le 6 octobre 1949, était saisie d'une lettre adressée par la C.G.T. à la C.F.T.C. en vue d'une rencontre entre les deux organisations pour établir un programme d'action, invitation à laquelle elle décidait de répondre négativement en suggérant toutefois qu'une invitation soit lancée aux trois organisations, F.O., C.G.C. et C.G.T. pour la création d'un cartel confédéral dont le but serait d'ailleurs à définir.

La réponse de la C.G.T., sur ce point, motivait une nouvelle réunion de la Commission exécutive le 11 octobre 1949, le Bureau Confédéral devant, toutefois, dans sa prochaine réunion, décider s'il devait répondre aux contre-propositions de la C.G.T. C'est ainsi que les 14 et 15 octobre 1949, le Bureau Confédéral, préparant les travaux du Comité National qui devait suivre et examinant les aspects de la situation sociale, précisait que les décisions du précédent Congrès interdisaient l'unité d'action avec la C.G.T. seule.

Signalons qu'au cours de ce Bureau, il fut procédé à la mise au point de la nouvelle formule de parution de *Syndicalisme* en même temps qu'était effectuée la désignation de Pierre Michon comme secrétaire général adjoint de la Confédération au titre de la *Propagande* et de l'organisation.

Le Comité National s'étant donc réuni à la suite de ce Bureau, décidait, en particulier, de demander, tout en fixant le minimum vital à 15.000 francs par mois, une augmentation de 15 % des salaires légaux s'ajoutant aux salaires réels, l'institution d'une prime collective de productivité, le versement exceptionnel d'un supplément des prestations familiales, et l'occupation des travailleurs sans emploi à des travaux d'intérêt public par la construction de logements ouvriers. En même temps, dans cette motion, le Comité National précisait que le niveau des prix ne devait pas être affecté par ces différentes revendications et suggérait la nécessité de la mise en route d'un plan comptable et des mesures relatives à la réforme fiscale.

Le Comité National, saisi du problème de l'unité d'action, regrettait l'échec de la tentative de la C.F.T.C., échec dû aux positions politiques ou partisans de certaines organisations syndicales, mais rappelait que le Congrès Confédéral n'avait pas interdit la conclusion, dans le cadre fédéral, de cartels d'action professionnelle,

cependant que le Comité National demandait, de toute urgence, l'adoption, par les Pouvoirs Publics du Code du Travail pour les T.O.M.

Le Bureau Confédéral des 19 et 20 novembre 1949 examinant la grève prévue pour le 25 novembre 1949, jugeait celle-ci inopportune, la combativité des travailleurs devant rester intacte pour des mouvements professionnels qui pourraient s'avérer nécessaires par la suite ; il soulignait cependant les lourdes responsabilités des Pouvoirs Publics devant l'injustice sociale. Placé devant les graves problèmes de la Sécurité Sociale, le Bureau demandait que le financement de celle-ci en permette l'équilibre financier. Il réclamait, en outre, la signature de conventions médicales et s'élevait contre toute menace d'étatisation.

Le 7 décembre, la Commission exécutive était mise au courant des travaux de la Conférence Internationale Syndicale de Londres, à laquelle venaient de participer nos délégués, en même temps qu'elle prenait connaissance du projet gouvernemental relatif aux conventions collectives. Elle soulignait que la C.F.T.C. ne comprenait la libre discussion des salaires qu'à partir d'un véritable salaire minimum vital fixé pour cent soixante-treize heures de travail et demandait le règlement des conflits collectifs par l'institution d'une procédure obligatoire de conciliation sous réserve que les parties soient d'accord pour une procédure d'arbitrage.

La Commission exécutive saisie, en outre, du problème de la libération des échanges, soulignait les dangers que constituerait toute libération des échanges non précédée de l'interdiction de toutes les pratiques industrielles et commerciales.

Le Bureau Confédéral des 17 et 18 décembre poursuivait l'examen des travaux parlementaires relatifs aux conventions collectives et donnait son acceptation, sous quelques petites réserves, de l'ensemble des textes adoptés par la Commission du travail de l'Assemblée Nationale.

C'est au cours de cette réunion qu'était présentée, au Bureau, la Charte de l'Habitat, mise au point par la Commission spécialisée de la C.F.T.C. ; c'est également lors de cette séance que s'ouvrait le premier débat sur l'affiliation éventuelle de la C.F.T.C. à la nouvelle internationale syndicale.

Enfin, c'est encore au cours de cette réunion qu'était créée une Commission chargée d'étudier les problèmes d'orientation du Mouvement.

L'année 1950 débutait par la réunion du Bureau Confédéral des 13 et 14 janvier 1950 et dont les travaux consacrés à l'examen du Comité National qui devait suivre, se retrouvent dans la motion générale adoptée par ce dernier.

Tout d'abord, analysant le texte adopté par le Parlement au sujet des conventions collectives, le Comité National protestait contre certaines dispositions adoptées par l'Assemblée Nationale et qui laissaient en retrait celles de la Commission du travail. Le Comité National revendiquait, en matière de salaires, le versement d'une indemnité mensuelle de 3.000 francs pour les travailleurs, enfin le versement d'un supplément d'allocations familiales, ce supplément égalant un mois d'allocations.

Saisi des conflits du travail qui s'étaient déroulés, il s'élevait contre la réaction patronale, se traduisant par les généralisations

de lock-out et protestait contre le recours systématique à la réquisition ; dans le domaine de l'équipement et de la reconstruction, le Comité National se prononçait en faveur de la poursuite intensive de l'équipement, de la modernisation et de la reconstruction et s'élevait contre le gaspillage des fonds publics, le Comité National réclamait la révision des marchés déjà passés, la révision de la loi sur les dommages de guerre et l'établissement d'une loi relative aux ajustements des ententes industrielles et commerciales.

Il adoptait également une importante motion sur la libération des échanges internationaux en reprenant sur ce point les conclusions d'une précédente Commission exécutive ; il préconisait, en ce qui concerne les T.O.M., certaines mesures relatives au Pouvoir d'achat, à l'organisation du système coopératif, à la prise en considération des revendications des fonctionnaires et cheminots et au reclassement des fonctionnaires d'Indochine.

Enfin, pour la Sécurité Sociale, ayant analysé l'ensemble des problèmes qui se posaient, le Comité National déclarait défendre, avec énergie, l'autonomie de gestion des Conseils d'administration et réclamait un renforcement des pouvoirs de ceux-ci, contre toute extension de contrôle par l'Etat ; il se prononçait contre toute mesure d'étatisation de la Sécurité Sociale dont les cotisations sont une forme de salaire différé.

Pour l'assurance-maladie, le Comité National suggérait un certain nombre de mesures et d'améliorations notamment le remboursement des prestations jusqu'à 80 %. Pour les vieux, le Comité National proposait également certaines mesures et principalement le déblocage immédiat des 20 milliards votés pour la constitution d'un fonds social dans les caisses vieillesse.

Enfin, le Comité National réclamait la simplification administrative de la Sécurité Sociale, l'application de régimes complets dans les territoires de l'Union Française et l'égalité des prestations pour les salariés agricoles.

Le Bureau Confédéral des 18 et 19 février 1950 mettait au point les directives à adresser à nos organisations à la suite du vote de la loi sur les conventions collectives. Il protestait contre l'attitude patronale et s'élevait contre la mauvaise répartition de la prime de 3.000 francs, ainsi que contre la réduction des crédits relatifs à la formation professionnelle accélérée, et réclamait des mesures en faveur des familles.

Dans le domaine intérieur, il décidait l'étude de la création de caisses de défense professionnelle.

La Commission exécutive, réunie le 1^{er} mars, était mise au courant des différents conflits survenus à Paris et en province et décidait d'un appel en faveur des grévistes avec, comme corollaire, la création, sur le plan national, d'un fonds d'aide aux grévistes. Elle était mise au courant des incidents ayant amené la démission de notre camarade Braun comme Président de la F.N.O.S.S.

Le Bureau Confédéral des 18 et 19 mars 1950, saluant les travailleurs en lutte, s'élevait à nouveau contre l'attitude gouvernementale et l'intransigeance patronale. Il demandait la constitution immédiate des commissions régionales de conciliation ainsi que la réunion de la Commission supérieure des conventions collectives pour l'étude d'un budget-type.

Le Bureau Confédéral des 14 et 15 avril 1950 était, comme

d'ordinaire, consacré à la préparation du Comité National tant en ce qui concerne la situation générale que les questions internationales, et c'est ainsi que ce Comité National, le 85^e, ayant pris connaissance des différents aspects de la situation générale et de l'insuffisance du pouvoir d'achat des travailleurs et de la menace de chômage qui pesait sur un grand nombre d'entre eux, déclarait notoirement insuffisantes les augmentations de salaires péniblement obtenues par les travailleurs en lutte et réclamait le règlement immédiat du problème du minimum vital individuel et familial.

Il refusait toute formule générale liant les salaires à la productivité avant que soit réglée, de façon satisfaisante, cette question du minimum vital.

Il renouvelait enfin l'attachement du Syndicalisme chrétien à la paix et aux institutions d'organisation démocratique.

Il demandait aussi que le taux des allocations de chômage soit revu dans le cadre d'un plafond de ressources familiales améliorées.

Pour les questions internationales, deux thèses s'opposaient relativement à l'affiliation éventuelle de la C.F.T.C. à la nouvelle internationale C.I.S.L. Il était finalement décidé que le Bureau Confédéral, après avis du Comité National, donnait mandat à la délégation de la C.F.T.C. au Conseil de la C.I.S.C. de préconiser toute formule de collaboration, si possible organique, en tout cas cordiale, avec la C.I.S.L. pourvu qu'une telle formule préserve l'autonomie et l'indépendance de la C.I.S.C., des Confédérations Nationales et des Fédérations internationales qui lui sont affiliées.

Le 11 mai, la Commission exécutive ayant été informée de la visite d'une délégation de la C.G.T. venue demander à la C.F.T.C. l'étude, en commun, d'un budget-type pour l'établissement d'un minimum vital, décidait de répondre à la C.G.T. qu'une telle étude, en commun, ne pouvait être envisagée qu'avec la participation de toutes les organisations syndicales ouvrières.

Le Bureau Confédéral, réuni les 20 et 21 mai, réclamait alors l'établissement rapide de ce budget-type par la Commission supérieure des conventions collectives pour la fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti et la convocation des Commissions Paritaires pour l'examen des conventions collectives. Il réclamait à nouveau un minimum vital réel et des compléments familiaux améliorés. Il lançait un appel pour la paix, notamment par l'élévation du niveau de vie des populations. Il demandait aussi la prise en considération de la Charte de l'Habitat élaborée par la C.F.T.C. et se livrait à une première étude du plan Schuman.

Un Comité National extraordinaire s'était tenu les 17 et 18 juin, précédé, comme chaque fois, par un Bureau Confédéral, qui, outre la situation générale, étudia les résultats des élections de la Sécurité Sociale et la mise au point de l'élaboration des listes pour les élections aux caisses régionales, listes homogènes C.F.T.C., ainsi que la tactique à adopter en la circonstance.

Le Comité National, de son côté, publiait une importante résolution dans laquelle il réclamait, une fois de plus, l'obtention d'un minimum vital individuel et familial et s'élevait contre la mauvaise volonté patronale en matière de discussion des conventions collectives. Il réitérait son opposition à la prise en considération de la notion de productivité comme base de fixation des salaires. Il rappelait son attachement à la politique de l'Habitat qu'il estimait devoir

être développée et soulignait également son souhait de coopération économique entre tous les peuples mais avec la participation des organisations représentatives des travailleurs.

Une motion spéciale concernant la productivité était adoptée dans laquelle le Comité National constatant la stagnation actuelle de notre production et les motifs de celle-ci précisait sa volonté de participer aux efforts tendant à améliorer notre économie à condition toutefois qu'un certain nombre de modalités, qu'il indiquait, soient respectées.

Le Bureau Confédéral des 22 et 23 juillet examinait les travaux de la Commission supérieure des conventions collectives sur le budget-type et, procédant à une nouvelle étude du plan Schuman, réclamait la représentation ouvrière au sein de celui-ci et signalait qu'une des conséquences de ce plan devait être l'amélioration du niveau de vie des travailleurs. En même temps, sur le point particulier des allocations familiales, il demandait au Gouvernement de renoncer à tout système de surcompensation des différents régimes des prestations familiales.

La période des vacances arrivant, le Bureau Confédéral ne se réunit pas en août, mais la Commission exécutive, par contre, tint trois réunions les 23, 26 août et 2 septembre.

La question du minimum vital y était, à nouveau, examinée, à la suite des décisions gouvernementales relatives aux salaires et la Commission exécutive mandatait une délégation pour prendre contact avec le Ministre du Travail, afin de lui présenter un certain nombre d'interventions et de suggestions concernant l'application de ce décret.

Le 26 août, après les premiers résultats de cette entrevue, la Commission exécutive décidait de mandater une nouvelle délégation pour une entrevue avec le Président du Conseil, et fixait les points sur lesquels devrait porter l'entretien.

Enfin, le 2 septembre, l'ensemble de ces entretiens était à nouveau évoqué et une rencontre était décidée pour exprimer aux représentants du C.N.P.F. la position de la C.F.T.C. sur ce décret.

Le Bureau Confédéral, reprenant le cycle de ses réunions mensuelles, tenait séance les 16 et 17 septembre et publiait une résolution dans laquelle il s'élevait contre l'insuffisance du minimum garanti et le caractère arbitraire des zones.

Il réclamait que le plafond de la surtaxe progressive soit porté à 200.000 francs et demandait la refonte des textes sur le chômage en même temps que la fixation des compléments familiaux sur la base de deux cent vingt-cinq fois le salaire horaire.

Enfin, il exigeait que les efforts faits pour le réarmement ne le soient pas au détriment de la classe ouvrière et que le patronat ne tire pas les bénéfices de cette politique.

Le Bureau Confédéral d'octobre se réunissait les 13 et 14 et, comme d'ordinaire, préparait les travaux du Comité National, il examinait, en outre, les projets relatifs à la Caisse de défense professionnelle et mettait au point son programme de travail pour l'année en cours.

Le Comité National, dans la résolution générale et après une longue discussion au cours de laquelle furent abordés les problèmes relatifs à l'orientation de la C.F.T.C., reprenait, dans une motion finale, les principaux points déjà exprimés précédemment au sujet

du minimum garanti et des prestations familiales pour lesquelles il préconisait un relèvement immédiat de 1,5 à 2 % du taux des cotisations afin de financer le paiement de ces prestations familiales sur deux cent vingt-cinq fois le salaire minimum.

Il mettait également l'accent sur le problème des salaires et donnait les directives aux organismes affiliés, cependant qu'il s'élevait contre toutes les mesures favorisant les hausses des prix et réclamait le vote de la loi anti-trust.

Il précisait, à nouveau, son désir d'une véritable réforme fiscale. Il s'élevait contre l'enrichissement éventuel de certains du fait de la production d'armement, et au sujet du Pool charbon-acier, il rappelait que ce projet n'atteindrait son but que dans la mesure où les objectifs sociaux ne seraient pas perdus de vue.

Le Bureau de novembre, réuni les 18 et 19, réclamait, une fois de plus, l'extension du salaire minimum à toutes les catégories de travailleurs et la fixation des prestations familiales sur la base de 17.550 francs.

Il prenait connaissance également des travaux du Congrès africain de Lomé, et pour l'important problème de la Sécurité Sociale il préconisait un certain nombre de mesures déjà exprimées précédemment : lutte contre la fraude, non-augmentation des cotisations mais augmentation du plafond et équilibre de chacune des branches et prise en charge par l'Etat des sommes payées au titre d'allocations aux vieux travailleurs.

Les 16 et 17 décembre, il réclamait que les mesures prises en matière d'augmentation des allocations familiales soient étendues à tous les travailleurs et que la loi sur les loyers soit décrochée du système des allocations familiales.

Il réclamait aussi le contrôle des ententes industrielles et protestait contre la réduction des crédits d'investissement, cependant que sur le plan intérieur, il prenait connaissance des premiers résultats des travaux de la Commission chargée d'étudier le problème du « syndicalisme et de la politique ».

Citons également, pour ce bureau de décembre, l'étude d'un différend qui s'était élevé entre le Président G. Tessier et le S.G.E.N. au sujet d'un article écrit par le Président dans le journal *Combat*. Cet incident fut clos par le vote de la motion suivante :

« Ayant pris connaissance des articles publiés dans *Combat* les 10 et 28, novembre par le Président confédéral d'une part, le Bureau National du S.G.E.N. d'autre part,

« Le Bureau Confédéral affirme sa fidélité à la déclaration de principes de la Confédération telle qu'elle figure dans l'article premier des statuts confédéraux,

« Prend acte des déclarations de Vignaux reconnaissant le caractère insolite de la démarche du S.G.E.N. qui ne sera pas renouvelée en ce qui concerne les problèmes d'orientation générale du Mouvement,

« Réitère au Président confédéral l'expression de son entière confiance,

« Et passe à l'ordre du jour. »

Les 19 et 20 janvier, le Bureau Confédéral, précédant le Comité National, continuait l'étude du problème des Caisses de défense professionnelle et du problème « syndicalisme et politique ».

Cependant, le Comité National, réuni les 20 et 21 janvier 1951, publiait une série de résolutions sur la situation générale dans lesquelles il dénonçait le danger de régression sociale et demandait au Gouvernement et au Parlement d'élaborer une politique énergique pour faire face à l'inflation menaçante et pour faire échec aux coalitions d'intérêt. Il réclamait le vote de la loi anti-trust.

Il rappelait son attachement au plan de modernisation qui ne devait pas être délaissé et préconisait une action en faveur de la politique de l'habitat.

Une importante résolution sur la paix était adoptée ainsi qu'une autre sur les jeunes, une sur la Caisse de défense professionnelle impliquait l'obligation d'une cotisation de solidarité et la réalisation progressive des caisses fédérales et enfin deux autres motions relatives à la Sécurité Sociale et aux Allocations Familiales. Ces motions proposaient un certain nombre de mesures pour équilibrer le système de Sécurité Sociale.

Il demandait dans l'immédiat le paiement des prestations familiales sur la base de 18.225 francs sans répercussion sur le prix des loyers et s'élevant contre toute fiscalisation, le Comité National préconisait, là encore, un certain nombre de mesures destinées à résorber les difficultés actuelles.

Il réclamait, également, le rétablissement des allocations à l'enfant unique, l'application immédiate du bénéfice de la majoration exceptionnelle de 20 % à tous les salariés et la nécessité qu'au sein des régimes spéciaux soient créés également des organismes de gestion de fonds.

La Commission exécutive se réunissait le 31 janvier pour examiner les répercussions de la décision gouvernementale amenant la dissolution de la F.S.M. Elle rappelait l'attachement de la C.F.T.C. à la liberté d'association, et demandait que des précisions lui soient données sur cette mesure, mais elle constatait que la F.S.M., en mêlant le syndicalisme à la politique, avait causé un grave préjudice à la classe ouvrière.

Le 7 février également, la Commission exécutive prenait note des propositions gouvernementales en matière d'allocations familiales et le Bureau Confédéral de février, réuni les 17 et 18 de ce mois, préparait les travaux du Congrès en examinant notamment le rapport préparatoire sur le plein emploi ; il étudiait, en outre, un rapport présenté par Glorieux sur la contribution professionnelle et celui de Michon sur les Caisses de défense professionnelle.

Enfin dans le domaine de la situation générale, il regrettait que le Gouvernement et le Parlement semblent attacher plus d'importance aux problèmes de la politique électorale qu'à la sauvegarde de l'économie française et à la défense du pouvoir d'achat.

Il soulignait l'urgence de la lutte contre la fraude et la nécessité de la réforme fiscale et préconisait un certain nombre de mesures au sujet des prix, de même qu'en matière de salaires, il demandait que la Commission Supérieure des Conventions collectives puisse, de façon permanente, suivre l'évolution du budget-type.

Il regrettait, à nouveau, l'insuffisance des mesures prises en matière d'allocations familiales et soulignait, en outre, d'une manière particulière, la gravité de la situation de trésorerie de la Sécurité Sociale.

Enfin le Bureau Confédéral de mars (17 et 18) procédait à la mise au point des rapports devant être présentés au Congrès et décidait en outre, de proposer à celui-ci l'augmentation du prix du timbre de cotisation.

Dans le domaine intérieur, il abordait l'étude du problème de l'orientation du mouvement, étude devant être poursuivie par une Commission désignée, avant de revenir devant le Bureau Confédéral.

Puis dans le domaine de la Situation Générale, il réclamait la réunion immédiate de la Commission Supérieure des Conventions Collectives afin que soit fixé sans délai le nouveau minimum interprofessionnel. La Commission devrait en outre poursuivre ses travaux en ce qui concerne le budget-type.

D'autre part, devant la hausse des prix, il revendiquait pour tous les travailleurs, l'échelle mobile du salaire minimum garanti. De plus le Bureau Confédéral réclamait une augmentation substantielle des prestations familiales. Enfin, il attirait l'attention du patronat et des Pouvoirs Publics, sur les dangers que constituerait, pour la Paix sociale, une opposition à une hausse générale des salaires.

Signalons, enfin que, durant la période de revendication de salaires de mars 1951, la Commission exécutive désigna un « Comité de Vigilance », pris dans le sein du Comité des Fédérations, qui se réunit tous les jours pour suivre l'évolution des événements et coordonner l'action des Fédérations.

II. — LES COMMISSIONS CONFEDERALES (1)

AGRICULTURE-RAVITAILLEMENT

Cette Commission, composée de techniciens des matières économiques et agricoles, de représentants de la Fédération de la Terre et de Consommateurs, a poursuivi très régulièrement son travail.

Entre la disparition progressive des services du ravitaillement et la disparition complète au 1^{er} janvier 1950, la C.F.T.C., tout en se félicitant de voir une situation normale s'amorcer, a été la seule à rappeler aux pouvoirs publics que des mesures de liberté qui ne seraient pas accompagnées d'un contrôle effectif des approvisionnements et des ventes, entraîneraient forcément, ce qui n'a pas manqué de se produire, des augmentations massives sur la viande, le lait, le beurre, le fromage, le vin, etc... et permettraient de voir l'équilibre alimentaire facilement rompu, des événements quelconques étant suffisants pour amener une pénurie factice et faire refluer le marché noir pour des produits alimentaires.

Dès septembre 1949, Gaston TESSIER, à la tête d'une délégation de la C.F.T.C., demandait audience au Ministre de l'Agriculture, lui rappelait la nécessité toujours valable d'une organisation interprofessionnelle (avec rappel du Plan C.F.T.C. toujours d'actua-

(1) On trouvera dans les divers chapitres du rapport le compte rendu des travaux des Commissions Confédérales de Formation, de Propagande et des T.O.M. et des questions internationales.

lité), au service du producteur et du consommateur, et lui exposait les craintes de la C.F.T.C. en matière de la politique agricole du moment, concernant différents produits : viande, lait, vin, farine, etc... et ses appréhensions de voir se créer de nouveaux monopoles et trusts. D'autre part, la délégation insistait, une fois de plus, sur la revalorisation nécessaire et urgente des salaires des ouvriers agricoles.

En novembre 1949, la Commission, devant la constitution du Centre Interprofessionnel de la Farine exprimant sa volonté, en la personne de son Président, de truster le marché de la farine, constitua un dossier documentaire et le communiqua, à toutes fins utiles, aux services ministériels intéressés et à des représentants du Conseil Economique, en réclamant, de plus, le vote de la loi anti-trust.

L'attention de la Commission s'est également portée sur le fait que la différence de prix de certains produits importés devrait jouer au profit d'une caisse de péréquation et non en faveur de bénéfices particuliers s'opposant aux intérêts mêmes des consommateurs, — que, d'autre part, les promesses non tenues en matière de crédit pour l'équipement agricole avaient des conséquences directes sur la production contribuant à maintenir des prix excessifs ; la Commission demanda au Bureau Confédéral de bien vouloir réclamer, dans une motion générale, la remise en place et surtout le fonctionnement des Commissions départementales de constatation du coût de la vie, avec publication des indices tel qu'il est prévu dans la loi.

L'action a été menée, très souvent, en collaboration avec la Commission des Problèmes économiques, et par le canal de divers organismes : Conseil Economique, O.N.I.C., Conseil National du Crédit, Comité des Prix, etc... C'est cependant sur ce dernier point qu'il semblerait que tous nos efforts doivent porter : une liaison constante en particulier, permettrait une action plus effective.

Si l'action de la Commission a porté sur de nombreux produits alimentaires, elle a été très grande sur les produits-clés. En ce qui concerne le blé, la C.F.T.C. connaissant la position des membres de l'O.N.I.C., en matière de prix, reprend sa place au Comité des Prix, et, par une intervention énergique, tout en n'obtenant pas entière satisfaction, réussit, pour une grande part, à contenir celui-ci en 1949. En 1950, la C.F.T.C. intervint à nouveau au Comité des prix et contribue à réduire certaines exigences excessives.

En dehors de l'action menée sur le prix du blé et sur la recherche d'une nouvelle formule possible et plus logique de calcul de ce prix, le Secrétariat Confédéral alertait les U.D., leur demandant d'intervenir auprès des Préfets, pour démontrer que le nouveau prix du blé ne devait pas jouer sur le prix du pain. Nous voulions mettre en branle l'opinion générale sur le fait que certains postes des marges de panification sont anormalement gonflés. De nombreuses U.D. ont travaillé utilement en ce sens et, en même temps, le Centre Confédéral agissait, à différentes périodes, auprès des Ministres de l'Agriculture, des Affaires Economiques et du Président du Conseil.

D'autre part, et en dernier lieu, devant la situation actuelle et réelle de la Boulangerie, la haute valeur des fonds, le nombre croissant de Boulangeries mises en gérance, etc..., la Commission demandait au Bureau Confédéral de prendre position sur la possi-

bilité de l'intégration d'une augmentation de salaires des travailleurs de la Boulangerie sans majoration du prix du pain.

La Commission a réagi devant la position prise par les pouvoirs publics pour le financement du stockage des denrées alimentaires et, en particulier, des produits laitiers, en vue d'une garantie des prix.

Par la voix du représentant de la C.F.T.C. au Conseil National de Crédit, la Commission, à l'appui d'une étude très significative, a démontré que le financement du plan de stockage du beurre, en particulier, tel qu'il était prévu, ne pouvait porter profit qu'aux industriels et commerçants dont le métier est de faire du stockage et dont la vocation est, par contre, le plus souvent, de spéculer.

La publication du décret du 6 avril 1950 prouve que les pouvoirs publics n'ont pas cru bon de se rallier à de tels arguments, et la C.F.T.C., en septembre 1950, devant la hausse massive du beurre qui s'ensuivit, se trouvait bien placée pour signaler à nouveau au Président du Conseil et au Ministre de l'Agriculture que les intérêts des consommateurs étaient encore une fois sacrifiés. En insistant pour la limitation de la hausse du prix d'hiver du lait, elle rappelait énergiquement qu'une organisation interprofessionnelle sérieuse se devrait, dans notre pays, de mener une politique laitière de qualité, soulignant, d'autre part, son amertume de voir le problème du prix du beurre placé sur un terrain nettement politique.

La question du sucre et de la betterave fut étudiée à la fois sur le terrain de la Commission des problèmes économiques et de l'Agriculture et notre position défendue au Conseil Economique.

Pour ce qui est de la betterave, la Commission de l'Agriculture, en envoyant au Comité des Prix un véritable technicien de la question, pesa lourdement pour éviter une hausse fantastique. Si elle ne réussit pas à imposer son chiffre, le résultat fut tout de même très appréciable et la C.F.T.C. a enregistré là un gros succès.

Pour le sucre, elle intervint auprès des pouvoirs publics pour que la diminution de la marge de raffinage puisse éviter une hausse du prix du sucre à la vente.

D'autre part, la Commission est intervenue auprès du Ministère des Affaires Economiques pour les problèmes posés par la soudure, notamment en ce qui concerne les légumes et les fruits, contre les hausses anormales de l'huile, etc. pour un prix normal du vin, en un mot pour que la baisse, lorsqu'elle se produit à la production, se répercute à la consommation.

En ce qui concerne la libération des échanges, la Commission s'est documentée auprès de la Commission des Problèmes Economiques, principalement en ce qui concerne les produits agricoles des pays membres de l'O.E.C.E.

En ce qui concerne les importations, la Commission, considérant qu'elles sont nécessaires, en certains cas, pour stabiliser le prix du marché intérieur, a essayé de surveiller le marché et est intervenue avec succès dans le déblocage de licences, en dénonçant et en contrecarrant les manœuvres de certains professionnels.

Par ailleurs, si des milieux politiques et professionnels se félicitent de la politique actuelle d'exportation des produits agricoles français, la Commission, tout en reconnaissant qu'elles peuvent être nécessaires, continue à bien préciser :

- qu'elles ne peuvent exister que lorsque les besoins intérieurs sont satisfaits ;
- qu'elles ne doivent pas amener une augmentation des prix du marché intérieur par suite de raréfaction.
- que les bénéfices qu'elles apportent à la Nation ne se justifient comme réels que lorsque les subventions accordées directement ou indirectement aux exportateurs sont connues.

En un mot, il faut non seulement un programme sérieux d'exportations nécessaires, mais un organisme technique, où les consommateurs soient représentés, et qui devrait fonctionner d'une façon rationnelle et suivie.

La C.F.T.C. avec son accord de principe sur l'intégration européenne en matière agricole, reste très réservée sur ce terrain et agit auprès des pouvoirs publics pour que les organisations syndicales, représentant à la fois des travailleurs de l'Agriculture et des consommateurs, participent effectivement à l'élaboration du Pool européen des Produits agricoles.

En conclusion, si nous avons la satisfaction de voir, d'un côté, les organisations professionnelles marquer leur étonnement devant le sérieux du travail de la Commission C.F.T.C. et de l'autre, que nos thèses sont souvent reprises par les pouvoirs publics ou les organisations internationales, nous sommes déçus de constater qu'en général on continue à marchander aux organisations syndicales et aux consommateurs leur participation à tous les travaux qui se font, et cela tout autant sur le plan international, national que départemental.

Reprenant sa revendication du xxv^e Congrès, la Commission demande à nouveau et d'une façon pressante, que la production agricole et la Commission alimentaire des D.O.M. et des territoires de l'Union Française fassent l'objet d'une Commission supérieure dans le cadre du plan Monnet qui soit chargée de présenter des solutions, à charge par le Gouvernement français de mettre tout en œuvre pour leur réalisation.

PROBLEMES ECONOMIQUES

La Commission confédérale des problèmes économiques se trouve aux prises avec deux sortes de problèmes. Les problèmes particuliers venant à son ordre du jour, spécialement pour des raisons d'actualité et ceux beaucoup plus généraux touchant au programme d'ensemble de la Confédération. Cette dualité de préoccupations ne manque pas de compliquer la tâche de ses membres, ne serait-ce que sous le simple aspect des possibilités matérielles d'études et du temps nécessaire pour les mener à bien.

Cependant, cette dualité est difficile à éviter, ne serait-ce que parce que les solutions qu'il s'agit de trouver pour les problèmes particuliers doivent pouvoir s'insérer finalement dans la solution d'ensemble qui sera proposée et constituer autant d'étapes permettant de les mettre au point.

ETUDES DIVERSES

Ententes industrielles : l'opinion publique est maintenant parfaitement alertée sur cette question ; disons, sans fausse humilité, que

la C.F.T.C. y est pour quelque chose car c'est sur une proposition de notre part que le Conseil Economique a présenté sur la question un copieux rapport dont les conclusions ont été, à quelque détail de forme près, très exactement celles-là même que nous avions rédigées à la suite des travaux de notre Commission confédérale.

Statut des entreprises publiques : les positions de fond ont été déterminées il y a quelque temps déjà ; on les retrouvera synthétisées dans le rapport moral du Congrès de 1949, nous n'y revenons pas.

Cependant, signalons le danger qui découle du retard que met le Parlement à éviter cette question essentielle pour l'équilibre économique de la France. D'autre part, un certain nombre de propositions partielles ou plus complètes, qui auraient pour objet, si elles étaient suivies, de démanteler nos entreprises nationalisées et de les mettre pratiquement dans l'impossibilité de fonctionner, ont vu le jour, en particulier la proposition de loi Armengaud contre laquelle nous avons pris position.

Coût de la distribution : Le Comité National d'octobre 1950 ayant été saisi de la question, a estimé que les Pouvoirs Publics n'utilisent pas avec assez de méthode et d'énergie les moyens dont ils disposent pour empêcher les spéculations, interdire la majeure partie des hausses de prix et assainir le système commercial : il s'est élevé contre des octrois de crédits commerciaux qui empêchent les baisses de venir jusqu'aux consommateurs. Il a souhaité que les coopératives de consommation soient chargées de vendre au plus juste prix les denrées importées, et que, comme cela se pratique en Belgique, les marges des commerçants soient fixées en valeur absolue.

Il a réclamé le vote promis de la loi anti-trust et l'abrogation de toutes les dispositions malthusiennes qui interdisent le développement en France des formules commerciales modernes et économiques.

La Commission a maintenant terminé l'étude de cette question qui fait l'objet d'un rapport très documenté et dont sont saisies les instances supérieures de la Confédération.

Libération des échanges : dans une autre partie de ce rapport, les grandes lignes de la question ont été évoquées. Rappelons simplement le caractère complexe et délicat de la question.

Là encore, et dans l'ensemble, nos positions furent retenues puisque c'est Georges Levard qui présenta le rapport du Conseil Economique et que, bien entendu, ceci n'a pu se faire que dans la mesure où nos thèses furent retenues par ledit Conseil.

Informations sur les problèmes économiques : Pour répondre à la demande d'un certain nombre de militants plus spécialement engagés sur le plan économique, le secrétariat confédéral avait pris l'initiative, en 1949, de publier une circulaire d'informations économiques qui d'abord fut ronéotypée. Elle obtint un tel succès que la formule du ronéotage dut être abandonnée et que les informations économiques sont maintenant publiées dans notre revue *Formation*.

Sur un point, nous marquerons la nécessité d'améliorer notre organisation. Il s'agit des commissions économiques que chaque Union Départementale a ou se devrait d'avoir. Il faudrait qu'à l'occasion du Congrès les responsables ou les camarades plus particulièrement intéressés se rencontrent pour que soient mises au point les modalités pratiques d'une collaboration prévue entre la Commission confédérale des problèmes économiques et les commissions départementales.

CONSEIL ECONOMIQUE

Après deux reconductions successives, l'actuel Conseil Economique voit ses pouvoirs expirer le 26 mars 1951.

Redisons que la place qui fut faite à la C.F.T.C. au sein du groupe ouvrier dans le premier Conseil Economique n'a pas été équitable et que l'arbitrage qui l'avait déterminée fut un véritable déni de justice. Cependant, cela n'a pas empêché la C.F.T.C. de jouer un rôle important au sein de cette Assemblée consultative et non seulement d'y recueillir une documentation qui fut précieuse pour notre mouvement, mais aussi, dans des occasions nombreuses et sur des débats d'un haut intérêt, de faire connaître nos positions et parfois de les faire triompher.

On trouvera ci-dessous un tableau récapitulant l'importance des différents groupes au sein du Conseil Economique et le nombre de rapports présentés par chacun d'eux ainsi que la liste des rapports présentés en 1950 par les membres de notre délégation.

NOMBRE DE RAPPORTS

effectués, au cours des années 1948, 1949 et 1950
par chacun des groupes du Conseil Economique

	Effectif du groupe	Nombre de rapports effectués		
		1948	1949	1950
Groupe de l'Agriculture (non compris les tra- vailleurs)	30	4	3	1
Groupe de l'Artisanat —	10	0	3	1
Groupe des Associations Familiales	8	6	4	10
Groupe des Coopératives.	9	4	0	1
Groupe des Entreprises nationalisées	((3	(4	0
Groupe des Entreprises privées	30 (((
Groupe de la pensée fran- çaise	((10	(4	6
Groupe des Sinistrés ..	10	6	4	5
Groupe des Travailleurs (y compris ceux des groupes de l'Agricul- ture et de l'Union fran- çaise)	2	1	0	1
dont : C.G.T.	55	19	10	11
C.G.T.-F.O. ...	33)	7)	4)	3)
C.F.T.C.	11)	1)	0)	0)
C.G.C.	9)	10)	5)	6)
Cadre indép. ..	1)	1)	1)	2)
Groupe de l'Union Fran- çaise (non compris les Travailleurs)	1)	0)	0)	0)
	10	1	1	2
	164	54	33	38

Du prochain Conseil Economique nous attendons un travail plus objectif que celui du précédent et nous souhaitons surtout qu'un certain nombre de groupes sachent se dégager de leurs intérêts trop étroitement entendus pour que des solutions plus favorables à l'intérêt général puissent plus facilement prévaloir.

PROBLEMES DE PRODUCTIVITE

L'expression est devenue à la mode et à différentes reprises nous avons dû prendre position. Au fond, la question est assez bien définie par cette phrase à allure de slogan que l'on trouve dans le premier rapport du Commissariat du Plan « Travailler mieux pour vivre mieux », étant entendu que de notre côté vivre mieux doit essentiellement se rapporter aux salariés de toutes catégories dont les conditions d'existence sont loin d'être comparables à celles de leurs collègues de Suisse, de Suède ou des Etats-Unis par exemple.

Mais la question est complexe ; il ne s'agit pas le moins du monde de préconiser la production à outrance, il s'agit au contraire de mettre au point un ensemble de formules et de procédés compatibles avec la dignité humaine en général et en particulier avec celle des travailleurs effectuant leur tâche.

Nos positions furent précisées par le Comité National de juin 1950 qui, après avoir étudié le problème de la productivité et voté à cet égard, une importante résolution, a souligné une fois de plus que, s'il accepte l'idée de relèvement de la productivité, il revendique pour les travailleurs la participation aux résultats obtenus, mais se refuse à voir la notion de productivité servir de base à la fixation des salaires.

C'est dans l'esprit ci-dessus que nous avons eu l'occasion de participer au Comité National de la Productivité et à l'Association Française pour l'Accroissement de la Productivité (A.F.A.P.).

Un nombre relativement important de militants de la C.F.T.C. ont participé aux missions d'Etudes aux Etats-Unis. Ils en ont retiré des enseignements fort précieux, ce qui ne veut pas dire que tout ce que l'on peut voir dans cet immense et riche pays puisse s'appliquer dans le nôtre, mais les comparaisons qu'il est possible de faire sont en elles-mêmes fort instructives. Cela nous a conduit à étudier différents types d'expériences et de formules d'intéressement du personnel aux fruits et à la gestion de l'entreprise. Ces temps-ci, beaucoup de publicité a été assurée à une entreprise de chaussures de Saône-et-Loire qui a augmenté sensiblement sa productivité et relevé les salaires horaires de son personnel ; nous pensons que cette publicité tombe à faux étant donné que si les salaires ont été relevés, le statut social du personnel n'a pas été amélioré, au contraire. Sur certains points, l'entreprise en cause est en retrait par rapport aux obligations légales s'imposant à toutes les affaires françaises puisque, nous a-t-on dit, l'action syndicale y est très difficile étant donné qu'il n'y a même pas de délégués du personnel et de comité d'entreprise, alors que l'importance des effectifs rendrait nécessaire l'existence des uns et des autres.

Redisons-le : pour nous, les droits des travailleurs sont au moins aussi importants que les avantages matériels qu'ils retirent de l'exercice de leur profession et que tous les efforts que nous entreprenons sur l'ensemble des plans dont nous avons à tenir compte ont tous pour objectif final d'assurer la promotion du monde du

travail et non pas seulement, comme certains le désireraient, nous contenter de quelques relèvements de salaires.

ADMINISTRATEURS DES ENTREPRISES NATIONALISEES

Le Secrétariat confédéral a pris l'initiative de réunir périodiquement, sur le plan interprofessionnel, les administrateurs C.F.T.C. d'entreprises nationalisées.

Ces réunions régulières sont des plus intéressantes. Indépendamment d'une meilleure connaissance mutuelle des militants, elles ont pour résultat d'amener une meilleure connaissance des entreprises elles-mêmes et de leurs problèmes. Certains « accidents » de conjoncture et autres, survenus en particulier au cours de l'année 1950, montrent que non seulement les administrateurs C.F.T.C. ont avantage à coopérer, mais que l'ensemble des Conseils des Sociétés nationalisées devraient pouvoir le faire.

C'est pourquoi, une fois de plus, nous avons l'occasion de déplore que le Parlement actuel n'ait pas été en mesure de discuter le statut des entreprises publiques car un certain nombre de formules que nous avons présentées lors de son élaboration, ont précisément pour objet de réaliser cette coopération.

Plan Marshall : le Plan Marshall a assuré pour l'essentiel le dépannage de notre industrie et, dans sa première année de fonctionnement, assuré notamment le service de la ration de pain à l'ensemble de la population.

Il est certain que sans l'aide américaine et la possibilité d'utiliser les fonds de contre-partie, notre niveau économique se fut fixé sensiblement plus bas qu'il ne l'a été au cours de ces dernières années.

Il n'empêche que nous avons dit et répété que sur le plan économique et social, l'utilisation faite par le Gouvernement français des fonds de contre-partie n'a pas été des meilleures ; beaucoup trop souvent ces fonds ont servi à enrichir le patrimoine des entreprises nationalisées et privées qui se sont vues accorder des crédits leur assurant des bénéfices utilisés pour une très large part à l'auto-financement alors qu'au contraire, nous estimons que dans l'idée même des promoteurs du Plan Marshall les fonds de contre-partie auraient dû permettre d'améliorer le standing de la population française.

C'est pourquoi nous avons insisté, et en partie obtenu satisfaction, pour que lesdits fonds de contre-partie soient essentiellement utilisés à construire. Il est simplement regrettable que la cause paraisse gagnée au moment même où, très normalement, les fonds de contre-partie voient leur importance se réduire progressivement puisque nous arrivons à la fin du plan Marshall.

C'est au sein de deux organismes qu'indépendamment des démarches plus directes nous avons exercé notre action : le Comité syndical consultatif français qui siège chaque semaine au Ministère des Affaires économiques et qui permet à nos représentants, ainsi qu'à ceux de Force Ouvrière et de la Confédération Générale des Cadres, de suivre le plus près possible les problèmes d'utilisation du plan Marshall.

D'autre part, nous avons, jusqu'à présent, participé à une Commission syndicale consultative auprès de l'E.R.P., qui fonctionne sur le plan international.

LA COMMISSION FEMININE

Pour exprimer ce qui a pu être fait, il apparaît difficile de ne pas parler, en premier lieu, de la journée nationale féminine, qui s'est tenue à Paris le 14 mai 1950.

Son travail, son allure, son ambiance de dynamisme, de confiance et de fraternité, permet de dire, sans exagération, que la première manifestation de cette sorte depuis la Libération a été un succès.

En effet, après avoir spécialement travaillé, l'année précédente, la région parisienne, il a été possible de faire rencontrer, à Paris, au siège de la C.F.T.C. :

— Trois cents militantes de province et de Paris, représentantes de quarante fédérations ou syndicats, ainsi que des représentantes de nombreux mouvements ou associations féminines venues assister en observateur à cette journée.

Une enquête nationale sérieuse et déterminante sur la condition des travailleuses, a permis d'établir un plan constructif d'action méthodique pour atteindre les objectifs, et a fait l'objet d'une résolution générale adressée : au Président du Conseil, aux Ministres du Travail et de la Santé Publique, et aux femmes parlementaires.

Cette journée a donné des résultats concrets :

- les représentantes de mouvements ou associations invitées ont avoué qu'elles avaient, ce jour-là, découvert l'action réaliste de la C.F.T.C. et reconnu les possibilités des femmes dans l'action syndicale ;
- des militantes se sont retrempees ; beaucoup ont compris la nécessité et le rôle des commissions féminines, la preuve en est que, depuis cette date, malgré certaines difficultés qu'il faut reconnaître, la compréhension et la bonne volonté entraînent de notables progrès ;
- des camarades des Fédérations et des Syndicats ont été les premiers à reconnaître que cette journée avait porté des fruits ;
- de nouvelles militantes se sont révélées ;
- des femmes, d'elles-mêmes, se sont présentées aux élections des Conseils des Fédérations, de Syndicats ou d'Unions.

Cependant, il reste beaucoup à faire en dehors même de la propagande syndicale. Parmi les éléments féminins, sur le plan général et professionnel, il faut continuer à renforcer les Commissions féminines.

Plusieurs rencontres intéressantes ont eu lieu en octobre, mai et décembre 1950, sur le plan employées, fonctionnaires, et ouvrières dans la région parisienne.

En province, plusieurs Commissions fonctionnent bien. D'autres sont à aider ou à créer. La Commission confédérale féminine a décidé de porter, cette année, tous ses efforts sur la province. Différentes tournées ont eu lieu, à cet effet, à Strasbourg, Nantes, Lyon, Basse-Indre, Lille, Valence, Marseille, etc...

Des journées régionales se sont déroulées ou sont prévues dans la Loire-Inférieure, l'Hérault, le Rhône, avec le regroupement des militantes de huit départements, etc...

Dans les Fédérations, une action se développe en faveur des commissions féminines ; quelques exemples parmi de nombreux :

- la Fédération des Cuirs et Peaux, lors de son dernier Congrès, communique les vœux de sa commission féminine ;
- la Fédération Générale des Fonctionnaires consacre un numéro spécial de *La Fonction Publique* aux travaux et à l'action de sa commission féminine ;
- la Fédération de la Métallurgie, parmi ses rapports de Congrès, donne la parole à sa commission féminine ;
- la Fédération des Employés à l'occasion de ces comités nationaux et Congrès ne manque jamais d'organiser une réunion féminine, etc...

Sur le plan entreprise, des commissions féminines fonctionnent ou démarrent ; celle de l'entreprise d'Hutchinson de Montargis, employant 1.800 femmes, s'organise sérieusement.

La Commission confédérale féminine se devait de susciter une vitalité à la base, pour que sa propre action soit réellement effective et réaliste, en des réunions peut-être pas assez nombreuses, mais bien suivies ; elle a étudié des points d'intérêt général ; elle a engagé les femmes à travailler à la revalorisation des métiers féminins ; elle a conseillé aux militantes de participer à la discussion des conventions collectives ; elle a contribué à développer l'idée de la caisse de défense professionnelle.

Elle agit inlassablement auprès des Pouvoirs Publics, des parlementaires, de l'opinion publique, pour des revendications féminines, telles que :

- Application intégrale du principe « à travail égal, salaire égal » ;
- Intégration des travailleuses à domicile, ouvrières agricoles dans la législation du travail ;
- Travail à temps réduit, etc...
- Amélioration des conditions de la Sécurité Sociale pour les femmes seules ou avec ascendants à charge ;
- Allocations familiales, etc..., etc...

Plusieurs propositions de loi ont été inspirées par ces revendications.

Se préoccupant des métiers féminins, et sollicitée par la Fédération du Vêtement, elle a décidé d'aider momentanément cette profession féminine.

Elle a eu des contacts avec différentes associations féminines, telles que l'Union Féminine Civique et Sociale, l'Association des Veuves de Guerre, etc..., ainsi qu'avec des représentantes des organisations syndicales d'autres tendances.

Des représentantes de la Commission confédérale féminine participent à différentes commissions extérieures telles que : la Commission économique de l'U.N.A.F., celle de l'Organisation de la Fête des Mères, etc...

Madeleine Tribolati, Vice-Présidente de la C.F.T.C., Présidente de la Commission confédérale féminine, a été désignée par le Bureau Confédéral, pour être membre de la Commission supérieure des conventions collectives et de la Commission nationale de conciliation.

Sur le plan confédéral, la commission est représentée aux Commissions d'agriculture, ravitaillement, loisirs, formation, propagande, territoires d'Outre-Mer.

La Commission confédérale féminine s'est réjouie de voir qu'au Congrès de Lomé, des travailleuses des T.O.M. ont participé aux travaux et ont émis leurs revendications dans une motion spéciale.

PRESSE

La page féminine dans *Syndicalisme-Magazine* a évidemment permis à la Commission confédérale de s'exprimer, mais un sérieux effort reste à faire pour toutes, pour communiquer, en temps voulu, des articles ou même des informations susceptibles d'être très intéressantes.

En ce qui concerne *Formation*, il ne peut être question que d'articles soutenus par de la documentation précise, nécessitant une étude ou un travail de recherches sérieuses. Ceux qui ont paru, ont répondu à ces critères, mais, hélas, ils n'ont pas été assez nombreux, parce que là encore, un travail d'équipe et de compétences s'impose.

RELATIONS INTERNATIONALES

La Commission confédérale féminine a participé aux travaux de la Commission féminine de la C.I.S.C. pour préparer la session de 1950 de la Conférence Internationale du Travail, devant traiter de l'égalité des salaires féminins.

Au Congrès de 1950 de la C.I.S.C., à Angers, la représentante de la Commission féminine de la C.F.T.C. a demandé que les statuts de la C.I.S.C. soient revus pour assurer une représentativité féminine constante et que, d'autre part, la Commission féminine de la C.I.S.C. se réunisse plus souvent.

Une représentante de la Commission féminine de la C.F.T.C. a participé à la réunion des Internationales professionnelles de la C.I.S.C.

A la XXXIII^e session de la Conférence Internationale du Travail à Genève, en juin 1950, un mémoire en faveur de l'égalité des salaires féminins, établi par la C.I.S.C., en collaboration avec la Commission féminine, a été distribué à tous les participants de cette session. La C.I.S.C. était la seule à avoir pris cette initiative. La représentante de la C.F.T.C. représentait les travailleuses françaises à la Commission de Travail.

Le secrétaire général de la C.F.T.C., de son côté, a été amené à prendre la parole à l'Assemblée plénière pour stigmatiser l'attitude incompréhensive des patrons voulant retarder l'application de ce principe de justice sur le plan international et pour inviter le B.I.T. à tout mettre en œuvre pour que cette mesure de civilisation soit définitivement réglée par l'existence et l'application d'une convention internationale à établir, au plus tard, en 1951.

VOYAGES ET MISSIONS

Georgette Montredon, militante active et avertie de la Commission féminine de Lyon, a été désignée pour bénéficier d'une bourse

d'études dans un collège de travailleurs en Angleterre, mandatée par la Commission confédérale féminine C.F.T.C. pour la représenter dans ce pays. Elle a déjà communiqué des articles documentaires devant, à son retour, faire profiter nos commissions féminines de son enrichissement et de ses observations.

Simone Troisgros a séjourné six semaines aux U.S.A., dans le cadre d'une mission syndicaliste composée de représentants des différentes organisations.

En dehors de la documentation et de l'opinion d'ensemble qu'elle a pu avoir au cours de ce séjour particulièrement intéressant et bien rempli, sur la condition des travailleurs et les relations sociales, il lui a été possible d'étudier, sur place, l'état de la main-d'œuvre féminine dans ce pays. Un compte rendu de sa mission a été donné à la Commission Confédérale ainsi qu'à certaines commissions féminines, au cours de rencontres.

Au cours des mois derniers, de nombreuses personnalités françaises et étrangères sont venues visiter la C.F.T.C. et ont demandé à connaître la place de l'action des femmes au sein de celle-ci. Il est possible de dire que leur étonnement fut parfois grand lorsqu'elles se rendirent compte de l'activité réelle des commissions féminines, de l'esprit et de la compétence de nos militantes et de la place que celles-ci se font à tous les stades de notre organisation syndicale.

Pour avoir fait face aux tâches les plus urgentes à la Libération, on avait pu perdre un peu de vue la nécessité absolue de suivre de près les problèmes de la main-d'œuvre féminine comme on avait pu méconnaître le rôle des commissions féminines.

Nous pouvons désormais affirmer que l'on a retrouvé, à la C.F.T.C., un certain équilibre en ce qui concerne l'organisation et l'action des éléments féminins, équilibre qui, sans nuire à l'homogénéité du mouvement, est des plus profitables à la C.F.T.C.

FORMATION PROFESSIONNELLE

La formation professionnelle est un élément capital pour aider à résoudre les multiples problèmes qui se posent sur le plan de la main-d'œuvre. Depuis deux ans, une bonne équipe de militants s'est penchée sur ces questions et a fait du bon travail au sein de la Commission confédérale de formation professionnelle.

Cette commission est à l'origine de l'action entreprise par la C.F.T.C. auprès du Gouvernement et du Parlement et des positions adoptées par le Bureau Confédéral et le Comité National en faveur du maintien des crédits destinés à l'Enseignement technique, à la formation professionnelle accélérée des adultes assurée par le Ministère du Travail ou pour empêcher des suppressions d'emplois de moniteurs dans les établissements de formation professionnelle.

Il n'est pas concevable que des économies puissent être réalisées à l'encontre des intérêts et de l'avenir des jeunes travailleurs en même temps que de l'intérêt général. Ces derniers doivent pouvoir recevoir à la fois une formation professionnelle et une éducation sociale, physique, ménagère. Certains patrons nient cette nécessité, le Gouvernement et le Parlement ne peuvent épouser leurs thèses et nous devons rester très vigilants sur ce point.

A propos de la réforme de l'enseignement, le problème de l'orientation professionnelle a particulièrement retenu l'attention de la

Commission Confédérale. Tenant compte des statistiques et informations qu'elle a pu recueillir, il a été souligné à divers organismes officiels : Ministère du Travail, Secrétariat à l'Enseignement technique, Division Générale des Statistiques, la nécessité d'avoir des éléments précis à communiquer aux jeunes et aux institutions de formation professionnelle pour répondre efficacement aux besoins de l'économie en main-d'œuvre qualifiée et ne pas former de futurs chômeurs. Les réponses reçues des administrations intéressées nous ont montré que nos suggestions avaient été retenues et que, mieux que par le passé, on s'attacherait à résoudre l'angoissante question des débouchés professionnels pour les jeunes.

L'étude entreprise par la Confédération sur le plein emploi a été l'occasion pour la Commission de reprendre et de compléter une partie de ses travaux et en plus de ce qui concerne l'orientation et la formation professionnelle des jeunes, les mesures propres à collaborer dans ce domaine à la réalisation du plein emploi.

Notre camarade Boutonnet a participé activement à une conférence internationale d'experts sur la formation professionnelle accélérée organisée sous les auspices du Bureau International du Travail. Nous sommes représentés au Comité de rédaction d'une revue européenne documentaire sur l'orientation et la formation professionnelle, groupant des représentants ouvriers et patronaux de diverses tendances et publiée par le Bureau européen de la jeunesse et de l'enfance.

La Commission confédérale de formation professionnelle a examiné attentivement une proposition de loi déposée par Mme Poinso-Chapuis sur la formation professionnelle artisanale. Un certain nombre de critiques ont été formulées sur ce texte notamment en ce qui touche un contrôle plus sévère des contrats d'apprentissage pour qu'ils puissent donner le maximum de garanties. D'autre part, il n'est pas possible d'assurer un financement de l'apprentissage artisanal par une réduction de cotisations dues à la Sécurité Sociale et aux Caisses d'Allocations Familiales : ce serait s'orienter vers une méthode de facilité constituant un précédent dangereux. La solution logique serait évidemment une élévation du taux de la taxe d'apprentissage.

Ayant pris connaissance de l'avant-rapport Mazier sur un projet de loi concernant la formation professionnelle, les membres de la Commission ont estimé qu'un texte de cette importance engageait trop de problèmes pour que la question fut réglée en un seul projet. C'est pourquoi, ils ont estimé nécessaire la création rapide d'un Conseil supérieur provisoire de la formation professionnelle qui aurait comme but essentiel l'examen des différents projets de loi en présence en vue d'en faire la synthèse dans un seul projet à déposer devant le Parlement.

Les membres de la Commission Confédérale sont unanimes à penser que la composition de ce Conseil supérieur pour être vraiment représentatif de tous ceux qui s'intéressent à l'apprentissage devrait être envisagée de la manière suivante :

- 1°) 20 représentants des Pouvoirs Publics, des directions des sociétés nationales et entreprises nationalisées, désignées pour moitié par le Ministre de l'Education Nationale et le Ministre du Travail et pour moitié par le Président du Conseil et les Ministres intéressés.

Cette représentation comprendra au moins deux directeurs d'Etablissements Publics d'Enseignement Technique et un directeur de Centre de Formation Professionnelle accélérée et un représentant des secrétariats d'O.P.

2°) 20 représentantes des employeurs, des artisans et des directeurs d'Etablissements de Formation Professionnelle Privée.

Les représentants des employeurs et des artisans sont proposés par l'Assemblée des Présidents des Chambres de Commerce, l'Assemblée des Présidents des Chambres de Métiers et par leurs Organisations Syndicales Nationales.

Les représentants des directeurs d'établissements de formation professionnelle privée sont proposés par leurs organisations syndicales nationales les plus représentatives.

3°) 20 représentants des salariés proposés par leurs organisations syndicales nationales les plus représentatives.

4°) 8 représentants du personnel enseignant de l'Enseignement technique dont deux des centres de Formation Professionnelle accélérée proposés par leurs Organisations Syndicales Nationales les plus représentatives.

2 représentants des conseillers d'O.P. désignés par leurs organisations syndicales les plus représentatives.

4 représentants des parents d'élèves des Etablissements d'Enseignement Technique proposés par leurs associations régulièrement déclarées.

La Commission a présenté dans la revue *Formation* une grande partie de ses travaux, auxquels nos camarades pourront se reporter.

HABITAT

La C.F.T.C., qui recherche par tous les moyens, l'amélioration des conditions de travail et d'existence des salariés, se devait de porter une attention toute particulière à l'étude du problème de l'habitat. Les travaux multiples entrepris au sein de sa Commission confédérale spécialisée, les propositions très nombreuses qu'elle a adoptées en la matière, les initiatives qu'elle a prises, non seulement dans le cadre de l'activité syndicale proprement dite, mais sur le plan de la propagande générale et des campagnes nationales en faveur de l'habitat, nous permettent d'affirmer très nettement que notre mouvement est, pour répandre une expression courante, à l'avant-garde de la bataille menée dans notre pays contre les taudis, pour l'amélioration du logement et la reprise de la construction.

Depuis sa création, au Congrès Confédéral de 1948, la Commission de l'habitat a tenu cinquante réunions plénières. Ses travaux recouvrent l'ensemble des questions qui, dans les différents domaines : législatif, administratif, financier, technique, fiscal, éducation publique, intéressent l'habitat.

Elle a procédé selon les cas, de différentes manières, soit en examinant certains textes importants inscrits à l'ordre du jour des assemblées parlementaires (Assemblée Nationale, Conseil de la République, Conseil Economique), soit en prenant elle-même certaines initiatives.

Nous examinerons, classés dans cet ordre, les résultats auxquels elle a abouti :

ETUDE DE PROPOSITIONS ET TEXTES DIVERS

La Commission a porté une attention toute particulière à la réglementation du prélèvement sur les loyers, définie dans un projet de loi. Quelques modifications assez sérieuses ont été proposées au texte gouvernemental, dans le but d'assurer une rentrée de recettes suffisantes pour permettre au Fonds National d'Amélioration de l'Habitat d'intervenir efficacement dans la réparation et l'entretien des immeubles existants. Il faut déplorer que les Assemblées Parlementaires n'aient pas encore discuté ce projet.

En liaison avec la Commission de la Reconstruction au Conseil Economique où la C.F.T.C. est représentée, notre Commission a étudié de manière approfondie quelques-uns des sujets débattus au sein de cette Assemblée : La Charte de l'Habitat ; le financement de la construction ; l'indemnisation des commerçants sinistrés pour perte de droit au bail ; l'attribution d'un intérêt aux titres de créance des sinistrés ; le plan de modernisation et d'équipement (section habitat).

La Commission s'est attachée à l'étude minutieuse des nouveaux projets d'aide à la construction que le Gouvernement a présentés en avril 1950 et qui tendaient essentiellement à l'institution de primes à la construction, au versement d'une avance au Fonds National d'Amélioration de l'Habitat, à certaines modifications dans le fonctionnement des organismes H.L.M. et du Crédit Foncier et à la création d'un système d'épargne-logement.

Tout en constatant avec satisfaction que les Pouvoirs Publics prenaient enfin conscience de l'intérêt du problème de l'habitat et paraissaient aussi s'engager dans la voie de réformes sérieuses, la Commission a fait justement remarquer que les dispositions du Gouvernement étaient insuffisamment adaptées aux conditions actuelles des classes les plus modestes où précisément les besoins sont les plus nombreux et les plus immédiats à satisfaire :

— Primes à la construction ? Encore faut-il disposer de capitaux pour démarrer.

— Bonifications d'intérêt ? Encore faut-il posséder d'importantes économies ou bien être en mesure de faire face aux remboursements d'emprunts souscrits à moyen ou court terme et à un taux qui restera sensiblement élevé, si tant est, par ailleurs, qu'il devienne possible d'emprunter la totalité des fonds nécessaires à la construction.

— Epargne logement ? Encore faut-il pouvoir bénéficier de ressources qui permettent de constituer quelques réserves.

C'est pour cela que la C.F.T.C., sur avis de la Commission Confédérale, a fait présenter à l'Assemblée Nationale et au Conseil de la République une série d'amendements propres à remédier en partie à de tels désavantages pour les salariés. Certains d'entre eux ont amené des modifications appréciables, en ce qui concerne notamment les conditions d'attribution des prêts par les sociétés de Crédit Immobilier et les Coopératives d'H.L.M.

Une proposition de loi a été transmise à l'Assemblée Nationale rédigée par la Commission de l'Habitat et tendant à préciser les conditions dans lesquelles les propriétaires peuvent demander le remboursement des taxes locatives, prestations et fournitures individuelles,

en vertu de l'article 38 de la loi du 1^{er} septembre 1948. Ce faisant, notre Commission a voulu éviter l'arbitraire des décomptes effectués par les propriétaires et donner aux locataires toutes facilités pour vérifier le calcul de ces charges et prestations.

Devant la lenteur apportée par le Parlement à voter une réglementation urgente et nécessaire des Sociétés dites de Crédit à terme différé, la Commission est intervenue auprès des Commissions intéressées de l'Assemblée Nationale afin que soit accélérée cette discussion. On peut espérer, comme promesse nous en a été faite, que très prochainement le Parlement se saisira des rapports en question.

La Commission a donné un avis favorable à la proposition de loi n° 10532, suspendant jusqu'au 1^{er} septembre 1954, l'application du droit de reprise institué par différents textes législatifs. Elle a estimé, en effet, qu'étant donnée la grande pénurie de logement le droit de reprise sans relogement obligatoire ne pouvait être exercé sans créer de sérieuses perturbations et causer de graves préjudices aux occupants de bonne foi.

Egalement, l'accord de la Commission a été donné à la proposition de loi n° 11.509, relative au montant maximum des prêts consentis aux particuliers par les organismes d'H.L.M. et de crédit immobilier.

La C.F.T.C. juge, en effet, qu'il est urgent de relever le plafond des prêts consentis par les H.L.M. en vue de la construction-attribution afin de ne pas alourdir, par une différence trop sensible entre le montant des prêts et le coût effectif de la construction, la charge initiale restant aux candidats propriétaires. Il importe, d'autre part, que les dispositions adoptées par la loi du 21 juillet 1950 en faveur des familles de trois enfants à charge et des pensionnés ayant un taux d'invalidité égal ou supérieur à 50 %, réduisant de 1/5 à 1/10 le montant de l'apport initial, ne restent pas lettre morte.

En dehors de ces discussions de textes, la Commission maintient des relations avec la plupart des organisations extérieures au mouvement, qui, sur le plan national ou international, s'intéressent particulièrement aux problèmes du logement (Union Nationale des Fédérations d'Organismes d'H.L.M. ; Centre National pour l'Amélioration de l'Habitat ; Centre Paritaire du Logement ; Union Centrale des Locataires ; Union Nationale des Associations Familiales ; Fédération Nationale de la Propriété Familiale ; Commission Economique pour l'Europe de l'O.N.U. : Sous-Comité de l'Habitat).

Elle a suivi les travaux entrepris sur l'Habitat par divers groupements (Cycle d'Etudes Sociales de l'O.N.U. ; Commission Syndicale Consultative de l'E.R.P. ; Conseil Général de la Seine, etc...).

Elle s'est plusieurs fois entretenue avec les ministères intéressés (Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme ; Ministère des Finances).

LA CHARTE DE L'HABITAT

« Il faut construire 20.000 logements par mois. » Soit, mais par quels moyens ? Constatant l'impossibilité de réaliser un tel programme dans le cadre des crédits budgétaires très réduits et des réglementations existantes complètement inadéquates, la commission confédérale a résolu d'entreprendre, dès sa première réunion le 13 octobre 1948, l'étude d'ensemble du problème de la construction.

Un an de travaux a permis de bâtir ce que nous avons appelé la Charte de l'Habitat, document unique en la matière, rédigé sous forme de proposition de loi avec un très long exposé des motifs qui résume la situation du logement en France et justifie la nécessité de réformes dans tous les domaines qu'elle affecte. Que renferme cette Charte ?

Elle propose une réforme d'ensemble de la législation afin de l'adapter aux circonstances économiques et sociales de notre époque.

Elle prévoit une organisation administrative et financière nécessaire et suffisante pour établir puis appliquer une politique nationale de l'habitat, mettre en route un programme général de constructions, échelonné sur plusieurs années, avec définition précise des besoins et des ressources.

Elle préconise les solutions propres à résoudre efficacement et rapidement la crise du logement.

L'adoption de ces différentes dispositions doit assurer à tous le logement sous les formes habituelles de la location et de l'accession à la propriété.

A cet effet, des Offices publics et des Sociétés anonymes d'Habitations seront créés qui, avec les ressources prévues et réparties par la Caisse centrale de la Construction, construiront des immeubles collectifs à usage de location pour les familles vivant du produit de leur travail et notamment pour les familles nombreuses.

Les particuliers qui désirent acquérir ou construire une maison pourront solliciter des prêts aux Sociétés de Crédit immobilier moyennant un apport initial réduit, équivalent au cinquième de la valeur vénale de l'acquisition ou au dixième du coût total de la construction (la valeur du terrain pouvant entrer en considération, suivant les cas, dans la détermination du montant du prêt ou dans l'estimation de l'apport).

Les prêts seront accordés à très faible intérêt (il serait sage que celui-ci soit progressif selon les ressources et dégressif selon le nombre d'enfants de l'intéressé) et pour une durée d'amortissement s'étalant en principe jusqu'à l'âge habituel de mise en retraite des vieux travailleurs.

Ceux dont les ressources financières ne pourraient permettre de bénéficier de cette procédure, auront la faculté de s'adresser aux Sociétés coopératives de Construction et d'Habitation dont les dispositions sont encore plus favorables. Par le système de location-participation, en effet, le remboursement des prêts est prévu non plus sur une seule, mais sur deux ou plusieurs générations.

Le coopérateur jouit de son logement, avec les avantages du propriétaire, mais sans en avoir le titre. Les annuités d'amortissement seront très réduites et ne dépasseront pas généralement le taux habituel du loyer équivalent.

D'autre part, le système du Crédit immobilier pourra être mis en application, sous réserve d'une réglementation et d'un contrôle très strict de l'Etat.

Dans le souci de préserver le patrimoine existant, la Charte de l'Habitat, prévoit un prélèvement sur les loyers dont le produit, géré par le Fonds national d'Amélioration de l'Habitat, doit servir à subventionner les propriétaires dans leurs travaux d'entretien et d'amélioration de leurs immeubles.

Outre cette organisation administrative et financière, la Charte présente des réformes importantes dans le domaine foncier et fiscal.

Une politique d'encouragement à la construction ne saurait en effet se concevoir sans l'adoption d'une politique foncière : C'est pourquoi le projet propose diverses mesures propres à faciliter l'achat, le transfert et l'expropriation des terrains.

Il est également nécessaire, par un ensemble d'exonérations et d'avantages fiscaux, de favoriser la construction afin d'éviter que les facilités de démarrage ne soient ensuite annihilées par des impositions trop onéreuses à l'encontre des futurs propriétaires qui, durant de longues années, auront à prélever sur leurs ressources, les sommes nécessaires au remboursement de leurs prêts.

Telle se présentait, dans son texte initial, la Charte de l'Habitat de la C.F.T.C.

Par suite des dispositions nouvelles qui ont été adoptées au cours de l'année 1950, auxquelles notre Charte n'est sans doute pas étrangère, un travail de révision s'imposait : la Commission de l'Habitat y met la dernière main.

Il convient de faire remarquer, en terminant ce chapitre, que c'est la C.F.T.C. qui, à l'occasion de son étude sur la Charte de l'Habitat, a la première, en mai 1949, lancé l'idée d'affecter directement à la construction une fraction des déblocages de la contre-valeur du Plan Marshall. Bien d'investissement et bien de consommation, le logement avait droit, en effet, à ce double titre, à bénéficier de l'aide américaine.

EXPOSITION DE L'HABITAT

Il n'est pas suffisant de proposer des mesures, de rédiger des propositions de lois; il faut encore informer, faire un effort de propagande auprès du public afin de créer un vaste mouvement d'opinion qui puisse appuyer et seconder l'action législative. Nos camarades du Syndicat chrétien des Agents du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (S.C.A.M.R.U.) l'avaient fort bien compris puisque, au cours de l'année 1949, ils avaient de leur propre initiative, monté une Exposition de l'Habitat qui à Amiens, Caen, Coutances, Saint-Lô et Orléans, obtint un réel succès. La Confédération prit en charge cette exposition au début de l'année 1950 et organisa sa première manifestation à Paris en janvier-février 1950, dans les locaux même de la C.F.T.C. Son inauguration attira les plus hautes personnalités : M. le Président du Conseil, M. le Ministre d'Etat, M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, secrétaires d'Etat, députés, sénateurs et un nombre important de visiteurs. Après Paris, Bar-le-Duc, Saint-Dizier, Troyes, Metz, Strasbourg, Epinal et Saint-Dié reçurent cette exposition.

Le Secrétariat confédéral, en liaison avec la Commission de l'Habitat, met au point actuellement la réalisation d'un nouveau projet d'exposition plus vaste et plus variée.

La C.F.T.C. était intervenue déjà à l'occasion des discussions budgétaires pour l'exercice 1950 afin d'obtenir une augmentation substantielle des crédits à affecter au financement des programmes d'H.L.M. (anciennement H.B.M.). Une véritable politique du logement ne peut en effet se réaliser que si des moyens financiers suffisants permettent l'ouverture de vastes chantiers de construction sans quoi les réformes, si hardies qu'elles soient, ne seraient d'aucune utilité.

CARTEL D'ACTION POUR LES CREDITS DE CONSTRUCTION

Au moment où allaient se discuter pour 1951 les nouveaux projets de lois de finances, la C.F.T.C. a pris, sur proposition de la commission, l'initiative de convoquer en cartel d'action les grandes organisations nationales intéressées au problème de l'habitat, dans le but de défendre en commun les crédits à la construction. Les impératifs du réarmement faisaient craindre en effet une réduction ou du moins un non-accroissement des chiffres alors que les besoins de logement et de relogement se faisaient de plus en plus nombreux. L'initiative reçut le meilleur accueil puisque onze groupements hautement représentatifs en la matière répondirent à l'appel de la C.F.T.C. Le Cartel se constitua le 12 décembre 1949. Y participèrent : le Centre national pour l'Amélioration de l'Habitat, la Fédération nationale de la Propriété familiale, le Centre paritaire du Logement, l'Union centrale des Locataires, la Confédération générale du Travail Force ouvrière, la Confédération générale des Cadres, l'Union nationale des Fédérations d'Organismes d'Habitations à Loyer modéré, le Comité national de l'Habitat rural, l'Union nationale des Associations familiales, l'Union féminine, civique et sociale, la Fédération nationale des « Castors ».

Dès sa création le Cartel entreprit une véritable campagne nationale en vue d'accroître les crédits des H.L.M. pour 1951 : manifeste, conférence de presse, entretiens avec les Ministères, M. le Président du Conseil, les Commissions parlementaires des deux assemblées. Toutes ces actions ne furent pas sans résultat et on peut à bon droit espérer que des améliorations seront apportées aux dispositions initiales des projets gouvernementaux.

Le Comité national votait au cours de sa session d'octobre 1950 une résolution demandant que les prestations familiales soient calculées, dès maintenant, sur la base de 225 fois le salaire minimum horaire garanti et que « des mesures législatives temporaires ou définitives soient prises afin qu'un relèvement de la base de calcul des prestations familiales n'ait aucune répercussion sur les loyers, dans le cadre des dispositions de la loi du 1^{er} septembre 1948 ». Mandat était donné à la Commission confédérale de l'Habitat d'étudier et de proposer un nouveau système d'échelle mobile des loyers. La commission, après examen approfondi des avantages et des inconvénients de différentes solutions, a suggéré, en définitive, au Bureau confédéral, le rattachement du prix des loyers au salaire minimum interprofessionnel, garanti étant entendu :

— que toute variation ultérieure du salaire minimum interprofessionnel garanti entraînera une variation correspondante du prix de base du loyer, de façon à ce que soit maintenue la proportion existant au 1^{er} janvier 1951 entre le salaire minimum calculé par application du décret du 23 août 1950 et le prix du loyer fixé à cette date d'après les dispositions de la loi du 1^{er} septembre 1948;

— que les augmentations semestrielles prévues par la loi du 1^{er} septembre 1948, demeureront égales à 20 % du loyer de base calculé au 1^{er} janvier 1949, jusqu'à revalorisation du salaire minimum interprofessionnel garanti.

Signalons enfin, dans cet ordre de travaux, l'action menée par la Commission de l'Habitat en vue de faire accepter, sous certaines conditions, l'utilisation des élèves des centres de formation professionnelle accélérée à la construction définitive de logements sous

programme. Cette disposition a pour but d'éviter le gaspillage des matériaux et d'abaisser dans certains cas le coût de la construction.

« Quand le bâtiment va, tout va ». La C.F.T.C. poursuit, dans sa politique du logement, une œuvre d'expansion économique et de progrès social.

JEUNES

La C.F.T.C. a repris une jeune tradition : celle de ses journées nationales annuelles de jeunes. Les premières journées de juillet 1950 furent un succès. D'abord par le nombre, ensuite par les contacts féconds entre les représentants de 22 branches professionnelles et de 40 Unions Départementales. Enfin, par le travail sérieux d'enquête, d'étude, de réflexion, auquel participent les nouveaux jeunes militants syndicalistes chrétiens, dont la plupart venaient des mouvements de jeunesse.

Ces jeunes commençaient à militer dans un syndicat, aussi important-il de ne pas les voir rebutés par l'aspect technique, les difficultés multiples de l'action syndicale. Sur ce point, nos trois « Journées » ont permis de faire prendre conscience plus intimement aux participants de la nécessité du syndicalisme chrétien, de l'importance de la formation par l'étude et l'action.

Cependant, on ne peut nier qu'il y ait une série de problèmes « jeunes », qu'il faut résoudre un par un. Nos Commissions syndicales de jeunes, créées ou à créer, doivent donc procéder à une étude sérieuse, complète, détaillée, accepter de s'ériger les questions, afin d'avancer pas à pas, sans oublier de consolider les premiers avantages acquis.

Soyons reconnaissants à nos jeunes camarades qui ont pris, pour la plupart, ces trois journées de travail sur leurs vacances et ont passé deux nuits dans le train, sans s'être accordé, entre le travail de deux semaines, une journée de repos.

La réussite de ces journées nous impose l'obligation de les tenir désormais chaque année, avec une participation « jeunes » de plus en plus nombreuse.

Ces journées ont eu un heureux prolongement, par la tenue de Congrès régionaux et de journées de jeunes, parmi lesquels il nous faut citer : Lille, Saint-Etienne, Lyon et Paris.

Nous ne saurions trop encourager les organisations de la C.F.T.C. à développer ces activités et les réalisations de jeunes, à confier progressivement des responsabilités aux jeunes. Le dynamisme de notre Mouvement n'est-il pas dû, pour une large part, à l'afflux de jeunes militants et dirigeants ?

La formation et le regroupement des jeunes militants C.F.T.C., en vue d'une action, chaque jour plus intense, n'ont pas empêché la Commission Confédérale des jeunes de travailler, aussi, sur un plan législatif. A propos du salaire des jeunes, nous maintenons fermement le principe : « A travail égal, salaire égal ».

Nous signalons, sur ce dernier point, que nos camarades des assurances de la région parisienne ont obtenu effectivement que les abattements d'âges soient supprimés et que les jeunes soient simplement payés en fonction de leur travail.

Par contre, lorsqu'il s'agit de certain travail, dans lequel inter-

viennent, pour une grande part, l'expérience et l'ancienneté, il est logique qu'un abattement soit prévu, faute de quoi, si l'on accordait le même salaire aux jeunes qu'aux adultes, on risquerait de rendre impossible l'embauchage des jeunes dans certaines catégories.

Mais ce n'est pas une raison pour imposer des abattements hors de proportion, avec la différence de travail.

Dans cet esprit, il y a déjà un an et demi, la Commission Confédérale des Jeunes, qui n'a pas voulu céder à la démagogie, mais améliorer réellement le sort des jeunes travailleurs, a proposé une réduction de l'abattement sur le salaire des jeunes travailleurs actuellement en vigueur, ces propositions sont les suivantes :

Ages	Semestre	% proposé par la C.C. des « Jeunes »	% actuel	% Augmentation
14 ans	1 ^{er}	40 %	50 %	10 %
	2 ^e	35 %		15 %
15 ans	1 ^{er}	30 %	40 %	10 %
	2 ^e	25 %		15 %
16 ans	1 ^{er}	20 %	30 %	10 %
	2 ^e	15 %		15 %
17 ans	1 ^{er}	10 %	20 %	10 %
	2 ^e	5 %		15 %

Nous avons pu nous féliciter de voir nos propositions reprises par M. Fernand Bouxom, dans une proposition de loi, et ensuite, M. Gérard Duprat, déposer au nom de la Commission du Travail et de la Sécurité Sociale, un rapport reprenant les taux que nous avions proposés.

Les propositions C.F.T.C. ont donc toutes chances d'aboutir et constituent un appréciable pas en avant pour l'amélioration de la situation des jeunes travailleurs. En attendant le vote de la loi, nos propositions ont été reprises utilement dans les projets de conventions collectives de nos Fédérations.

La Commission a examiné aussi un certain nombre de propositions de loi, sur lesquelles elle a donné son avis et son accord :

- celle tendant à faire bénéficier les jeunes travailleurs à domicile d'avantages comparables à ceux reconnus aux jeunes travailleurs du régime général, en matière de congés payés ;
- celle tendant à l'interdiction de l'emploi entre 20 heures et 7 heures des mineurs de 18 ans et des femmes enceintes.

Sur le plan de la documentation, la page des jeunes de *Formation* continue à donner de solides éléments de technique et de pratique syndicales en ce qui concerne, surtout, les problèmes propres aux jeunes travailleurs.

Confiance et espoir, voilà deux conclusions qui réjouiront les aînés qui savent la relève assurée, et les jeunes qui se trouvent chez eux à la C.F.T.C., qui y ont toute leur place et y sont bien défendus.

LOISIRS

La Commission des Loisirs est intervenue dans différents secteurs d'activités.

Radio. — La Commission a continué son action auprès du Ministère de l'Information pour protester contre la nouvelle forme de l'« Emission du Travail », qui a eu pour résultat d'évincer pratiquement les organisations syndicales de la préparation des programmes d'émission.

Cinéma. — Malgré les efforts de la Commission, aucune solution pratique n'est apparue possible dans la centralisation d'un service technique commun de ciné-clubs, alors que cela a pu être réalisé sur le plan tourisme par la création de la Fédération Française du Tourisme.

Sport. — La Commission a constaté le peu d'intérêt que nos camarades portent au sport corporatif, pourtant particulièrement important. Nos possibilités de réalisation seraient assez vastes par l'appui que la Fédération Sportive de France est, depuis longtemps, disposée à nous donner. Là encore, nous sommes à pied d'œuvre pour démarrer le jour où les travailleurs comprendront qu'il est anormal que la F.S.G.T. ait le monopole de l'organisation et des facilités des Comités d'entreprises.

Auberges de Jeunesse. — Devant la situation créée par le Ministère de l'Education à la Jeunesse et aux Sports, la Commission a demandé au Bureau Confédéral de prendre une position de principe.

La C.F.T.C. a été d'accord avec les pouvoirs publics pour admettre le bien fondé d'un organisme national répartissant les fonds ou subventions qui doivent créer, entretenir ou améliorer des auberges à l'intention de toute la jeunesse.

Mais, considérant qu'un organisme technique n'a pas, en prenant un rôle éducatif, à se substituer aux associations d'inspirations diverses, conséquence de la liberté et véritable source de vitalité pour le pays, la C.F.T.C. ne pouvait pas admettre que, seule, la Ligue de l'Enseignement, le Syndicat des Instituteurs, la Fédération Nationale de l'Enseignement, le Centre Laïque des Auberges et de Plein Air puissent entendre gérer cet organisme et exclure toutes les associations d'autres tendances.

La C.F.T.C. s'est élevée contre cette tentative de monopolisation au profit d'une tendance. Elle a accepté de faire partie du Comité de Défense des Auberges, a admis la constitution de la Fédération Française des Auberges de Jeunesse devant regrouper toutes les Associations exclues de la Direction de la Fédération Nationale créée malgré nos protestations, par arrêté ministériel, de M. Morice, Secrétaire d'Etat à l'Enseignement, à la Jeunesse et aux Sports.

Maisons de vacances familiales. — La Commission a participé aux deux réunions de la Commission du Ministère de la Santé et de la Population, chargée de l'élaboration des statuts des Maisons de vacances familiales. Devant un règlement sanitaire particulièrement exigeant, la C.F.T.C. s'est élevée contre tout ce qui pouvait contraindre à l'excès les familles ouvrières et surtout tenterait de les pénaliser vis-à-vis de celles qui peuvent aller à l'hôtel.

Elle a insisté sur l'utilité de ces maisons et les raisons importantes qui devraient inciter le Ministère de la Santé à les aider par des subventions raisonnables.

ACTION GENERALE

Sur un plan plus général, en 1949 et 1950, la Commission a participé aux travaux des Commissions de la Semaine Nationale d'Etudes pour le Tourisme, sous l'égide du Centre National du Tourisme.

Les points suivants ont été à nouveau défendus :

- l'étalement des congés,
- l'allongement des saisons touristiques,
- l'équipement du tourisme social et familial.

Etalement des congés. — Dans le souci de pouvoir trouver des séjours de vacances à des conditions plus abordables, la Commission, dans une réunion présidée par un Inspecteur divisionnaire du Travail, a constaté que les employeurs étaient d'accord pour éviter, dans les centres industriels d'une même région, et surtout de la région parisienne, que les grosses entreprises ferment toutes à la même époque.

Allongement des saisons. — Les hôteliers seraient très désireux que la période des vacances des travailleurs puisse s'étendre de mai à fin septembre et inciteraient aux possibilités de vacances d'hiver qui, dans notre pays, commencent à se développer. Ils seraient disposés à continuer, voire même à augmenter la différence de tarif en période creuse.

La S.N.C.F., par contre, ne veut à aucun prix accentuer les avantages acquis. Sur proposition de la C.F.T.C. de permettre aux membres de la famille de partir avant le bénéficiaire du billet de congé payé, son refus a été catégorique.

La Commission, qui a contribué à obtenir le retour séparé, continuera à agir pour une possibilité de départ séparé.

Equipeement touristique social et familial. — Face à la revendication d'un déblocage de 10 % au moins des crédits globaux prévus au Plan Monnet, le Centre National du Tourisme a fixé, en matière de garanties à apporter en contrepartie des fonds qui seraient prêtés, des exigences telles que les associations ne pourraient obtenir ces prêts qu'au prix des plus grandes difficultés. A l'heure actuelle, aucune somme n'a pu être déblocquée en faveur du Tourisme social et familial.

Subventions. — Avec son souci de voir les subventions équitablement réparties entre les associations, et dans la mesure où il s'agit vraiment de « Tourisme populaire », la C.F.T.C. a vivement protesté contre la répartition de 1950. L'attribution à la Fédération Française du Tourisme Populaire (F.F.T.P.), sans être entièrement satisfaisante, a cependant été améliorée.

Fédération des Loisirs. — La Fédération des Loisirs ne peut être que la coordination des Associations de Loisirs. Ces dernières se sont développées et de nouvelles ont été créées.

Leurs initiatives ont été très variées : culture, théâtre, chorales, sorties, voyages, auberges, maisons de vacances familiales. Leur indépendance d'action s'admet fort bien par la nécessité de s'adapter à la région et aux désirs particuliers de leurs membres. Cependant, quelques-unes (elles sont peu nombreuses) ont su sans aliéner cette indépendance, se relier étroitement à la Fédération des Loisirs.

D'autre part, il faut dire que la Fédération des Loisirs C.F.T.C. est intervenue auprès des pouvoirs publics pour faire agréer, par le Centre National de Tourisme, la F.F.T.P., et que, de ce fait, la Commission Confédérale des Loisirs a été obligée de porter tout son effort sur la mise en route, sans disponibilités financières, du service technique commun à la C.F.T.C., à l'O.C.C.A.J., à la C.N.F.R. et, maintenant, à Témoignage Chrétien.

Cette Fédération Française du Tourisme Populaire, qui a démarré avec la bonne volonté d'une équipe, a connu, en 1950, une activité débordante, avec les voyages en Italie. Cette année, après s'être installée pratiquement, elle va remplir sa mission, à savoir : servir plus spécialement les travailleurs sur le plan du tourisme culturel, social, technique et familial.

Mais il faut que les organismes et les adhérents considèrent que ce service sera ce qu'ils voudront qu'il soit, en connaissant tout aussi bien ses difficultés que ses succès. Ils l'aideront en l'utilisant à plein, en le faisant connaître autour d'eux.

La Fédération des Loisirs étant adhérente à la F.F.T.P., les syndiqués n'ont pas à payer de cotisation pour le Tourisme.

Cette année, un système de bourses permettra à des travailleurs et à des familles, de se déplacer alors qu'ils n'y comptaient pas. Pour développer cette initiative, il faut que ce service technique soit utilisé amplement pour le bénéfice pratique des adhérents et le bénéfice moral des Associations qui se sont engagées pour une réalisation de Tourisme populaire et familial.

NORD-AFRICAINS — METROPOLE

La question de la main-d'œuvre nord-africaine, dans la métropole, est loin d'être résolue. Elle est d'autant plus difficile qu'elle est liée à tout ce qui devrait être amélioré ou réalisé d'abord en Algérie...

Il est évident qu'encore actuellement, de trop nombreux camarades nord-africains, avec le droit que leur donne leur qualité de Français, se déplacent sans savoir au préalable s'il leur sera possible de trouver du travail, d'avoir un toit pour s'abriter et sont tributaires à l'avance du chômage tout autant que de la maladie.

De plus, la législation, différente en matière de sécurité sociale et d'allocations familiales entre la métropole et les départements d'Algérie, est, dans ses répercussions et en raison de ses anomalies, une source de complications engendrant le mécontentement des intéressés.

En février 1950, la Commission était intervenue, sans résultat, pour signaler, entre autres exemples, que l'attribution des allocations familiales dans la métropole, pendant la longue maladie, ne jouait pas pour le Nord-Africain travaillant en France et dont la famille est en Algérie, sous prétexte que la couverture du risque de la « longue maladie » n'existe pas en Algérie.

La Commission Confédérale continue à penser qu'il y a là une injustice. Elle a entendu les points de réserve techniques et financiers des Commissions Confédérales spécialisées en matière de Sécurité Sociale et Allocations Familiales.

L'étude approfondie de notre camarade Chaulet (voir *Formation* décembre 1949) a permis à la Commission de préciser les faits et d'intervenir auprès des pouvoirs publics et parlementaires en démontrant qu'une compensation s'imposait et devait, par un fonds réservé à cet effet, contribuer au développement de centres d'accueil et à des réalisations d'habitat, si simples soient-elles, permettant de vivre avec une hygiène indispensable.

Des propositions de résolution et de loi inspirées de cette étude ont été présentées à l'Assemblée de l'Union Française.

Cependant, la Commission Confédérale constate, depuis plusieurs années, que de nombreux projets traitent de la même question, que de nombreux organismes privés, ministériels ou municipaux, se préoccupent de différentes réalisations, mais qu'en fait, l'amélioration n'est pas sensible.

En 1948, puis en 1949, la Commission est intervenue pour que les pouvoirs publics arrivent à prendre en main, sur le plan national, la coordination des efforts.

Le 30 mai 1949, elle enregistrait avec satisfaction la publication d'un arrêté interministériel instituant la Commission Consultative Nationale pour l'étude des questions nord-africaines.

Cette Commission a commencé à se réunir au mois de mars 1950, sous la présidence du directeur de la main-d'œuvre. Parmi les personnes la constituant, les organisations syndicales C.F.T.C., F.O., C.G.T., C.G.C. y ont un représentant.

Avec la présence des représentants de tous les Ministères intéressés : Education, Santé, Intérieur et Travail, la documentation procurée facilite l'étude et la discussion des questions. La C.F.T.C. a pu prendre position plus spécialement sur la formation professionnelle, l'embauchage et l'habitat, malheureusement, la Commission, depuis mars 1950, ne s'est réunie que trois fois.

Il est à constater que c'est sur le plan municipal que des réalisations pratiques peuvent se faire plus facilement (en admettant que la politique ne s'en serve pas de tremplin). Nos camarades d'Unions Départementales ou d'Unions Locales, qui siègent ou qui peuvent s'intégrer dans des Commissions sociales ou sanitaires, ne doivent pas manquer de représenter la C.F.T.C. avec son sens social et humain, avec le souci, toutefois, de se tenir en rapport avec la Commission Confédérale.

En décembre 1950, l'Inspecteur divisionnaire, Directeur départemental de la Santé de la Seine, Président de la Commission régionale d'action sanitaire et sociale, a commenté l'application de la circulaire n° 159 du Ministère du Travail relative à l'action sanitaire et sociale en faveur des Nord-Africains dans la métropole. Il est apparu, par exemple, que le Préfet de la Seine faisait appel à la Sécurité Sociale pour pouvoir envisager l'extension de foyers dans la banlieue de Paris et le développement de l'action sanitaire.

En conclusion, on a pensé se retourner vers les Allocations Familiales qui, ne se trouvant pas compétentes elles-mêmes, se sont retournées vers les employeurs !

Devant ce problème social, qui reste latent et en attendant la solution générale, il apparaît qu'une amélioration des conditions de vie en Algérie (sanitaire, instruction, formation professionnelle, industrialisation) arrêterait progressivement cette hémorragie de main-d'œuvre, parfois inquiétante, vers la métropole.

En tant qu'organisation syndicale, en dehors de la question sociale qui nous préoccupe, nous ne devons pas perdre de vue que notre propre tâche est d'organiser les Nord-Africains syndicalement sur le terrain de la profession ou de l'industrie, tout autant que dans l'entreprise.

Intégrés dans les mêmes syndicats que tous les autres travailleurs, ils sont à défendre plus que les autres, étant le plus souvent exploités par le patronat : bas salaires, travaux insalubres et pénibles, etc... ou incompris par leurs camarades de travail : tempérament différent, difficulté d'expression, coutumes, etc...

De nombreux travailleurs nord-africains se trouvent véritablement à l'aise dans les rangs de la C.F.T.C. Devant la confiance qu'ils nous ont faite, peut-on dire que nous avons assez fait d'efforts pour les aider ? A-t-on eu suffisamment le souci de leur promotion ouvrière par la formation et la montée de leurs militants ? Est-on allé suffisamment vers tous ceux qui sont encore inorganisés et qui sont à la merci d'une exploitation politique quelconque qui n'a rien de commun avec la défense des intérêts professionnels ?

Les cartes confédérales spéciales ont été beaucoup plus utilisées depuis quelque temps, il n'est pas inutile de rappeler qu'elles facilitent énormément les explications et les formalités de l'adhésion.

De diverses régions de France, nous avons eu connaissance d'actions très intéressantes parce que continues et adaptées. A noter quelques-unes parmi les plus importantes : à Saint-Chamond (métallurgie) ; à Alès ; à la Grand-Combes (mines) ; sur les chantiers des barrages, etc...

SERVICE SOCIAL

Le Service Social a continué ses activités précédentes en étendant et améliorant chacune d'elles.

Le service médical d'entreprise C.F.T.C., installé en janvier 1949, a fonctionné régulièrement tous les mois.

Pendant les années 1949 et 1950, 82 personnes se sont présentées, soit pour visite d'embauche, soit pour demander conseil au docteur, au total 154 consultations ; mais ayant constaté que sur 50 organisations environ ayant leur siège à la M.T.C., 20 seulement ont fait inscrire leur personnel au service médical, et regrettant que nos camarades n'aient pas encore suffisamment pris conscience de leurs responsabilités d'employeurs vis-à-vis de la santé des personnes qu'ils occupent, la Commission du Service Social a décidé, à sa réunion de novembre 1950, qu'une nouvelle circulaire serait envoyée pour rappeler à nos camarades que la loi du 11 octobre 1946 en fait une obligation et qu'il est de notre devoir d'appliquer, dans nos organisations, les réformes sociales que nous demandons pour nos adhérents.

Un projet présenté par la Fédération des Infirmiers et Infirmières,

proposant la création de diverses activités sociales étendues aux adhérents, a été examiné par la Commission.

Le premier point à réaliser serait l'organisation de soins à domicile dispensés par des infirmiers ou infirmières libres de nos organisations. Nos camarades de la Fédération des Infirmiers doivent étudier la mise en place de ce dispositif avec les syndicats intéressés.

Des démarches faites auprès de médecins spécialistes et dentistes habitant le quartier, en vue d'obtenir, pour nos permanents et adhérents, des conditions spéciales sur rendez-vous, ont abouti et donné de bons résultats.

Pour l'arbre de Noël, le nombre d'enfants augmente chaque année. En décembre dernier, nous avons distribué des jouets à 250 enfants de permanents, au cours d'une matinée récréative particulièrement réussie.

Colonie de vacances. — Les demandes, pour la colonie de Cayeux, étant de plus en plus nombreuses et les places limitées, des transformations dans les locaux vont être faites prochainement, l'immeuble dans lequel nous avons installé la colonie en sous-location étant maintenant loué à bail par la C.F.T.C.

En 1950, 41 enfants en ont bénéficié, 20 sont restés deux mois, les 21 autres chacun un mois. Tous sont revenus dans un état sanitaire très satisfaisant, comme en témoigne le certificat du médecin de Cayeux.

Plusieurs familles ayant envoyé un enfant, ont demandé qu'on réserve des places pour que leurs autres enfants puissent également y aller pendant deux mois.

Nos vieux travailleurs ne sont pas oubliés. Une séance, suivie de goûter, auxquels ils viennent nombreux, leur est offerte deux fois par an.

Pour la vente-kermesse, qui a lieu chaque année, nous avons cherché à y intéresser les organisations résidant à la M.T.C., ceci afin que chacune d'elles puisse en bénéficier, aussi bien sur le plan pécuniaire que sur le plan de la propagande.

Nous estimons, en effet, que c'est un moyen d'attirer et d'intéresser, par cette manifestation, des adhérents que nous ne pourrions atteindre autrement.

La diffusion des invitations étant faite par chacune des organisations participantes, est un excellent moyen de propagande directe et en profondeur qui ne peut qu'avoir une heureuse répercussion auprès de nos militants et adhérents. De plus, cette collaboration entre nos organisations sur un plan social ne peut que renforcer l'esprit de solidarité qui règne entre tous.

Nous souhaitons que, dans l'avenir, toutes les organisations de la région parisienne participent à cette manifestation, qui serait alors vraiment une manifestation répondant bien, par son ampleur, à l'importance et l'influence de la C.F.T.C.

VIEUX TRAVAILLEURS

Les conditions de vie des vieux travailleurs ne se sont guère améliorées au cours de l'année 1950, bien au contraire, étant donné l'élévation du coût de la vie.

Nos vieilles et nos vieux ont dû se contenter de vivre avec 3.750 francs par mois, provenant de l'Allocation Vieux Travailleurs Salariés et de 1.875 francs de l'Allocation Temporaire aux Economiquement Faibles.

Certes, une augmentation de cette allocation eut pu être réalisée si les fonds de la Caisse Vieillesse n'avaient pas été utilisés à d'autres fins ; mais de ce fait, un retard d'une année en est résulté.

Le 9 février dernier, l'Assemblée Nationale majorait l'Allocation des Vieux Travailleurs salariés de 7.000 francs par an et l'Allocation Temporaire par voie de conséquence à 3.500 francs, avec application au premier trimestre 1951.

Il est à craindre que cette application éprouve quelque retard, car le Conseil de la République ne semble pas pressé de ratifier ce vote de l'Assemblée Nationale. Les semaines, les mois passent sans que cette opération, pourtant urgente, fassent l'objet de ses délibérations.

D'autre part, depuis longtemps, notre Association était intervenue en vue d'obtenir pour les Vieux Travailleurs, quels qu'ils soient, la réduction du prix d'un voyage sur les réseaux de la S.N.C.F. une fois l'an, pour permettre à ceux-ci d'accomplir un déplacement souvent d'ordre familial. Nous pensions avoir eu satisfaction au mois d'août dernier, étant donné le vote de l'Assemblée Nationale, accordant 30 % de réduction, mais nous étions déçus, car le décret d'application n'étant pas sorti, nos vieux camarades se sont vu refuser cette modeste satisfaction. C'est dire tout l'intérêt que porte les Pouvoirs Publics à l'égard des anciens travailleurs. La question des loyers a fait l'objet également de nos préoccupations et nos adhérents ont pu être documentés sur leurs droits.

L'Association a pris à son compte une résolution de notre section de Lyon réclamant la justice pour la mère de famille ayant élevé trois enfants et qui n'a pu accomplir un travail salarié. Il est normal qu'après le décès de son époux, celle-ci bénéficie de l'allocation entière, lorsqu'elle atteindra 65 ans.

Au cours de son Assemblée générale du 22 janvier dernier, à laquelle participaient les délégués de province, de nombreux problèmes ont été examinés, tendant à améliorer le sort des Vieux Travailleurs. Il a été constaté fort heureusement le développement de notre Association dans les grandes villes de France. Certains groupes se sont constitués mais n'ont pas encore donné leur affiliation à notre Association, nous leur demandons d'accomplir cette formalité le plus tôt possible.

L'Association possède des milliers d'adhérents connus, ce n'est pas suffisant. S'il est facile de s'apitoyer et d'apitoyer les foules sur le sort des « vieux », il doit être aussi aisé d'appuyer l'action de notre Association en s'y intéressant et en créant des groupes. Souvent, ces vieux se dirigent vers des organisations qui ne correspondent nullement à leur idéal, remédions à cette déficience.

Ceci exige évidemment de la part des responsables du mouvement syndical chrétien en province un surcroît de travail, mais ce travail, bien conçu, permettra de constater que notre Mouvement est solidaire de tous les éléments qui le composent et au premier chef, de ceux qui, au déclin de leur vie, désespèrent des conditions qui leur sont imposées.

CHAPITRE VI

PROBLÈMES INTERNATIONAUX

I. — COOPERATION INTERNATIONALE

Pour la première fois depuis fort longtemps, la balance des comptes de la France a été en équilibre au cours de l'année 1950, alors que les années les plus proches avaient été l'occasion d'un déficit considérable.

Déficit des années 1946, 1947, 1948 et 1949, en millions de dollars U.S.A. :

1946	1947	1948	1949	1950
2.048	1.675	1.737	706	équilibre

Ce redressement est intéressant et il est indispensable ; il est intéressant parce qu'il montre que notre économie, malgré ses déficiences, était devenue capable de se survivre. Il était nécessaire car il est bien évident qu'une fois liquidés, un certain nombre de valeurs et de créances dont nous pouvons disposer, sauf à aliéner notre indépendance, il eut été impossible à notre économie d'acheter les matières premières qui lui étaient indispensables.

Certes, l'aide Marshall nous a grandement aidés à franchir la passe difficile, mais bien qu'elle nous ait déjà apporté 2.188.691.000 dollars, elle n'a jamais comblé qu'une partie du déficit de notre balance des comptes.

Cependant, tout n'est pas encourageant dans les éléments qu'il est possible d'analyser. En 1950, notre équilibre a été réalisé parce que nos achats de matières premières ont été, selon nous, insuffisants et que, par contre, nos ventes de matières premières ont été excessives. Si une telle tendance se maintenait, cela aurait pour conséquence d'interdire, ou à tout le moins de freiner, le développement de notre industrie de transformation, c'est-à-dire qu'un chômage très grave se produirait fatalement.

Si nous avons souvent l'occasion de critiquer l'optimisme béat

et de commande des publications officielles, pour une fois soulignons qu'un tel état de chose semble ne pas avoir échappé à l'actuel gouvernement puisque, dans l'exposé des motifs de la loi de finance pour l'exercice 1951, il écrivait ce qui suit :

« Pour la première fois depuis des lustres, et malgré les répercussions de la dévaluation de la livre sterling, le commerce extérieur de la France Métropolitaine tend, en 1950, vers l'équilibre ; à plusieurs reprises au cours de ces derniers mois les exportations vers l'étranger et les territoires d'outre-mer ont couvert à plus de 100 % les importations. Il faut signaler cependant que ce redressement est dû en partie à des facteurs dont le jeu pourrait à long terme s'avérer malsain : réduction des importations d'abord, qui, surtout lorsqu'elle porte sur des achats de matières premières, peut être grosse de difficultés pour l'avenir ; expansion des exportations ensuite, qui, pour quelques produits, peut créer certains problèmes sur le marché français. Il est juste de dire toutefois qu'aucune de ces tendances n'apparaît entrer très nettement dans les résultats des derniers mois. »

Nous avons donc été amenés à examiner très sérieusement les problèmes internationaux et plus spécialement ceux relatifs à la circulation des marchandises et des capitaux.

L'économie moderne ne peut aller sans échanges actifs ; la coopération internationale, spécialement sur le plan économique, n'est qu'un leurre tant que des murailles de Chine interdiront la circulation internationale des marchandises et des hommes.

Cependant, de même que nous estimons qu'un des plus mauvais services rendus à l'économie française vers la fin du XIX^e siècle a été d'assurer à nos producteurs la protection de droits de douane élevés, de même nous estimons que les plus graves dangers que courrait présentement notre économie seraient la suppression immédiate et sans condition des droits de douane et des contingents qui protègent les productions nationales.

Nous estimons que la concurrence internationale est indispensable et qu'elle est un facteur de progrès mais à condition qu'elle ne soit pas illimitée et que l'on n'oublie pas certaines considérations d'intérêt général, à commencer par celle consistant à tenir compte qu'une économie, même artificielle, et surtout si elle est artificielle, ne peut pas se transformer du jour au lendemain, que les étapes sont indispensables et que si aucune ambiguïté ne doit exister sur la libre circulation des produits à réaliser, les étapes indispensables doivent être autant de résultats partiels permettant d'adapter les protections aux progrès réalisés par notre économie et à sa mise en état progressif de résister à la concurrence internationale. Enfin, de toute façon, il est indispensable d'interdire toute concurrence qui se ferait au détriment des travailleurs que ce soit ceux de France ou ceux d'autres pays dont les industriels, pour conquérir des marchés, priveraient leur main-d'œuvre des garanties indispensables ou leur imposeraient des conditions de travail et de salaires inacceptables dans la période présente.

Compte tenu tout spécialement de l'état de tension internationale dans lequel nous vivons, il faut prendre garde à ceux que des mises en communication d'économies, jusque là isolées, n'aient pas pour effet de créer des blocs qui se formeraient à l'intérieur et qui aggraverait encore les graves tensions qui existent.

Ce sont toutes ces préoccupations qui ont été précisées dans la

résolution du Comité National de janvier 1950, sur la libération des échanges internationaux :

A propos des conversations internationales, qui se déroulent actuellement, relatives à la création d'ententes économiques, entre deux ou plusieurs nations, le Comité National de la C.F.T.C. indique, que tout accord de ce genre, de même que toute décision relative à la circulation des marchandises et des capitaux, doivent être subordonnés :

- à l'inclusion de clauses permettant l'adhésion ultérieure de toute nation intéressée ;
- à la réalisation aussi rapide que possible de l'équipement et de la reconstruction du pays ;
- au maintien du niveau de l'emploi et à la lutte contre le chômage ;
- à la continuation du contrôle des mouvements de capitaux.

En conséquence, le Comité National souligne les dangers graves qu'auraient pour l'économie nationale et les moyens d'existence des travailleurs, toute libération des échanges qui n'aurait pas été précédée de l'interdiction de toutes les pratiques industrielles et commerciales tendant à maintenir des prix élevés.

Le Comité National marque la nécessité de conserver la protection des droits de douane et le contrôle de mouvements internationaux de la main-d'œuvre tant que les niveaux d'existence, les charges sociales et d'Etat, les législations fiscales et économiques n'auront pas été harmonisées, dans le sens de l'amélioration du sort des populations défavorisées.

Enfin, il attire tout spécialement l'attention du Gouvernement sur les conséquences très graves que risquent d'avoir sur l'économie de nos T.O.M. certaines mesures de libération d'échanges, risquant de rompre la solidarité d'intérêts liant les différents peuples groupés dans l'Union Française et demande la prise en considération du vœu émis à ce sujet par le Conseil Economique dans sa séance du 12 janvier 1950.

Ce sont ces considérations qui ont dicté notre attitude pour tous les problèmes relatifs à la libération des échanges, que ce soit dans le cadre de l'O.E.C.E. ou à propos du traité d'union douanière entre la France et l'Italie.

II. — COMMISSION SYNDICALE POUR L'E.R.P.

Le rapport moral de notre précédent Congrès mentionnait la constitution de la « Commission Syndicale Consultative pour l'E.R.P. » qui groupait, avec les syndicats américains, les organisations syndicales de 16 pays bénéficiant de l'aide Marshall.

Cette Commission s'est, depuis lors, réunie à PARIS (19-20 janvier 1950), à ROME (17 et 20 avril 1950) et à BRUXELLES (3 novembre 1950) ; la C.F.T.C. a été régulièrement présente à ces réunions.

Depuis le début de 1950, un Comité Spécial a été constitué comportant trois membres titulaires et un suppléant en la personne de notre Président Gaston TESSIER. Ce Comité s'est réuni à BRUXELLES (25 mai 1950) et à PARIS (12 juillet). Un secrétariat permanent a été installé à PARIS avec la collaboration de M. SCHEVENELS.

Une conférence plénière s'est réunie à ROME, du 18 au 20 avril 1950 ; la C.F.T.C. y fut représentée ainsi que F.O. et la C.G.C.

La C.S.C. a accompli un travail considérable depuis l'installation de son secrétariat permanent. Ayant obtenu la reconnaissance officielle de l'O.E.C.E., une coopération très étroite s'en est suivie entre la C.S.C. et les divers organes des Comités techniques de l'O.E.C.E.

De nombreux rapports ont été publiés ainsi qu'un « Bulletin d'information ». La C.S.C. a également participé de façon active à une « campagne éducative en faveur du Plan Marshall ». Nous n'avons pas toujours apprécié, en ce qui nous concerne, la présentation de ces travaux de vulgarisation : affiches et brochures. Quant à l'exposition, si nous avons finalement accepté de la patronner, c'est après avoir marqué notre regret de n'avoir pas été véritablement associés à sa préparation.

Il convient de souligner que la Conférence plénière de Rome adopta une importante déclaration sur la « Reconstruction économique de l'Europe ». Ce document traite de la « pleine utilisation des ressources disponibles », de « l'amélioration des techniques et de l'organisation de la production », de la « libération des échanges », des « paiements », de « la coordination des investissements », de « la main-d'œuvre » ; du problème du « dollar » et de « l'unité européenne ».

UN ACCORD AVEC LA C.I.S.L.

Au cours de la Conférence plénière de Rome, la question fut posée par diverses organisations affiliées à la C.I.S.L. de l'intégration, dans cette internationale, des activités de la C.S.C. Tant à la Conférence qu'aux réunions de la C.S.C. et du Comité Spécial, nos délégués s'opposèrent vigoureusement à cette décision, montrant qu'elle aurait pour effet d'entraîner l'exclusion des syndicats chrétiens de la C.S.C.

Malgré tous nos efforts, le Conseil de la C.I.S.L. décidait le transfert pour la fin de l'année 1950. Il ne nous restait, dans ces conditions qu'à prendre acte, avec regret, de la rupture d'une collaboration que nous avions considéré comme extrêmement satisfaisante et fructueuse. La C.I.S.C. décidait donc la constitution de sa propre C.S.C. et en demandait la reconnaissance officielle à l'O.E.C.E., au même titre que la C.S.C. de la C.I.S.L. Par lettre du 16 janvier 1951, nous sollicitons cette reconnaissance auprès de M. MARJOLIN, Secrétaire Général de l'O.E.C.E., auquel nous précisons que, bien entendu, « dans la mesure où la C.I.S.L., modifierait son point de vue sur la question et rétablirait l'indépendance de la C.S.C., de telle sorte que nous puissions y reprendre place à égalité de droit et avec une possibilité réelle d'expression, la C.I.S.C. renoncerait à la constitution d'une Commission particulière ».

La question fut, une fois de plus, évoquée à la dernière réunion de la C.S.C. ancienne formule, à Bruxelles, les 30 et 31 janvier, le

rapport du secrétaire W. SCHEVENELS résume assez bien la question :

« Bien que le Comité Exécutif et le Conseil de l'O.E.C.E. n'aient pas encore été consultés, les hauts fonctionnaires de l'O.E.C.E. sont d'avis que la reconnaissance de deux organismes consultatifs distincts des travailleurs organisés est hors de question. L'O.E.C.E. envisagerait même de retirer plutôt la reconnaissance officielle de la C.S.C. que d'accepter un deuxième organisme syndical consultatif des syndicats chrétiens. L'O.E.C.E. souhaite la collaboration d'un organe consultatif unique englobant tous les syndicats de l'Europe occidentale, et serait, par conséquent, en faveur d'une solution satisfaisante entre la C.S.C. et les syndicats chrétiens permettant à ceux-ci de rester dans la Commission Syndicale Consultative ».

En fait, après divers pourparlers, la « Commission Régionale pour l'Europe de la C.I.S.L. devait donner un avis favorable pour que la C.S.C. continue de fonctionner dans sa forme actuelle. Le Secrétaire W. SCHEVENELS, par lettre du 19 février au Président de la C.I.S.C., précisait : « Bien entendu, nous sommes d'accord avec votre interprétation de la formule agréée, à savoir que vous aurez, de plein droit, votre part dans les interventions, démarches et délégations de la C.S.C., que vous participerez, comme par le passé, à toutes ses activités, comme par exemple au prochain envoi de techniciens européens aux Etats-Unis ».

Pour ce qui est des réunions de la C.S.C. celles-ci se tiendront aussi régulièrement que possible, comme par le passé, et sur convocation suffisamment à l'avance ».

Le Bureau de la C.I.S.C. ayant donné un avis favorable à la proposition de la « Commission Régionale pour l'Europe » de la C.I.S.L., il ne restait plus qu'à attendre l'accord définitif et nécessaire du Comité Exécutif de cette organisation.

Cet accord nous a été donné par circulaire du 31 mars 1951, après décision du Comité Exécutif de la C.I.S.L. La C.S.C. de l'E.R.P. continuera donc de jouir d'une totale indépendance et comprendra, comme par le passé, les organisations syndicales chrétiennes.

Ainsi se trouve réglée de façon satisfaisante, sur un point important, tout comme elle l'a été en ce qui concerne le Plan Schuman, l'épineuse question de la collaboration de la C.I.S.L. et de la C.I.S.C. selon les vœux mêmes du Comité National de la C.F.T.C. Il est bon de souligner que les délégués des organisations américaines A.F.L. et C.I.O. ont appuyé fortement dans le sens de cette collaboration.

III. — PLAN SCHUMAN

La C.F.T.C. a attaché et attache toujours une grande importance à l'organisation européenne du charbon et de l'acier très souvent dénommée « Plan Schuman ». C'est une question qui fut suivie très attentivement puisque, 6 circulaires, 7 documents, dont certains très copieux, auxquels s'ajoute une étude parue dans « Formation » ont fait connaître dans le détail nos positions.

De plus, le Comité National de janvier 1950 a consacré une de ses séances à ce même problème.

C'est au début de mai 1950 que les propositions initiales furent faites :

Le Bureau Confédéral a procédé à un premier examen de la proposition Schuman de pool franco-allemand du charbon et de l'acier.

Constatant l'insuffisance actuelle des informations et l'imprécision d'un projet dont l'intérêt est, à tous égards, évident, il a décidé d'entreprendre, sur le plan national et international, une étude approfondie de la question.

Dès à présent, il a revendiqué la représentation des organisations syndicales dans les institutions prévues de telle sorte que les intérêts des travailleurs soient, non seulement, sauvegardés, mais que leurs conditions de vie soient améliorées.

Et dès que les lignes générales du projet furent connues, c'est-à-dire en juillet, le Bureau Confédéral précisait sa position :

Il a examiné ensuite les informations relatives au plan Schuman, venues à sa connaissance.

Constatant que ce projet vient, fort opportunément, en discussion à un moment où les industriels de la sidérurgie désirent reconstituer le cartel international de l'acier, le Bureau Confédéral a approuvé l'esprit des propositions qui tendaient à remettre un certain pouvoir de surveillance et de décision à une autorité internationale représentant l'intérêt général.

Toutefois, soulignant que les intérêts économiques ne sont pas seuls en cause, mais en même temps et surtout des intérêts sociaux et humains, il déclare que son accord de principe ne vaut que dans la mesure où les problèmes de l'élévation du standard de vie des travailleurs et du niveau de leur emploi seront considérés en premier lieu, et dans celles où les organisations syndicales auront, à tout moment, la possibilité de veiller à la défense des situations dont elles ont la garde.

Gaston TESSIER a été appelé par M. R. SCHUMAN à participer aux travaux de la délégation française ; il a été assisté de LEVARD, ENGEL pour les mineurs et WILLAME pour la sidérurgie.

En fait, l'expérience a montré qu'il était difficile de coopérer avec les personnes qui, du côté français, menèrent les négociations. Il est de fait que les professionnels étrangers, salariés et patrons, avaient plus facilement accès auprès de leur chef de délégation que ne l'eurent les salariés et patrons français. Ces difficultés pratiques de fonctionnement de notre délégation ne doivent pas cependant cacher l'intérêt fondamental d'une organisation internationale au service d'une meilleure production et du progrès social.

En résumé, la proposition française apparaît comme étant une de ces structures nouvelles qu'il est nécessaire de mettre au point si nous voulons sortir du capitalisme libéral.

Des expériences fort diverses de nationalisation ont été faites dans différents pays. La Haute Autorité, sur des formules différentes, tend à être une organisation professionnelle débordant le cadre national et qui, par conséquent, aura à résoudre, et nous voulons que ce soit de façon heureuse, non seulement les problèmes d'équilibre social et économique que chaque nation a à résoudre pour son propre compte, mais, en même temps, de mettre un terme à tous les obsta-

cles qui s'opposent à la libre circulation des marchandises et des hommes sans que ce soit au détriment du bien-être de tous.

Il faut reconnaître que la proposition française a donné une actualité nouvelle et un intérêt supplémentaire aux liaisons syndicales sur le plan international. Pendant la période active des discussions, la C.I.S.C. a installé un secrétariat à Paris. Nos Fédérations intéressées multiplièrent leurs contacts et tant lors d'une conférence des Internationales des mines, de la métallurgie et des employés et cadres qui se tint à Bruxelles en novembre que lors du Conseil de la C.I.S.C. à Angers, en décembre, des positions fort précises furent mises au point.

Mais en même temps l'activité syndicale prit la forme d'une coopération entre nos organisations internationales et la C.I.S.L., coopération qui aboutit à la mise au point d'un protocole d'accord et à une action commune des deux internationales pour toutes les questions relatives à la mise en œuvre de l'organisation internationale du charbon et de l'acier.

L'accord intervenu a pris la forme suivante :

1° la personnalité de la Haute Autorité ayant la confiance des syndicalistes sera choisie par la C.I.S.L. et présentée à l'agrément de la C.I.S.C. pour proposition commune au Conseil des Ministres ;

2° la représentation de la C.I.S.L. au Comité consultatif sera de 11 membres et celle de la C.I.S.C. de 4 membres ;

3° les organisations demandent qu'à la Cour de Justice soit nommée une personnalité ayant la confiance des syndicalistes. Cette personnalité sera choisie par la C.I.S.C. et présentée à l'agrément de la C.I.S.L. pour proposition commune au Conseil des Ministres.

IV. — LE SYNDICALISME CHRETIEN INTERNATIONAL

LE CONGRES DE LA C.I.S.C.

La Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens, la plus ancienne des internationales syndicales, a tenu à Lyon, du 31 mai au 2 juin 1949, son X^e Congrès International. L'issue de ses délibérations fut marquée par le vote d'importantes résolutions définissant les droits essentiels de la personne du Travailleur dans la famille, la profession et la société. En voici les principaux passages :

« L'épanouissement du travailleur dans sa famille exige des conditions de travail qui sauvegardent la dignité humaine et lui permettent, sa tâche accomplie, de participer pleinement à la vie familiale, en y remplissant son rôle d'éducateur, d'époux et de père.

« Pour que cette vie familiale puisse se développer dans des conditions favorables, il faut que le travailleur dispose d'une habitation assurant l'espace et le confort nécessaires.

« Son travail doit lui laisser, avec la satisfaction du devoir accompli, la certitude d'obtenir de la communauté à laquelle il a collaboré, les ressources nécessaires pour assurer le bien-être des siens.

« Dès lors, étant donné la valeur sociale et économique du travail de la femme au foyer, et afin de sauvegarder son droit d'accomplir sa mission d'épouse et de mère, à laquelle elle doit être préparée, les ressources doivent, notamment par des compléments familiaux, répondre à la situation du ménage.

« D'autre part, l'éducation doit être conçue, l'enseignement et l'instruction doivent être organisés de façon telle que les enfants, quelle que soit la situation sociale de leurs parents, aient des possibilités d'épanouissement de leur personne, de plein développement de leurs capacités, leurs chances d'accès aux fonctions dirigeantes qui y correspondent.

« Au surplus, il faut promouvoir le développement physique, intellectuel et spirituel du travailleur. Il faut, dans le respect de sa liberté d'action et de pensée, lui faciliter l'accès de ces richesses qui constituent l'élément principal de l'épanouissement de sa personne.

« Il faut lui assurer les loisirs, les vacances, les moyens financiers, qui permettent à lui-même et à sa famille, d'en bénéficier pleinement et sans souci.

« La valeur de l'apport-travail et la collaboration du travailleur à l'entreprise et à la profession, impliquent un droit à une sécurité d'existence pour le travailleur et sa famille.

« Cette sécurité ne peut être garantie dans le cadre actuel du contrat de travail ou d'emploi. Ce régime est dépassé.

« Afin qu'une sécurité d'existence soit garantie, les travailleurs, faisant partie intégrante de l'entreprise, devront bénéficier de garanties contractuelles les associant aux décisions de l'entreprise, ce qui requiert la réforme juridique des sociétés.

« Par le Conseil d'entreprise, le contrôle financier, la co-direction pour arriver à la co-gestion, le travailleur trouvera dans un nouveau statut d'entreprise la pleine garantie d'un partage équitable qui lui réservera les ressources nécessaires pour s'assurer une existence décente; ainsi la personne humaine obtiendra dans l'entreprise la place qui lui revient.

« Si le travailleur organisé détient une responsabilité dans l'entreprise, l'organisation de la profession, à laquelle il doit participer par l'intermédiaire de ses organisations syndicales, reste pour lui de la plus haute importance. A ce stade, une co-direction s'impose qui, par corollaire, appelle la participation des travailleurs aux organes directeurs de l'économie à l'échelon national. »

L'ACTIVITE INTERNATIONALE

Parmi les autres réunions de notre Internationale, mentionnons celle du Bureau, les 25 et 26 octobre 1950 à Paris, qui, « renouvelant l'approbation de principe que la C.I.S.C. avait donnée à un début d'organisation économique de l'Europe, par le pool charbon-acier, a manifesté une vive préoccupation à l'égard des intérêts

sociaux, notamment quant à la représentation des travailleurs dans les organismes d'application du plan Schuman ».

C'est dans ce but qu'une conférence des organisations syndicales chrétiennes, directement intéressées à la question, se réunit à Bruxelles les 16 et 17 novembre.

On lira par ailleurs les travaux engagés sur l'initiative de la C.I.S.C. au sujet de ce plan Schuman, et qui ont amené une collaboration avec les syndicats affiliés à la C.I.S.L. A Paris, au siège de la C.F.T.C., un secrétariat international a été constitué, afin de suivre les délibérations relatives à la mise en application de ce plan.

Les 20 et 21 décembre 1950, la C.I.S.C. réunit son Conseil à Angers. Dans les débats autour du rapport moral se manifesta nettement l'inquiétude du syndicalisme chrétien au sujet de la paix menacée. Aussi, le Conseil adopta-t-il la résolution suivante :

LA C.I.S.C. ET LA PAIX

« Le Conseil de la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens, réuni à Angers les 20 et 21 décembre 1950,

— Constate l'angoisse qui, de nouveau, étroit le monde en face des graves périls menaçant la paix et considère que la méconnaissance des valeurs chrétiennes est la cause la plus profonde de la situation actuelle ;

— Proclame que, si la sauvegarde des droits fondamentaux et des libertés essentielles qui donnent à l'existence humaine sa raison d'être et son prix, entraîne des sacrifices, ceux-ci doivent respecter la justice sociale, seule base d'une paix universelle et durable ;

— Affirme en particulier que les travailleurs ne sauraient admettre qu'on profitât de ces circonstances pour pratiquer une politique de régression vis-à-vis d'eux et de leurs organisations ;

— Adjure les dirigeants responsables de redoubler leurs efforts pour préserver la liberté et le respect de la personnalité humaine et, de la sorte, éviter une conflagration plus désastreuse encore que les précédentes ;

— Estime qu'une organisation juridique des rapports internationaux demeure possible sur des bases d'équité et de fraternité ;

— Suggère l'instauration d'un tel régime qui, par des voies normales de désarmement universel, simultané, contrôlé et sanctionné, permette de réduire progressivement la charge des dépenses improductives au profit des budgets sociaux, dont l'importance, vitale à tous égards, doit être plus que jamais admise dans un sens continu d'élévation humaine, personnelle et familiale. »

LA C.I.S.C. ET LE « PLAN SCHUMAN »

« Le Conseil de la C.I.S.C. confirme les résolutions favorables à la création d'une organisation européenne du charbon et de l'acier qui furent prises tant par son bureau que par la Conférence des Internationales professionnelles des 15, 16 et 17 novembre 1950 à Bruxelles.

« Voit dans cette organisation un moyen permettant tout à la fois de favoriser la coopération internationale, d'augmenter la quan-

tité de produits mis à la disposition des consommateurs, d'améliorer le standard de vie des populations européennes, en commençant par celui des travailleurs intéressés.

« Déclare que si le texte même du traité à intervenir est très important, l'esprit dans lequel il sera appliqué ne l'est pas moins.

« Rappelle que les travailleurs sont peu satisfaits de leur situation présente, non seulement à cause de l'insuffisance de leur pouvoir d'achat ; mais aussi parce que la place qui leur est faite, ainsi qu'à leurs syndicats, dans les professions et dans l'Economie, n'est pas toujours équitable.

« Souhaite que le pool du charbon et de l'acier soit un facteur de progrès et de paix sociale et, en conséquence, réclame que toutes dispositions soient prises pour que les organisations ouvrières aient une participation effective et suffisante dans la haute autorité et dans les différentes institutions prévues.

« Insiste pour que toutes les possibilités qui s'offrent soient utilisées en tout premier lieu pour l'amélioration des conditions de travail et du statut professionnel des travailleurs directement intéressés, ainsi que pour le relèvement général du standard de vie des peuples de l'Europe.

« Met en garde contre l'influence néfaste des cartels internationaux et nationaux dont l'action, dans le passé a été fort contraire à l'intérêt général ; prend la ferme résolution de combattre cette influence par tous les moyens dont il dispose et engage les gouvernements à prendre toutes précautions à ce sujet.

« Mandate son bureau pour que, compte tenu de l'importance déterminante des organisations syndicales chrétiennes dans la plupart des pays intéressés et de la nécessité de défendre l'homme, la famille et leurs moyens d'existence, il fasse toutes les démarches utiles pour que le syndicalisme chrétien obtienne une place satisfaisante dans la représentation prévue pour les salariés dans l'organisation européenne du charbon et de l'acier.

LES EXILES

Le rapport de la Commission des exilés, qui avait soumis au Conseil un projet d'organisation des groupements des travailleurs chrétiens en exil, dans le cadre de la C.I.S.C., fut approuvé sans opposition. Le Bureau de la C.I.S.C. fut chargé de la mise en œuvre de ce projet, en collaboration avec la Commission des exilés.

C'est sous le patronage de la C.I.S.C. qu'eut lieu à Paris, au siège de la C.F.T.C., les 31 mars et 1^{er} avril, la « Première Conférence des Syndicalistes Chrétiens Libres de l'Europe Centrale et Orientale, des Pays Baltes et Balkaniques ». Cette manifestation, qui obtint le plus grand succès, réunit les délégués des treize sections étrangères de la C.F.T.C., et ceux venus de Belgique, de Hollande, de Luxembourg, de Suisse, d'Autriche et d'Angleterre. La conférence a étudié les problèmes d'ordre juridique, économique et social propres aux travailleurs réfugiés.

V. — C.I.S.L.

Notre précédent rapport moral avait mentionné la scission opérée au sein de la Fédération Syndicale Mondiale (F.S.M.) en janvier 1949.

Des pourparlers s'engagèrent presque immédiatement entre les représentants des syndicats américains : C.I.O., A.F.L., ceux des T.U.C. britanniques et des « Secrétariats Professionnels Internationaux », en vue de préparer leur regroupement en une nouvelle internationale « libre ».

Sans attendre, la convocation d'une nouvelle conférence mondiale, le Conseil de la C.I.S.C., sur la proposition de son bureau, avait pris position :

« Le Conseil de la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens, réuni à Bruxelles le 5 avril 1949, a pris connaissance du rapport de son Bureau sur la récente évolution intervenue dans le syndicalisme mondial.

« La C.I.S.C., à qui ses principes assurent l'unité, suit néanmoins avec un vif intérêt les tentatives de regroupement de ses forces syndicales.

« Rappelle que le mouvement syndical chrétien, dans le respect de sa légitime autonomie, de son esprit et de ses méthodes propres, a toujours été disposé à établir des collaborations avec d'autres groupements syndicaux présentant des garanties sérieuses de liberté et de loyauté. »

C'est à l'occasion de la Conférence Internationale du Travail de Genève, en juin 1949, qu'eut lieu la première réunion des centrales qui s'étaient successivement retirées de la F.S.M. Les organisateurs demandèrent à la C.I.S.C. d'envoyer des observateurs, ce qui fut fait en la personne de G. Tessier et P.J.S. Serrarens, Président et Secrétaire Général de la C.I.S.C.

L'Assemblée de Genève nomma un Comité préparatoire dont le secrétariat fut confié à V. Tewson, des T.U.C., qui devait élaborer les statuts, le programme de la nouvelle Internationale, et établir la liste des organisations qui seraient convoquées à la conférence constitutive de cette nouvelle Internationale.

Ce comité fut réuni à Londres du 25 au 29 juillet. Il décida d'inviter non plus la C.I.S.C. en tant que telle, mais individuellement les Confédérations nationales chrétiennes, sous réserve que cette invitation ne fasse l'objet d'aucune opposition préalable des autres centrales nationales existant dans les pays en question et susceptibles d'adhérer à la nouvelle Internationale ! A l'exclusion de Force Ouvrière, qui donna son accord à la convocation de la C.F.T.C., toutes les autres centrales s'opposèrent à la convocation des organisations syndicales chrétiennes.

La C.I.S.C. adressa, le 14 octobre, au secrétaire du Comité préparatoire, une lettre pour « regretter l'attitude prise par certaines Confédérations nationales, éliminant *a priori* les organisations chrétiennes de ces pays de toute collaboration avec la nouvelle internationale syndicale. Cette attitude, ajoutait la C.I.S.C., nous paraît être en contradiction avec la base de liberté et de démocratie dont vous vous réclamez ».

Au cours de sa session d'octobre le Bureau Confédéral décidait que la C.F.T.C. accepterait l'invitation qui lui était faite et qu'elle déposerait le cautionnement requis pour participer de plein droit à la conférence syndicale. Il décidait également que la C.F.T.C. élèverait, à Londres, une vigoureuse protestation contre la discrimination faite à l'égard des organisations syndicales chrétiennes et que si la conférence maintenait à cet égard le point de vue du Comité préparatoire, la C.F.T.C. se retirerait de la conférence.

Le Bureau Confédéral précisait, en outre, que la délégation confédérale ne serait pas habilitée à prendre de décision dans le sens d'une affiliation, cette question devant, en toute hypothèse, revenir devant le Bureau Confédéral.

LA CONFERENCE DE LONDRES

C'est le 28 novembre que s'est ouverte, à Londres, la Conférence Mondiale du Travail. Dès la première réunion, le secrétaire général de la C.F.T.C. prit la parole pour protester contre la non invitation des organisations syndicales chrétiennes dans une conférence qui déclare s'ouvrir à toutes les organisations libres et démocratiques. Il insistait pour que la Conférence décide leur convocation immédiate.

Au nom de la Commission des mandats, saisie de la question, Evans des T.U.C. rapportait la proposition suivante :

La Conférence décide que les centrales syndicales nationales chrétiennes, qui n'ont pas été invitées à la Conférence, mais, qui sont affiliées à la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens, soient invitées à participer avec droits égaux et responsabilités égales à la présente Conférence et au Congrès constitutif, étant entendu qu'avant le prochain Congrès qui doit avoir lieu d'ici deux ans, ces centrales, de même que toutes les autres organisations affiliées, accepteront et appliqueront le principe de l'affiliation à une seule internationale syndicale.

G. Tessier, au nom de la délégation C.F.T.C., fit alors la déclaration suivante :

C'est avec un vif intérêt que nous avons écouté le judicieux rapport du camarade Evans et que nous avons pris acte des conclusions auxquelles est parvenue la Commission de Vérification des Mandats, pour ce qui concerne les organisations syndicales chrétiennes

En donnant une participation active aux travaux de la présente Conférence, la C.F.T.C. avait manifesté, de façon tangible, la volonté, précédemment affirmée, de voir s'établir une coopération loyale, cordiale, entre toutes les forces syndicales vraiment libres.

Dans le sens même de la pensée démocratique qui est à la base de notre actuelle réunion, il est évident que nulle organisation ne pourrait être appelée à souscrire à des engagements sur lesquels ses instances directrices n'auraient pas eu la possibilité matérielle de délibérer.

Nous espérons que la Conférence ratifiera, par un vote unanime, la proposition de la Commission ; nous souhaitons qu'une entente confiante et efficace puisse ainsi se réaliser, de plus en plus, dans la ligne de progrès intellectuel, moral, social, économique, qui est

celle de la démocratie et que notre mouvement, parmi d'autres, a la fierté d'avoir toujours suivie depuis plus de soixante ans.

Le projet de résolution fut adopté par 46 voix contre 8 et les diverses organisations syndicales chrétiennes convoquées par télégramme.

La plupart d'entr'elles s'excusèrent faute de délai suffisant, et finalement seul un représentant de la Confédération des Syndicats Chrétiens de Belgique siégea aux côtés des délégués de la C.F.T.C.

Il convient de souligner que la délégation C.F.T.C. prit une part active aux travaux de la Conférence, notamment en ce qui concerne l'élaboration des statuts.

Le 7 décembre, la Conférence se transforma en Congrès constitutif de la Confédération Internationale des Syndicats Libres (C.I.S.L.). A ce moment, les délégués de la C.F.T.C. de même que ceux de la C.S.C. de Belgique, prirent la position d'observateurs afin de ne pas être engagés au delà des pouvoirs qu'ils avaient reçus de leurs organismes directeurs.

POSITION DE LA C.F.T.C.

Le 18 décembre 1949, le Bureau Confédéral votait la motion suivante :

Après avoir entendu un exposé relatif à la « Conférence Mondiale du Travail », qui s'est tenue à Londres du 29 novembre au 7 décembre, et au Congrès constitutif d'une nouvelle « Confédération Internationale des Syndicats Libres », qui a eu lieu dans la même ville,

Approuve l'attitude adoptée et les déclarations faites par les représentants de la C.F.T.C. à ces réunions ;

Estime que l'état de l'opinion ouvrière, en France, exige beaucoup de prudence à l'égard de toute affiliation nouvelle pouvant impliquer un parti pris doctrinal ou politique ;

Emet le vœu que des relations cordiales puissent être établies, au plan international, entre toutes les organisations syndicales admettant certains principes humains de liberté et de dignité ;

Demande à la C.I.S.C. de se saisir d'urgence de cette question ; lui réitère l'expression de sa fidélité et de sa confiance. »

De son côté, le Bureau de la C.I.S.C. décidait, le 23 décembre, de convoquer une session de son Conseil afin d'examiner, entre autres, l'attitude que la C.I.S.C. devrait prendre à l'égard de la C.I.S.L.

Par lettre commune, la C.F.T.C. et la C.S.C. belge ont demandé, le 27 janvier, à M. Finet, Président de la C.I.S.L., que soient préservés leurs droits au remboursement du cautionnement versé par elles au moment de la Conférence de Londres, jusqu'au moment où interviendrait la décision des centrales chrétiennes sur l'affiliation éventuelle à la C.I.S.L.

Le 16 avril, après avis du Comité National, le Bureau Confédéral de la C.F.T.C. « donne mandat à la délégation de la C.F.T.C. au Conseil de la C.I.S.C. de préconiser toute formule de collaboration si possible organique, en tout cas cordiale, avec la C.I.S.L. pourvu qu'une telle formule préserve l'autonomie et l'indépendance de la

C.I.S.C., des Confédérations nationales et des Fédérations internationales de métier qui lui sont affiliées ».

Réuni les 21 et 22 avril suivants, le Conseil de la C.I.S.C. votait, à l'unanimité, la résolution suivante :

Le Conseil de la C.I.S.C., réuni à Bruxelles les 21 et 22 avril 1950,

— Ayant examiné l'évolution du syndicalisme international par laquelle diverses organisations syndicales ont décidé de rompre avec la Fédération Syndicale Mondiale, refusant ainsi de servir d'instruments à la politique communiste,

— Salue, dans cet esprit, la fondation de la Confédération Internationale des Syndicats Libres qui groupe un grand nombre d'organisations syndicales libres et démocratiques.

— Se déclare prêt à examiner, avec la C.I.S.L., les modalités d'une collaboration dans le domaine international et charge son bureau de faire les démarches nécessaires à cet effet.

Par lettre en date du 16 mai, le secrétariat de la C.I.S.C. communiquait le texte intégral de cette résolution à la C.I.S.L., en « espérant que le Bureau exécutif de la C.I.S.L. trouvera l'occasion d'examiner cette résolution lors de la prochaine réunion ».

Ce n'est que le 21 septembre que M. OLDENBROEK, secrétaire général de la C.I.S.L. répondait que : « *notre Comité Exécutif a décidé, à l'unanimité, de ne pas donner suite, pour le moment, à vos propositions, mais de faire rapport à notre prochain Congrès.* »

G. TESSIER au titre de président de la C.I.S.C. adressait, le 4 octobre dernier, une lettre à M. OLDENBROEK, insistant notamment sur le fait que : « *la C.F.T.C. comme la C.I.S.C. avaient exprimé le désir que des relations confiantes puissent être établies avec la C.I.S.L., cela aurait supposé, à tout le moins, un entretien préalable au lieu de la fin de non-recevoir que vous avez notifié à la C.I.S.C., avec plusieurs mois de retard.* »

Le secrétaire général de la C.I.S.L. répondit le 18 octobre : qu'il ne manquerait pas « *de soumettre toutes les communications que vous pourriez nous faire aux organes exécutifs de la C.I.S.L. Notre Comité Exécutif n'a pris aucune décision sur la principe de la collaboration avec les organisations internationales qui poursuivent les mêmes objectifs que la C.I.S.L.*

Il ne désire que soumettre la question au prochain Congrès qui se tiendra en juillet 1951. Si votre Internationale ou une quelconque des organisations qui vous sont affiliées venait à modifier son attitude, je ne manquerais pas de porter ce fait dans mon rapport. »

Enfin, G. TESSIER écrivait le 31 octobre : « *Je constate que le vœu avait été exprimé, de notre côté, qu'une entente s'établisse entre les deux Confédérations internationales ; après plusieurs mois de silence, vous nous renvoyez à votre prochain Congrès, en juillet 1951.*

Est-ce bien cela ?... Au demeurant, je ne veux pas exclure l'espoir que des rencontres, fortuites ou préparées, permettront d'amorcer une solution meilleure, plus rapide et plus positive ! »

Les relations en étaient à ce point quand elles se concrétisèrent à l'occasion de deux faits importants rapportés par ailleurs :

— la collaboration syndicale au Plan Schuman de pool charbon-acier ;

— le nouveau statut de la Commission syndicale consultative de l'I.R.P.

On a lu, par ailleurs, l'action entreprise à ce sujet par la C.F.T.C. et la C.I.S.C., avec le souci constant de maintenir, dans le cadre de l'action professionnelle et de la représentation du mouvement ouvrier, les rapports les plus étroits avec la C.I.S.L. et on constatera, avec satisfaction, qu'une collaboration semble désormais possible entre les deux internationales.

VI. — L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Outre les réunions habituelles des Commissions d'industrie auxquelles les délégués de nos fédérations participent de plus en plus, souvent même avec titres de délégués titulaires ouvriers du fait de l'abstention de la C.G.T., il convient de mentionner la tenue, à Ceylan, en janvier 1950, de la Conférence régionale asiatique. Le Président Confédéral qui y assista au titre de délégué ouvrier, fit une importante intervention sur la politique démographique. Résumant sa pensée, Gaston TESSIER déclara, à propos de la discussion du rapport présenté par le Directeur Général du B.I.T., M. David A. MORSE :

« *A regret, je me vois obligé de mentionner que les solutions esquissées aux pages 61 à 63 du texte français ne recueilleront pas le même assentiment, ne fut-ce qu'en raison de leur caractère imprécis et même négatif. Elles semblent se résumer, en effet, à « freiner l'accroissement de la population » ; et le chapitre conclut que « le problème de l'élévation du niveau de vie des travailleurs d'Asie consiste essentiellement à trouver les moyens de porter à son maximum le rythme d'accroissement de la production nationale et de réduire à son minimum le délai entre la réduction des taux de mortalité et la baisse des taux de natalité.*

« *Vraiment, tout ce passage rend un son de pessimisme et presque de matérialisme que je ne crois pas être dans la pensée véritable de l'auteur, ni dans la tradition de l'organisation internationale du travail. Une politique démographique positive cela s'entend certainement d'autre manière que dans le sens d'une restriction plus ou moins scientifique de la natalité selon des procédés que réprouve le droit naturel et que condamne l'enseignement de plusieurs grandes religions.*

« *Le devoir social est de faire confiance à la vie. En dépit de toutes les apparences, la plus grande, la principale richesse d'une valeur incomparable, c'est la population même, l'humanité douloureuse et pourtant conquérante, avec toutes ses possibilités. Le devoir social est de faire confiance à la vie, non de lui opposer des barrages artificiels. Au surplus, l'enfant qu'on empêcherait de naître n'aurait-il pas été demain, le génie qui eût transformé le monde ? »*

La 33^e Conférence Internationale du Travail a siégé à Genève, du

7 juin au 1^{er} juillet 1950 ; la C.F.T.C. y comptait 3 conseillers techniques ouvriers. Les problèmes de la productivité, du chômage, de la formation professionnelle des adultes, des conditions de travail dans l'agriculture, de l'égalité de salaires entre les hommes et les femmes exécutant un travail de valeur égale, donnèrent lieu notamment à de larges débats.

— A Elisabethville, en juillet 1950, a siégé la deuxième Conférence inter-africaine de l'O.I.T. qui s'est préoccupée essentiellement des conditions de travail dans les territoires d'outre-mer.

— C'est encore avec le titre de délégué ouvrier que la C.F.T.C. participa, en la personne d'un de ses délégués confédéraux d'outre-mer, à la Conférence des Plantations, organisée sous les auspices de l'O.I.T. à Bandung, en Indonésie, en décembre 1950.

Enfin, nous devons enregistrer l'entrée de notre camarade Théo GRINEVALD dans le service des « relations ouvrières » du B.I.T. en remplacement de notre camarade Jean BRODIER appelé à d'autres fonctions.

O.N.U.

Par l'intermédiaire de la C.I.S.C., les organisations syndicales chrétiennes collaborent étroitement aux travaux de l'Organisation des Nations Unies, notamment pour les questions qui ressortissent à la compétence du Conseil Economique et Social. Le Président Confédéral a fait partie de la délégation française à la dernière session du Conseil qui a eu lieu à Santiago du Chili.

Sur le plan français, la C.F.T.C. participe aux activités du Comité de liaison des organisations non gouvernementales.

CONCLUSION

A l'heure où nous devons terminer ce rapport moral, pour remplir les obligations statutaires, la classe ouvrière vient d'obtenir, grâce à l'appui des organisations du secteur public et nationalisé et à l'énergie déployée par la C.F.T.C., une amélioration notable des salaires.

Nous ne devons pas, toutefois, nous faire d'illusion ; une partie de ces avantages peut nous être arrachée par l'augmentation consécutive des prix.

Notre action ne connaîtra donc aucun répit jusqu'au moment où, dans la loi sur les conventions collectives, comme dans les conventions collectives elles-mêmes et les accords de salaires, nous aurons obtenu une formule d'échelle mobile garantissant le maintien de notre pouvoir d'achat.

Nous avons longtemps hésité avant de mettre cette revendication au premier plan de notre programme, car nous ne méconnaissons pas ses dangers. Nous ne l'avons fait, en définitive, qu'après avoir abouti à deux constatations essentielles :

— malgré tous nos efforts nous avons, de 1947 à 1949, perdu la bataille des prix. Tant qu'il n'existera pas, au Parlement et au Gouvernement, une majorité cohérente, ayant la volonté et le pouvoir de répartir, selon la justice sociale, les sacrifices que les nécessités nationales (reconstruction, plan d'équipement et de modernisation) ou internationales (coopération internationale, défense nationale) justifient ou imposent, nous ne pouvons espérer voir nos solutions retenues sur le plan économique, monétaire, fiscal ;

— malgré les efforts de la classe ouvrière, qui ont permis de faire passer les indices de production à 140 (1) et d'améliorer, de mois en mois, la productivité, le niveau de vie des travailleurs n'a jamais cessé de baisser, en dépit des hausses de salaires. Là encore nous ne pouvons donc espérer, comme nous le souhaitons, que l'élévation de la productivité profite à la masse des salariés et des consommateurs, tant que nous nous heurterons aux coalitions, aux ententes, aux trusts, des producteurs ou des intermédiaires, qui absorbent tous les profits résultant du travail et s'accrochant à des privilèges moralement indéfendables.

L'échelle mobile nous permettrait au moins, de ne pas voir se détériorer sans cesse notre pouvoir d'achat ; elle obligerait les Pouvoirs

(1) Par rapport à 100 en 1938.

publics à agir pour enrayer les hausses spéculatives, en tout cas anormales, de prix ; se situant dans une période d'économie en expansion elle ne comporterait pas de risques d'inflation galopante, elle pourrait même, à la condition que le Gouvernement et le Parlement fasse leur devoir, être un facteur de plein emploi dans une économie prospère.

**

Ce que nous venons de dire ne signifie pas que nous devions nous désintéresser des problèmes économiques : au contraire, nous devons mettre au point un programme qui, dans ce domaine, soit susceptible de répondre à l'ensemble des questions qui se posent à nous aujourd'hui et dont la complexité même rebute ou décourage certains.

Nous devons également nous préoccuper de faire aboutir ce programme, ce « Plan C.F.T.C. » de 1951 ; cela nous oblige, sans nous départir de cette indépendance qui fait notre force et constitue l'une de nos originalités, à réexaminer avec soin le grave problème des relations du syndicalisme et de la politique.

**

Nous ne devons pas oublier que nous sommes aux prises avec deux sortes de questions. Dans l'immédiat, compte tenu du régime dans lequel nous vivons, nous devons rechercher comment nous « servirons » le mieux les intérêts des travailleurs ; nous sommes là en plein cœur de notre action syndicale quotidienne. Certains trouvent cette tâche peu exaltante : elle constitue pourtant l'essentiel de notre mission, en tout cas, celle qui nous appartient en propre et dont la solution dépend principalement, pour ne pas dire exclusivement, de nous.

Notre seconde perspective d'action nous engage moins directement car sa solution se trouve dans les assemblées parlementaires et les conseils de Gouvernement. Notre rôle consiste à tracer l'épure d'un programme de réforme de structures susceptible de nous « sortir » du capitalisme. Tâche importante certes et de nature à donner aux masses laborieuses « l'espérance » d'un régime meilleur... Mais tâche qui ne sera accomplie, selon nous, qu'après une succession de réformes dont chacune doit être sérieusement étudiée et constituer un progrès réel. Il est bien évident, en effet, que notre doctrine ne peut faire sienne la maxime « la fin justifie les moyens » et envisager des étapes révolutionnaires qui comporteraient l'aggravation de la misère des masses, sous prétexte que cela peut aboutir à leur affranchissement.

En résumé, notre action, profondément réaliste, devra continuer, comme par le passé, à se développer dans la ligne des principes de la C.F.T.C., c'est-à-dire que nos revendications doivent être étudiées de telle sorte que nous ayons la certitude qu'elles sont « possibles » et éloignées de toute apparence même de démagogie, — que nous devons les présenter dans un esprit de loyale confrontation et non de lutte des classes, — que nous en recherchons l'aboutissement par voie de discussion paritaire et que nous ne recourons à la grève qu'en cas d'échec et en dernier ressort, après nous être assurés que cette grève ne comporte pas, pour les familles ouvrières, des risques hors de proportion avec les avantages recherchés.

Mais un tel rappel est-il nécessaire ? Non, sans doute, bien qu'il apparaisse que, çà et là, quelques néophytes du syndicalisme chrétien

ne semblent pas suffisamment imprégnés de nos principes, mais ces cas sont heureusement fort rares. Cependant, il ne faut pas oublier qu'aujourd'hui les moindres actes des militants locaux ou professionnels sont imputés à la C.F.T.C. tout entière, ce qui doit inciter les dirigeants responsables à une grande vigilance.

**

Enfin, cette conclusion serait incomplète si nous n'insistions pas sur la nécessité de renforcer notre organisation et de parachever notre effort de conquête ouvrière.

Malgré de louables efforts, nous constatons trop souvent que des dirigeants d'organisations, permanents ou non, n'attachent pas une importance suffisante à « l'organisation ». Il faut, certes, faire la part du manque d'attrait de ce travail. Cependant, pour certains, cette négligence est systématique.

En réalité, si un tel état d'esprit se développait, notre instrument de travail, au service des masses laborieuses, s'émousserait et, qui sait, risquerait de disparaître ; la C.F.T.C. n'est d'ailleurs pas seulement un instrument, c'est aussi un mouvement que l'on se doit de développer dans l'intérêt même de la promotion ouvrière.

Il faut, coûte que coûte, mettre l'accent sur la nécessité de l'organisation qui constitue, en elle-même, une part de notre mission syndicale, envisagée spécialement sous l'angle éducatif.

Cette remarque se relie à l'aspect propagande : faire connaître la C.F.T.C., lui attirer des adhérents c'est bien, conserver ces adhérents doit être notre but. L'action revendicative attire ; elle ne retient pas, car l'action revendicative connaît des pauses et des échecs. Les services d'entraide pratique attachent les adhérents ; de même, pour certains, elle peut constituer l'élément déterminant de l'adhésion.

Sans délaisser l'action de grande envergure qui intéresse la masse, il faut donc, simultanément, s'intéresser aux cas individuels et, par conséquent, s'ingénier à doter le mouvement de « services pratiques » adaptés aux besoins des travailleurs et des familles ouvrières.

Il faut également, et nous terminerons par là, se garder de poser de faux problèmes en matière de propagande. Les dirigeants de la C.F.T.C., quels qu'ils soient, veulent tous voir notre mouvement étendre largement son emprise sur la masse ouvrière ; personne ne songe à un « resserrement » quelconque. Mais il serait absurde, sous prétexte de témoigner du fait que la C.F.T.C. n'est pas « confessionnelle », ce qui est hors de question, sauf dans l'esprit de quelques « concurrents » en mal d'arguments de combat contre nous, de s'interdire la prospection systématique de ces millions de travailleurs chrétiens dont la grande masse est restée insensible aux enseignements mêmes de ses chefs spirituels. Notre devoir est de poursuivre, auprès de cette masse, un effort d'éducation, en l'accrochant sur son terrain local par des arguments non seulement pratiques mais essentiellement doctrinaux.

Encore une fois, il ne s'agit pas d'abandonner ou de ralentir notre effort sur le plan des entreprises ; bien au contraire, il doit être intensifié, perfectionné, structuré, car c'est là, vraiment, la base naturelle pour l'action professionnelle et l'organisation syndicale. Mais il faut doubler cet effort par un autre effort de propagande et

d'organisation interprofessionnelle sur le plan de la localité ou du secteur, ou du quartier, et c'est seulement après l'avoir accompli que nous pourrons porter en toute connaissance de cause un jugement de valeur sur cette expérience... Si certains sont sceptiques, beaucoup, parmi nous, sont persuadés que nous trouverions ainsi de réelles possibilités de renforcement matériel et moral de la C.F.T.C.

Tel est bien, en effet, notre souci unanime, pour remplir notre mission, il nous faut bâtir un mouvement fort, dynamique et uni.

31 mars 1951.



Imprimerie Charles SAINTARD
16, rue Emile-Raspail, Arcueil